



**Pérenniser l'effort pour l'égalité :  
tout savoir sur la politique étrangère féministe**

## Remerciements

### **Rédactrices**

Lucie Coquisart  
Cassiopée Laugier  
Apolline Legras  
Nina Nerva  
Déborah Rouach

### **Sous la direction**

Déborah Rouach  
Alice Apostoly

### **Illustratrice**

Yona Rouach  
instagram : yona\_rouach\_atelier  
[yonarouach1.myportfolio.com](http://yonarouach1.myportfolio.com)

## Table des matières

<b>Liste des sigles</b>	<b>3</b>
<b>Introduction</b>	<b>5</b>
<b>Allemagne</b>	<b>10</b>
<b>Argentine</b>	<b>21</b>
<b>Australie</b>	<b>30</b>
<b>Autriche</b>	<b>41</b>
<b>Belgique</b>	<b>55</b>
<b>Canada</b>	<b>65</b>
<b>Chili</b>	<b>77</b>
<b>Colombie</b>	<b>86</b>
<b>Danemark</b>	<b>93</b>
<b>Écosse</b>	<b>103</b>
<b>Espagne</b>	<b>108</b>
<b>États-Unis</b>	<b>119</b>
<b>Finlande</b>	<b>130</b>
<b>France</b>	<b>141</b>
<b>Irlande</b>	<b>157</b>
<b>Luxembourg</b>	<b>166</b>
<b>Mexique</b>	<b>176</b>
<b>Mongolie</b>	<b>187</b>
<b>Norvège</b>	<b>197</b>
<b>Pays-Bas</b>	<b>208</b>
<b>Royaume-Uni</b>	<b>219</b>
<b>Slovénie</b>	<b>229</b>
<b>Suède</b>	<b>243</b>
<b>Conclusion</b>	<b>258</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>264</b>

## Liste des sigles

ADS : Agence fédérale allemande de lutte contre la discrimination  
AFD : Agence française de développement  
AFFPC : Coalition australienne pour la politique étrangère féministe  
AFNOR : Association française de normalisation  
AGNU : Assemblée générale des Nations unies  
APD : Aide publique au développement  
BAD : Banque africaine de développement  
BMFSFJ : Division de l'Égalité des Genres au sein du Ministère de la Famille allemand  
CAD : Comité d'aide au développement  
CCNUCC : Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques  
CDE : Convention relative aux droits de l'enfant  
CEC : Conseil fédéral belge pour l'égalité des chances entre hommes et femmes  
CECOPAC : Centre chilien des opérations conjointes de maintien de la paix  
CEDEF : Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes  
CEFH : Conseil bruxellois de l'égalité entre femmes et hommes  
CEPALC : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes  
CET : Centre pour l'Égalité de traitement luxembourgeois  
CGE : Groupe de Coordination Interdépartemental belge  
CICID : Comité interministériel de la coopération internationale et du développement  
CICR : Comité international de la Croix rouge  
COP : Conférence des parties  
CPEM : Conseil présidentiel colombien pour l'égalité des femmes  
CPI : Cour pénale internationale  
CSW : Commission de la condition de la femme des Nations Unies  
CWEHF : Conseil wallon pour l'égalité entre hommes et femmes  
DGDD : Direction générale des droits humains et de la démocratie  
DIHR : Institut danois des droits de l'Homme  
DSSR : Droits et santé sexuelle et reproductive  
ERC : Coalition pour les droits égaux  
FCDO : Bureau anglais des Affaires étrangères, du *Commonwealth* et du développement  
FGE : Forum génération égalité  
FIAP : Politique féministe d'aide internationale  
FNUAP : Fonds des Nations unies pour la population  
FPS : Femmes, Paix et Sécurité

FSE : Fond social européen  
FSOF : Fonds de Soutien aux Organisations Féministes  
FVC : Fonds vert pour le climat  
GEFD : Programme d'égalité des genres pour le développement norvégien  
G20 : Groupe des vingt  
IA : Intelligence artificielle  
IEWM : Institut belge pour l'égalité entre les femmes et les hommes  
IHREC : Commission irlandaise des droits de l'Homme et de l'égalité  
IKI : Initiative internationale sur le climat  
IMR : Institut des Relations internationales mexicain  
LGBTI+ : lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, intersexes  
MEAE : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères  
MEGA : Ministère de l'Égalité entre femmes et hommes  
NYTKIS : Coalition des associations de femmes finlandaises  
OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques  
OCW : Ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sciences néerlandais  
ODD : Objectifs de développement durable  
OEA : Organisation des États américains  
OIT : Organisation internationale du travail  
ONG : Organisation non-gouvernementale  
ONU : Organisation des Nations unies  
OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord  
PAIF : Politique d'aide internationale féministe  
PAN : Plan d'action national  
PGE : Partenariat global pour l'éducation  
PIB : Produit intérieur brut  
PIDCP : Pacte international relatif aux droits civils et politiques  
PNUD : Fonds des Nations unies pour le développement  
RNB : Revenu national brute  
SSMDH : Sous-secrétariat aux affaires multilatérales et aux droits de l'Homme mexicain  
SNF : Service National de la Femme  
UE : Union européenne  
UNESCO : Fonds des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture  
UNICEF : Fonds des Nations unies pour l'enfance  
USAID : Agence des États-Unis pour le développement international  
VBG : Violences basées sur le genre  
WOW : Programme anglais « Work and Opportunities for Women »

## Introduction

Les conflits armés, les changements climatiques, l'insécurité alimentaire ou encore les dangers du numérique marquent le quotidien de milliards de personnes. Ces événements ne sont pas sans conséquences pour les femmes, les filles et les personnes LGBTI+ et marginalisées, ils ont des répercussions séxospécifiques. Notre monde repose en outre sur un système patriarcal, néocolonial, capitaliste et raciste, socle de sociétés organisées sur des rapports de dominations où le masculin l'emporte. Les domaines de la politique étrangère, la diplomatie, la défense et la sécurité, pour n'en citer que quelques-uns, incarnent ce système inégalitaire. Un système qui démontre ses limites pour protéger la population dans son ensemble et garantir la paix et la démocratie au niveau mondial.

Première cible de ce système, les droits des femmes font l'objet d'attaques constantes dans un contexte global de recul des droits humains. L'année dernière, ONU Femmes France estimait que ce ne serait qu'en 2323 que les femmes auraient des droits égaux à ceux des hommes. C'est sans compter les événements disruptifs prévisibles et imprévisibles, tels que les catastrophes naturelles, les conflits, les pandémies, qui à tout moment peuvent encore faire reculer cette date.

Dans un tel contexte, les violences et les discriminations basées sur le genre explosent, la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles s'accroît et la possibilité d'atteindre les Objectifs du développement durable (ODD) ne fait que diminuer. Or, les droits des femmes et l'égalité des genres constituent un baromètre déterminant de l'état de nos sociétés, et leur niveau de développement, de démocratie, de paix et d'égalité. En ce sens, une étude menée en 2023 par Equal Measures 2030 révèle que près de la moitié des ODD sont directement et intrinsèquement liés à la réalisation de l'égalité des genres et les trois quarts des 169 cibles des ODD en dépendent de façon directe ou significative<sup>1</sup>.

Face à ces observations, les États ont pour responsabilité de repenser les structures de pouvoir qui favorisent la domination, la violence et la misogynie au sein de leur territoire, ainsi qu'à travers leur politique étrangère. Ils doivent proposer des alternatives viables, justes et égalitaires. Le concept de politique étrangère féministe prend ici tout son sens.

En déployant des politiques étrangères féministes, les États entendent participer au maintien de la paix dans le monde et à la réduction des inégalités. Ces pays démontrent ainsi leur prise de conscience

---

<sup>1</sup> EqualMeasures2030. (05 septembre 2023). *Is gender equality critical to the success of the sustainable development goals ?*. Medium.  
<https://equal2030.medium.com/is-gender-equality-critical-to-the-success-of-the-sustainable-development-goals-cb0a5bd2de4f>

relative à l'interdépendance des droits des femmes et de l'égalité des genres avec le développement de sociétés justes, égalitaires et démocratiques.

Les politiques étrangères féministes doivent donc être un outil pour mettre un terme aux inégalités sociales et économiques dans le monde à travers la recherche de la paix et de la sécurité humaine, du développement durable et de la protection de l'environnement.

Actuellement, plusieurs pays ont officiellement adopté une politique étrangère féministe<sup>2</sup> alors que d'autres États ont des valeurs féministes dans leur politique étrangère sans employer ce concept. Le point central de ces politiques est la défense des droits humains et plus spécifiquement des femmes et des filles. Il n'existe pour l'instant pas de définition universelle de la politique étrangère féministe, donc chaque pays, faisant le choix d'en adopter une, est libre d'en déterminer les termes.

D'après l'Institut du Genre en Géopolitique pour qu'une politique étrangère féministe incarne un véritable pouvoir de transformation positif de nos sociétés, elle doit être : intersectionnelle, postcoloniale, anti-raciste, holistique, inclusive, fondée sur les droits humains, impulsant de meilleures politiques publiques du pays par souci de cohérence et transversale à tous les domaines de la politique étrangère. Elle défend une vision transformatrice de la société en faveur de l'égalité des genres et de la lutte contre toutes les formes de violences et de discriminations envers les femmes, les filles, les personnes LGBTI+ et marginalisées. Pour cela, la politique étrangère féministe assigne des moyens humains et financiers adaptés pour l'appliquer, et promeut des femmes à des postes de pouvoir. Elle soutient l'émancipation totale des femmes, collabore et soutient des ONG féministes, la société civile et le secteur de la recherche. La priorité de la politique étrangère féministe est de promouvoir et défendre les droits humains de toute personne en mettant fin à une approche fondée sur la *realpolitik* et le « deux poids, deux mesures » qui fait légion en relations internationales.

La Suède<sup>3</sup> a été le premier pays à développer une politique étrangère féministe en 2014 avant de l'abroger en 2022 avec l'arrivée d'un gouvernement de coalition de droite et d'extrême droite. Le pays avait axé sa politique sur trois principes qui constituent les fondements de toute politique étrangère féministe : les droits des femmes, des filles et des personnes LGBTI+, leur représentation et les ressources allouées pour mettre en place cette stratégie. L'actuel gouvernement suédois a justifié

---

<sup>2</sup> Allemagne (2021), Albanie (2023), Argentine (2023), Canada (2017), Chili (2022), Colombie (2022), Costa Rica (2023), Espagne (2021), Écosse (2021), France (2019), Libéria (2022), Libye (2021), Luxembourg (2018), Mexique (2020), Mongolie (2023), Pays-Bas (2022), Slovénie (2023).

<sup>3</sup> Le choix d'inclure la Suède dans ce rapport s'explique par le statut singulier du pays, qui a été le premier État à mettre en place une politique étrangère féministe, témoignant ainsi d'un engagement important en faveur de l'égalité des genres à l'échelle mondiale. En dépit de la décision de la Suède d'annuler cette politique, le pays continue de s'engager à l'international pour les droits des femmes.

son choix de ne plus défendre une politique étrangère féministe afin d'apaiser les tensions que sa création avait générées dans les relations entre le pays et certains États du Moyen-Orient<sup>45</sup>.

Ce recul de la Suède témoigne de la volonté de certains partis politiques de faire reculer les avancées liées aux droits des femmes et des personnes LGBTI+, qui prend de plus en plus d'ampleur. Toutes les régions du monde sont concernées par les mouvements anti-droits contre les femmes, les personnes LGBTI+ et marginalisées. Les avancées en matière d'égalité des genres remettent en question les normes traditionnelles et les structures de pouvoir et économiques établies. En conséquence, les groupes conservateurs, soutenus par des organismes alliés dans d'autres pays du monde, gagnent en influence et sont en capacité de faire barrage aux réformes favorables à l'égalité. Ces réactions extrêmement hostiles face à ce changement social doivent consolider les politiques étrangères féministes adoptées par les États et inciter les autres qui en sont dépourvus à en implémenter.

Chaque pays qui déploie une politique étrangère féministe l'oriente vers des axes qui lui sont prioritaires. Les motivations derrière l'adoption d'une politique étrangère féministe divergent selon les États. Certains cherchaient à se positionner comme leader sur le sujet et à imposer leur légitimité sur la scène internationale, d'autres à y redorer leur image et gagner de l'influence, ou encore à se différencier de leurs voisins, comme la Mongolie.

La répartition des pays ayant adopté une politique étrangère féministe est quasiment égalitaire entre le Nord global et le Sud global, bien qu'il y ait d'importantes disparités géographiques. En Europe, il existe des écarts significatifs entre d'une part les pays d'Europe de l'Ouest, et d'autre part les pays d'Europe centrale et d'Europe du Sud-Est, ayant respectivement un seul État avec une politique étrangère féministe. En Amérique latine, trois autres États ont suivi l'exemple du Mexique qui, en 2020, a été le premier pays du Sud global à adopter une politique étrangère féministe. En Asie de l'Est et du Pacifique, seule la Mongolie a annoncé en 2023 vouloir prioriser l'égalité des genres dans sa politique extérieure. Au Moyen-Orient et en Asie centrale, aucun pays n'a pour l'instant fait le choix de rejoindre les pays ayant une politique étrangère féministe.

En Afrique, la Libye et le Libéria ont publiquement annoncé en 2021 et 2022 vouloir mettre en avant ce concept dans leur politique. Ils ne seront pas analysés dans ce rapport, en raison de l'absence de données et du manque de cohérence dans le développement de leur politique étrangère féministe et de leur contexte national. Ils sont actuellement en pleine réforme de leurs politiques publiques pour

---

<sup>4</sup> Geo. (18 octobre 2022). *La Suède abandonne sa « diplomatie féministe » dont elle était pionnière.* <https://www.geo.fr/geopolitique/la-suede-abandonne-sa-diplomatie-feministe-dont-elle-etait-pionniere->

<sup>5</sup> Geo. (18 octobre 2022). *La Suède abandonne sa « diplomatie féministe » dont elle était pionnière.* <https://www.geo.fr/geopolitique/la-suede-abandonne-sa-diplomatie-feministe-dont-elle-etait-pionniere->

pouvoir témoigner de la cohérence entre engagements internationaux et nationaux<sup>6</sup>. Néanmoins, les efforts fournis par ces pays sont à souligner.

Le concept de politique étrangère féministe est davantage mis en avant par les pays du Nord global qui disposent de plus de moyens et d'influence pour soutenir les droits des femmes et l'égalité des genres dans le monde, à travers leur portage politique et leur aide publique au développement. Une aide dont les bénéficiaires sont en grande majorité des pays du Sud global, où le concept de politique étrangère féministe apparaît de fait comme une importation des idéaux féministes occidentaux et comme une forme de néocolonialisme par les États du Nord global.

Face à ces diverses observations, l'Institut du Genre en Géopolitique souhaite proposer un travail de recherche sur le concept de politique étrangère féministe qui connaît sa première décennie. L'occasion de démontrer et d'analyser les différents outils et mécanismes mis en place par les États qui développent une politique étrangère féministe, mais pas seulement. Ce rapport analyse également les pays qui n'ont pas officiellement adopté ce concept et sont engagés pour promouvoir l'égalité des genres dans leurs actions extérieures. Le choix des pays analysés répond à différents critères non exhaustifs : le degré d'implication dans la promotion et la défense des droits des femmes et de l'égalité des genres dans le monde, la cohérence entre les politiques publiques et les politiques extérieures sur ces mêmes sujets et les ressources humaines et financières allouées pour leur mise en application.

En offrant cet éclairage sur le concept de politique étrangère féministe, nous souhaitons mettre à la disposition du plus grand nombre une analyse et une présentation argumentée des politiques étrangères féministes ou aux valeurs féministes<sup>7</sup> dans le monde. L'objectif est également de mettre en avant ces pays qui ont décidé de soutenir et promouvoir l'égalité des genres et les droits humains en opposition aux pays conservateurs et aux mouvements anti-droits qui perpétuent une vision du monde patriarcale, inégalitaire et injuste.

Ce travail de recherche vise à rendre accessible de façon synthétique et précise une analyse sur les différentes politiques étrangères d'une vingtaine de pays. Afin de rendre la lecture de ce rapport plus pédagogique, l'Institut du Genre en Géopolitique a choisi de rédiger une fiche par pays pour présenter les politiques étrangères féministes ou aux valeurs féministes. Ce format a été pensé pour sensibiliser le grand public et les expert-es à ce concept tout en permettant à la société civile de se saisir de ce sujet afin d'interpeller leurs gouvernements à prendre des mesures efficaces pour le développement de politiques en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

---

<sup>6</sup> Pour ces mêmes raisons, l'Albanie et le Costa Rica ne seront pas étudiés dans ce rapport.

<sup>7</sup> Pour les pays n'ayant pas adopté une politique étrangère féministe, nous employons dans le rapport la formule suivante pour caractériser leur politique étrangère : politique étrangère aux valeurs féministes.

Chaque fiche pays est présentée de la manière suivante :

- une partie « adoption et contexte » afin de comprendre les conditions ayant menées à l'adoption de cette politique étrangère féministe ou aux valeurs féministes ;
- une partie « axes et spécificités » pour présenter le contenu de la politique étrangère ;
- en fonction du pays une partie « financements sensibles au genre » concernant l'aide publique au développement destinée à des programmes sensible au genre et les fonds dédiés aux Agences des Nations unies ou une partie « Plans, traités, politiques et déclarations concrètes adoptées qui incluent le genre au niveau régional ou international » pour les pays non donateurs ;
- une partie « forces et limites » qui analyse la vision de la politique étrangère féministe ou à valeur féministe défendue ainsi que les actions mises en place ;
- une partie « recommandations » que l'Institut du Genre en Géopolitique formule afin d'encourager les gouvernements à améliorer leur politique étrangère féministe ou aux valeurs féministes.

La rédaction des différentes fiches pays s'est déroulée sur des temporalités différentes de novembre 2023 à mars 2024, pour cette raison les informations récoltées durant cette période peuvent être plus ou moins récentes en fonction du pays. En outre, ces fiches pays ne prétendent pas être exhaustives mais rendre accessible la compréhension de la politique étrangère féministe ou aux valeurs féministes de ces pays.

S'agissant des tableurs pour les financements sensibles au genre, ils ont été remplis sur la base des données rendues disponibles par les États et les organismes internationaux qui comptabilisent les financements sensibles à l'égalité des genres. Certaines données sont signalées comme étant non disponibles, cela peut s'expliquer de diverses manières : un manque d'indicateurs fixés par les États, une absence de leur évaluation, une difficulté à comptabiliser les données ou un manque de transparence. Les services dédiés à ces sujets dans le ministère des Affaires étrangères de chaque pays, où un tableur est proposé, ont été contactés afin de pouvoir récolter ces informations.

## Allemagne

### Adoption et contexte

En décembre 2021, l'Allemagne annonce le développement d'une politique étrangère féministe dans l'Accord de coalition de son nouveau gouvernement, mené par la ministre des Affaires étrangères, Annalena Baerbock du parti des Verts<sup>8</sup>. Pour développer cette approche, le gouvernement a collaboré étroitement avec la société civile et des pays pionniers en la matière, tel que la Suède et le Canada<sup>9</sup>. Le 1er mars 2023, les directives de la politique étrangère féministe du pays basées sur les « 3R », à savoir « rights, representation, resources », sont publiées<sup>10</sup>. Le prédécesseur d'Annalena Baerbock, Heiko Maas, mettait déjà en lumière les stéréotypes présents dans le domaine de la politique étrangère<sup>11</sup>. En outre, dès 2000, l'Allemagne prône l'égalité par « toutes les actions politiques, législatives et administratives des ministères fédéraux dans leurs domaines respectifs<sup>12</sup> ». En 2023, la politique étrangère féministe allemande vise à promouvoir cette égalité mondialement, à encourager l'adoption de lois protégeant contre le harcèlement sexuel et à promouvoir une budgétisation sensible au genre d'ici la fin de la présente législature. D'ici 2025, l'Allemagne souhaite allouer 85 % du financement de projets de manière sensible au genre, selon le marqueur de genre GG1 du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

### Les axes et spécificités

L'Allemagne s'engage à promouvoir une politique étrangère féministe basée sur les droits humains à l'échelle internationale qui aborde plusieurs axes essentiels, notamment les violences basées sur le genre (VBG), l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS), l'aide publique au développement (APD) genrée, le climat, le commerce, le numérique et les droits et la santé sexuelle et reproductive (DSSR).

<sup>8</sup> SPD, Bündnis 90/Die Grünen, & FDP. (2021). Mehr Fortschritt Wagen - die Bundesregierung Informiert. <https://www.bundesregierung.de/resource/blob/974430/1990812/04221173eef9a6720059cc353d759a2b/2021-12-10-koav2021-data.pdf?download=1>

<sup>9</sup> Dinkel, S., Schirwon, D., & Stamm, L. (27 Juillet, 2022). Defining Feminist Foreign Policy in Germany's National Security Strategy. *German Council on Foreign Relations*. [\[https://dgap.org/en/research/publications/defining-feminist-foreign-policy-germanys-national-security-strategy\]](https://dgap.org/en/research/publications/defining-feminist-foreign-policy-germanys-national-security-strategy)

<sup>10</sup> Federal Foreign Office. (2023, March 1). Shaping Feminist Foreign Policy: Federal Foreign Office Guidelines. <https://www.auswaertiges-amt.de/blob/2585076/4d2d295dad8fb1c41c6271d2c1a41d75/ffp-leitlinien-data.pdf>

<sup>11</sup> Achraimer, C. (2022, 17 octobre). Germany's Feminist Foreign Policy: Will Berlin Really Do Things Differently?. *Internationale Politik Quarterly*. [\[https://ip-quarterly.com/en/germanys-feminist-foreign-policy-will-berlin-really-do-things-differently\]](https://ip-quarterly.com/en/germanys-feminist-foreign-policy-will-berlin-really-do-things-differently)

<sup>12</sup> Bundesministerium des Innern, für Bau und Heimat. (2020). *Die Bundesregierung Gemeinsame Geschäftsordnung der Bundesministerien* (Règlement intérieur commun des ministères fédéraux). À retrouver : [https://www.bmi.bund.de/SharedDocs/downloads/EN/themen/moderne-verwaltung/ggo\\_en.pdf?\\_\\_blob=publicationFile&v=7](https://www.bmi.bund.de/SharedDocs/downloads/EN/themen/moderne-verwaltung/ggo_en.pdf?__blob=publicationFile&v=7)

S'agissant de la dimension des « droits », l'Allemagne souhaite encourager certains pays à adopter des lois protégeant les femmes contre le harcèlement et les violences sexuelles. Ainsi, en termes de VBG, l'Allemagne a investi dans des projets de lutte contre les violences sexuelles depuis 2018, dans des pays variés tels qu'en Afghanistan<sup>13</sup>, à Gaza, au Soudan et en Ukraine<sup>14</sup>. Sur la scène internationale, l'Allemagne a fait une déclaration conjointe en septembre 2023 pour dénoncer les VBG perpétrées par les Talibans en Afghanistan et leur violation des règles du droit international<sup>15</sup>. En mars 2022, l'Allemagne a saisi la Cour pénale internationale (CPI) pour enquêter sur les crimes de guerre, incluant les violences contre les femmes, en Ukraine. La mobilisation contre les VBG découle de l'application de la résolution 1535 de l'ONU. L'Allemagne a adopté en 2021 son troisième Plan d'Action pour l'Agenda FPS 2021-2024<sup>16</sup> développé par le Groupe de travail interministériel sur les FPS. Il se concentre sur six domaines prioritaires : la prévention des crises, la participation, la protection et le soutien, l'assistance humanitaire, la gestion des crises et la reconstruction, le renforcement de l'Agenda FPS, ainsi que l'augmentation de l'intégration institutionnelle et des capacités. Sa particularité consiste à offrir un cadre élargi de suivi et d'évaluation sur la mise en œuvre des activités. L'approche proactive de l'Allemagne s'illustre également dans sa collaboration avec la société civile pour intégrer le contrôle des armes légères dans les initiatives internationales et locales liées à l'Agenda FPS<sup>17</sup>.

L'Allemagne, en tant que quatrième plus grand exportateur d'armes au monde, participe à l'Arms Trade Treaty depuis 2014, pour démontrer sa responsabilité envers les droits humains, principalement contre les VBG, malgré son rôle majeur dans l'industrie de la défense<sup>18</sup>. L'Arms Trade Treaty est un traité international qui régit le commerce mondial des armes classiques et qui vise à prévenir et à éradiquer le commerce illicite et le détournement de ces dernières. L'objectif du traité est de faire en sorte que les États signataires adoptent un comportement transparent et proportionné lors de leurs interventions internationales afin de prévenir les violations du droit humanitaire et des droits de la

---

<sup>13</sup> UN Women. (2021). *Partners for Change: UN Women and Germany in 2021*.

<https://www.unwomen.org/sites/default/files/2021-12/Partners-for-change-Germany-en.pdf>

<sup>14</sup> German Contribution. (2018). *Implementation of UN-Resolutions: Resolution: Intensification of efforts to eliminate all forms of violence against women and girls: sexual harassment (A/RES/73/148)*.

<https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2020/A-75-274-Submission-Germany-en.pdf>

<sup>15</sup> Albania, Belgium, Cabo Verde, Costa Rica, Croatia, Denmark, France, Germany, Liechtenstein, Luxembourg, Malta, and Spain. (2023, September 19). Joint Declaration of Governments on Addressing systematic gender-based discrimination against women and girls in Afghanistan.

<https://www.auswaertiges-amt.de/en/newsroom/news/-/2617316>

<sup>16</sup> German Federal Government. (2021). *The German Federal Government's Action Plan for the Women, Peace and Security Agenda 2021 to 2024*. Federal Foreign Office, 10117 Berlin.

<https://www.auswaertiges-amt.de/blob/2445264/d7d78947490f454a5342c1dff737a474/aktionsplan-1325-2021-2024-en-data.pdf>

<sup>17</sup> Small Arms Survey. (2021). *Gender-Responsive Arms Control Project Presentation*.

<https://www.smallarmssurvey.org/project/gender-responsive-arms-control>

<sup>18</sup> Kirchoff, J. (2022). Germany and the Arms Trade Treaty. *Tsinghua International Relations Review*, 2(1).

Consulté sur [https://nexgen-forum.org/wp-content/uploads/2022/03/TIRR-2.1\\_Kirchoff\\_Germany.pdf](https://nexgen-forum.org/wp-content/uploads/2022/03/TIRR-2.1_Kirchoff_Germany.pdf)

personne. Bien que cela implique des coûts pour la mise en œuvre et l'adhésion au traité, cela renforce la position de l'Allemagne en tant qu'acteur responsable tout en contribuant à la sécurité mondiale et à la protection des troupes allemandes déployées à l'étranger. En janvier 2017, deux organisations ont rappelé à l'ordre l'Allemagne en démontrant que la prolifération des armes, associée à un accès facile, aggrave le risque de violence basée sur le genre, engageant ainsi l'Allemagne à prendre des mesures préventives<sup>19</sup>. Depuis, aucune de ces recommandations ne semble avoir été prise en compte par le gouvernement.

En outre, la politique étrangère féministe allemande souligne la volonté de combattre les discriminations contre les personnes LGBTI+. Le porte-parole du ministère allemand de la Justice, Maximilian Kall, a annoncé que l'interdiction de la promotion de la communauté LGBTI+ en Russie sera prise en compte dans le processus d'examen des demandes des citoyens russes<sup>20</sup>. L'Allemagne est l'un des seuls pays de l'OCDE à collecter des informations sur l'identité de genre à son échelle nationale. Malgré cela, et une amélioration constante des droits des personnes LGBTI+ depuis 2019, l'OCDE souligne que les violences discriminatoires à l'encontre des personnes LGBTI+ persistent<sup>21</sup>.

L'Allemagne était, en 2021, le premier donateur du CAD de l'OCDE, en termes de projets relatifs à l'égalité de genre<sup>22</sup>. En plus d'allouer des fonds importants, l'Allemagne défend un fort portage politique de sa politique étrangère féministe lors de rassemblements multilatéraux. Depuis novembre 2021, le gouvernement a lancé la stratégie genre de l'initiative internationale sur le climat (IKI) pour fournir un cadre de haut niveau pour soutenir et promouvoir des approches transformatrices du genre dans la coopération internationale sur le climat et la biodiversité, tout en intégrant des processus réactifs au genre comme norme minimale au niveau des projets<sup>23</sup>. En juin 2023, la ministre du Développement, Svenja Schulze, a rappelé au G20 que l'égalité des droits pour les filles et les femmes dans toute leur diversité n'est pas seulement une question d'équité ; elle conduit également à un meilleur développement à l'échelle mondiale<sup>24</sup>.

---

<sup>19</sup> Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) & European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR). (2017, January 30). CEDAW Shadow Report on Germany. Consulté sur [https://wilpf.org/wp-content/uploads/2017/02/CEDAW-Shadow-Report-on-Germany\\_20170130.pdf](https://wilpf.org/wp-content/uploads/2017/02/CEDAW-Shadow-Report-on-Germany_20170130.pdf)

<sup>20</sup> TWPWorld. (2023, 1 décembre). *Germany to Consider Offering LGBT Russians Asylum: Justice Ministry*. Consulté sur

<https://twpworld.com/74478083/germany-to-consider-offering-lgbt-russians-asylum-justice-ministry>

<sup>21</sup> OECD. (2023), *The Road to LGBTI+ Inclusion in Germany: Progress at the Federal and Länder Levels*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/977b463a-en>.

<sup>22</sup> OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

<sup>23</sup> International Climate Initiative. (2021). *IKI Gender Strategy: Supporting Gender Justice for Effective Climate and Biodiversity Projects*. Consulté sur <https://www.international-climate-initiative.com/PUBLICATION1727-1> (mis à jour en novembre 2022).

<sup>24</sup> Minister for Economic Cooperation and Development. (2023, 9 juin). *Speaking before the G20 meeting, Minister Schulze said: "Working together with India is the only way to solve global problems"*. Consulté sur <https://www.bmz.de/en/news/press-releases/development-minister-departs-on-visit-to-india-155558>

La politique étrangère féministe allemande intègre de manière significative les dimensions de genre dans ses actions en matière de politique commerciale et numérique. Au sein des six thèmes identifiés, la politique commerciale allemande réaffirme son engagement envers la Déclaration de Buenos Aires sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes. En outre, elle s'engage à soutenir des initiatives régionales et internationales visant à promouvoir davantage l'autonomisation, la visibilité et les réseaux des femmes, tout en établissant des forums de dialogue dans certaines missions diplomatiques étrangères. La politique étrangère féministe allemande utilise également son influence diplomatique pour promouvoir la ratification de la Convention n°190 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la violence et le harcèlement de 2019. Dans les six objectifs fixés par la politique étrangère féministe, l'avant-dernier ancre la volonté allemande de contribuer à un monde numérique équitable et sûr, notamment concernant l'intelligence artificielle. Les lignes directrices mentionnent le travail de la Coalition pour la liberté en ligne, qui développe des directives pour la conception et l'application appropriées de l'IA du point de vue du genre, répondant ainsi à l'appel récent d'ONU Femmes à explorer l'impact de ces technologies émergentes sur les femmes et les filles. Enfin, sa participation à la Commission de la condition de la femme des Nations unies (CSW) pour un avenir numérique équitable souligne l'importance accordée à la dimension genre de ce domaine<sup>25</sup>.

Concernant les DSSR, l'Allemagne est l'un des donateurs principaux du Fonds des Nations unies pour les populations (FNUAP) pour les DSSR<sup>26</sup>. Un engagement réaffirmé lors de sa présidence du G7 en 2022<sup>27</sup>.

Enfin en matière de représentation des femmes en politique, elle a atteint 48% au niveau ministériel et 35% au sein du parlement en 2023<sup>28</sup>. Ces chiffres marquent une progression par rapport à 2019, où les taux étaient de 39% et 32%, illustrant une évolution positive<sup>29</sup>. En ce qui concerne les ambassades, la proportion de femmes est passée de 12,7% en 2018 à 26,5% en 2023<sup>30</sup>. Cet effort a été salué par l'Index 2023 des femmes en diplomatie comme un « progrès significatif ».

---

<sup>25</sup> Klimke, R., et Tietje, C. (2023, mars 6). Feminist Foreign Trade Policy is a Demand of the EU Treaties.

*VerfBlog*. <https://verfassungsblog.de/feminist-foreign-trade-policy-is-a-demand-of-the-eu-treaties/>

<sup>26</sup> UNFPA. (2022). *Top General Donors 2022: Germany*. <https://www.unfpa.org/donor/germany-0>

<sup>27</sup> Countdown 2030. (2022). *Country Profiles: Sexual and Reproductive Health and Rights (SRHR) - Germany*. Consulté sur [<https://www.countdown2030europe.org/germany/>].

<sup>28</sup> EIGE. (2023). *Gender Statistics Database, WMID, 2nd Quarter*. <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2023/domain/power/DE>.

<sup>29</sup> EIGE. (2019). *Gender Statistics Database, WMID, 1st Quarter*. <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2019/domain/power/DE>.

<sup>30</sup> Chehab, S. (2023, mars). *2023 Women in Diplomacy Index*. Anwar Gargash Diplomatic Academy. Consulté sur [https://www.agda.ac.ae/docs/default-source/2023/women-diplomacy.pdf?sfvrsn=6189673b\\_3](https://www.agda.ac.ae/docs/default-source/2023/women-diplomacy.pdf?sfvrsn=6189673b_3)

## Les forces

Son engagement féministe sur la scène internationale est clair et proactif, ce qui lui confère une position solide. Une autre force notable réside dans l'approche holistique adoptée par l'Allemagne. En tant que leader multilatéral, elle joue un rôle central dans la promotion de l'égalité des genres. Elle co-préside l'organisme intergouvernemental de la Coalition pour les droits égaux (ERC) et participe activement à des forums internationaux sur la question du genre.

Son engagement financier significatif, et transparent, en faveur d'initiatives internationales pour les droits des femmes témoigne également de sa détermination. En se classant en première position parmi les donateurs du CAD de l'OCDE en termes de dépenses globales consacrées aux projets liés à l'égalité des genres, l'Allemagne démontre une cohérence entre son portage politique et ses engagements financiers. Par exemple, les VBG figurent en tête des objectifs de la politique étrangère féministe allemande<sup>31</sup>. Ainsi, depuis 2022 l'Allemagne est devenue le principal État donateur du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en apportant 11,5 millions d'euros supplémentaires pour aider les survivants de violence sexuelle et sexiste dans le monde<sup>32</sup>.

Enfin, la politique étrangère féministe allemande est innovante dans son approche de l'avenir numérique et de l'IA<sup>33</sup>. En faisant la promotion d'espaces numériques sûrs et prônant l'éradication des discours haineux spécifiques au genre, l'Allemagne s'impose comme un pays pionnier sur ces thématiques. Cet aspect représente à la fois une force et une nécessité constante d'ajustement pour faire face aux nouveaux défis.

## Les limites

L'implémentation de la politique étrangère féministe allemande comporte toutefois des limites. Concernant son cadre juridique national, un rapport de la Commission sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de mai 2023 déplore la non-modernisation de certaines lois fédérales allemandes, notamment la Loi générale pour l'égalité de traitement qui a comme objectif de prévenir et stopper la discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, le sexe, la religion ou croyance, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle, qui n'inclut pas systématiquement la perspective

---

<sup>31</sup> Federal Foreign Office. (2023, mars 1). Shaping Feminist Foreign Policy: Federal Foreign Office Guidelines . <https://www.auswaertiges-amt.de/blob/2585076/4d2d295dad8fb1c41c6271d2c1a41d75/ffp-leitlinien-data.pdf>

<sup>32</sup> *Ibid*

<sup>33</sup> Klimke, R., et Tietje, C. (2023, mars 6). Feminist Foreign Trade Policy is a Demand of the EU Treaties. *VerfBlog*. <https://verfassungsblog.de/feminist-foreign-trade-policy-is-a-demand-of-the-eu-treaties/>

de genre dans son application<sup>34</sup>. Ce manque d'engagements sur des problématiques majeures de l'égalité des genres pourrait décrédibiliser la démarche allemande et alimenter les critiques existantes sur l'utilisation de cette politique pour apparaître comme un État progressiste sur la scène internationale<sup>35</sup>.

De plus, malgré son adhésion à l'Arms Trade Treaty, l'Allemagne n'a pris aucune mesure concrète pour soumettre son exportation d'armes à des réglementations plus rigoureuses pour résorber les violences de genre.

À l'instar d'autres pays, les politiques étrangères et de développement féministes allemandes ont été prises par deux ministères différents. Il est donc important qu'ils agissent de manière concertée pour éviter de compromettre leurs effets politiques respectifs et se soutenir mutuellement dans leur engagement conjoint en faveur de l'égalité des genres dans une démarche transversale coordonnée<sup>36</sup>.

La représentation des femmes dans des postes à responsabilité reste trop faible au parlement et en diplomatie malgré des efforts constants depuis 2018. En 2021, la loi allemande «Zweites Führungspositionen-Gesetz - FüPoG II» précisait que les comités décisionnaires des grandes entreprises devaient respecter le quota de 30% de femmes, et hommes, au minimum<sup>37</sup>. Cependant au niveau des instances politiques, l'Allemagne ne dispose d'aucune loi établissant des quotas.

## Recommandations

- 1. Renforcer et soutenir la représentation des femmes à des postes de décision.** L'Allemagne devrait travailler à accroître la présence des femmes en diplomatie et au sein du parlement. Malgré les progrès significatifs, il est crucial de maintenir ces efforts en établissant de réels cadres juridiques pour les implémenter. Des pays tels que le Canada ont déjà atteint une représentation féminine de 51% en diplomatie. L'Allemagne doit persévérer pour garantir une participation équilibrée des femmes dans ces domaines cruciaux.

---

<sup>34</sup> Comité d'experts sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. (2023, 11 mai). *Allemagne : les experts du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes saluent les efforts menés dans le domaine de l'égalité de genre ; ils portent leur attention sur l'égalité salariale, l'accès à la santé reproductive, les discriminations à l'égard de femmes migrantes*. Office of the High Commissioner for Human Rights. <https://www.ohchr.org/fr/news/2023/05/experts-committee-elimination-discrimination-against-women-comment-germany-receiving>

<sup>35</sup> Friesen, I., & Wisskirchen, A. (2022). *Ten recommendations for Germany's feminist development policy* (IDOS Discussion Paper 17/2022). Bonn: German Institute of Development and Sustainability (IDOS). [https://www.idos-research.de/uploads/media/DP\\_17\\_2022.pdf](https://www.idos-research.de/uploads/media/DP_17_2022.pdf)

<sup>36</sup> *Ibid*

<sup>37</sup> BMFSFJ. (2021, 12 août). *Second Leadership Positions Act - FüPoG II*. Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend. <https://www.bmfsfj.de/bmfsfj/service/gesetze/zweites-fuehrungspositionengesetz-fuepog-2-164226>

2. **Garantir une cohérence entre les politiques nationales et la politique étrangère féministe en modernisant les lois fédérales en matière d'égalité des genres.** Cet élément fait barrage au potentiel leadership de l'Allemagne en termes de promotion de l'adoption d'une politique étrangère féministe. En améliorant son cadre juridique national, l'Allemagne gagnerait en crédibilité sur la scène internationale et auprès de la société civile.
3. **Mettre en place des mécanismes de coordination interministérielle en matière d'égalité des genres.** La coordination entre les ministères responsables de la politique extérieure et de la protection des droits des femmes est cruciale. À cela s'ajoute l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les ministères pour disposer d'une réelle approche transversale et coordonnée permettant d'augmenter l'efficacité des mesures mises en œuvre.
4. **Anticiper les conséquences des prochaines élections fédérales de 2025 pour la pérennité de la politique étrangère féministe.** Il est important que les responsables politiques, les décideurs, les organisations de la société civile et autres acteurs influant de la politique étrangère s'assurent que l'Allemagne maintienne son engagement envers la politique étrangère féministe, indépendamment du résultat des élections. Cela implique de renforcer les initiatives existantes et d'envisager de nouvelles approches pour garantir que les priorités féministes restent au cœur des politiques étrangères allemandes.
5. **Renforcer les normes encadrant les exportations d'armes.** En tant que signataire de l'*Arms Trade Treaty*, l'Allemagne devrait prendre des mesures concrètes pour soumettre ses exportations d'armes à des réglementations plus strictes, en alignement avec ses engagements en matière de lutte contre les violences de genre. En faisant cela, l'Allemagne pourrait accroître la cohérence entre sa politique étrangère féministe et ses actions dans le domaine de la sécurité internationale.

Le cadre institutionnel de l'Allemagne en matière de genre :

En Allemagne, la Division de l'Égalité des Genres au sein du Ministère de la Famille (BMFSFJ) est à l'avant-garde des efforts pour l'égalité des genres, élaborant des politiques et surveillant les progrès. Bien que rarement consultée au quotidien, elle intègre les considérations de genre dans les affaires nationales et internationales.

Au niveau interministériel, aucun mécanisme formel n'existe, mais la BMFSFJ est informellement impliquée dans les processus législatifs. Elle contribue au Rapport sur l'égalité des genres tous les

quatre ans et participe à des rapports ponctuels et à des avis juridiques. La Fondation Fédérale pour l'Égalité, créée en 2021, soutient l'élaboration de politiques basées sur des preuves. Les programmes opérationnels du Fond Social Européen (FSE) en Allemagne accordent la priorité à l'égalité des genres en tant qu'approche transversale, en cohérence avec les périodes 2014-2020 et FSE+ 2021-2027.

#### Collectifs féministes :

En Allemagne, les collectifs féministes et la société civile jouent un rôle crucial dans la promotion de l'égalité des genres. Leur contribution est renforcée par l'Agence fédérale de lutte contre la discrimination (Antidiskriminierungsstelle des Bundes - ADS), qui agit en tant qu'organisme indépendant dédié à l'égalité. Avec 35 membres du personnel travaillant sur six critères de protection, l'ADS consacre jusqu'à 25 % de son temps à des projets spécifiquement axés sur l'égalité des genres. Bien que sa consultation soit moins fréquente que celle de la Division de l'Égalité des Genres au BMFSFJ, l'ADS est souvent consultée dans le processus législatif, entraînant des ajustements significatifs dans un quart à la moitié des cas. Cependant, son mandat est limité aux domaines couverts par les Directives sur l'égalité, excluant des aspects tels que la violence basée sur le genre ou les crimes haineux. Les consultations avec les parties prenantes de la société civile et les expert·es sont requises dans le processus législatif, et la Division de l'Égalité des Genres du BMFSFJ fournit un soutien financier à certaines organisations de la société civile. La récente création de la Fondation fédérale pour l'égalité offre une plateforme régulière d'échange avec les acteur·ices de la société civile dans le domaine de la politique d'égalité des genres.

#### Points à retenir :

1. En décembre 2021, l'Allemagne annonce sa politique étrangère féministe, élaborée en collaboration avec la société civile et des pays comme la Suède et le Canada.
2. La politique, publiée en mars 2023, s'appuie sur les « 3R » (droits, représentation, ressources).
3. Depuis 2018, l'Allemagne investit dans des projets anti-VBG, dénonçant les violences des Talibans et saisissant la Cour pénale internationale pour enquêter sur les crimes de guerre en Ukraine.
4. Pour la période 2021-2024, le pays a adopté son troisième plan d'action pour l'Agenda « Femmes, Paix et Sécurité », axé sur la prévention et la gestion des crises, la participation et la protection des femmes, l'assistance humanitaire et l'intégration institutionnelle.
5. L'Allemagne lutte contre les discriminations des personnes LGBTI+, en mettant en place des facilités spécifiques pour les ressortissant·es des pays où leurs droits sont particulièrement menacés.
6. En 2021, l'Allemagne devient le premier donateur du CAD de l'OCDE pour l'égalité des genres, démontrant un engagement financier significatif en la matière. En ce sens, le tableau des financements pour l'égalité des genres de 2019 à 2022 révèle une augmentation constante des contributions dans ce domaine.

7. L'Allemagne intègre la dimension de genre dans la politique commerciale, soutient la Déclaration de Buenos Aires et s'engage pour un monde numérique équitable et sûr, y compris concernant l'intelligence artificielle.
8. Malgré un engagement clair et proactif, la politique étrangère féministe allemande présente des limites, à propos de la non-modernisation des lois fédérales et de la nécessité de renforcer la représentation des femmes dans les sphères décisionnelles.

## Argentine

### Adoption et contexte

En août 2023, le gouvernement publie sa brochure annonçant sa politique étrangère féministe<sup>38</sup>. Le document révèle qu'une feuille de route annuelle pour la mise en œuvre de la politique étrangère féministe a été élaborée en collaboration entre le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la femme, du genre et de la diversité, ainsi que le cabinet national pour l'intégration des politiques de genre. Cette feuille de route ne couvre qu'une année en raison des élections nationales en Argentine le 19 novembre 2023. Le gouvernement veut implémenter un plan d'action national de la politique étrangère féministe, qui n'a, pour le moment, pas été révélée au grand public, mais selon des commentaires émanant de responsables argentins qui ont examiné le projet, il « a été soumis aux plus hautes autorités nationales<sup>39</sup> ». À la suite de la publication de la feuille de route, un poste de représentante spéciale pour la politique étrangère féministe a été créé et relève du ministère des Affaires étrangères. Il est occupé par la professeure Maria Cristina Perceval, ancienne représentante permanente de l'Argentine auprès des Nations unies et sous-secrétaire aux droits humains<sup>40</sup>.

Le pays a implémenté de nombreuses mesures relevant de l'égalité des genres au niveau régional et international. En février 2023, le pays a accueilli dans sa capitale, une rencontre intitulée « Rencontre Suprarégionale des femmes<sup>41</sup> » sous le slogan « Construire des démocraties égalitaires sur une base régionale<sup>42</sup> ». Elle a rassemblé des gouvernements, des agences multilatérales et de défenseur·euses de la société civile, à laquelle ont participé des représentants de l'Argentine, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, de l'Espagne, du Mexique, et des Pays-Bas. L'Argentine a participé aux débats sur la politique étrangère féministe à l'Assemblée générale des Nations unies, ce qui en fait un membre du groupe FFP+<sup>43</sup>.

À l'échelle régionale et multilatérale, l'Argentine se démarque par son leadership dans les questions liées à l'agenda de l'égalité des genres. Cette position est renforcée par une participation active dans

<sup>38</sup> Gender security project. (2023). *Argentina*. [Argentina \(gendersecurityproject.com\)](https://gendersecurityproject.com)

<sup>39</sup> Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., Montilla, J. (2023). *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition*. The Feminist Foreign Policy Collaborative. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

<sup>40</sup> Gender security project. (2023). *Argentina*. [Argentina \(gendersecurityproject.com\)](https://gendersecurityproject.com)

<sup>41</sup> [«encuentro suprarregional de mujeres.»] Suprarregional Mujeres. (2023). *Encuentro suprarregional de mujeres*. [Encuentro Suprarregional de Mujeres – Encuentro Suprarregional de Mujeres \(cba.gov.ar\)](https://cba.gov.ar)

<sup>42</sup> [«Construyendo democracias igualitarias en clave regional.»] Suprarregional Mujeres. (2023). *Encuentro suprarregional de mujeres*. [Encuentro Suprarregional de Mujeres – Encuentro Suprarregional de Mujeres \(cba.gov.ar\)](https://cba.gov.ar)

<sup>43</sup> Gender security project. (2023). *Feminist Foreign Policy Plus Group: Political Declaration*. [Feminist Foreign Policy Plus Group: Political Declaration \(gendersecurityproject.com\)](https://gendersecurityproject.com)

des forums régionaux et internationaux tels que l'ONU, l'Organisation des États américains (OEA), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), et dans le Sommet Union Européenne, Amérique Latine et Caraïbe (UE-CELAC)<sup>44</sup>. Depuis l'entrée en fonction de la ministre des Affaires étrangères, Susana Malcorra, l'importance de cette question a été soulignée à travers diverses actions. Ces mesures incluent l'adhésion et le soutien à « GQUAL, » une campagne en faveur de la parité des genres dans la représentation internationale, ainsi que la participation au réseau mondial des femmes ministres des affaires étrangères<sup>45</sup>. Parallèlement, une politique de parité a été adoptée dans les nominations à des postes de haut niveau au sein du ministère des Affaires étrangères, et une section concernant les droits des femmes a été créée au sein du ministère des Affaires étrangères<sup>46</sup>. Elle est censée faciliter les canaux de coopération internationale avec des organisations nationales engagées dans le domaine de l'égalité des genres.

La politique étrangère féministe de l'Argentine s'appuie sur des engagements et des cadres régionaux et internationaux, parmi lesquels figurent l'Accord régional sur l'accès à l'information, l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, la participation du public et la justice en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes (l'accord d'Escazú), le Nouvel agenda urbain<sup>47</sup>, la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, le Programme commun<sup>48</sup> et les objectifs de développement durable<sup>49</sup>.

Cependant, l'accession au pouvoir de Javier Milei en Argentine, en décembre 2023, est à l'origine d'inquiétudes quant à l'avenir de la politique étrangère féministe du pays. Le Président actuel incarne un changement radical par rapport aux engagements progressistes préalablement pris par l'Argentine en matière de droits des femmes au niveau national et international. La rhétorique antiféministe de Javier Milei et son rejet apparent des initiatives visant à promouvoir l'égalité des genres pourrait ainsi

---

<sup>44</sup> Gender security project. (2023). *Argentina*. [Argentina \(gendersecurityproject.com\)](https://gendersecurityproject.com)

<sup>45</sup> Ministry of foreign affairs international trade and worship Argentina. (n.d). *UN Women in Argentina and Argentina's foreign policy commitment to gender equality*.

[UN Women in Argentina and Argentina's foreign policy commitment to gender equality | Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto \(cancilleria.gob.ar\)](https://www.cancilleria.gob.ar/en/relaciones-exteriores/comercio-internacional-y-culto/un-women-in-argentina-and-argentina-s-foreign-policy-commitment-to-gender-equality)

<sup>46</sup> Ministry of foreign affairs international trade and worship Argentina. (n.d). *UN Women in Argentina and Argentina's foreign policy commitment to gender equality*.

[UN Women in Argentina and Argentina's foreign policy commitment to gender equality | Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto \(cancilleria.gob.ar\)](https://www.cancilleria.gob.ar/en/relaciones-exteriores/comercio-internacional-y-culto/un-women-in-argentina-and-argentina-s-foreign-policy-commitment-to-gender-equality)

<sup>47</sup> Il s'agit d'un accord qui définit des objectifs et des principes visant à guider le développement urbain dans une direction plus durable, bien que sa mise en œuvre ne soit pas légalement contraignante.

<sup>48</sup> Nom du rapport publié en septembre 2021 par le Secrétaire général qui donne des recommandations pour atteindre les objectifs de développement durable et faire respecter les engagements pris dans la déclaration des 75 ans de l'ONU qu'ont signée les États membres. C'est une reconnaissance collective des défis mondiaux tels que le Covid -19, qui doivent être résolus de manière collaborative et pacifique.

[Notre programme commun | Nations Unies](https://www.un.org/fr/development/dpd/publications/our-common-programme)

<sup>49</sup> Ministry of foreign affairs international trade and worship Argentina. (n.d). *UN Women in Argentina and Argentina's foreign policy commitment to gender equality*.

[UN Women in Argentina and Argentina's foreign policy commitment to gender equality | Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto \(cancilleria.gob.ar\)](https://www.cancilleria.gob.ar/en/relaciones-exteriores/comercio-internacional-y-culto/un-women-in-argentina-and-argentina-s-foreign-policy-commitment-to-gender-equality)

compromettre la position de l'Argentine en tant que défenseur des droits des femmes sur la scène mondiale.

### Les axes et spécificités

La politique étrangère féministe se limite pour le moment à une brochure ainsi qu'à une feuille de route pour 2023. Le pays explique l'adoption de cette politique en affirmant qu'il veut un cadre dans lequel « les politiques nationales visant à reconnaître, protéger et garantir l'égalité entre les femmes et les hommes se reflètent dans les initiatives, les actions et les définitions de sa politique étrangère<sup>50</sup> » afin d'engager la responsabilité du gouvernement à lutter pour « les droits humains de toutes les femmes, adolescentes et jeunes filles, et l'égalité entre les hommes et les femmes<sup>51</sup> ».

La politique étrangère féministe a une visée transformative, sur une grande échelle, puisque selon les mots du gouvernement, elle est un « projet émancipateur visant à transformer les hiérarchies de pouvoir et les privilèges existants qui sont reproduits dans l'arène internationale<sup>52</sup> », mais aussi intersectionnelle, car elle est « un défi démocratisant, universaliste et multidimensionnel qui place l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - dans une perspective intersectionnelle, intergénérationnelle et interculturelle - au centre de tous les agendas politiques.<sup>53</sup> »

Elle se concentre sur six domaines prioritaires<sup>54</sup> :

1. Construire une société de soins, avec l'Engagement de Buenos Aires et l'Alliance mondiale pour les soins comme agents clés de la mise en œuvre.
2. Faciliter l'autonomie économique, en s'appuyant sur les principes d'autonomisation des femmes du Pacte mondial des Nations unies.
3. Réaliser le développement durable, tout en encourageant d'autres États à renforcer et à ratifier l'accord d'Escazú.

---

<sup>50</sup> [« national policies aimed at recognizing, protecting, and guaranteeing gender equality are reflected in the initiatives, actions, and definitions of its foreign policy. »] Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., Montilla, J. (2023). *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition*. The Feminist Foreign Policy Collaborative. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

<sup>51</sup> [« human rights of all women, adolescents, and girls, and gender equality. »] Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., Montilla, J. (2023). *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition*. The Feminist Foreign Policy Collaborative. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

<sup>52</sup> [« emancipatory project aimed at transforming the existing power hierarchies and privileges that are reproduced in the international arena. »] Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., Montilla, J. (2023). *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition*. The Feminist Foreign Policy Collaborative: 10. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

<sup>53</sup> [« a democratizing, universalist and multidimensional challenge that places substantive gender equality—from an intersectional, intergenerational and intercultural perspective —at the center of all political agendas. »] Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., Montilla, J. (2023). *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition*. The Feminist Foreign Policy Collaborative: 10. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

<sup>54</sup> Gender security project. (2023). *Argentina*. [Argentina \(gendersecurityproject.com\)](#)

4. Centrer la connaissance scientifique et l'innovation technologique, poursuivre l'inclusion des femmes et des filles dans la science et la technologie et centrer les engagements éthiques dans le cyberspace à la lumière des technologies nouvelles et évolutives telle que l'intelligence artificielle.
5. Progresser vers un monde sans violence ni impunité, en mettant l'accent sur le désarmement et sur l'inclusion des femmes et des organisations féministes dans ce processus.
6. Donner la priorité à la démocratie en mettant en œuvre la parité femmes-hommes.

Pour réaliser cela, le gouvernement a proposé une approche de gestion matricielle, en formant des groupes thématiques et des coalitions au sein du Cabinet des ministres du Chancelier pour mettre en œuvre la stratégie. Toutes les phases de la mise en œuvre seront conçues et exécutées en étroite collaboration avec la société civile et les mouvements féministes, et chaque projet devrait bénéficier d'un budget.

Le pays se positionne sur des enjeux clivants. Dans la feuille de route 2023, l'Argentine affirme que les droits des personnes LGBTI+ et les droits reproductifs font partie de la vision progressiste de l'Argentine<sup>55</sup>.

### **Plans, traités, politiques et déclarations concrètes adoptées par l'Argentine depuis 2020, qui incluent le genre au niveau régional ou international**

- **Promouvoir l'intersectionnalité dans les forums bilatéraux et multilatéraux**

**2022:** Accueil du principal forum intergouvernemental de la région sur les droits des femmes et l'égalité des genres, dont le thème est « La société de soins : un horizon pour une reprise durable avec l'égalité des genres » perçu comme un moyen d'engager les pays sur les questions de genre<sup>56</sup>.

---

<sup>55</sup> Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., Montilla, J. (2023). *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition*. The Feminist Foreign Policy Collaborative. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

<sup>56</sup> United Nations. (2022). *"The Care Society as a Horizon for Sustainable Recovery with Gender Equality" Will Be the Main Theme of the 15th Regional Conference on Women, which will take place in Argentina in 2022.* ["The Care Society as a Horizon for Sustainable Recovery with Gender Equality" Will Be the Main Theme of the 15th Regional Conference on Women, which will take place in Argentina in 2022 | XV Regional Conference on Women in Latin America and the Caribbean \(cepal.org\)](#)

- **Politiques et traités commerciaux**

**2020** : EUROsociAL+<sup>57</sup> a tenu des tables rondes de dialogue avec l'Argentine. Cette dernière a demandé à EUROsociAL+ de faire un plan de travail inclusif pour inclure les personnes LGBTI+ dans le monde du travail et créer une certification d'égalité des genres pour les entreprises<sup>58</sup>.

**2023** : Organisation de l'évènement « l'engagement de Buenos Aires et sa contribution au multilatéralisme<sup>59</sup> » dans le cadre de la 67ème session de la Commission sur la condition de la femme, qui reconnaît le travail gratuit exercé par les femmes et propose un nouveau type de développement durable qui intègre l'égalité des genres dans les sphères sociales, économiques et environnementales<sup>60</sup>.

- **L'Agenda Femmes, Paix et Sécurité**

**2021**: Lancement du « Women Mediators Network of the Southern Cone<sup>61</sup> », forum de collaboration offrant aux femmes des formations à la médiation et au gender mainstreaming et la possibilité de prendre part aux négociations et à la médiation des processus de paix.

**2023**: Débat au Conseil de sécurité des Nations unies sur l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité pendant lequel l'Argentine a appuyé la nécessité d'inclure « une expertise spécifique en matière de genre et de violence sexuelle afin de garantir la documentation de la violence sexuelle dans le cadre de ces efforts, ainsi qu'une attention particulière à la réduction de la stigmatisation associée aux survivants de la violence sexuelle dans les conflits armés<sup>62</sup> ».

---

<sup>57</sup> Il s'agit d'un programme collaboratif datant de 2005 entre l'Amérique latine et l'Union européenne, qui vise à promouvoir le développement social, la réduction des inégalités et l'amélioration de la cohésion sociale, en renforçant les institutions gouvernementales.

<sup>58</sup> Pichardo, J.I., Perrotta, V. (03 novembre 2021). *EUROsociAL+ contributes to the design of labour inclusion policies for the LGBTI+ population, with an emphasis on the trans population in Argentina*. EUROsocial. [EUROsociAL+ contributes to the design of labour inclusion policies for the LGBTI+ population, with an emphasis on the trans population in Argentina - Eurosocial](#)

<sup>59</sup> Cepal. (2023). *Side event: The Buenos Aires Commitment and its contribution to multilateralism*. <https://www.cepal.org/en/events/side-event-buenos-aires-commitment-and-its-contribution-multilateralism>

<sup>60</sup> [« The Buenos Aires Commitment and its contribution to multilateralism »] Cepal. (2023). *Side event: The Buenos Aires Commitment and its contribution to multilateralism*.

<https://www.cepal.org/en/events/side-event-buenos-aires-commitment-and-its-contribution-multilateralism>  
<sup>61</sup> Cancilleria. (2021). *Launch of the regional network of mediators of the southern cone*. [Embassy in Norway | LAUNCH OF THE REGIONAL NETWORK OF MEDIATORS OF THE SOUTHERN CONE \(RNMSC\) \(cancilleria.gob.ar\)](#)

<sup>62</sup> [« specific expertise on gender and sexual violence to ensure the documentation of sexual violence as part of these efforts as well as a focus on reducing stigma associated with survivors of sexual violence in conflict »] Cancilleria. (2023). *Security Council open debate on women, peace and security statement by the group of friends of women, peace and security*. [https://enaun.cancilleria.gob.ar/en/security-council-open-debate-women-peace-and-securitystatement-group-frie](https://enaun.cancilleria.gob.ar/en/security-council-open-debate-women-peace-and-securitystatement-group-friends-women-peace-and)  
[nds-women-peace-and](https://enaun.cancilleria.gob.ar/en/security-council-open-debate-women-peace-and-securitystatement-group-frie)

- **Climat**

**2021:** Organisation de rencontres virtuelles à l'échelle régionale sur le changement climatique et l'égalité des genres en septembre<sup>63</sup>.

**2023:** Organisation de l'évènement « l'engagement de Buenos Aires et sa contribution au multilatéralisme<sup>64</sup> » qui reconnaît le travail gratuit exercé par les femmes et propose un nouveau type de développement durable qui intègre l'égalité des genres dans les sphères sociales, économiques et environnementales<sup>65</sup>.

- **Élimination des violences basées sur le genre**

**2023 :** Plaidoyer pour l'adoption de « la Journée internationale des soins et de l'assistance », aux côtés de l'Argentine, du Chili, de la Colombie, de l'Allemagne et du Mexique, qui est célébrée le 29 octobre<sup>66</sup>.

## **Les forces**

Le programme semble ambitieux. L'importance accordée à la promotion des soins en tant que droit humain est particulièrement notable. De manière distinctive au sein de la cohorte de pays adoptant des politiques étrangères féministes, l'Argentine met l'accent sur le féminisme intergénérationnel et intersectionnel<sup>67</sup>.

Le pays se démarque par l'intégration d'une perspective trans-féministe dans ses initiatives tant au niveau de la politique étrangère que de la politique intérieure. Alba Rueda, représentante spéciale de l'Argentine pour l'orientation sexuelle et l'identité de genre, est notamment la première femme trans à occuper un poste gouvernemental de haut niveau dans le pays. L'Argentine est le deuxième pays des Amériques à offrir une option non binaire sur les cartes d'identité, elle se distingue par l'adoption de la première loi mondiale sur l'avortement prenant en compte le genre et elle a mis en œuvre une loi sur

---

<sup>63</sup> [Regional Meeting on Climate Change and Gender Equality – COP25 \(mma.gob.cl\)](https://mma.gob.cl)

<sup>64</sup> [« The Buenos Aires Commitment and its contribution to multilateralism. »] Cepal. (2023). *Side event: The Buenos Aires Commitment and its contribution to multilateralism*.  
<https://www.cepal.org/en/events/side-event-buenos-aires-commitment-and-its-contribution-multilateralism>

<sup>65</sup> Cepal. (2023). *Side event: The Buenos Aires Commitment and its contribution to multilateralism*.

<https://www.cepal.org/en/events/side-event-buenos-aires-commitment-and-its-contribution-multilateralism>

<sup>66</sup> Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., Montilla, J. (2023). *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition*. The Feminist Foreign Policy Collaborative. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

<sup>67</sup> Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., Montilla, J. (2023). *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition*. The Feminist Foreign Policy Collaborative. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

les quotas pour les personnes trans au sein du gouvernement, exigeant qu'au moins une personne de l'administration nationale soit trans<sup>68</sup>.

Le pays est, tout comme la Norvège, leader dans le soutien des femmes défenseurs de l'environnement. Elle prend la parole sur la scène internationale afin de soutenir ces activistes et cet engagement est particulièrement pertinent en Amérique latine.

### **Les limites**

L'élection de Javier Milei en décembre 2023 suscite des préoccupations quant à l'orientation future de la politique étrangère féministe en Argentine. Les engagements controversés de Javier Milei, tels que la suppression du Ministère des Femmes, du Genre et de la Diversité, les attaques envers le droit à l'avortement et la révocation des quotas pour les personnes trans, pourraient exercer une influence significative sur la politique de genre<sup>69</sup>. En promulguant des lois, en nommant des responsables non engagés et en utilisant sa position, Milei pourrait freiner la sensibilisation et la promotion de l'égalité des genres. Cette perspective va à l'encontre des avancées préalables vers l'égalité des genres, compromettant ainsi les progrès réalisés dans ce domaine.

La brochure offre une vue d'ensemble optimiste des principales priorités de la politique étrangère féministe de l'Argentine, mais elle doit mettre en place un calendrier et des repères spécifiques pour atteindre les objectifs dans différents domaines<sup>70</sup>. Il est également impératif que des indicateurs soient identifiés pour la collecte de données et ainsi assurer le suivi des engagements pris. Cela permet à la société civile de tenir responsable le gouvernement sur la mise en application de sa politique étrangère féministe. De plus amples détails sur la stratégie gouvernementale en matière de genre devraient être révélés lorsque l'Argentine aura divulgué publiquement son plan d'action<sup>71</sup>.

Concernant les budgets dédiés aux différents axes de la politique étrangère du pays, la brochure ne précise pas les détails de ces budgets, il y a ainsi des lacunes concernant les projets financés ou la durée du soutien aux projets mis en place. Compte tenu de la crise économique qui sévit actuellement en Argentine, la réalisation d'objectifs ambitieux dans ce domaine pourrait poser des difficultés considérables<sup>72</sup>.

---

<sup>68</sup> *Ibid.*

<sup>69</sup> Gabel, B. (2023) *Javier Milei, un président qui veut défaire les droits des femmes en Argentine*. France 24. [Javier Milei, un président qui veut défaire les droits des femmes en Argentine \(france24.com\)](https://www.france24.com/fr/argentine/2023/12/15/javier-milei-un-president-qui-veut-defaire-les-droits-des-femmes-en-argentine)

<sup>70</sup> Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., Montilla, J. (2023). *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition*. The Feminist Foreign Policy Collaborative. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

<sup>71</sup> Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., Montilla, J. (2023). *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition*. The Feminist Foreign Policy Collaborative. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

<sup>72</sup> *Ibid.*

## Recommandations

1. **Le gouvernement doit assurer l'évaluation et le suivi de sa politique étrangère féministe.**  
Il doit mettre en place des indicateurs définis concernant le budget, les objectifs, la collecte de données, les projets menés et leur temporalité afin d'assurer la bonne implémentation de sa politique étrangère féministe. Cela permettrait aux organisations de la société civile et ONG d'émettre des critiques et des recommandations au gouvernement.
2. **La politique étrangère féministe doit prendre en compte les organisations de la société civile.** Bien qu'elles aient participé activement à la formulation et à la rédaction de la politique étrangère féministe argentine, le niveau et la fréquence de sa participation aux processus actuels de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation restent incertains.
3. **La politique étrangère féministe devrait reconnaître et prendre en compte le racisme institutionnel.** L'adoption de la perspective intersectionnelle devrait pousser le pays à s'engager clairement à décoloniser la création de connaissances, en reconnaissant que, comme dans de nombreux pays d'Amérique latine, les institutions argentines sont marquées par un racisme et des discriminations profondément ancrés.
4. **Ajouter la pérennité de la politique étrangère féministe.** Il est important que les responsables politiques, les décideurs, les organisations de la société civile et autres acteurs influant de la politique étrangère s'assurent que l'Argentine maintienne son engagement envers la politique étrangère féministe, indépendamment de l'élection de Javier Milei. Cela implique de renforcer les initiatives existantes et d'envisager de nouvelles approches pour garantir que les priorités féministes restent au cœur des politiques étrangères argentines.

### Le cadre institutionnel de l'Argentine en matière de genre :

Le 10 décembre 2023, le nouveau Président de l'Argentine, Javier Milei a divisé par deux le nombre de ministères. La suppression du Ministère des Femmes, du Genre de de la Diversité pourrait entraîner une diminution de l'attention et des ressources consacrées aux questions cruciales liées à l'égalité des genres, compromettant ainsi les avancées réalisées dans ce domaine.

Le Ministère des Femmes, du Genre de de la Diversité avait été créé en décembre 2019 par le Président sortant Alberto Fernandez. Il était notamment chargé de la conception, l'exécution et l'évaluation des politiques publiques nationales visant à prévenir, éradiquer et réparer les violences basées sur le genre et à aider les victimes. Il assurait également le respect des engagements

internationaux pris par l'État en matière de politiques de genre, d'égalité et de diversité, en coordination avec le Ministère des Affaires étrangères.

#### Collectifs féministes :

En Argentine, les collectifs féministes jouent un rôle majeur dans les avancées des droits des femmes par le biais de l'organisation de manifestations, de la réalisation d'études et de la mise en place de campagnes de sensibilisation. L'objectif des collectifs féministes est d'attirer l'attention de l'opinion publique et des décideurs sur les questions d'égalité des genres, de violences sexistes et de discriminations.

Avant l'arrivée au pouvoir de Javier Milei, les collectifs féministes ont été invités à plusieurs reprises à participer à des consultations publiques, notamment à l'occasion de l'élaboration du Plan national d'action contre les violences à l'égard des femmes de 2021. Ils ont aussi contribué à la légalisation de l'avortement de 2020.

Toutefois, la ligne politique mise en œuvre par Javier Milei pourrait conduire à une sous représentation des collectifs féministes dans la prise de décision.

#### Points à retenir :

1. En août 2023, le gouvernement argentin a diffusé une brochure présentant officiellement sa politique étrangère féministe. Le gouvernement a notamment créé, au sein du ministère des Affaires étrangères, un poste de représentante spéciale pour la politique étrangère féministe.
2. Le plan d'action de la politique étrangère féministe du pays n'a pas encore fait l'objet d'une communication publique.
3. L'Argentine tente de se positionner en chef de file régional de l'agenda féministe. Cette volonté se traduit par sa participation active au sein d'instances régionales et internationales, à l'image de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'ONU.
4. La politique étrangère féministe de l'Argentine se caractérise par sa visée transformative, intersectionnelle, intergénérationnelle et interculturelle. Cette approche se concrétise au travers de la création de groupes thématiques et de coalitions au sein du Cabinet des ministres du Chancelier.
5. Elle comporte six domaines considérés comme prioritaires : 1) la construction d'une société de soins, 2) la facilitations de l'autonomie économique, 3) le développement durable, 4) la connaissance scientifique et l'innovation technologique, 5) le progrès vers un monde sans violence, ni impunité, 6) la priorité qui doit être donnée à la démocratie, en mettant en œuvre la parité femmes-hommes.
6. L'arrivée au pouvoir de Javier Milei en décembre 2023 soulève des inquiétudes quant à l'orientation future de la politique étrangère féministe en Argentine. Les positions politiques du président pourraient avoir un impact considérable sur l'évolution de la politique étrangère féministe du pays.

## Australie

### Adoption et contexte

Au sein de la société civile australienne, émerge en 2021 une force militante déterminée incarnée par la Coalition australienne pour la politique étrangère féministe (AFFPC), regroupant plus de 150 individus et organisations<sup>73</sup>. Cette coalition dynamique se positionne comme un acteur majeur, exerçant des pressions significatives sur le gouvernement en faveur de l'adoption d'une politique étrangère aux valeurs féministes. L'AFFPC, par son plaidoyer engagé, met en lumière l'importance cruciale de l'égalité des genres dans la formulation des politiques étrangères. Cette force mobilisée au sein de la société civile joue un rôle essentiel dans la promotion des droits des femmes à l'échelle internationale, impactant ainsi le paysage politique australien.

Cependant, malgré l'attention portée par Julie Bishop, Ministre des Affaires étrangères de 2013 à 2018, à la question de l'égalité des genres dans l'aide publique au développement (APD), des limites persistent. Les acteurs de l'APD australienne reconnaissent le rôle de Mme Bishop tout en notant son manque d'influence sur l'allocation globale du financement de l'aide étrangère. Cette situation résulte notamment d'une réduction drastique de 8 milliards de dollars par an sous le gouvernement de l'Australian Labour Party en 2012-2013, ramenée à 5 milliards de dollars sous le gouvernement de la Coalition en 2014-2015<sup>74</sup>.

En février 2016, l'Australie a franchi une étape significative en adoptant une stratégie des genres intégrée à l'ensemble de sa politique étrangère<sup>75</sup>. Cette évolution majeure a été marquée par l'implication active de l'ancienne Première ministre Julia Gillard et de Julie Bishop. Ensemble, elles ont dirigé des stratégies visant l'inclusion des femmes et l'intégration de la dimension de genre dans la politique étrangère australienne, reflétant une prise de conscience croissante de l'importance cruciale de l'égalité des genres sur la scène internationale.

---

<sup>73</sup> IWDA. (2022, November). *Feminist Foreign Policy: An Overview*. Australian Coalition for Feminist Foreign Policy. [https://iwda.org.au/assets/files/Feminist-Foreign-Policy-An-Overview\\_AFFPC.pdf](https://iwda.org.au/assets/files/Feminist-Foreign-Policy-An-Overview_AFFPC.pdf)

<sup>74</sup> True, J. (2016). A Feminist Foreign Policy? In M. Beeson & S. Hameiri (Eds.), *Navigating the New International Disorder: Australia in World Affairs 2011-2015*. Oxford University Press. <https://www.internationalaffairs.org.au/the-rise-of-womens-foreign-policy-leadership/>

<sup>75</sup> True, J. (2016). A Feminist Foreign Policy? In M. Beeson & S. Hameiri (Eds.), *Navigating the New International Disorder: Australia in World Affairs 2011-2015*. Oxford University Press. <https://www.internationalaffairs.org.au/the-rise-of-womens-foreign-policy-leadership/>

Depuis 2022, la nouvelle ministre des Affaires étrangères, Mme Penny Wong, a pris l'engagement crucial d'adopter une approche de politique étrangère axée sur les Premières Nations, intégrant les perspectives, expériences et intérêts autochtones<sup>76</sup>. L'Australie vise à créer une région plus stable et prospère, identifiant l'égalité des genres comme une valeur australienne partagée mais reléguée au second plan.

### **Les axes et spécificités**

Les axes clés de la politique étrangère aux valeurs féministes australienne incluent l'APD, le commerce, l'Agenda femmes, paix et sécurité (FPS), la collaboration internationale pour l'égalité des genres, les violences basées sur le genre (VBG), le climat et la représentation des femmes en politique.

En août 2023, l'Australie a adopté une nouvelle politique de développement international, soulignant son engagement envers les Premières Nations australiennes, et des stratégies novatrices pour promouvoir l'égalité des genres<sup>77</sup>. Le document instaure un objectif selon lequel 80 % des investissements en développement devraient efficacement aborder l'égalité des genres, avec une nouvelle exigence pour les investissements de plus de 3 millions de dollars d'inclure des objectifs d'égalité des genres. Ces initiatives visent à renforcer l'inclusion, la résilience et à répondre aux défis mondiaux, tout en plaçant l'égalité des genres au cœur des programmes de développement australiens.

Le lancement de la politique de développement « Partnerships for Recovery: Australia's COVID-19 Development Response » en mai 2020 met en lumière la volonté de l'Australie d'intégrer la dimension de genre dans sa réponse à la pandémie. Les efforts incluent un soutien aux organisations locales et internationales pour lutter contre les VBG et fournir des services essentiels de droits et de santé sexuels et reproductifs (DSSR) perturbés par la pandémie<sup>78</sup>. L'Australie collabore principalement avec ONU Femmes et le FNUAP dans la zone d'Asie Pacifique.

L'action australienne pour l'Agenda FPS, en s'appuyant sur la résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU, s'organise selon quatre piliers - Participation, Protection, Prévention, et Secours et Récupération. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce mène ces efforts via le deuxième Plan d'Action National sur les Femmes, la Paix et la Sécurité 2021-2031, soulignant l'engagement

---

<sup>76</sup> IWDA. (2022, November). *Feminist Foreign Policy: An Overview*. Australian Coalition for Feminist Foreign Policy. [https://iwda.org.au/assets/files/Feminist-Foreign-Policy-An-Overview\\_AFFPC.pdf](https://iwda.org.au/assets/files/Feminist-Foreign-Policy-An-Overview_AFFPC.pdf)

<sup>77</sup> Department of Foreign Affairs and Trade. (2023, August). International Development Policy. Australian Government. <https://www.dfat.gov.au/sites/default/files/international-development-policy.pdf>

<sup>78</sup> Deutsche Stiftung Weltbevölkerung & The European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights. (2022). *Donors Delivering for SRHR Report 2022: Tracking OECD Donor Funding for Sexual and Reproductive Health and Rights*. Voir: [https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD\\_Report2022\\_webversion.pdf](https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD_Report2022_webversion.pdf)

envers l'inclusion des femmes dans les processus de paix. Ce deuxième plan d'action national vise à lutter contre l'impunité des VBG liées aux conflits et l'accès à la justice pour les survivantes. Cependant, après plus de deux ans, le gouvernement n'a pas encore rendu compte de la mise en œuvre de ce plan.

Le gouvernement australien a dévoilé en 2022 son Plan national pour mettre fin à la violence contre les femmes et les enfants 2022-2032, une initiative décennale visant à éradiquer les VBG sur leur territoire national et à l'international<sup>79</sup>. Structuré autour de quatre piliers, le plan cible la prévention, l'intervention précoce, la réponse aux situations existantes et la guérison des victimes. Il souligne la nécessité d'une collaboration multisectorielle pour atteindre cet objectif et démontre l'engagement ferme de l'Australie à lutter contre les violences basées sur le genre sur une période de dix ans.

En termes de coopération internationale, l'Australie reste fidèle à sa politique des Premières Nations, en s'engageant sur le projet « Indigenous Pathways » en septembre 2023<sup>80</sup>. Ce dernier vise à connecter les femmes indigènes australiennes avec d'autres communautés autochtones du Pacifique. De plus, la déclaration commune sur le Dialogue stratégique sur l'égalité des genres entre l'Australie et le Royaume-Uni en octobre 2023 réaffirme leur collaboration pour prévenir et répondre à la violence sexuelle liée aux conflits<sup>81</sup>. Cette initiative inclut une participation active à des groupes internationaux et un soutien aux efforts de renforcement des lois internationales en matière de violence sexuelle.

La représentation des femmes en politique demeure un enjeu majeur en Australie. Selon les données de l'International Institute for Democracy and Electoral Assistance en 2022, la part des femmes à la Chambre des députés du Parlement australien est de 31,1%<sup>82</sup>, témoignant d'une légère amélioration par rapport aux 30% enregistrés en 2019<sup>83</sup>. Cela souligne la nécessité pour le pays de faire plus d'efforts pour promouvoir la participation des femmes dans les instances politiques. L'Australie a vu émerger des femmes leaders, telles que l'ancienne Première ministre Julia Gillard et la ministre des

---

<sup>79</sup> Australian Government Department of Social Services. (2022). National Plan to End Violence against Women and Children 2022–2032. [https://www.dss.gov.au/sites/default/files/documents/10\\_2023/national-plan-end-violence-against-women-and-children-2022-2032.pdf](https://www.dss.gov.au/sites/default/files/documents/10_2023/national-plan-end-violence-against-women-and-children-2022-2032.pdf)

<sup>80</sup> Australian aid and Australian volunteers. (2022). Indigenous women connecting across the Pacific. Consulté sur <https://www.australianvolunteers.com/about/stories/indigenous-women-connecting-across-the-pacific/>

<sup>81</sup> Department of Foreign Affairs and Trade. (2023, October 4). Joint Statement on the Australia-United Kingdom Strategic Dialogue on Gender Equality. <https://www.dfat.gov.au/news/media-release/joint-statement-australia-united-kingdom-strategic-dialogue-gender-equality>

<sup>82</sup> Inter-Parliamentary Union. (2022). Monthly ranking of women in national parliaments. IPU Data. <https://data.ipu.org/women-ranking?month=3&year=2022>; International Institute for Democracy and Electoral Assistance. (2022). Gender Quotas Database. <https://www.idea.int/data-tools/data/gender-quotas-database>

<sup>83</sup> Australian Bureau of Statistics. (2023). Gender Indicators, Australia. <https://www.abs.gov.au/statistics/people/people-and-communities/gender-indicators-australia>

Affaires étrangères Julie Bishop. De plus, entre 2019 et 2021, le pourcentage de femmes diplomates a doublé, de 19% à 39%<sup>84</sup>. Malgré la présence notable de femmes dans des postes de pouvoir, la culture politique reste imprégnée d'une tendance « blokey », un environnement masculin. Néanmoins, Julie Bishop, en tant que première femme Ministre des Affaires étrangères, a su tirer parti de son rôle sur la scène internationale pour promouvoir l'égalité des genres. L'influence de femmes leaders a introduit une perspective de genre dans la diplomatie australienne. Cependant, les avancées au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce en termes de représentation des femmes restent à consolider. Les stratégies, telles que la « Women in Leadership Strategy » adoptée en 2015, visent à corriger le déséquilibre au sein de l'appareil diplomatique. En 2020, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce a publié une extension de cette stratégie avec la publication du « WIL Refresh » qui entend installer la parité 40/40/20, où 40% des postes sont réservés à chaque genre, laissant 20% pour un groupe sous-représenté ou l'autre genre, d'ici 2025<sup>85</sup>. Malgré le renouvellement de cet engagement, aucune évaluation des impacts de cette stratégie n'a été établie.

La politique étrangère climatique australienne se distingue par son engagement actif envers l'égalité des genres dans la lutte contre les changements climatiques. Initié par des collaborations telles que le projet « Gender Responsive Alternatives for Climate Change<sup>86</sup> », l'Australie met l'accent sur la reconnaissance des impacts genrés des catastrophes climatiques. En soutenant l'autonomisation des femmes et leur participation aux processus décisionnels, cette politique renforce la dimension féministe dans la planification et la réponse aux crises climatiques à l'échelle internationale.

L'Australie, bien que s'engageant activement en faveur de l'égalité des genres, n'a pas encore adopté formellement le terme de politique étrangère féministe. Sur son site officiel, le gouvernement souligne que l'égalité des genres est une préoccupation centrale de sa politique étrangère. Actuellement, le Ministère des Affaires étrangères travaille sur une stratégie internationale d'égalité des genres, avec un appel au public pour des recommandations<sup>87</sup>.

---

<sup>84</sup> Akhand, A. (2023, June 15). Australian diplomacy needs more women of colour. The Strategist. <https://www.aspistrategist.org.au/australian-diplomacy-needs-more-women-of-colour/#:~:text=Between%202016%20and%202021%2C%20the.foreign%20ministers%20have%20been%20women>.

<sup>85</sup> Department of Foreign Affairs and Trade. (2020). Women in Leadership Refresh Strategy. Consulté sur <https://www.dfat.gov.au/sites/default/files/women-in-leadership-refresh-strategy.pdf>

<sup>86</sup> ActionAid Australia, The Huairou Commission, & Monash University. (2019). Gender Responsive Alternatives for Climate Change. Consulté sur <https://actionaid.org.au/wp-content/uploads/2019/11/Monash-GRACC-Report-Global-.pdf>

<sup>87</sup> Department of Foreign Affairs and Trade. (2023). New International Gender Equality Strategy: Easy Read Version. <https://www.dfat.gov.au/sites/default/files/new-international-gender-equality-strategy-easy-read-version.pdf>

## Les forces

La politique étrangère aux valeurs féministes en Australie se caractérise par son approche transversale, en s'étendant sur le ministère des Affaires étrangères et du Commerce et le programme de développement international<sup>88</sup>, avec le soutien de la société civile incarnée par l'AFFPC. Regroupant des acteur-ices de la société civile et des ministres, cette coalition transcende les frontières organisationnelles, offrant ainsi une représentation étendue des perspectives et expériences liées aux questions de genre.

Engagée résolument dans une politique des Premières Nations, l'Australie adopte une approche anti-coloniale. À travers l'Agenda FPS, notamment avec le projet « Indigenous Pathways », cette démarche constitue une rupture avec les pratiques coloniales historiques. Elle illustre la volonté du pays de reconnaître et d'intégrer les perspectives autochtones, souvent marginalisées, visant à instaurer un dialogue équitable et respectueux dans la formulation des politiques étrangères. Cette volonté s'est manifestée par la création d'un ambassadeur aux Premières Nations en mars 2023, destiné à ancrer ces perspectives autochtones dans la politique étrangère australienne<sup>89</sup>.

## Les limites

L'Australie, malgré des avancées notables dans l'intégration de l'égalité des genres et de valeurs féministes dans sa politique étrangère, se heurte à plusieurs limites significatives. Tout d'abord, elle n'a pas officiellement adopté le terme de politique étrangère féministe, préférant utiliser celui d'égalité des genres. Cette nuance sémantique soulève des interrogations sur l'engagement réel de l'Australie envers les principes féministes, notamment vis-à-vis des pays de la région d'Asie du Sud-Est, et pourrait influencer la perception de la portée réelle de ses actions pour l'égalité des genres.

La politique étrangère australienne fait face à des défis sécuritaires frontaliers, souvent traités comme des enjeux nationaux plutôt qu'internationaux. Cette focalisation restreinte expose les lacunes de l'Australie dans son engagement envers l'égalité des genres, avec des initiatives parfois non conformes aux normes internationales de justice et d'inclusion, telles que la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et la Convention relative au statut des réfugiés<sup>90</sup>. Par ailleurs, certains domaines, tels que le secteur numérique, n'ont

---

<sup>88</sup> Department of Foreign Affairs and Trade. (2023, August). International Development Policy. Australian Government. <https://www.dfat.gov.au/sites/default/files/international-development-policy.pdf>

<sup>89</sup> DFAT. (2023). Ambassadeur des peuples autochtones. Consulté le 09 janvier 2024, de <https://www.dfat.gov.au/international-relations/themes/indigenous-peoples/ambassador-first-nations-people>

<sup>90</sup> Australian Human Rights Commission. (n.d.). Australia's Human Rights Obligations. <https://humanrights.gov.au/our-work/4-australias-human-rights-obligations> (Accessed January 10, 2024)

pas fait l'objet d'une prise en considération de la part du gouvernement australien, en dépit de l'avertissement émis par l'organisation Good Things Foundation Australia en mars 2022<sup>91</sup>.

Malgré les efforts de l'ancienne ministre des Affaires étrangères, Julie Bishop, pour promouvoir l'égalité des genres dans l'APD, des contraintes budgétaires, notamment la réduction des fonds sous le gouvernement précédent, ont limité son influence sur l'allocation globale du financement de l'aide étrangère. Ces contraintes financières ont entravé la capacité de l'Australie à allouer des ressources significatives à des initiatives spécifiques axées sur l'égalité des genres, compromettant ainsi la mise en œuvre de politiques ambitieuses.

Regardant l'intégration des peuples autochtones, l'échec du récent référendum sur la reconnaissance constitutionnelle des peuples autochtones et la création d'un organe consultatif, « Voice to Parliament » révèle une division profonde sur la reconnaissance constitutionnelle des peuples autochtones. L'absence de soutien bipartisan, le manque de consensus national et des campagnes contre la proposition ont contribué à ce résultat<sup>92</sup>.

Enfin, bien que des femmes leaders émergent, dont les trois dernières ministres des affaires étrangères australiennes, la représentation des femmes en politique demeure un défi en Australie, avec seulement 31,1% de femmes à la Chambre des députés du Parlement en 2022<sup>93</sup>. Ce déficit de représentation peut influencer la formulation des politiques, avec des perspectives féminines potentiellement sous-représentées dans les processus décisionnels.

## Recommandations

- 1. Adopter formellement le terme de politique étrangère féministe.** L'Australie doit signifier clairement son engagement envers les principes féministes en employant une sémantique claire. Cette adoption renforcera son rôle de défenseur mondial de l'égalité des genres, renforçant son impact sur la scène internationale.
- 2. Renforcer son engagement global pour l'égalité des genres.** L'Australie doit assumer ses positions et jouer un rôle de pionnier sur la scène régionale en matière de politique étrangère féministe. En tant que leader, elle peut influencer positivement les pays d'Asie du Sud-Est par

---

<sup>91</sup> Good Things Foundation Australia. (2022, 6 mars). Time to close Australia's digital gender divide: Jess Wilson reflects on the impact of the digital divide on women for International Women's Day 2022.

<https://www.goodthingsfoundation.org.au/news/time-to-close-australias-digital-gender-divide/>

<sup>92</sup> National Indigenous Australians Agency. (2023). Referendum on Aboriginal and Torres Strait Islander Voice. <https://www.niaa.gov.au/indigenous-affairs/referendum-aboriginal-and-torres-strait-islander-voice>

<sup>93</sup> Inter-Parliamentary Union. (2022). Monthly ranking of women in national parliaments. IPU Data. <https://data.ipu.org/women-ranking?month=3&year=2022>; International Institute for Democracy and Electoral Assistance. (2022). Gender Quotas Database. <https://www.idea.int/data-tools/data/gender-quotas-database>

le partage de meilleures pratiques, la création de partenariats stratégiques et la promotion de politiques féministes.

- 3. Intégrer de manière explicite et proactive les perspectives intersectionnelles dans la politique étrangère féministe de l'Australie.** En reconnaissant et en adressant les différentes dimensions de l'oppression liées au genre, à la race, à la classe sociale, et d'autres identités. Cela devrait se traduire par des actions concrètes visant à garantir la participation significative et l'inclusion des femmes autochtones, migrantes, réfugiées, et d'autres groupes marginalisés dans la formulation et la mise en œuvre des politiques étrangères axées sur l'égalité des genres.
  
- 4. Ajuster son budget sur des valeurs féministes systématiques.** Une évaluation approfondie du budget consacré aux initiatives d'égalité des genres est impérative. Garantir des ressources adéquates est essentiel pour mettre en œuvre des politiques ambitieuses. Si nécessaire, des ajustements budgétaires doivent être envisagés pour surmonter les contraintes financières, permettant ainsi une mise en œuvre plus efficace des programmes axés sur l'égalité des genres et renforçant ainsi l'impact des politiques envisagées.

Le cadre institutionnel de l'Australie en matière de genre :

Le Ministère des femmes a été créé en 1976, sa tâche est de veiller à la prise en compte des questions relatives aux femmes et à l'égalité des genres dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et des programmes nationaux.

En outre, la même année, une direction des affaires féminines a été créée au sein du Ministère du Premier ministre et du Cabinet afin de mettre en place un mécanisme officiel de coordination des activités gouvernementales.

De plus, un·e Ambassadeur·rice pour l'égalité des genres, nommé·e par le Ministre des Affaires étrangères, est chargé·e de défendre sur la scène internationale le travail de l'Australie, relatif à l'égalité des genres et aux droits des femmes et des filles. L'Ambassadeur·rice pour l'égalité des genres est engagé·e dans la défense des intérêts internationaux, de la diplomatie publique et dans la sensibilisation aux politiques et aux programmes du gouvernement australien.

Collectifs féministes :

Les collectifs féministes australiens ont influencé les politiques nationales en matière d'égalité des genres. Ils ont ainsi fait pression sur le gouvernement et sur le Parlement afin de permettre l'adoption de mesures et de lois protégeant les droits des femmes, à l'image de la reconnaissance des droits des femmes autochtones.

De plus, les représentantes de collectifs féministes siègent à divers Conseils consultatifs gouvernementaux et à des groupes de travail relatifs aux questions d'égalité des genres. Ainsi, le Conseil national des femmes, qui émet des recommandations au gouvernement, est composé de 25 membres, dont 15 sont élu·es par des collectifs féministes.

Toutefois, le manque de financements des collectifs associé à leur sous-représentation dans les instances décisionnelles tend à limiter l'impact de ces collectifs sur les politiques publiques australiennes.

Points à retenir :

1. En 2021, la société civile australienne voit naître la Coalition australienne pour la politique étrangère féministe (AFFPC), regroupant plus de 150 individus et organisations, devenant un acteur influent militant en faveur d'une politique étrangère aux valeurs féministes. L'AFFPC exerce des pressions significatives sur le gouvernement, mettant en avant l'importance cruciale de l'égalité des genres dans la politique étrangère. Cette force mobilisée joue un rôle essentiel dans la promotion des droits des femmes à l'échelle internationale.
2. Depuis 2022, la ministre des Affaires étrangères, Mme Penny Wong, s'engage à adopter une approche de politique étrangère axée sur les Premières Nations, intégrant les perspectives autochtones dans la vision d'une région plus stable et prospère.
3. L'Australie adopte une nouvelle politique de développement international en août 2023, marquée par des engagements envers les Premières Nations australiennes, une intégration approfondie des perspectives de genre et des objectifs novateurs pour promouvoir l'égalité des genres.
4. Le document instaure un objectif selon lequel 80% des investissements en développement devraient efficacement aborder l'égalité des genres, avec une nouvelle exigence pour les investissements de plus de 3 millions de dollars d'inclure des objectifs d'égalité des genres.
5. Les principaux axes incluent l'APD, le commerce, l'Agenda FPS, la collaboration internationale pour l'égalité des genres, les VBG, le climat, et la représentation des femmes en politique.
6. L'Australie déploie des efforts significatifs, notamment à travers des plans décennaux, pour lutter contre les violences basées sur le genre à l'échelle nationale et internationale, soulignant l'engagement ferme du pays envers la protection des droits des femmes.
7. La politique étrangère de l'Australie se démarque par son engagement actif envers l'égalité des genres dans la lutte contre les changements climatiques, intégrant des projets tels que le « Gender Responsive Alternatives for Climate Change ».
8. Malgré des progrès, la représentation des femmes en politique reste un défi en Australie. Des femmes leaders, telles que Julie Bishop, ont émergé, mais la nécessité de promouvoir davantage la participation des femmes dans les instances politiques persiste.

## Autriche

### Adoption et contexte

L'Autriche n'a pas officiellement déclaré vouloir développer une politique étrangère féministe, mais a intégré des valeurs féministes dans plusieurs secteurs de sa politique depuis plusieurs années. Dès 1997, la Chancellerie fédérale a créé la Direction générale des femmes et de l'égalité, actuellement intégrée au Ministère fédéral des femmes, de la famille, de l'intégration et des médias dirigé par Susanne Raab depuis 2020<sup>94</sup>. Le pilotage de la politique étrangère du pays qui comprend des valeurs féministes dans plusieurs axes prioritaires est assuré par le Ministère fédéral des Affaires européennes et internationales dirigé par Alexander Schallenberg.

En marge de la journée internationale des droits des femmes du 8 mars 2023, le Ministre Schallenberg a prononcé un discours dans lequel il a déclaré « les femmes sont au coeur de la politique étrangère<sup>95</sup> » en affirmant que l'une des solutions pour garantir la paix dans le monde est de prendre en compte la situation des femmes et des jeunes filles dans les politiques étrangères.

Dans la Constitution fédérale du pays, les Laender et les municipalités s'engagent à promouvoir l'égalité de statut entre les femmes et les hommes. Cette politique se veut transversale dans le pays et la direction générale des femmes a pour mission de coordonner toutes les actions au sein de la fédération autrichienne pour ce qui concerne les questions relatives aux femmes et à l'égalité des genres<sup>96</sup>.

L'Autriche est une République parlementaire fédérale gouvernée par le Président Alexander Van der Bellen et par le chef de gouvernement, le chancelier Karl Nehammer. Le Ministère fédéral des Affaires européennes et internationales autrichien est chargé de piloter les actions prioritaires du pays en matière de droits humains, dont les droits des femmes et l'égalité des genres. Le gouvernement a défini un plan 2022-2024 pour sa politique d'aide au développement comprenant un certain nombres

---

<sup>94</sup> Federal Chancellery - Republic of Austria. (n. d.). *About the Directorate General for Women and Equality*. <https://www.bundeskanzleramt.gv.at/en/agenda/women-and-equality/about-division-for-women-and-equality.html>

<sup>95</sup> Federal Ministry Republic of Austria - European and International Affairs. (07 mars 2023). *Foreign Minister Schallenberg on International Women's day : "Women are at the centre of foreign policy"*. <https://www.bmeia.gv.at/en/the-ministry/press/news/2023/03/foreign-minister-schallenberg-on-international-womens-day-women-are-at-the-centre-of-foreign-policy>

<sup>96</sup> Federal Chancellery - Republic of Austria. (n. d.). *About the Directorate General for Women and Equality*. <https://www.bundeskanzleramt.gv.at/en/agenda/women-and-equality/about-division-for-women-and-equality.html>

d'objectifs en matière de gouvernance démocratique, d'autonomisation des femmes et de sociétés inclusives.

Le Ministère fédéral des Affaires européennes et internationales travaillent étroitement avec la direction des femmes et de l'égalité des genres de la Chancellerie Fédérale afin de dialoguer et coordonner leurs actions et leurs soutiens aux organisations de la société civile autrichiennes qui œuvrent pour la protection des droits des femmes et pour l'égalité des genres<sup>97</sup>.

Dans sa déclaration pour la journée du 08 mars 2023, le Ministre fédéral des Affaires européennes et internationales, Alexander Schallenberg a déclaré que la réponse aux conflits mondiaux actuels ne peut se faire qu'en prenant en compte le point de vue des femmes et des jeunes filles et en faisant de la défense des droits des femmes un point central des politiques étrangères. Pour l'Autriche, contribuer à l'égalité des genres passe par la participation à des forums internationaux sur les droits des femmes, du plaidoyer pour la ratification de Conventions internationales de protection de ces droits, l'augmentation du nombre de postes féminins au niveau politique et diplomatique, ainsi que par le soutien des projets menés par la société civile<sup>98</sup>.

### **Les axes et spécificités de la politique étrangère aux valeurs féministes**

En matière d'égalité des genres, les priorités sont : l'autonomisation sociale, politique et économique des femmes, le renforcement du rôle des femmes dans les conflits armés et la mise en œuvre de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, la lutte contre toutes formes de violence, la promotion des droits et de la santé sexuels et reproductifs, le renforcement des budgets liés au genre, l'inclusion des hommes de façon transversale dans tous les domaines de l'égalité des genres, l'intégration du genre dans la coopération bilatérale et multilatérale<sup>99</sup>.

Le Ministère fédéral des Affaires européennes et internationales travaille avec l'Agence de développement autrichienne pour la mise en place des programmes d'aide au développement dans le monde. L'Agence met en œuvre les orientations du pays en termes d'aide au développement dans 5 pays jugés prioritaires : le Burkina Faso, l'Éthiopie, l'Ouganda, le Mozambique et le Bhoutan. L'Agence autrichienne de développement a également des actions dans les pays des Balkans et en Arménie, Géorgie et Moldavie. La Palestine est également un pays prioritaire. La thématique de l'égalité entre les femmes et les hommes et l'autonomisation des femmes est une thématique

---

<sup>97</sup> Federal Ministry Republic of Austria - European and International Affairs. (n. d.). *Women's Rights / Gender Equality*. <https://www.bmeia.gv.at/en/womens-rights>

<sup>98</sup> Federal Ministry Republic of Austria - European and International Affairs. (07 mars 2023). *Foreign Minister Schallenberg on International Women's day : "Women are at the centre of foreign policy"*. <https://www.bmeia.gv.at/en/the-ministry/press/news/2023/03/foreign-minister-schallenberg-on-international-womens-day-women-are-at-the-centre-of-foreign-policy>

<sup>99</sup> Donor tracker. (n. d.). Austria. [https://donortracker.org/donor\\_profiles/austria/gender](https://donortracker.org/donor_profiles/austria/gender)

transversale dans les projets soutenus par l'Agence autrichienne de développement<sup>100</sup>. L'Autriche a par ailleurs détaillé les objectifs de cette priorité dans son programme sur sa politique de développement 2022-2024<sup>101</sup>.

Dans les instances internationales, l'Autriche contribue à l'égalité des genres en étant présente au sein de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW), en plaidant pour la ratification la plus large possible de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, dite Convention d'Istanbul ; le pays a d'ailleurs été l'un des premiers signataires en 2013<sup>102</sup>. L'Autriche est également active dans la mise en œuvre de la résolution 1325 et a été un des premiers États au monde à adopter un Plan d'action national en 2007 pour la mise en œuvre de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité<sup>103</sup>.

Concernant le conflit en Ukraine, par exemple, l'Autriche fait partie des quatre pays, avec la Hongrie, la Slovaquie et la Tchécoslovaquie, à avoir accueilli un nombre conséquent de réfugié-es ukrainien-nes, notamment des femmes et des jeunes filles, qui représentent 70% des arrivées en Autriche. Les quatre pays d'accueil de ces réfugié-es ont mis en place des mesures sociales, notamment pour les femmes, concernant des méthodes de garde d'enfants, la recherche d'emplois, les préventions sur les violences basées sur le genre, la barrière linguistique, etc. Ces initiatives des gouvernements ont largement été appuyées par les organisations de la société civile<sup>104</sup>.

L'Autriche a développé la prise en compte du genre dans sa planification, sa programmation et sa budgétisation afin de parvenir à une répartition budgétaire la plus équitable possible. La budgétisation sensible au genre implique une participation des femmes et des hommes à parts égales dans les décisions budgétaires et le principe d'égalité des genres dans la distribution des fonds publics. L'objectif de la budgétisation sensible au genre est d'analyser et traiter les impacts sexospécifiques de l'allocation des budgets et de la collecte des recettes sur les femmes et les hommes. L'Agence de

---

<sup>100</sup> Austrian Development Agency. (n. d.). About ADA. <https://www.entwicklung.at/en/ada>

<sup>101</sup> Federal Ministry Republic of Austria - Europe, Integration and Foreign Affairs. (décembre 2022). *Three-Year Programme on Austrian Development policy 2022-2024*. [https://www.bmeia.gv.at/fileadmin/user\\_upload/Zentrale/Aussenpolitik/Entwicklungszusammenarbeit/Three-Year\\_Programme\\_on\\_Austrian\\_Development\\_Policy\\_2022-24.pdf](https://www.bmeia.gv.at/fileadmin/user_upload/Zentrale/Aussenpolitik/Entwicklungszusammenarbeit/Three-Year_Programme_on_Austrian_Development_Policy_2022-24.pdf)

<sup>102</sup> Federal Ministry Republic of Austria - European and International Affairs. (07 mars 2023). *Foreign Minister Schallenberg on International Women's day : "Women are at the centre of foreign policy"*. <https://www.bmeia.gv.at/en/the-ministry/press/news/2023/03/foreign-minister-schallenberg-on-international-womens-day-women-are-at-the-centre-of-foreign-policy>

<sup>103</sup> Federal Ministry Republic of Austria - European and International Affairs. (n. d.). *Women's Rights / Gender Equality*. <https://www.bmeia.gv.at/en/womens-rights>

<sup>104</sup> Globsec. (26 avril 2023). *Consequences of the Russian war in Ukraine : What policies for temporary displaced Ukrainian women in Austria, Czechia, Hungary and Slovakia ?*. Globsec - ideas shaping the world. <https://www.globsec.org/what-we-do/publications/consequences-russian-war-ukraine-what-policies-temporary-displaced>

développement autrichienne soutient cette budgétisation sensible au genre dans les pays partenaires de l'Autriche<sup>105</sup>.

En février 2024, le gouvernement autrichien vient d'adopter un nouveau plan national pour la mise en place de l'Agenda Femmes, Paix, Sécurité. Le pays a été l'un des premiers pays au monde à adopter un plan national en 2007. Ce nouveau plan entend placer les femmes comme actrices du changement en leur donnant un rôle actif dans les processus de décisions politiques, de prévention, de résolution des conflits et de reconstruction des sociétés.

L'Autriche est également membre du « Réseau des points focaux pour les femmes, la paix et la sécurité », créé en 2016 par les Nations unies, un réseau composé de plus de 80 États et organisations internationales se réunissant deux fois par an. L'objectif de ce réseau est d'échanger sur les pratiques de chacun pour la mise en œuvre de l'Agenda Femmes, Paix, Sécurité. En outre, lors de la présidence autrichienne du Conseil de l'Europe en 2018, le pays a été moteur dans la mise en place de la résolution 1325 au niveau européen et a fait adopter l'approche stratégique de l'Union européenne sur l'Agenda Femmes, Paix, Sécurité, qui a découlé en 2019 sur l'adoption d'un plan stratégique pour la période 2019-2024<sup>106</sup>.

De plus, l'Autriche soutient actuellement le Fonds des Nations unies pour la paix et l'aide humanitaire en faveur des femmes à hauteur de 9,7 millions d'euros, ce qui fait du pays l'un des plus gros contributeurs à ce fonds. Il s'agit du seul mécanisme de financement mondial qui se consacre à la promotion de la participation des femmes à la consolidation de la paix et aux activités humanitaires. Ce fonds soutient également des organisations de femmes dans certains pays pour la mise en oeuvre de la résolution 1325<sup>107</sup>. Enfin, en 2021, lors du Forum Génération Égalité, l'Autriche a signé le « Pacte sur les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire » et s'est engagée à contribuer à travers l'Agence de développement autrichien à hauteur de 11,4 millions d'euros dans ce domaine pour la période 2021-2025<sup>108</sup>.

En matière de lutte contre les violences traditionnelles et notamment les mutilations génitales féminines et le mariage forcé, l'Autriche s'est engagée à financer via son APD des projets et programmes de lutte contre ces pratiques aux côtés de ses pays partenaires, l'Éthiopie et le Burkina Faso. L'Autriche contribue également financièrement au Fonds d'affectation spéciale des Nations

---

<sup>105</sup> Austrian Development Agency. (n. d.). *Gender equality*.

<https://www.entwicklung.at/en/themes/gender-equality>

<sup>106</sup> Federal Ministry Republic of Austria - European and International Affairs. (n.d.). *Women, Peace and Security SC-Res 1325*. <https://www.bmeia.gv.at/en/women-peace-and-security-sc-res-1325>

<sup>107</sup> Federal Ministry Republic of Austria - European and International Affairs. (n.d.). *Women, Peace and Security SC-Res 1325*. <https://www.bmeia.gv.at/en/women-peace-and-security-sc-res-1325>

<sup>108</sup> Federal Ministry Republic of Austria - European and International Affairs. (n.d.). *Women, Peace and Security SC-Res 1325*. <https://www.bmeia.gv.at/en/women-peace-and-security-sc-res-1325>

unies pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes depuis 1996, le pays est parmi les contributeurs historiques et réguliers.

L'Autriche s'engage à soutenir des interventions dans le domaine des droits et de la santé sexuels et reproductifs conformément à son engagement pour l'application du Plan d'action de l'Union européenne en matière d'égalité entre les femmes et les hommes (GAP III) pour la période 2021-2025<sup>109</sup>. Sur les DSSR, l'Autriche s'engage en promouvant des politiques familiales sensibles au genre, en soutenant l'autonomie des femmes afin qu'elles puissent s'épanouir professionnellement, en réalisant un plaidoyer pour modifier les normes sociales discriminatoires et en travaillant sur l'éducation complète à la sexualité et la sensibilisation face aux IST, aux violences sexuelles... En appuyant l'ONG Care Autriche, le pays a par exemple travaillé sur un projet en Éthiopie sur les mutilations génitales féminines, en 2019. Ce projet avait pour objectif d'entraîner un changement des normes sociales dans le pays en dialoguant avec les communautés sur l'autonomisation économique des adolescentes et en formant des services de l'État à apporter du soutien et des ressources aux femmes et filles dans le domaine des DSSR<sup>110</sup>.

L'Autriche a priorisé le domaine du genre et de l'environnement dans sa politique étrangère sensible au genre en intégrant cette dimension dans ses interventions axées sur le climat. L'Agence de développement autrichienne s'est engagée à intervenir dans ce domaine en reconnaissant les impacts sexospécifiques des catastrophes naturelles, tels que l'augmentation des violences basées sur le genre, ou encore en travaillant à renforcer la capacité d'adaptation des femmes et des hommes face au changement climatique. L'Autriche a également placé l'inclusion des femmes dans les espaces de décision comme une priorité pour répondre à ces enjeux et a investi dans la transition verte inclusive. Le pays a par ailleurs signé, lors de la COP 28, la déclaration sur « COP28 Gender-responsive just transitions and climate action partnership » réaffirmant les Accords de Paris et mettant l'accent sur la nécessité de conduire des transitions justes sensibles au genre<sup>111</sup>.

En mars 2023, l'Autriche a participé à la 67ème Commission sur la condition de la femme des Nations unies sur la thématique de l'innovation et du changement technologique et l'éducation au numérique. Lors de cet événement, la Ministre des femmes, de la famille, de l'intégration et des médias de la chancellerie fédérale d'Autriche était présente. Elle a rappelé l'importance de l'éducation au numérique pour briser les stéréotypes de genre et pour que les femmes et les jeunes filles puissent

---

<sup>109</sup> Austrian Development cooperation. (n. d.). *Focus paper on sexual and reproductive health and rights*. [https://www.entwicklung.at/fileadmin/user\\_upload/Dokumente/Publikationen/Fokuspapiere/Englisch/Focus\\_Paper\\_SRHR.pdf](https://www.entwicklung.at/fileadmin/user_upload/Dokumente/Publikationen/Fokuspapiere/Englisch/Focus_Paper_SRHR.pdf)

<sup>110</sup> Austrian Development cooperation. (n. d.). *Focus paper on sexual and reproductive health and rights*. [https://www.entwicklung.at/fileadmin/user\\_upload/Dokumente/Publikationen/Fokuspapiere/Englisch/Focus\\_Paper\\_SRHR.pdf](https://www.entwicklung.at/fileadmin/user_upload/Dokumente/Publikationen/Fokuspapiere/Englisch/Focus_Paper_SRHR.pdf)

<sup>111</sup> COP28 UAE. (n. d.). *COP28 gender-responsive just transitions and climate action partnership*. <https://www.cop28.com/en/cop28-gender-responsive-just-transitions-and-climate-action-partnership>

atteindre l'autonomie numérique et l'accès aux secteurs des technologies<sup>112</sup>. L'Agence de développement autrichienne soutient des projets dans l'éducation au numérique avec, par exemple, le financement d'un projet en Afrique australe en partenariat avec l'UNICEF pour la période 2021-2024 portant sur l'apprentissage du numérique chez les jeunes<sup>113</sup>.

En 2023, la chancellerie fédérale et le ministère fédéral des femmes, de la famille, de la jeunesse et de l'intégration des médias ont publié un rapport sur la représentation des femmes en politique. En l'espace de 10 ans, la proportion des femmes dans le gouvernement fédéral est passée de 33% en 2013 à 44% en 2023, soit le plus gros pourcentage jamais atteint dans le pays<sup>114</sup>. En 2022, sur 92 missions diplomatiques que compte l'Autriche dans le monde, 30 étaient dirigées par des femmes ambassadrices, occupant 32,6% des postes<sup>115</sup>.

### **Les forces**

L'Autriche est un pays qui intègre depuis plusieurs années des valeurs féministes à sa politique étrangère et qui s'est imposé sur la scène internationale par sa force de plaidoyer pour la défense des droits des femmes. Le pays a contribué à garantir la sécurité des femmes face aux diverses formes de violences, que ce soit dans des pays touchés par des conflits ou en paix.

En développant des politiques publiques en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, l'Autriche agit en cohérence dans ses engagements nationaux et internationaux. De plus, la Direction générale des femmes et de l'égalité agit pour une bonne approche interministérielle du genre dans le pays en faisant en sorte que le genre soit intégré dans tous les domaines d'action de l'Autriche.

L'Autriche contribue à hauteur de 9,7 millions d'euros dans le Fonds des Nations unies pour la paix et l'aide humanitaire en faveur des femmes. Si le pays n'est pas l'un des plus gros contributeurs pour les agences onusiennes, il se distingue en contribuant à ce fonds d'urgence en faveur des droits des femmes, ce qui lui permet de s'affirmer comme acteur prioritaire dans le domaine humanitaire. Ce rôle de leader dans ce domaine a été affirmé à nouveau en 2021 lorsque l'Autriche a pris des engagements significatifs pour la thématique de l'humanitaire, lors du Forum Génération Égalité. Dans le cadre de ce forum, l'Autriche a signé le « Compact on Women, Peace and Security and

---

<sup>112</sup> United Nations press. (07 mars 2023). *Ministerial round table speakers spotlight national efforts, innovations to bridge digital gender gap, as commission on status of women session continues*. <https://press.un.org/en/2023/wom2222.doc.htm>

<sup>113</sup> Austrian Development Agency. (n. d.). *All projects*. <https://www.entwicklung.at/en/projects/all-projects>

<sup>114</sup> Bundeskanzleramt. (février 2024). *Frauen in politischen Entscheidungspositionen in Österreich 2023*. [file:///C:/Users/33785/Downloads/frauen\\_in\\_polit\\_entscheidungspositionen\\_2023.pdf](file:///C:/Users/33785/Downloads/frauen_in_polit_entscheidungspositionen_2023.pdf)

<sup>115</sup> Chehab, S. (2022). *Women in diplomacy - index 2022*. <https://www.agda.ac.ae/docs/default-source/Publications/women-in-diplomacy-en-mar-2022.pdf?sfvrsn=4>

Humanitarian Action » et l'Agence de développement autrichienne a accordé 11,4 millions d'euros pour la période 2021-2025 à ce secteur<sup>116</sup>.

En ayant mis en place une Direction des femmes et de l'égalité dès les années 1990, l'Autriche a intégré très tôt une dimension genre dans ses politiques publiques. Cette direction, rattachée à la chancellerie fédérale, a pour mission de promouvoir les questions d'égalité entre les femmes et les hommes dans toute la sphère publique du pays et assure la cohérence entre les orientations politiques de l'Autriche au niveau national et international.

### **Les limites**

L'Autriche n'a pas déployé une politique étrangère féministe de façon officielle, mais développe des valeurs féministes dans sa politique extérieure. Le ministère fédéral des Affaires européennes et internationales autrichien est dirigé depuis plusieurs années par des ministres du parti ÖVP (People's Party), un parti libéral et conservateur, ce qui pourrait expliquer que l'emploi du terme « féministe » ne soit pas mis en avant.

La protection des minorités est un aspect important dans le cadre de la politique étrangère du pays. Néanmoins, l'état fédéral n'englobe que les minorités ethniques dans cette politique, mais en aucun cas les minorités LGBTI+. La mention des personnes LGBTI+ n'apparaît que brièvement dans le programme d'actions 2022-2024 de politique de développement de l'Autriche rédigé par le Ministère Fédéral des Affaires européennes et internationales<sup>117</sup>. En outre, la politique étrangère de l'Autriche n'est pas intersectionnelle. De plus, l'Autriche a soutenu des projets de défense des droits des personnes LGBTI+, via l'Agence de développement autrichienne, plutôt dans des pays du Nord global.

L'Autriche est un pays de migration assez importante, notamment venant des pays des Balkans. Le pays fait face à des réticences de la part de certains Länder en matière de politique migratoire, notamment par des dirigeants venant du parti d'extrême droite du FPÖ. Si jusqu'ici, le gouvernement fédéral n'a jamais mis en place de politique ouvertement discriminatoire envers les personnes migrantes, le sujet reste fragile dans le pays et pourrait conduire à un recul des droits des minorités, dont les femmes et les jeunes filles sont souvent les premières victimes.

---

<sup>116</sup> Federal Ministry Republic of Austria - Europe, Integration and Foreign Affairs. (n. d.). *Women, Peace and Security SC-Res 1325*. <https://www.bmeia.gv.at/en/women-peace-and-security-sc-res-1325>

<sup>117</sup> Federal Ministry Republic of Austria - Europe, Integration and Foreign Affairs. (décembre 2022). *Three-Year Programme on Austrian Development policy 2022-2024*. [https://www.bmeia.gv.at/fileadmin/user\\_upload/Zentrale/Aussenpolitik/Entwicklungszusammenarbeit/Three-Year\\_Programme\\_on\\_Austrian\\_Development\\_Policy\\_2022-24.pdf](https://www.bmeia.gv.at/fileadmin/user_upload/Zentrale/Aussenpolitik/Entwicklungszusammenarbeit/Three-Year_Programme_on_Austrian_Development_Policy_2022-24.pdf)

Les prochaines élections législatives en Autriche auront lieu en septembre 2024. L'extrême droite est donnée favorite avec 30% d'intention de vote<sup>118</sup>. Le leader du parti FPÖ, Herbert Kickl est contre l'écologie et l'immigration. Ce parti radical de plus en plus soutenu dans le pays pourrait à son arrivée au pouvoir revenir à des pratiques traditionnelles de la famille, affirmer une politique migratoire stricte et revenir sur des politiques relatives à l'égalité des genres. Le parti est proche de l'AfD allemand, de la Ligue italienne et du Rassemblement national français. L'arrivée au pouvoir de la Ligue italienne a notamment montré les reculs sur les droits des femmes et des minorités en Italie. En 2000, l'Union européenne avait déjà adopté des sanctions envers l'Autriche qui avait laissé entrer au gouvernement des membres du FPÖ. À nouveau membre du gouvernement entre 2017 et 2019, le parti conservateur avait tenté d'empêcher le mariage pour tous. Herbert Kickl, alors Ministre de l'Intérieur, avait également publié un décret interdisant le droit à l'enregistrement identitaire non binaire. En outre, plusieurs mesures avaient été envisagées pour supprimer les subventions pour les associations féministes. Si ce parti parvient à revenir au pouvoir, les dirigeants pourraient prendre des mesures allant à l'encontre des principes d'égalité entre les genres et des droits des femmes et des personnes LGBTI+<sup>119</sup>.

## Recommandations

1. **S'affirmer comme l'un des pays leaders du développement de valeurs féministes en adoptant une politique étrangère féministe.** L'Autriche est engagée pour garantir et défendre les droits des femmes sur la scène internationale depuis des décennies, cela assoirait sa légitimité et son influence d'adopter officiellement une politique étrangère féministe. De plus, une politique étrangère féministe officielle permettrait à l'Autriche de mieux coordonner ses actions et la mobilisation de ressources humaines et financières dans la mise en oeuvre des projets du pays.
2. **Accroître la visibilité de ses actions liées à l'égalité des genres.** En mettant en avant les initiatives et les résultats obtenus dans le cadre de la promotion de l'égalité des genres, l'Autriche pourrait contribuer à susciter un soutien politique et financier supplémentaire chez d'autres États et organisations internationales. Par ailleurs, une visibilité accrue des actions du pays en matière d'égalité des genres pourrait également renforcer sa position dans les négociations internationales et lui permettre de plaider plus efficacement en faveur de politiques et de mesures visant à promouvoir les droits des femmes.

---

<sup>118</sup> Chastand, J-B. (05 novembre 2023). *En Autriche, l'extrême droite en tête des sondages avec une ligne toujours plus radicale*. *Le Monde*.

[https://www.lemonde.fr/international/article/2023/11/05/en-autriche-l-extreme-droite-en-tete-des-sondages-avec-une-ligne-toujours-plus-radical\\_6198309\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/11/05/en-autriche-l-extreme-droite-en-tete-des-sondages-avec-une-ligne-toujours-plus-radical_6198309_3210.html)

<sup>119</sup> Götz, J. (26 mai 2020). *Feminist policy as collateral damage ?*. Heinrich Böll Stiftung Gunda Werner Institute - feminism and gender democracy.

<https://www.gwi-boell.de/en/2020/05/26/feminist-policy-collateral-damage>

3. **Intégrer pleinement l'égalité des genres et la défense des droits des femmes comme une politique prioritaire au sein du Ministère fédéral des Affaires européennes et internationales.** Actuellement les sujets relatifs au genre sont abordés comme un sujet thématique prioritaire de la politique sur les droits humains et non comme un axe fondamental de l'action du Ministère fédéral. En outre, afin d'avoir une réelle influence, une politique étrangère féministe doit être déclinée dans une approche holistique et transversale.
4. **Adopter une approche plus intersectionnelle des sujets de genre dans sa politique étrangère.** Actuellement, la mention LGBTI+ n'apparaît que brièvement dans la politique étrangère sur les droits humains du Ministère fédéral des Affaires européennes et internationales, dans l'axe sur les droits des minorités.
5. **Prendre des mesures efficaces pour contrer la montée du nationalisme dans le pays et garantir les mesures prises en matière de droits des femmes et des personnes LGBTI+ sur le territoire national et à l'international.** Les sondages des prochaines élections législatives qui auront lieu en septembre 2024 montrent le parti d'extrême droite en tête des intentions de vote. L'arrivée au pouvoir de ce parti du FPÖ pourrait être dangereuse pour les droits des femmes et des minorités, il est donc impératif qu'ils ne soient pas affectés négativement par un changement politique.

Le cadre institutionnel en matière de genre :

La direction générale des femmes et de l'égalité rattachée au Ministère des femmes, de la famille, de l'intégration et des médias de la chancellerie fédérale comprend 7 départements et a pour mission principale de sensibiliser et informer le public aux enjeux relatifs aux femmes et à l'égalité et s'assurer de l'intégration du genre au niveau fédéral conformément aux engagements internationaux de l'Autriche. Cette direction créée en 1997 s'assure et écrit des rapports sur la transversalité du sujet au sein des institutions politiques autrichiennes et établit également le rapport sur les questions d'élimination de la discrimination à l'égard des femmes pour le Comité compétent dans ce domaine.

Au niveau international, la politique étrangère de l'Autriche qui intègre une dimension genre est pilotée par le Ministère fédéral des Affaires européennes et internationales. Ce dernier, par le biais de l'Agence de développement autrichienne, définit les axes prioritaires du pays en termes de politique étrangère.

### Organisations féministes :

L'ONG « Women without Borders (WwB) » est une structure autrichienne créée en 2001 qui se focalise sur le leadership féminin, le renforcement des capacités des femmes, les violences basées sur le genre et la prévention des violences envers les femmes dans les conflits. Cette ONG intervient dans 40 pays dans le monde.

L'Institut pour la coopération et le dialogue international est la plus ancienne organisation de la société civile autrichienne sur l'aide au développement créée en 1962. Cet établissement a pour objectif de sensibiliser l'opinion publique aux sujets de développement et de mouvements démocratiques et d'établir un dialogue international sur les principes d'égalité.

La Fondation autrichienne pour la recherche et le développement est un centre d'information qui a pour objectif de répondre aux questions concernant les pays en développement, la coopération et les politiques de développement. Cet organe de recherches permet d'apporter des éclairages et conseils au gouvernement autrichien sur les problématiques de développement dans le monde sur tous les sujets, y compris l'intégration du genre.

### Points à retenir :

1. L'Autriche intègre une dimension genre dans sa politique étrangère depuis plusieurs années et notamment par le biais de son Agence de développement autrichienne, sans toutefois avoir adopté une politique étrangère féministe.
2. L'Autriche, par le biais de son agence de développement, intègre le genre dans plusieurs domaines prioritaires comme les DSSR, le climat, la lutte contre les VBG et notamment les mutilations génitales féminines.
3. L'Autriche assure une bonne cohérence entre sa politique nationale et internationale grâce notamment à la Direction générale des femmes et de l'égalité.
4. La prise en compte des minorités et notamment LGBTI+ est à développer par le pays dans le cadre de sa politique étrangère.
5. L'extrême droite menace d'arriver en tête des prochaines élections législatives en 2024 et pourrait revenir à une vision conservatrice de la société en Autriche.
6. Le pays a été l'un des premiers États à adopter un Plan national pour l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité en 2007.
7. L'Autriche est l'un des plus gros contributeurs du Fonds des Nations unies pour la paix et l'aide humanitaire en faveur des femmes (9,7 millions d'euros).

## Belgique

### Adoption et contexte

Depuis les années 1980, la Belgique a mis en œuvre des mesures juridiques pour promouvoir l'égalité des genres et l'égal accès aux opportunités, tant dans le secteur public que privé. Pour surveiller l'application de la Déclaration de Pékin, une première loi est adoptée en 1996, puis un cadre juridique fédéral a été établi en 2007, avec l'adoption de la loi sur l'intégration de la dimension de genre<sup>120</sup>. En parallèle de cette loi, le « Gender Act » est également adopté en 2002 et régit les politiques liées au genre au niveau fédéral. Plus spécifiquement, il vise à lutter contre les discriminations entre les femmes et les hommes et interdit toute forme de discrimination fondée sur le genre, le changement de genre, l'identité de genre, l'expression de genre, la grossesse, l'accouchement et la maternité.

La Belgique a adopté en 2012 un plan fédéral d'action sur l'intégration de la dimension de genre, renouvelé deux fois et actuellement dans sa troisième édition (2020-2024)<sup>121</sup>. Élaboré par le Groupe de Coordination Interdépartemental (GCI), un groupe composé de représentants ministériels, de fonctionnaires et de membres de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, ce plan se structure autour d'objectifs visant à mettre en œuvre l'intégration de la dimension de genre comme approche pour concrétiser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la société. Il s'engage également à prendre en compte la dimension de genre dans la préparation et l'exécution des politiques, en assurant que le Secrétaire d'État joue un rôle central de coordination et de suivi. Des groupes et organisations féministes de la société civile ont été consultés dans le cadre du développement du Plan fédéral sur l'intégration de la dimension de genre et lors de consultations formelles sur l'élaboration et le suivi du Plan d'action de lutte contre la violence basée sur le genre 2020-2025. Ce dernier accorde une attention particulière à la réalisation de l'analyse d'impact réglementaire, encourage la promotion et le soutien du fonctionnement du GCI qui coordonne la mise en œuvre du plan, et organise des formations sur l'intégration de la dimension de genre au sein d'unités stratégiques.

Finalement, en 2023, la Belgique a mis en place un plan stratégique pour l'égalité des genres. Ce plan d'action stimule la politique d'égalité entre les genres et s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la Commission européenne pour la période 2020-2025 en matière d'égalité. Pour renforcer cet

---

<sup>120</sup> La loi de 2007 modifie et abroge celle de 1996. Gender Mainstreaming Law (2007).  
[https://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/gender\\_mainstreaming/loi\\_gender\\_mainstreaming](https://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/gender_mainstreaming/loi_gender_mainstreaming).

<sup>121</sup> Federal Plan on Gender Mainstreaming (2022)  
[https://igvm-iefh.belgium.be/fr/actualite/plan\\_federal\\_gender\\_mainstreaming](https://igvm-iefh.belgium.be/fr/actualite/plan_federal_gender_mainstreaming)

engagement, la Belgique a intégré le groupe « Feminist Foreign Policy Plus Group » (FPP+) le 23 septembre 2023.

Sur le plan sémantique, la Belgique semble privilégier l'utilisation du terme de politique étrangère centrée sur l'égalité des genres<sup>122</sup> plutôt que l'adoption explicite du terme de « féministe », confirmée par l'absence de toute mention de ce terme sur leur site officiel.

### **Les axes et spécificités**

La politique étrangère féministe de la Belgique a matérialisé sa transversalité autour de plusieurs axes tels que l'aide publique au développement (APD), l'Agenda femmes, paix et sécurité (FPS), des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR), les violences basées sur le genre (VBG), la représentation des femmes à des postes décisionnaires.

Enabel, l'agence de développement du gouvernement fédéral belge, dispose d'un plan de stratégie de genre sur la période 2019-2023<sup>123</sup>. Cette stratégie met l'accent sur l'intégration systématique de la dimension de genre dans tous les aspects de la planification, de la gestion et du soutien au sein d'Enabel. Les priorités clés comprennent l'ancrage du genre dans le processus décisionnel, la réalisation d'analyses de genre lors du cycle de programmation, le renforcement des compétences en matière de genre au sein de l'organisation, l'attention à la présence des femmes à tous les niveaux de l'organisation, et la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation efficace pour la politique de genre.

La Belgique s'est affirmée comme un acteur déterminant dans la promotion de l'Agenda FPS. Le 25 février 2022, elle a adopté le 4ème plan d'action national sur l'Agenda FPS pour la période 2022-2026. Ce plan vise à intégrer des mesures concrètes pour lutter contre les VBG et promouvoir la participation des femmes à la paix et à la sécurité. En tant que membre actif du réseau des « Focal Points », elle a cherché à renforcer la collaboration internationale pour mettre en œuvre cet agenda. Son engagement en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies a été marqué par des initiatives concrètes visant à intégrer les préoccupations liées aux femmes, à la paix et

---

<sup>122</sup> Royaume de Belgique. (16 mars 2021). *L'égalité des genres au centre de la politique étrangère belge*. Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. Consulté sur <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/sous-la-loupe/legalite-des-genres-au-centre-de-la-politique-etrangere-belge>

<sup>123</sup> Enabel. (2019, November 22). Gender Strategy 2019-2023. Consulté sur [https://www.enabel.be/app/uploads/2022/10/gender\\_strategy\\_2019\\_2023\\_enabel\\_en.pdf](https://www.enabel.be/app/uploads/2022/10/gender_strategy_2019_2023_enabel_en.pdf)

à la sécurité dans les délibérations du Conseil, soulignant ainsi son rôle proactif sur la scène internationale<sup>124</sup>.

En termes de justice, la Belgique apporte un soutien fort au mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général sur les VBG en temps de conflit, ainsi que sa collaboration avec l'équipe d'experts sur l'état de droit et les violences sexuelles<sup>125</sup>.

La Belgique a également soutenu activement le mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général sur les VBG en temps de conflit et a collaboré étroitement avec son équipe d'expert-es. Ce soutien a témoigné de son engagement envers la responsabilité pénale des auteurs de VBG liées aux conflits, renforçant ainsi son rôle dans la promotion de la justice et de l'État de droit. En outre, la Belgique a mis en avant l'importance des DSSR dans sa loi de coopération au développement de 2013. En 2017, le Premier ministre Alexander de Croo et la ministre de la Coopération au Développement, Meryame Kitir, ont contribué activement à la création et au lancement du mouvement « She Decides<sup>126</sup> », un mouvement politique mondial défendant le droit de chaque femme et fille à disposer de son corps, sa vie et son avenir. La Belgique tend à intégrer des éléments liés à la promotion des DSSR dans l'ensemble de ses programmes de coopération internationale plutôt que de privilégier des initiatives spécifiques.

Sur la scène internationale, la participation active de la Belgique à la politique de l'UE démontre son implication constante dans le développement et la mise en œuvre de directives et de plans d'action visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes et les discriminations basées sur le genre<sup>127</sup>. Dans le contexte de l'OTAN, la Belgique contribue également à la politique et au plan d'action de l'organisation sur l'Agenda FPS, démontrant son engagement multifrontal dans la défense des droits des femmes<sup>128</sup>.

---

<sup>124</sup> Royaume de Belgique. (26 January 2022). *Gender and women's rights*. Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. Consulté sur <https://diplomatie.belgium.be/en/policy/policy-areas/human-rights/specific-themes/gender-and-womens-rights>

<sup>125</sup> Gouvernement de Belgique. (2023). Égalité des genres et droits des femmes. <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/droits-humains/thematiques-specifiques/egalite-des-genres-et-droits-des-femmes#:~:text=La%20Belgique%20soutient%20le%20mandat%20de%20la%20Repr%C3%A9sentante%20sp%C3%A9ciale%20du,sexuelles%20en%20temps%20de%20conflit.>

<sup>126</sup> Royaume de Belgique. (15 juin 2022). *SheDecides a 5 ans : parce que les droits des femmes sont des droits humains fondamentaux*. Diplomatie.belgium.be. Consulté sur <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/sous-la-loupe/shedecides-5-ans-parce-que-les-droits-des-femmes-sont-des#:~:text=En%20janvier%202017%2C%20elle%20propose,et%20les%20droits%20des%20femmes>

<sup>127</sup> Royaume de Belgique. (26 January 2022). *Gender and women's rights*. Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. Consulté sur <https://diplomatie.belgium.be/en/policy/policy-areas/human-rights/specific-themes/gender-and-womens-rights>

<sup>128</sup> Royaume de Belgique. (26 January 2022). *Gender and women's rights*. Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. Consulté sur <https://diplomatie.belgium.be/en/policy/policy-areas/human-rights/specific-themes/gender-and-womens-rights>

De plus, la Belgique, engagée en faveur des droits LGBTQI+ au niveau international, se positionne au deuxième rang de l'indice Rainbow d'ILGA Europe en 2023<sup>129</sup>. Adoptant une approche systémique via le Plan d'action fédéral pour une « Belgique LGBTQI+ friendly », le pays promeut activement la sécurité et l'inclusion des personnes LGBTQI+. La Belgique s'engage dans la lutte mondiale contre la criminalisation, soutient le mandat de l'Expert indépendant sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre et contribue financièrement au budget de l'Unité sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre du Conseil de l'Europe. En mai 2023, le ministre des Affaires étrangères belge a rencontré des défenseur·es des droits LGBTQI+ en Bosnie-Herzégovine, soulignant l'importance de la sensibilisation et de la défense des droits humains.

Enfin, en termes de représentation des femmes en politique, la Belgique a enregistré des avancées notables ces dernières années. Selon l'EIGE, la proportion de femmes ministres a atteint 55% en 2023, marquant une progression significative par rapport aux 23% de 2019<sup>130</sup>. De même, la part de femmes au Parlement s'est élevée à 43% en 2023, contre 40% en 2019<sup>131</sup>. Du côté de la diplomatie, la part de femmes a augmenté de 13% en 2021 à 19% en 2022<sup>132</sup>. Cette évolution positive témoigne des efforts continus de la Belgique pour promouvoir une représentation équilibrée des genres dans ses instances politiques.

## Les forces

En tant que membre actif du réseau « Focal Points » sur les Femmes, la Paix et la Sécurité, la Belgique œuvre à renforcer la coopération mondiale pour mettre en œuvre cet ambitieux agenda et incarne un rôle pivot dans sa promotion. Sa participation active dans des instances telles que l'Union européenne et l'OTAN témoigne d'une approche holistique, soulignant la volonté de la Belgique de promouvoir l'égalité des genres à l'échelle globale.

La Belgique adopte une approche sémantique flexible, préférant le terme de politique étrangère centrée sur l'égalité des genres, plutôt que d'opter explicitement une politique étrangère féministe. Cette flexibilité dénote une sensibilité aux différentes conceptions de l'égalité des genres, mettant en

---

<sup>129</sup> Belgium Ministry of Foreign Affairs. (2023, May 17). Belgium celebrates IDAHOT and rises in support of defending and promoting the human rights of LGBTQI+ people. <https://diplomatie.belgium.be/en/news/belgium-celebrates-idahot-and-rises-support-defending-and-promoting-human-rights-lgbtqi-people>

<sup>130</sup> European Institute for Gender Equality (EIGE). (2023). *Gender Equality Index 2023*. Consulté sur <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2023/domain/power/BE> et EIGE. (2019). *Gender Equality Index 2019*. Consulté sur <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2019/domain/power/BE>

<sup>131</sup> European Institute for Gender Equality (EIGE). (2023). *Gender Equality Index 2023*. Consulté sur <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2023/domain/power/BE> et EIGE. (2019). *Gender Equality Index 2019*. Consulté sur <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2019/domain/power/BE>

<sup>132</sup> MR. (2023, 24 juin). De plus en plus de femmes dans la diplomatie belge. <https://www.mr.be/de-plus-en-plus-de-femmes-dans-la-diplomatie-belge/#:~:text=Pour%20la%20Belgique%2C%2019%20femmes.postes%20pour%20la%20premi%C3%A8re%20fois.>

lumière la volonté de la Belgique de favoriser des dialogues inclusifs et respectueux des diverses perspectives sur cette question cruciale.

Enfin, le leadership de la Belgique dans la promotion des DSSR est incontestable. Son engagement actif dans la création et la continuité du mouvement « SheDecides » et l'augmentation des financements pour les DSSR entre 2018 et 2020 témoignent d'une approche proactive et durable pour garantir ces droits fondamentaux. La Belgique affiche ainsi un leadership éclairé, illustrant son rôle central dans la défense des DSSR à l'échelle internationale.

### **Les limites**

L'utilisation d'un langage équivoque sur l'égalité des genres peut sembler hésitante à embrasser le féminisme, risquant ainsi de rendre l'engagement moins clair et de susciter des doutes sur son authenticité. L'absence de considération pour plusieurs domaines clés, tels que le secteur numérique et climatique, dans la mise en œuvre de leurs principes féministes contribue à minimiser la crédibilité de leur engagement.

Un autre défi réside dans l'absence de plans d'action spécifiques pour la politique étrangère aux valeurs féministes. Alors que la Belgique a élaboré des plans nationaux contre les VBG et pour l'Agenda FPS, l'absence d'un plan dédié pour sa politique étrangère peut compromettre la cohérence et l'efficacité des actions menées à l'échelle internationale pour l'égalité des genres et la défense des droits des femmes.

Malgré des progrès, des défis subsistent au niveau national, notamment un déséquilibre significatif entre hommes et femmes occupant des postes diplomatiques, avec seulement 19% de femmes en 2022. Cette réalité expose de potentielles lacunes dans la mise en œuvre des principes d'égalité des genres au sein même du corps diplomatique belge, ce qui pourrait affecter la crédibilité de la Belgique en tant que championne de l'égalité des genres à l'étranger.

De plus, bien que la Belgique ait augmenté les financements pour les DSSR entre 2018 et 2020, la nécessité d'investissements continus en 2023 pour éviter une diminution du financement de ces droits indique des défis budgétaires potentiels et démontre l'importance de maintenir un engagement financier durable dans ce domaine.

Enfin, l'accent mis sur le *mainstreaming* des DSSR dans l'ensemble des programmes peut être perçu comme une limitation, certains plaidant en faveur d'initiatives spécifiques pour garantir une attention continue et des progrès significatifs dans ce domaine. Ces limites appuient la nécessité pour la

Belgique d'adresser ces défis afin de renforcer davantage son engagement féministe en politique étrangère.

## **Recommandations**

1. **Clarifier et affirmer l'adoption d'une politique étrangère féministe.** La Belgique doit envisager d'adopter explicitement la terminologie de « politique étrangère féministe » pour renforcer la clarté et la visibilité de son engagement en faveur de l'égalité des genres. Pour éliminer toute ambiguïté et affirmer sa place sur la scène internationale en faveur de l'égalité des genres. De plus, elle devrait développer un plan d'action international dédié pour garantir une mise en œuvre cohérente des principes féministes, renforçant ainsi son engagement et sa cohérence à l'échelle mondiale.
2. **Implémenter des mécanismes pour améliorer la représentation des femmes en diplomatie.** La Belgique devrait mettre en place des initiatives visant à surmonter le déséquilibre significatif entre hommes et femmes occupant des postes diplomatiques. Cela pourrait impliquer la mise en œuvre de programmes de formation, la création d'opportunités de mentorat et le renforcement des mécanismes favorisant l'égalité des genres au sein de son corps diplomatique. L'objectif serait d'assurer une représentation plus équilibrée, renforçant ainsi la crédibilité de la Belgique en tant que défenseuse crédible de l'égalité des genres sur la scène internationale.
3. **Renforcer l'inclusion d'une approche intersectionnelle dans les initiatives financées.** La Belgique devrait intégrer explicitement l'approche intersectionnelle dans la conception et la mise en œuvre de ses programmes de coopération internationale. Cela garantirait une prise en compte plus précise des différentes dimensions des inégalités et une distribution équitable des ressources.
4. **Organiser des consultations engagées avec les groupes marginalisés.** La Belgique peut améliorer sa pratique en matière d'engagement avec les groupes marginalisés, en particulier les femmes issues de communautés sous-représentées. La participation active de ces groupes dans la planification et l'évaluation des initiatives renforcerait l'efficacité des projets et assurerait une perspective plus inclusive.

### Le cadre institutionnel de la Belgique en matière de genre :

La Belgique a établi un solide cadre institutionnel pour promouvoir l'égalité des genres. L'Institut pour l'égalité entre les femmes et les hommes (IEWM) est l'organe central, travaillant sous contrôle ministériel tout en restant autonome pour les actions légales. Son mandat couvre la mise en œuvre des décisions gouvernementales, la coordination de la lutte contre la violence basée sur le genre, et la promotion de l'égalité en emploi et prise de décision. Le Groupe de Coordination Interdépartemental (ICG) supervise le Plan fédéral sur la transversalité de genre, favorisant la collaboration entre entités gouvernementales. Le Conseil pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes agit en tant qu'organe consultatif depuis 1993, proposant des mesures et formulant des opinions pour promouvoir l'égalité des chances. L'ensemble de ces organes, avec les employés dédiés, démontre l'engagement institutionnel de la Belgique envers l'égalité des genres à divers niveaux gouvernementaux.

### Collectifs féministes :

Les collectifs féministes clés de la société civile en Belgique engagés dans la promotion de l'égalité des genres comprennent le Conseil fédéral pour l'égalité des chances entre hommes et femmes (CEC), le Conseil wallon pour l'égalité entre hommes et femmes (CWEHF), et le Conseil bruxellois de l'égalité entre femmes et hommes (CEFH). Ces groupes, subventionnés à divers niveaux gouvernementaux, émettent des avis, participent à des analyses et contribuent activement à la formulation des politiques d'égalité des genres. Le Conseil consultatif sur le genre et le développement offre une expertise spécifique dans le contexte de la coopération au développement. Ces collectifs représentent des acteurs essentiels de la société civile contribuant de manière significative à la promotion de l'égalité des genres en Belgique.

### Points à retenir :

1. La Belgique a mis en place des mesures juridiques depuis les années 1980 pour promouvoir l'égalité des genres, avec l'adoption de lois clés en 1996 et 2007, établissant un cadre juridique fédéral et réglementant les politiques liées au genre.
2. La Belgique a adopté un plan d'action international sur l'intégration de la dimension de genre en 2012, renouvelé en 2020-2024, démontrant son engagement à concrétiser l'égalité des genres dans la société, en collaboration avec des groupes féministes de la société civile.
3. En 2023, la Belgique a publié son plan stratégique pour l'Égalité des Genres (2023), aligné sur la stratégie de la Commission européenne (2020-2025), et a rejoint le « Feminist Foreign Policy Plus Group » pour renforcer son engagement.
4. Les axes de la politique étrangère féministe belge incluent l'aide publique au développement, l'Agenda FPS, les DSSR, la lutte contre les violences basées sur le genre, et la promotion de la représentation des femmes dans les postes décisionnaires.
5. L'agence de développement belge, Enabel, a un plan de stratégie de genre (2019-2023) mettant l'accent sur l'intégration systématique de la dimension de genre dans tous les aspects de ses opérations.

6. La Belgique est un acteur déterminant dans la promotion de l'Agenda FPS, avec l'adoption du 4ème plan d'action national (2022-2026) et une participation active dans des instances internationales, y compris l'Union européenne et l'OTAN.
7. La Belgique soutient activement les DSSR, notamment par sa contribution au mouvement « SheDecides » et son intégration des éléments liés à la promotion des DSSR dans ses programmes de coopération internationale.
8. La Belgique se positionne au deuxième rang de l'indice Rainbow d'ILGA Europe en 2023, démontrant un soutien fort aux droits LGBTI+ au niveau international, et participe et finance des initiatives en faveur de ces droits.
9. Bien que des progrès aient été enregistrés dans la représentation des femmes en diplomatie, avec une hausse de 13% en 2021 à 19% en 2022, ces chiffres demeurent encore significativement éloignés de la parité.

## Canada

### Adoption et contexte

Le Canada a mis en œuvre sa politique étrangère féministe en juin 2017<sup>133</sup>. Ce projet a été mené par le gouvernement du Parti libéral du Canada du Premier ministre Justin Trudeau, plus particulièrement par l'ancienne ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland. Lorsqu'il rentre en fonction en octobre 2015, Justin Trudeau entend marquer un changement radical par rapport à la politique étrangère poursuivie par les conservateurs de Stephen Harper, son prédécesseur. Cependant, avant le discours de Chrystia Freeland devant le Parlement le 6 juin 2017, il y avait peu d'indications qui laissaient entrevoir que le gouvernement allait adopter une politique étrangère féministe<sup>134</sup>. Les références au genre étaient peu présentes dans le plan de campagne de Justin Trudeau et dans les prises de parole officielles du Canada. C'est cette ancienne ministre du commerce international, qui a insufflé une vision féministe et progressiste à la politique étrangère. Dans son discours, elle a souligné l'importance de partager les valeurs canadiennes, dont le féminisme. Peu après, le Premier ministre Trudeau a renforcé cet engagement en écrivant un essai sur l'éducation féministe de ses enfants le 11 octobre, journée internationale des filles. En 2023, le ministre des Affaires étrangères se revendique comme féministe : « Il est important - et historique - qu'on ait un Premier ministre et un gouvernement fier de se proclamer féministe. Les droits des femmes sont des droits humains<sup>135</sup> ».

La politique étrangère féministe du Canada s'emploie à avoir une approche intersectionnelle et englobe plusieurs politiques, programmes et initiatives qui la constituent. Elle inclut notamment la Politique d'aide internationale féministe (PAIF) qui a pour objectif de transformer les normes sociales et les relations de pouvoir en éradiquant la pauvreté et en construisant un monde plus pacifique, inclusif et prospère, la Stratégie de diversification des exportations qui a une approche inclusive du commerce ou encore le Plan national d'action consacré aux femmes, à la paix et à la sécurité. Le Canada applique les principes de sa politique étrangère féministe à l'ensemble de ses engagements internationaux et secteurs d'intervention.

De plus, en février 2020, le gouvernement canadien a annoncé son intention de mettre en œuvre un modèle complet de politique étrangère féministe, comme le modèle suédois. Après cette annonce, un

---

<sup>133</sup> Rabello de Lima, G (2023). Le genre dans les Politiques Étrangères Féministes : une analyse de discours décolonial et poststructuraliste [Mémoire, Université du Québec à Montréal]

<sup>134</sup> Chapnik, A. (2019). The origins of Canada's feminist foreign policy. *International Journal* 74:2, 191-205. [https://doi-org.lib-ezproxy.concordia.ca/10.1177/0020702019850827open\\_in\\_new](https://doi-org.lib-ezproxy.concordia.ca/10.1177/0020702019850827open_in_new) Publisher SAGE Publications

<sup>135</sup> [«It is important—and historic—that we have a prime minister and a government proud to proclaim themselves as feminists. Women's rights are human rights.»] Gouvernement du Canada. (2023). *Canada's Feminist International Assistance Policy*. [Canada's Feminist International Assistance Policy](#)

groupe de travail a été établi en présence d'organismes de la société civile et d'organisations internationales afin de recueillir des suggestions d'améliorations et de points à observer dans la restructuration de la politique.

Le Canada s'est engagé à de nombreuses reprises sur la question de l'égalité des genres. En novembre 2019, grâce à sa participation au conseil d'administration du Fonds vert pour le climat (FVC), le Canada a contribué à orienter la mise à jour de la politique et du plan d'action en matière de genre du FVC<sup>136</sup>. Toujours en 2019, le Canada a annoncé son intention de travailler avec Convergence, l'un des principaux rassembleurs et partisans mondiaux du financement mixte pour le développement et un promoteur actif de l'investissement sensible au genre.

### **Les axes et les spécificités**

La politique étrangère féministe canadienne vise à promouvoir l'égalité des genres en prenant en compte les différentes expériences des femmes, des hommes et des personnes intersexuées, trans et non binaires<sup>137</sup>. Selon le gouvernement, « promouvoir l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans toute leur diversité est la chose à faire et la façon intelligente de réduire la pauvreté et les inégalités, et de construire la prospérité. Atteindre l'égalité des genres et soutenir l'autonomisation des femmes sont des objectifs en soi et ont un impact significatif sur les progrès liés à l'ensemble des objectifs de développement durable.<sup>138</sup> »

Le Canada est déterminé à fournir une aide internationale féministe qui est tournée vers les droits de la personne, stratégique et concentrée, transformatrice et militante ainsi que fondée sur des faits et responsable<sup>139</sup>. Cette aide est allouée à tous les domaines de la politique étrangère, que ce soit pour la lutte climatique, dans les domaines de la sécurité et de la défense avec le Plan national d'action consacré aux femmes, à la paix et à la sécurité, ou dans le commerce qui adopte une approche inclusive.

---

<sup>136</sup> Gouvernement du Canada. (2022). *La politique féministe d'aide internationale du Canada*. [La politique féministe d'aide internationale du Canada - Canada.ca](https://www.international.gc.ca/feminist-foreign-policy-2021-update.aspx)

<sup>137</sup> Rabello de Lima, G (2023). *Le genre dans les Politiques Étrangères Féministes : une analyse de discours décolonial et poststructuraliste* [Mémoire, Université du Québec à Montréal]

<sup>138</sup> [« promoting gender equality and the empowerment of women and girls in all their diversity is the right thing to do and the smart way to reduce poverty and inequality and build prosperity. Achieving gender equality and supporting women's empowerment are ends in themselves and have a high impact on progress across all Sustainable Development Goals.»] Thompson, L; Ahmed, S & Khokhar, T. (2021), *Defining Feminist Foreign Policy: A 2021 Update*. ICRW. [Defining-Feminist-Foreign-Policy-2021-Update.pdf \(icrw.org\)](https://www.icrw.org/wp-content/uploads/2021/07/Defining-Feminist-Foreign-Policy-2021-Update.pdf)

<sup>139</sup> UN Women. (2023). *Gender Responsive Approaches to Foreign Policy and the 2030 Agenda Feminist Foreign Policies*. [gender-responsive-approaches-to-foreign-policy-and-the-2030-agenda-feminist-foreign-policies-en.pdf](https://www.unwomen.org/fr/fr/news/stories/2023/04/gender-responsive-approaches-to-foreign-policy-and-the-2030-agenda-feminist-foreign-policies-en.pdf)

Les priorités sont<sup>140</sup> : l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles ; la dignité humaine, qui couvre l'action humanitaire, la santé et la nutrition, ainsi que l'éducation; une croissance qui profite à tous et qui cible des domaines tels que l'agriculture durable, les technologies vertes et les énergies renouvelables; l'environnement et l'action climatique, qui se concentrent sur l'adaptation et l'atténuation, ainsi que sur la gestion de l'eau; la gouvernance inclusive, y compris la démocratie, les droits humains, l'État de droit et la bonne gouvernance; la paix et la sécurité, la promotion de processus de paix inclusifs et la lutte contre la violence sexiste.

La promotion des droits et de la santé sexuels et reproductifs est également présente dans la plupart des documents, notamment concernant la lutte contre le sida et la légalisation de l'avortement<sup>141</sup>.

Le gouvernement a inclus dans sa conception de la politique étrangère féministe les femmes et les filles, dans toute leur diversité, ainsi que les personnes intersexuées, trans et non binaires. Au-delà de l'adoption d'un changement de position en 2019 avec l'analyse comparative entre les sexes Plus (ACS Plus), il a été possible aussi de trouver un plus grand nombre d'actions menées après la lecture de deux rapports envoyés au parlement du pays de 2018-2019 (trois actions) et 2019-2020 (huit actions)<sup>142</sup>.

À des fins de suivi et d'évaluation, le Canada a également réalisé des avancées importantes et a élaboré des indicateurs clés de performance pour chacun des six domaines du PAIF, à l'encontre desquels le ministère Affaires mondiales Canada, est tenu de collecter des données annuellement et de les rendre publiquement accessibles<sup>143</sup>.

Le pays a pris de réels engagements en matière d'aide pour le développement (APD). Il s'est engagé à consacrer 95% de l'APD bilatérale du Canada à des investissements qui ciblent ou intègrent l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles d'ici 2021/22. Il est un des meilleurs donateurs dans le domaine puisqu'au moins 85% de son APD sur les dernières années priorise l'égalité des genres.

Le Plan national d'action consacré aux femmes, à la paix et à la sécurité enjoint la communauté internationale à favoriser la participation active des femmes aux mécanismes de prévention et de

---

<sup>140</sup> Gouvernement du Canada. (2023). *Canada's Feminist International Assistance Policy*. [Canada's Feminist International Assistance Policy](#)

<sup>141</sup> Gouvernement du Canada. (2023). *Canada's Feminist International Assistance Policy*. [Canada's Feminist International Assistance Policy](#)

<sup>142</sup> Rabello de Lima, G. (2023). *Le genre dans les Politiques Étrangères Féministes : une analyse de discours décolonial et poststructuraliste* [Mémoire, Université du Québec à Montréal]

<sup>143</sup> Thompson, L; Ahmed, S & Khokhar, T. (2021), *Defining Feminist Foreign Policy: A 2021 Update*. ICRW. [Defining-Feminist-Foreign-Policy-2021-Update.pdf \(icrw.org\)](#)

résolution des conflits, en intégrant la perspective de genre dans toutes les stratégies de paix et de sécurité; à protéger les droits fondamentaux des femmes et des filles en conflit armé, en prenant des mesures spécifiques contre la violence sexuelle et basée sur le genre; ainsi qu'à garantir un accès équitable des femmes aux services de secours et de relèvement, en prenant en compte leurs besoins spécifiques<sup>144</sup>.

Concrètement, le Canada joue un rôle de coprésidence dans la Conférence ministérielle des Nations unies sur le maintien de la paix de 2023 et soutient activement cet événement<sup>145</sup>. En juin 2023, le Canada a coprésidé la réunion préparatoire sur la participation des femmes dans les missions de maintien de la paix avec les gouvernements du Bangladesh et de l'Uruguay<sup>146</sup>. À l'heure actuelle, le Canada a 47 militaires et policiers déployés dans diverses missions de maintien de la paix des Nations unies, notamment en Afrique, au Moyen-Orient<sup>147</sup>.

### **Les forces**

La politique étrangère féministe du pays est intersectionnelle et se veut transversale. Le pays agit sur tous les domaines, tels que le climat, la sécurité, la défense, le commerce, l'éducation, etc., pour améliorer l'égalité des genres et renforcer les opportunités des femmes dans toute leur diversité.

Le gouvernement a travaillé en collaboration avec la société civile à plusieurs reprises pour instaurer une politique extérieure inclusive, notamment le lancement du Plan national d'action du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité et l'Initiative Elsie. Depuis 2017, le gouvernement de Justin Trudeau a pris diverses initiatives visant à renouer le dialogue avec la société civile et des expert-es, tant au sein qu'à l'extérieur du milieu académique. Par ailleurs, de nombreuses consultations avec la société civile ont été organisées lors des « réunions du G7, de la réunion des femmes ministres des affaires étrangères à Montréal en 2018, de la Conférence des Nations unies sur le maintien de la paix à Vancouver, de la conférence sur la liberté des médias et de la Coalition pour l'égalité des droits »<sup>148</sup>.

---

<sup>144</sup> Gouvernement du Canada. (2023). *Femmes, paix et sécurité*. [Femmes, paix et sécurité \(international.gc.ca\)](https://international.gc.ca)

<sup>145</sup> Gouvernement du Canada. (2023). *Le Canada renforce son appui et ses engagements en faveur du maintien de la paix lors de la Conférence ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix de 2023*.

[Le Canada renforce son appui et ses engagements en faveur du maintien de la paix lors de la Conférence ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix de 2023 - Canada.ca](https://international.gc.ca)

<sup>146</sup> Gouvernement du Canada. (2023). *Le Canada renforce son appui et ses engagements en faveur du maintien de la paix lors de la Conférence ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix de 2023*.

[Le Canada renforce son appui et ses engagements en faveur du maintien de la paix lors de la Conférence ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix de 2023 - Canada.ca](https://international.gc.ca)

<sup>147</sup> Gouvernement du Canada. (2023). *Le Canada renforce son appui et ses engagements en faveur du maintien de la paix lors de la Conférence ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix de 2023*.

[Le Canada renforce son appui et ses engagements en faveur du maintien de la paix lors de la Conférence ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix de 2023 - Canada.ca](https://international.gc.ca)

<sup>148</sup> Réseau d'analyse stratégique. (2021). *La politique étrangère du Canada est-elle réellement féministe ? La politique étrangère du Canada...féministe ? | Notes stratégiques | RAS (ras-nsa.ca)*

## Les limites

Son attachement au modèle de nationalisme féministe est problématique. Le Canada, à partir de sa politique étrangère féministe, se construit une identité nationale basée sur des fondements néolibéraux de l'ordre international et promeut une vision libérale du féminisme selon laquelle l'égalité entre les genres passerait par l'entrée des femmes sur le marché du travail<sup>149</sup>. Ces valeurs sont directement liées aux politiques gouvernementales des partis élus, de sorte qu'en cas de changement de gouvernement, ces identités peuvent être remodelées. Le pays fait de son modèle d'insertion un modèle technocratique de traitement du phénomène de la politique étrangère féministe. Le pays se définit en tant qu'État disposant des outils pour aider d'autres pays en termes de sécurité et de prospérité, cette posture établit un rapport de supériorité vis-à-vis des pays du Sud global.

Le suivi et l'évaluation de la politique étrangère féministe doivent être revus. Parmi les 26 indicateurs créés par le ministère pour surveiller les progrès par rapport aux objectifs politiques, 24 ne permettent pas de rendre compte de manière précise des résultats des projets financés : « bien qu'il[le gouvernement] ait consacré plus de 85 % de son aide bilatérale au développement à des projets qui intègrent l'égalité des genres - ce qui dépasse l'objectif de 80% fixé par le FIAP -, il n'a pas atteint les deux autres objectifs consistant à consacrer 15% de l'aide à des projets qui ciblent spécifiquement l'égalité des genres, et 50% aux pays d'Afrique subsaharienne<sup>150</sup>. » De plus, les rapports annuels au Parlement sur l'aide internationale ne reflètent pas les résultats à long terme des projets. Les mauvaises pratiques du ministère des Affaires étrangères, telles que les retards dans la réception de documents signalés lors d'un audit ministériel en 2021, ont eu un impact négatif sur le travail d'audit du bureau vérificateur général du Canada.

La perspective intersectionnelle est mal implémentée. Le gouvernement a tenté d'inclure les femmes LBT+ en 2019 avec l'ACS Plus, mais l'outil démontre d'un manque de connaissances théoriques, en mélangeant l'orientation sexuelle et romantique avec l'identité et l'expression de genre<sup>151</sup>. En outre, les femmes autochtones subissent de la discrimination. Sur le plan national, le pays a été critiqué en raison de son appui financier aux entreprises d'extraction détenues par des intérêts privés au Canada.

---

<sup>149</sup> Rabello de Lima, G (2023). *Le genre dans les Politiques Étrangères Féministes : une analyse de discours décolonial et poststructuraliste* [Mémoire, Université du Québec à Montréal]

<sup>150</sup> [«while it spent over 85 percent of its bilateral development aid on projects that integrate gender equality exceeding the FIAP's goal of 80 percent—it did not meet the other two goals of spending 15 percent of aid on projects that specifically target gender equality, and 50 percent toward sub-Saharan African countries.»] Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., & Montilla, J. (2023). *Defining Feminist Foreign Policy : The 2023 Edition*. The Feminist Foreign Policy Collaborative. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

<sup>151</sup> Rabello de Lima, G. (2023). *Le genre dans les Politiques Étrangères Féministes : une analyse de discours décolonial et poststructuraliste* [Mémoire, Université du Québec à Montréal]

Les activités de ces sociétés extractives ont eu des conséquences néfastes sur les populations autochtones et les écosystèmes locaux, y compris des incidents visant ceux qui militent pour les droits des femmes<sup>152</sup>.

## Recommandations

- 1. Adopter les recommandations issues du Feminist Foreign Policy Working Group<sup>153</sup>.**  
Après avoir recueilli des commentaires lors de consultations, un ensemble de principes fondamentaux a été proposé pour la politique étrangère féministe du Canada. Ces principes englobent une perspective intersectionnelle, préconisant la démilitarisation, la non-violence et la résolution pacifique des conflits. De plus, l'accent est mis sur la protection de l'environnement et la promotion du développement durable, avec un engagement envers la responsabilité.
- 2. Mettre en place de meilleurs indicateurs en se basant sur les recommandations des rapports du Bureau du vérificateur général du Canada<sup>154</sup>.** Selon ce dernier, il est nécessaire que le gouvernement consolide la capacité du ministère des Affaires étrangères à assurer le suivi et l'évaluation de la politique étrangère féministe, en l'aidant à mettre en place des indicateurs et des mesures surveillant les résultats et les rendements des projets.
- 3. Le gouvernement devrait augmenter l'aide politique étrangère.** Les politiques féministes nécessitent des ressources adéquates. Le budget de l'aide publique au développement demeure nettement insuffisant, c'est pourquoi plusieurs grandes organisations d'aide internationale au Canada se sont regroupées pour demander une augmentation de l'aide internationale au-delà de l'enveloppe de 8,15 milliards de dollars de l'année précédente. Leur appel commun vise à obtenir une augmentation prévisible sur trois ans, avec pour objectif d'atteindre 10 milliards de dollars d'ici 2025<sup>155</sup>.

---

<sup>152</sup> Human Rights Watch. (2022). *Canada, Evenements de 2022*. [World Report 2023: Canada | Human Rights Watch \(hrw.org\)](#)

<sup>153</sup> [« Groupe de travail sur la politique étrangère féministe »] Action Canada for sexual health and rights. (2021). *Feedback on Canada's feminist foreign policy*.

[Feedback on Canada's feminist foreign policy | Action Canada for Sexual Health and Rights \(actioncanadashr.org\)](#)

<sup>154</sup> [« Global Affairs Canada should immediately invest in improving its information management systems. Adjust performance indicators to measure both outputs and outcomes. Consider more intersecting identity factors beyond gender and age. »] Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., & Montilla, J. (2023). *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition*. The Feminist Foreign Policy Collaborative. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

<sup>155</sup> *Keep the Promise*. (n.d.). *An open letter to Canada's Finance Minister Chrystia Freeland*. Cooperation Canada. [https://cooperation.ca/wp-content/uploads/2023/02/Open-Letter-to-Chrstia-Freeland\\_ENG\\_v2.pdf](https://cooperation.ca/wp-content/uploads/2023/02/Open-Letter-to-Chrstia-Freeland_ENG_v2.pdf)

4. **Réviser le modèle de nationalisme féministe.** Le Canada doit réévaluer son attachement au modèle de nationalisme féministe, en reconnaissant les diverses perspectives féministes. La politique étrangère féministe devrait embrasser une approche inclusive intégrant les différentes expressions et luttes féministes, et reconnaître ainsi que l'égalité des genres va au-delà de l'entrée des femmes sur le marché du travail.
5. **Approfondir l'aspect intersectionnel de la politique étrangère féministe canadienne.** L'inclusion des femmes LGBTI+ est primordiale dans la construction d'une politique étrangère féministe inclusive. De plus, une attention particulière doit être accordée à la lutte contre les discriminations subies par les femmes autochtones.

Le cadre institutionnel du Canada en matière de genre :

Le Canada s'est doté, depuis 1971, d'un Bureau de la Condition féminine qui est devenu un organisme ministériel du gouvernement fédéral en 1976.

Le Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse a pour objectif de faire progresser l'égalité des genres dans une optique intersectionnelle. En travaillant en partenariat avec des acteurs clés, à l'image des organisations de la société civile ou encore des groupes syndicaux, le Ministère cherche à faire la promotion de l'inclusion de tous dans l'économie ainsi que dans la vie sociale et politique canadienne.

Le Ministère est notamment responsable de l'élaboration d'un plan d'action national sur la violence fondée sur le genre et de répondre à l'appel à l'action de la Commission de vérité vis-à-vis des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées.

Collectifs féministes :

Les collectifs féministes canadiens jouent un rôle crucial dans la sensibilisation des décideurs et de l'opinion publique aux enjeux d'égalité des genres, par le biais d'un travail de plaidoyer et de mobilisation.

Ils ont notamment la possibilité de soumettre des recommandations aux instances gouvernementales ainsi que de siéger à des Comités consultatifs. Au niveau fédéral, le Conseil consultatif sur la situation de la femme est composé de 20 membres, dont la moitié sont nommés par des collectifs féministes, c'est notamment le cas du *Women's Legal Education and Action Fund*. Cette démarche a été reproduite aux niveaux provincial et municipal, au sein desquels de nombreux Conseils consultent régulièrement les organisations féministes.

Points à retenir :

1. Lors de sa prise de fonction en octobre 2015, Justin Trudeau a déclaré vouloir instaurer un changement significatif par rapport à la politique étrangère qui avait été menée par son prédécesseur Stephen Harper.
2. Ce n'est qu'en 2017 que le gouvernement canadien annonce la création de la Politique d'aide internationale féministe (PAIF), mise en œuvre par le ministère des Affaires étrangères.
3. Le Canada s'est engagé à offrir une assistance internationale féministe renvoyant à une approche inclusive. Cette assistance englobe l'ensemble des aspects de la politique étrangère canadienne, à l'image de la lutte contre le changement climatique ou encore des secteurs de la sécurité et de la défense.
4. Lors de l'élaboration de la politique étrangère féministe canadienne, la société civile a été étroitement consultée.
5. La politique étrangère féministes canadienne a six priorités : 1) l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles, 2) la dignité humaine, 3) une croissance qui profite à tous, 4) l'environnement et l'action climatique, 5) la gouvernance inclusive, 6) la paix et la sécurité.
6. Elle se traduit par des engagements en matière d'aide publique au développement dont 95% de celle bilatérale doivent être consacrés à des investissements qui ciblent ou intègrent l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles.
7. Cependant, l'adhésion du Canada à un modèle nationaliste féministe suscite des préoccupations.
8. De plus, une révision du suivi et de l'évaluation de la politique étrangère féministe est nécessaire. Sur les 26 indicateurs élaborés par le Ministère pour évaluer les progrès par rapport aux objectifs politiques, 24 ne permettent pas une restitution précise des résultats des projets financés.

## Chili

### Adoption et contexte

C'est en mars 2022, lors du 77e meeting de l'Assemblée générale de l'ONU, que la ministre chilienne des Affaires étrangères, Antonia Urrejola, a annoncé que le Chili développait une politique étrangère féministe<sup>156</sup>. Elle a déclaré que l'objectif de cette politique était de promouvoir des initiatives dans tous les espaces disponibles pour lutter contre les inégalités, en appelant à l'action tant dans les relations bilatérales que dans les relations avec les acteurs régionaux et multilatéraux<sup>157</sup>. Plus d'un an après, le 13 juin 2023, sous le gouvernement de Gabriel Boric, le ministre Alberto van Klaveren et les sous-secrétaires aux Affaires étrangères, Gloria de la Fuente, et aux Relations économiques internationales, Claudia Sanhueza, ont présenté la politique étrangère féministe<sup>158</sup>. La sous-secrétaire a déclaré que « le Chili, aujourd'hui plus que jamais, aspire au développement de politiques et d'actions qui promeuvent l'autonomie et l'émancipation des femmes dans différents espaces afin de construire une société plus juste, plus inclusive et plus durable<sup>159</sup> ». Il s'agit du premier pays sud-américain à adopter une politique étrangère féministe. Cependant, le plan d'action de la politique étrangère<sup>160</sup> féministe n'a toujours pas été publié et aucune date n'a été annoncée. Il est censé apporter plus de détails sur son implémentation, les mécanismes de suivi et d'évaluation, les budgets alloués et les ministères concernés par cette nouvelle mesure.

Le Chili a pris des mesures significatives pour promouvoir l'égalité des genres, faisant de lui un pionnier dans l'adoption d'une perspective sur le genre dans de nombreux accords sur le libre-échange, encourageant la participation des femmes au commerce international. De plus, le pays a adopté la « Pacific Alliance Declaration on Gender Equality<sup>161</sup> » en 2020 et est signataire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 1980<sup>162</sup>. En partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement, le Chili a également

<sup>156</sup> The Gender Security Project. (2023). *Chile*. [Chile \(gendersecurityproject.com\)](https://gendersecurityproject.com)

<sup>157</sup> *Ibid.*

<sup>158</sup> *Ministry of Foreign Affairs presents Chile's feminist foreign policy and reinforces its international commitment to human rights*. Ministry of Foreign Affairs. (2023).

<https://minrel.gob.cl/news/ministry-of-foreign-affairs-presents-chile-s-feminist-foreign-policy-and#:~:text=This%20policy%20recognizes%20that%20gender,global%20treaties%20signed%20by%20Chile>

<sup>159</sup> [« Chile today more than ever, aspires to the development of policies and actions that promote the autonomy and empowerment of women in different spaces to build a more just, inclusive and sustainable society»] *Ministry of Foreign Affairs presents Chile's feminist foreign policy and reinforces its international commitment to human rights*. Ministry of Foreign Affairs. (2023).

<https://minrel.gob.cl/news/ministry-of-foreign-affairs-presents-chile-s-feminist-foreign-policy-and#:~:text=This%20policy%20recognizes%20that%20gender,global%20treaties%20signed%20by%20Chile>

<sup>160</sup> *Feminist foreign policy*. (2023). <https://politicaexteriorfeminista.minrel.gob.cl/home>

<sup>161</sup> The Gender Security Project. (2023). *Chile*. [Chile \(gendersecurityproject.com\)](https://gendersecurityproject.com)

<sup>162</sup> *Feminist foreign policy*. (2023). <https://politicaexteriorfeminista.minrel.gob.cl/home>

signé en 2023 un mémorandum d'accord pour promouvoir le sceau d'égalité des genres dans les institutions publiques.

En matière de représentation des femmes en politique, elle est en constante augmentation au Parlement depuis 2017, passant de 16% à 35% en 2022<sup>163</sup>. Une tendance similaire peut être observée au sein du corps diplomatique chilien, entre 2014 et 2023 la part des femmes diplomates au sein des ambassades et des consulats du pays était respectivement de 30% et 40%<sup>164</sup>.

### **Les axes et spécificités**

Le ministre des Affaires étrangères, Alberto van Klaveren, a souligné que « la base d'une politique étrangère féministe n'a rien d'étrange : c'est la conviction de parvenir à un monde plus égalitaire<sup>165</sup> ». La politique étrangère féministe du pays englobe « les femmes, les filles et les personnes LGBTQIA+<sup>166</sup> » et se dit intersectionnelle puisqu'elle reconnaît la prévalence de la violence structurelle et les impacts des identités qui se chevauchent dans leurs interactions avec des contextes variés.

La politique étrangère féministe du Chili possède huit axes majeurs: les droits humains et renforcement de la démocratie à travers un prisme de genre, la promotion de l'éradication et l'élimination de la violence de genre, une autonomisation et une représentation accrue des femmes, l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, le commerce et genre, le changement climatique et le genre, l'agenda numérique, science, technologie et innovation, et un système de soins compréhensif<sup>167</sup>.

---

<sup>163</sup> Usherbrooke. (2023). *Perspective Monde*.

<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?codeTheme=9&codeStat=SG.GEN.PAR.L.ZS&codePays=CHL&optionsPeriodes=Aucune&codeTheme2=1&codeStat2=x&codePays2=CHL&optionsDetPeriodes=avecNomP>

<sup>164</sup> Ministerio de Relaciones Exteriores. (2024). [Ministerio de Relaciones Exteriores de Chile - Ministerio de Relaciones Exteriores de Chile \(minrel.gob.cl\)](https://minrel.gob.cl/)

<sup>165</sup> [«the basis of a Feminist Foreign Policy is nothing strange: it is the conviction to achieve a more egalitarian world»] *Ministry of Foreign Affairs presents Chile's feminist foreign policy and reinforces its international commitment to human rights*. Ministry of Foreign Affairs. (2023).

<https://minrel.gob.cl/news/ministry-of-foreign-affairs-presents-chile-s-feminist-foreign-policy-and#:~:text=This%20policy%20recognizes%20that%20gender.global%20treaties%20signed%20by%20Chile>

<sup>166</sup> *Feminist foreign policy*. (2023). <https://politicaexteriorfeminista.minrel.gob.cl/home>

<sup>167</sup> *Ministry of Foreign Affairs presents Chile's feminist foreign policy and reinforces its international commitment to human rights*. Ministry of Foreign Affairs. (2023).

<https://minrel.gob.cl/news/ministry-of-foreign-affairs-presents-chile-s-feminist-foreign-policy-and#:~:text=This%20policy%20recognizes%20that%20gender.global%20treaties%20signed%20by%20Chile>

Afin d'assurer la bonne mise en place de la politique étrangère féministe, le ministère des Affaires étrangères s'est engagé à établir une division dédiée aux questions de genre. Cette division<sup>168</sup> aura pour responsabilité de mettre en œuvre la politique féministe, tout en assurant la coordination avec les entités relevant du ministère, telles que la direction des frontières et des limites, ProChile, l'Institut chilien de l'Antarctique et l'Agence de coopération internationale<sup>169</sup>. Il propose également la création d'un comité consultatif d'expert·es qui présentera aux autorités une stratégie pour progresser vers la parité dans les institutions du pays d'ici 2030<sup>170</sup>. Enfin, le gouvernement a créé un site internet dédié, « Política Exterior Feminista », avec un suivi clair, des informations et du matériel explicatif régulièrement mis à jour, ainsi que des mécanismes de suivi clairement définis<sup>171</sup>.

Il n'y a pas de mention des droits et de la santé sexuelle et reproductive dans leur politique étrangère féministe, ils sont évoqués seulement dans leur plan d'action national de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, dans le pilier « protection<sup>172</sup> ».

Le Chili a été le premier pays sud-américain à élaborer un plan national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) et le premier de la région à l'actualiser en 2015. Dans son second plan d'action national (2015-2018), le Chili avait implémenté des indicateurs de suivi et s'était engagé dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU<sup>173</sup>. Cependant, il présentait des dysfonctionnements puisque son implémentation se faisait principalement à l'échelle internationale. Il ne traitait pas de la question de la représentation des femmes au sein des forces armées et de la police dans le pays. Le Chili n'a pas publié de troisième plan d'action national depuis 2018 malgré l'engagement pris au niveau onusien en 2020<sup>174</sup>.

---

<sup>168</sup> Sa création a été annoncée en juin 2023, mais n'a pas encore vu le jour fin décembre 2023 lors de la rédaction de la fiche de ce pays.

<sup>169</sup> *Ministry of Foreign Affairs presents Chile's feminist foreign policy and reinforces its international commitment to human rights*. Ministry of Foreign Affairs. (2023).

<https://minrel.gob.cl/news/ministry-of-foreign-affairs-presents-chile-s-feminist-foreign-policy-and#:~:text=This%20policy%20recognizes%20that%20gender.global%20treaties%20signed%20by%20Chile>

<sup>170</sup> The Gender Security Project. (2023). *Chile*. [Chile \(gendersecurityproject.com\)](http://gendersecurityproject.com)

<sup>171</sup> *Ibid.*

<sup>172</sup> Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., Montilla, J. (2023). *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition*. The Feminist Foreign Policy Collaborative. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

<sup>173</sup> Security Women. (n.d.) *Chile*. [Chile | National Action Plan \(Nap\) | SecurityWomen](#)

<sup>174</sup> UN Women. (2020). *Monitoring Progress and Looking Ahead: Interactive Stock-Taking on High Level Commitments Made on Women, Peace and Security ahead of the 20th Anniversary of 1325*. [WPS-commitments-for-2020-en.pdf \(unwomen.org\)](#)

## **Plans, traités, politiques et déclarations concrètes adoptées par le Mexique depuis 2020, qui incluent le genre au niveau régional ou international**

- **Promouvoir l'intersectionnalité dans les forums bilatéraux et multilatéraux**

**2022** : Discours dans lequel le pays s'engage à participer davantage aux groupes centraux LGBTI+ des Nations unies, au groupe d'amis de l'expert indépendant des Nations unies sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, au Global Equality Fund du département d'État américain et au groupe de diplomatie internationale de la Coalition pour l'égalité des droits<sup>175</sup>.

Prise de parole à l'ONU pour souligner que les femmes indigènes doivent être incluses dans les efforts pour lutter contre le changement climatique<sup>176</sup>.

**2023** : Discours du pays qui prend la tête du Conseil économique et social des Nations unies, le 27 juillet. Il appelle à sauvegarder les droits des femmes et des personnes indigènes<sup>177</sup>.

Discours de la ministre des Affaires étrangères, Antonia Urrejola, lors du segment de haut niveau de la 52e session du Conseil des droits de l'Homme au Palais des Nations à Genève, en Suisse, autour de la nécessité de sauvegarder et de promouvoir les droits des personnes LGBTI+<sup>178</sup>.

- **Climat**

**2019** : Co-organisation aux côtés de l'Allemagne, lors de la journée du genre pendant la COP 25, d'un événement qui vise à réaffirmer l'importance de l'intégration de la dimension de genre dans l'action climatique<sup>179</sup>.

**2020** : Sous la présidence du Chili s'est déroulée la XIVe version de la conférence régionale sur les femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes, autour du thème de la justice climatique et du genre notamment<sup>180</sup>.

---

<sup>175</sup> Ministry of Foreign Affairs. (2023). *Chile participa en la Tercera Conferencia Mundial de la Equal Rights Coalition*. [Chile participa en la Tercera Conferencia Mundial de la Equal Rights Coalition - Minrel](#)

<sup>176</sup> United Nations. (2022). *Rural, Coastal, Indigenous Women Bear Brunt of Climate Change, Must Be Empowered to Lead Response Efforts, Speakers Say as Women's Commission Continues Session*.

<sup>177</sup> Ministry of Foreign Affairs. (2023). *Chile assumes the presidency of the United Nations Economic and Social Council*. [Chile assumes the presidency of the United Nations Economic and Social Council - Minrel](#)

<sup>178</sup> Ministry of Foreign Affairs. (2023). *Minister Antonia Urrejola highlights Chile's commitment to the promotion and protection of human rights at the 52nd session of the Human Rights Council*.

[Minister Antonia Urrejola highlights Chile's commitment to the promotion and protection of human rights at the 52nd session of the Human Rights Council - Minrel](#)

<sup>179</sup> United Nations Framework Convention on Climate Change. (n.d). *Submission of Chile - Gender and climate change*. [202005041240---Gender Submission Chile.pdf \(unfccc.int\)](#)

<sup>180</sup> UNESCO. (n.d.). *Les femmes dans les sciences - XIVe Conférence régionale sur les femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes*. [Les femmes dans les sciences - XIVe Conférence régionale sur les femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes \(unesco.org\)](#)

**2021** : Organisation de rencontres virtuelles régionales sur le changement climatique et l'égalité des genres en septembre avec l'Amérique latine et les Caraïbes<sup>181</sup>.

- **Politiques commerciales et traités**

**2019** : Forum sur l'égalité des genres dans le secteur minier à Santiago dans le cadre de l'Alliance pacifique<sup>182</sup>.

**2020** : Signature de l'accord mondial sur le commerce et le genre visant à soutenir les exportations des organisations dirigées par des femmes avec le Canada et la Nouvelle-Zélande, auquel se sont joints la Colombie, le Mexique et le Pérou en 2022<sup>183</sup>.

**2023** : Discussion entre la ministre des Affaires étrangères, Antonia Urrejola, et le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Ngozi Okonjo-Iweala, sur l'adoption d'un commerce sensible au genre<sup>184</sup>.

- **L'Agenda Femmes, Paix et Sécurité**

**2019**: Adoption, en mars, du protocole de prévention, accueil, dénonciation, l'enquête et la sanction des mauvais traitements au travail, du harcèlement au travail et du harcèlement sexuel<sup>185</sup>.

**2021**: Lancement du « Women Mediators Network of the Southern Cone<sup>186</sup> », forum de collaboration offrant aux femmes des formations à la médiation et au gender mainstreaming et la possibilité de prendre part aux négociations et à la médiation des processus de paix.

**2022**: Organisation du séminaire Femmes, Paix et Sécurité par le U.S. Southern Command (SOUTHCOM) et le Centre chilien des opérations conjointes de maintien de la paix (CECOPAC), sur l'intégration des femmes aux corps armés<sup>187</sup>.

---

<sup>181</sup> [Regional Meeting on Climate Change and Gender Equality – COP25 \(mma.gob.cl\)](https://mma.gob.cl)

<sup>182</sup> Pacific Alliance Forum. (2019). *Forum on Gender Equality in the Extractive Sector - Santiago, Chile; March 21st and 22nd 2019 52 Sustainable Development and Skills for Employment in the Extractive Sector of the Pacific Alliance Program*. [GENDER-FORUM-Report.pdf \(alianzapacifico.net\)](https://alianzapacifico.net)

<sup>183</sup> Gouvernement du Canada. (2022). *Arrangement mondial sur le commerce et le genre*. [Arrangement mondial sur le commerce et le genre \(international.gc.ca\)](https://international.gc.ca)

<sup>184</sup> Ministry of Foreign Affairs. (2023). *Minister Antonia Urrejola holds bilateral meetings with her counterparts from Germany, Portugal, Finland and international organisations*.

[Minister Antonia Urrejola holds bilateral meetings with her counterparts from Germany, Portugal, Finland and international organisations - Minrel](https://minre.gob.cl)

<sup>185</sup> [«protocol for complaints related to sexual and labor harassment»] Women in international security. (2020). *Chile - Summary Report: 2. Chile Report FINAL dec 2 (wiisglobal.org)*

<sup>186</sup> Cancilleria. (2021). *Launch of the regional network of mediators of the southern cone*. [Embassy in Norway | LAUNCH OF THE REGIONAL NETWORK OF MEDIATORS OF THE SOUTHERN CONE \(RNMSC\) \(cancilleria.gob.ar\)](https://cancilleria.gob.ar)

<sup>187</sup> Cook, G. (04 Mai 2022). *Women, Peace, and Security: 'A Core Principle to Making Our Armed Forces More Ready, More Resilient, and More Effective'*. [Women, Peace, and Security: 'A Core Principle to Making Our Armed Forces More Ready, More Resilient, and More Effective' - Diálogo Américas \(dialogo-americas.com\)](https://dialogo-americas.com)

- **Élimination des violences basées sur le genre**

**2023:** Discours de la ministre des Affaires étrangères, Antonia Urrejola, lors du segment de haut niveau de la 52e session du Conseil des droits de l'Homme au Palais des Nations à Genève, en Suisse, autour de la nécessité d'éradiquer la violence basée sur le genre à l'échelle nationale<sup>188</sup>.

### **Les forces**

La politique étrangère féministe chilienne se veut intersectionnelle, participative et inclusive<sup>189</sup>. Elle est aussi décrite à un « document vivant<sup>190</sup> » ce qui signifie qu'elle est évolutive et peut être modifiée. Ces fondements font d'elle une politique solide et crédible sur la scène internationale.

De plus, elle est cohérente car elle a pour vocation d'être appliquée tant à l'échelle nationale que dans les stratégies multilatérales bilatérales et consulaires, ainsi que dans des relations avec certaines régions. S'agissant de l'application de l'intersectionnalité à l'échelle nationale par exemple, le pays a autorisé le mariage des personnes de même sexe en 2022 et a garanti la non-discrimination des personnes LGBTI+ dans une loi de 2012<sup>191</sup>. Ces engagements pris au niveau national rendent le pays légitime de s'exprimer sur ces questions sur la scène internationale.

### **Les limites**

Malgré la reconnaissance du pays de l'intersectionnalité et des droits des personnes LGBTI+, les documents constitutifs de la politique étrangère féministe n'abordent pas explicitement la race, l'ethnicité et le handicap<sup>192</sup>.

Le pays ne prend pas la parole sur la montée des discours antiféministes à l'international et sur les mesures qui ont été prises contre les droits des femmes. C'est pourtant crucial alors que son voisin et

---

<sup>188</sup> Ministry of Foreign Affairs. (2023). *Minister Antonia Urrejola highlights Chile's commitment to the promotion and protection of human rights at the 52nd session of the Human Rights Council.*

[Minister Antonia Urrejola highlights Chile's commitment to the promotion and protection of human rights at the 52nd session of the Human Rights Council - Minrel](#)

<sup>189</sup> Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., Montilla, J. (2023) *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition.* The Feminist Foreign Policy Collaborative. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

<sup>190</sup> [ «living document.» ] Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., Montilla, J. (2023) *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition.* The Feminist Foreign Policy Collaborative. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

<sup>191</sup> Reuters. (10 mars 2022). *Chile's first gay couple weds as same-sex marriage law takes effect.* NBC news. [Chile's first gay couple weds as same-sex marriage law takes effect \(nbcnews.com\)](#)

<sup>192</sup> Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., Montilla, J. (2023) *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition.* The Feminist Foreign Policy Collaborative. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

partenaire argentin voit un président, Javier Milei, ouvertement misogyne et lgbtphobe entrer en fonction<sup>193</sup>.

Sa politique étrangère féministe ne contient aucun détail sur la manière dont le gouvernement va maintenir son engagement avec la société civile tout au long de la mise en œuvre<sup>194</sup>. C'est pourtant nécessaire si l'objectif est de proposer une politique étrangère féministe qui s'implémente au niveau national.

Le document annonçant la politique étrangère féministe expose que cette dernière est transversale, mais manque de clarté sur la collaboration du ministère des Affaires étrangères avec d'autres ministères concernés, tels que le ministère des Finances ou le ministère de la Défense nationale. Dans le document, le rôle du président Gabriel Boric n'est pas non plus précisé. Le site internet *Política Exterior Feminista* révèle que des informations supplémentaires seront fournies lorsque le plan d'action de la politique étrangère sera publié par le sous-secrétariat aux Affaires étrangères, qui en a la charge, sans qu'une date ne soit annoncée<sup>195</sup>.

## Recommandations

1. **Publier un Plan d'action national clarifiant la question de la coordination entre les ministères dans la mise en œuvre de la politique étrangère féministe.** Afin d'accroître la transparence et la clarté de sa politique étrangère féministe, le Chili doit accélérer la publication du Plan d'action. Ce document détaillé devrait fournir des informations sur les mesures concrètes, les échéanciers et les responsabilités spécifiques de chaque acteur gouvernemental dans la promotion de l'égalité des genres sur la scène internationale.
2. **Identifier des indicateurs pour assurer le suivi et l'évaluation de sa politique étrangère féministe.** Le pays devrait apporter des précisions sur la manière dont la politique étrangère féministe sera implémentée au sein des différents ministères et quels seront les budgets alloués dans les différents domaines dans lesquels elle s'implémente. Ces informations sont nécessaires pour déterminer les objectifs, le succès et l'impact de la politique étrangère féministe et garantir la responsabilité du gouvernement.

---

<sup>193</sup> Dubois, A. (22 novembre 2023). *Avec Javier Milei, l'Argentine se prépare à des mesures sociétales ultraconservatrices*. Les Echos. [Avec Javier Milei, l'Argentine se prépare à des mesures sociétales ultraconservatrices | Les Echos](#)

<sup>194</sup> Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., Montilla, J. (2023) *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition*. The Feminist Foreign Policy Collaborative. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

<sup>195</sup> *Feminist foreign policy*. (2023). <https://politicaexteriorfeminista.minrel.gob.cl/home>

3. **Réaffirmer son soutien pour l'intersectionnalité par des prises de parole plus engagées.**  
Le pays ne prend pas position sur la scène internationale pour condamner les violences faites envers les personnes LGBTI+, la montée des conservatismes anti-genre, le racisme et les droits des personnes indigènes. Il est nécessaire que le Chili représente et protège toutes « les femmes, les filles et les personnes LGBTQIA+<sup>196</sup> » dans sa politique étrangère féministe.
4. **Intégrer une approche intersectionnelle aux seins des documents officiels.** Les documents constitutifs de la politique étrangère féministe chilienne doivent inclure explicitement la dimension de l'ethnicité, de l'orientation sexuelle et du handicap. En reconnaissant ces aspects, le pays renforcerait son engagement en faveur d'une approche intersectionnelle, garantissant une représentation complète des différentes dimensions des discriminations subies par les femmes.
5. **Renforcer la participation de la société civile dans l'élaboration de la politique étrangère féministe chilienne.** Le gouvernement chilien doit détailler dans ses documents officiels la manière dont il prévoit de maintenir un engagement continu avec la société civile tout au long de la mise en œuvre de sa politique étrangère féministe. La collaboration avec des organisations de la société civile est cruciale pour garantir la représentation des diverses voix et perspectives féministes.
6. **Éradiquer les violences basées sur le genre au niveau national.** Le gouvernement doit veiller à ce que les femmes chiliennes victimes de violence puissent avoir recours à des enquêtes policières et à des procédures juridiques afin d'obtenir justice et réparation afin de lutter contre la culture de l'impunité<sup>197</sup>. Il est impératif d'assurer que les auteurs de violences soient tenus responsables de leurs crimes, renforçant ainsi la dissuasion et garantissant un véritable accès à la justice pour les victimes.

#### Le cadre institutionnel du Chili en matière de genre :

En 1991 a été créé le Service National de la Femme (SNF), un service public autonome relevant du Ministère du Développement social. La SNF a permis l'élaboration et l'implantation de politiques publiques en faveur de l'égalité femmes/hommes.

De plus, le Chili s'est doté d'un Ministère de la Femme et de l'Égalité des genres en juin 2016, cela renvoie à une étape importante dans l'avancement des droits des femmes dans le pays. Le ministère a pour mission : 1) de mettre fin aux inégalités entre les hommes et les femmes, 2) de réduire les écarts entre les genres qui s'expriment dans les salaires et dans la représentation dans les espaces de

<sup>196</sup> *Feminist foreign policy*. (2023). <https://politicaexteriorfeminista.minrel.gob.cl/home>

<sup>197</sup> Partido humanista de Chile. (12 mai 2023) . *Femicides and impunity do not stop in Chilean patriarchal society*. Pressenza. [Femicides and impunity do not stop in Chilean patriarchal society. \(pressenza.com\)](https://www.pressenza.com/en/news/femicides-and-impunity-do-not-stop-in-chilean-patriarchal-society/)

prise de décision et 3) d'aider les femmes à surmonter les obstacles auxquels elles sont confrontées pour accéder au monde du travail, que ces derniers soient éducatifs, politiques ou sociaux.

En outre, le Chili accorde une place importante à la participation citoyenne dans l'élaboration des politiques publiques. Ainsi, les Conseils de la société civile permettent l'intégration des citoyen·nes dans les programmes et les politiques relatifs aux droits des femmes d'envergure nationale, régionale et communautaire.

#### Collectifs féministes :

Les collectifs féministes chiliens ont été inclus au niveau national au sein du Comité consultatif paritaire, composé de représentant·es du gouvernement et d'organisations féministes, à l'image de *La Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres*. Le Comité est chargé de conseiller le Ministère de la Femme et de l'Égalité des genres vis-à-vis de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques publiques.

Au niveau régional de nombreux Conseils et Comités consultent les organisations féministes, à l'instar du collectif *Ni Una Menos* qui siège au Conseil consultatif de la région du Biobio pour l'égalité des genres et la non-discrimination.

#### Points à retenir :

1. En mars 2022, la ministre des Affaires étrangères, Antonia Urrejola, a annoncé la mise en place d'une politique étrangère féministe. Le Chili est ainsi devenu le premier pays sud-américain à en adopter une.
2. Le ministère des Affaires étrangères s'est engagé à établir une division dédiée aux questions de genre.
3. En dépit de l'absence de plan d'action, le Chili a pris des mesures favorisant l'égalité des genres, encourageant par exemple la participation des femmes au commerce international.
4. La politique étrangère féministe chilienne a huit priorités : 1) les droits humains et le renforcement de la démocratie, 2) la promotion de l'éradication et l'élimination de la violence de genre, 3) l'autonomisation et la représentation des femmes, 4) l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, 5) le commerce et le genre, 6) le changement climatique et le genre, 7) l'Agenda numérique, science, technologie et innovation, 8) la mise en place d'un système de soins compréhensif.
5. La politique étrangère féministe du Chili se veut intersectionnelle, participative et inclusive.
6. Toutefois, cette dernière omet d'aborder les questions liées à la race, l'ethnicité et le handicap et n'inclut par la société civile dans son élaboration.
7. En outre, le Chili n'a pas pris position vis-à-vis de la montée des discours antiféministes au niveau régional et international.

## Colombie

### Adoption et contexte

En mars 2023, le gouvernement colombien de Gustavo Petro a annoncé travailler sur sa politique étrangère féministe. En juillet 2023, Elizabeth Taylor Jay, la ministre des Affaires étrangères, a réaffirmé l'engagement de la Colombie à adopter une politique étrangère féministe et son soutien pour la conception, la mise en œuvre d'une telle politique avec des ressources financières et humaines appropriées et la promotion des femmes à des postes de haut niveau<sup>198</sup>. Cette volonté a été réitérée lors de la déclaration commune en septembre 2023 à l'ONU du groupe FFP+ dont le pays fait partie<sup>199</sup>. Le 21 novembre, la conseillère pour l'égalité des genres du ministère des Affaires étrangères, Diana María Parra, présentait aux ambassades et aux agences de coopération internationale les progrès réalisés par le pays dans la formulation de la politique étrangère féministe<sup>200</sup>. Plus de 20 espaces participatifs avec 18 organisations féministes et LGBTI+ au niveau national et 10 directions du ministère des Affaires étrangères ont permis de parvenir à une définition conjointe des actions à promouvoir par le biais de cette politique<sup>201</sup>. Elle a également évoqué les avancées réalisées par la Colombie dans la formulation du Plan d'action national Femmes, Paix et Sécurité.

La Colombie a implémenté de nombreuses politiques avançant la lutte pour les droits des femmes. Le pays a promulgué des lois reconnaissant le travail d'assistance non rémunéré, dépénalisé l'avortement jusqu'à 24 semaines en 2022, instauré une politique nationale d'égalité des genres, créé des institutions dédiées telles qu'un ministère de l'égalité et de l'équité en 2023, et encouragé des initiatives locales pour l'égalité des genres<sup>202</sup>. Une section autonome sur les droits des femmes a également été incluse pour la première fois dans le plan national de développement 2018-2022<sup>203</sup>. En outre, les réformes institutionnelles récentes comprennent la création de la Commission juridique pour l'égalité des

---

<sup>198</sup> The gender security project. (2023). *Colombia*. [Colombia \(gendersecurityproject.com\)](https://www.gendersecurityproject.com)

<sup>199</sup> ONU Femmes. (2023). *Declaración política sobre enfoques feministas de la política exterior*. [Declaracion politica sobre enfoques feministas de la politica exterior | ONU Mujeres – América Latina y el Caribe \(unwomen.org\)](https://www.unwomen.org/fr/fr/topics/igualdad-de-genero/2023/09/declaracion-politica-sobre-enfoques-feministas-de-la-politica-exterior)

<sup>200</sup> Gobierno de Colombia. (2023). La Cancillería presentó los avances de la formulación de la Política Exterior Feminista en la Mesa de Género de la Cooperación Internacional en Colombia. [La Cancillería presentó los avances de la formulación de la Política Exterior Feminista en la Mesa de Género de la Cooperación Internacional en Colombia | Cancillería \(cancilleria.gov.co\)](https://www.cancilleria.gov.co/fr/fr/actualidad/comunicacion/la-cancilleria-presento-los-avances-de-la-formulacion-de-la-politica-exterior-feminista-en-la-mesa-de-genero-de-la-cooperacion-internacional-en-colombia)

<sup>201</sup> *Ibid*

<sup>202</sup> OECD iLibrary. (2023). *OECD Review of Gender Equality in Colombia*. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/a559fc5e-en/index.html?itemId=%2Fcontent%2Fpublication%2Fa559fc5e-en>

<sup>203</sup> The gender security project. (2023). *Colombia*. [Colombia \(gendersecurityproject.com\)](https://www.gendersecurityproject.com)

femmes au sein du Congrès et l'engagement de renforcer le Conseil présidentiel pour l'égalité des femmes (CPEM)<sup>204</sup>. La Colombie a également pris des mesures pour encourager l'adoption de plans d'action en faveur de l'égalité des genres. De plus, dans son plan national de développement 2022-2026, la Colombie a affirmé sa volonté de jouer un rôle de premier plan au niveau international dans le domaine de l'égalité des genres<sup>205</sup>. Elle entend appliquer des principes féministes pour lutter contre le trafic de drogue et donner la priorité au pacifisme. Elle vient par exemple de prendre le relais du Royaume-Uni à la présidence de l'Initiative du Partenariat international pour la prévention des violences sexuelles dans les conflits pour la période 2024 - 2025<sup>206</sup>.

### **Les axes et spécificités**

En mars 2023, le gouvernement colombien a dévoilé ses efforts pour élaborer une politique étrangère féministe, centrée sur les principes de pacifisme, en accord avec l'accord de paix colombien, de participation, en encourageant activement l'engagement des femmes dans les processus de prise de décision, tant dans la sphère publique que privée, et d'intersectionnalité, en reconnaissant les différentes formes de discrimination croisées<sup>207</sup>. Les objectifs incluent la promotion de l'égalité des genres, l'autonomisation des femmes, la diversité de leur participation politique et le respect des droits humains, englobant les populations vulnérables comme les personnes LGBTI+ et les minorités ethniques, avec une approche transformative du genre. Elle a pour objectif plus global de transformer les relations de genre existantes. Cela vise à reconnaître et renforcer les normes positives soutenant l'égalité et la création d'environnements propices à toutes les femmes et filles issues d'une diversité ethnique, de genre et d'orientation sexuelle.

La ministre adjointe chargée des affaires multilatérales Laura Gil et l'ambassadrice Arlene Tickner, représentante permanente adjointe de la Colombie auprès des Nations unies, ont commencé à élaborer la politique étrangère féministe. Après la résignation de Laura Gil, Elizabeth Taylor Jay a poursuivi le travail et a ajouté au document général, les 12 domaines thématiques constituant l'axe de la politique étrangère féministe colombienne, réparti en quatre groupes<sup>208</sup>:

---

<sup>204</sup> OECD iLibrary. (2023). *OECD Review of Gender Equality in Colombia*. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/a559fc5e-en/index.html?itemId=%2Fcontent%2Fpublication%2Fa559fc5e-en>

<sup>205</sup> The gender security project. (2023). *Colombia*. [Colombia \(gendersecurityproject.com\)](https://www.gendersecurityproject.com)

<sup>206</sup> Colombia Potencia de la Vida. (2023). *Colombia sigue avanzando en la construcción de la Política Exterior Feminista y reafirma su compromiso de construir la Paz Total con y para las mujeres en sus diversidades*. [Colombia sigue avanzando en la construcción de la Política Exterior Feminista y reafirma su compromiso de construir la Paz Total con y para las mujeres en sus diversidades | Cancillería \(cancilleria.gov.co\)](https://www.cancilleria.gov.co)

<sup>207</sup> The gender security project. (2023). *Colombia*. [Colombia \(gendersecurityproject.com\)](https://www.gendersecurityproject.com)

<sup>208</sup> *Ibid*

- 1 - Justice sociale : participation et représentation; commerce et travail (y compris les soins rémunérés et non rémunérés); migration.
- 2 - Paix totale : Femmes, Paix et Sécurité; violence fondée sur le genre; drogues et société.
- 3 - Justice environnementale : protection, conservation et restauration de l'environnement; changement climatique; biodiversité
- 4 - Éducation, science et culture : éducation à la vie; les femmes dans le sport; culture.

Afin de mettre en place ces principes, le gouvernement a proposé quatre approches. Tout d'abord, une approche cohérente centrée sur les dynamiques internes et externes aux niveaux ministériel et multilatéral/bilatéral. Deuxièmement, l'établissement de critères et de directives pour soutenir l'action affirmative et les mécanismes d'égalité dans les plans d'action institutionnels. Ensuite, un cadre de redevabilité avec des indicateurs permettant le suivi des actions menées sera mis en place. Enfin, l'instauration de mécanismes participatifs afin de favoriser l'engagement des organisations sociales, des personnes LGBTI+ et des femmes dans toute leur diversité<sup>209</sup>. Tout cela sera soutenu par un groupe de travail interne et un plan d'investissement<sup>210</sup>. Pour faciliter l'institutionnalisation, la Colombie mettra en place un groupe de travail interne et élaborera un plan d'investissement.

À travers cette politique, la Colombie entend promouvoir un examen critique des inégalités, des rôles, des normes sociales, des dynamiques et des stéréotypes liés au genre.

---

<sup>209</sup> Ministerio de Relaciones Exteriores. (2023). *Colombia Feminist Foreign Policy*. [475037b3-cda8-4686-997a-c01267482e51\\_Concept note\\_Side-Event\\_Colombian Feminist Foreign Policy.pdf](https://www.windows.net/475037b3-cda8-4686-997a-c01267482e51_Concept_note_Side-Event_Colombian_Feminist_Foreign_Policy.pdf) ([windows.net](https://www.windows.net/))

<sup>210</sup> The gender security project. (2023). *Colombia*. [Colombia \(gendersecurityproject.com\)](https://www.gendersecurityproject.com/)

## Plans, traités, politiques et déclarations concrètes adoptées par la Colombie depuis 2022, qui incluent le genre au niveau régional ou international

- **Femmes, Paix et Sécurité**

**2022** : Initiation du projet d'un plan d'action national de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité<sup>211</sup>.

**2023**: Annonce à l'ONU des progrès du plan d'action national par le gouvernement et les organisations féministes participantes<sup>212</sup>.

Présidence de l'Initiative du Partenariat international pour la prévention des violences sexuelles dans les conflits pour la période 2024 - 2025<sup>213</sup>.

- **Climat**

**2023** : Discussion avec le Chili sur le panel « Vers un avenir durable : la transition énergétique au Chili et en Colombie » lors du Forum du bicentenaire Colombie - Chili où sont intégrées les femmes dans la lutte contre le changement climatique<sup>214</sup>.

Signature d'un « programme d'action régional sur l'eau pour l'Amérique latine et les Caraïbes<sup>215</sup> » qui intègre le genre lors de la 65<sup>e</sup> Réunion des présidentes de la Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes.

---

<sup>211</sup> Cancillería. (2023). *Por primera vez Colombia presenta avances de la Agenda de Mujeres, Paz y Seguridad y de la Resolución 1325 ante la ONU*. [Por primera vez Colombia presenta avances de la Agenda de Mujeres, Paz y Seguridad y de la Resolución 1325 ante la ONU | Cancillería \(cancilleria.gov.co\)](https://www.cancilleria.gov.co/por-primera-vez-colombia-presenta-avances-de-la-agenda-de-mujeres-paz-y-seguridad-y-de-la-resolucion-1325-ante-la-onu)

<sup>212</sup> Cancillería. (2023). *Por primera vez Colombia presenta avances de la Agenda de Mujeres*. En mars 2023, le gouvernement colombien a dévoilé ses efforts pour élaborer une politique étrangère féministe, centrée sur les principes de pacifisme, en accord avec l'accord de paix colombien, de participation, en encourageant activement l'engagement des femmes dans les processus de prise de décision, tant dans la sphère publique que privée, et d'intersectionnalité, en reconnaissant les différentes formes de discrimination croisées#. Les objectifs incluent la promotion de l'égalité des genres, l'autonomisation des femmes, la diver

*Paz y Seguridad y de la Resolución 1325 ante la ONU*. [Por primera vez Colombia presenta avances de la Agenda de Mujeres, Paz y Seguridad y de la Resolución 1325 ante la ONU | Cancillería \(cancilleria.gov.co\)](https://www.cancilleria.gov.co/por-primera-vez-colombia-presenta-avances-de-la-agenda-de-mujeres-paz-y-seguridad-y-de-la-resolucion-1325-ante-la-onu)

<sup>213</sup> Colombia Potencia de la Vida. (2023). *Colombia sigue avanzando en la construcción de la Política Exterior Feminista y reafirma su compromiso de construir la Paz Total con y para las mujeres en sus diversidades*. [Colombia sigue avanzando en la construcción de la Política Exterior Feminista y reafirma su compromiso de construir la Paz Total con y para las mujeres en sus diversidades | Cancillería \(cancilleria.gov.co\)](https://www.cancilleria.gov.co/colombia-sigue-avanzando-en-la-construccion-de-la-politica-exterior-feminista-y-reafirma-su-compromiso-de-construir-la-paz-total-con-y-para-las-mujeres-en-sus-diversidades)

<sup>214</sup> Cancillería. (2023). *Colombia y Chile conmemoran 200 años de relaciones diplomáticas*. [Colombia y Chile conmemoran 200 años de relaciones diplomáticas | Cancillería \(cancilleria.gov.co\)](https://www.cancilleria.gov.co/colombia-y-chile-conmemoran-200-anos-de-relaciones-diplomaticas)

<sup>215</sup> [« Agenda Regional de Acción por el Agua para América Latina y el Caribe »]

- **Politiques et traités commerciaux**

**2023:** Membre du *Global Trade and Gender Arrangement* et participation à des événements pour promouvoir un commerce inclusif<sup>216</sup>.

### **Les forces**

La politique étrangère féministe colombienne possède de nombreux atouts. Tout d'abord, elle est élaborée en collaboration avec des organisations de femmes et de personnes LGBTI+, ce qui n'est pas le cas de son voisin mexicain. Ensuite, elle est « intersectionnelle, participative et crée des espaces de dialogue bilatéral et multilatéral<sup>217</sup> » et a vocation à remettre en question les relations existantes entre les hommes et les femmes en résistant aux stéréotypes hétéronormatifs autour des rôles genrés.

Son engagement pour créer une politique étrangère est visible à travers la participation de la conseillère Parra en tant que représentante de la Colombie à la réunion de haut niveau sur la politique étrangère féministe, « vision et défis de l'Amérique latine et des Caraïbes », organisée le 1er septembre 2023 par le ministère argentin des Affaires étrangères et le Collectif pour une politique étrangère féministe, avec la participation de représentants de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Chili et du Mexique<sup>218</sup>.

Cet engagement se traduit aussi sur le plan bilatéral avec le « Forum du bicentenaire Colombie - Chili : présent et avenir des relations binationales » qui a eu lieu le 22 novembre 2023 lors duquel les deux pays ont échangé sur la nécessité d'adopter des politiques étrangères féministes qui bouleversent le système patriarcal<sup>219</sup>.

### **Les limites**

Malgré l'adoption d'une politique étrangère féministe, pacifiste, participative et intersectionnelle, le départ de Laura Gil ainsi qu'un document du Congrès colombien de juillet 2023 sur la politique étrangère féministe laisse penser que la Colombie s'est engagée à adopter une « politique étrangère

---

<sup>216</sup> International Institute for Sustainable Development. (2023). *GTAGA: The Global Trade and Gender Arrangement, decoded*.

[GTAGA: The Global Trade and Gender Arrangement, decoded | International Institute for Sustainable Development \(iisd.org\)](#)

<sup>217</sup> [« intersectional, participativa, y cree espacios de diálogo bilateral y multilateral »]. Radio Nacional de Canada. (2023, 7 juillet). *Colombia se compromete con una política exterior feminista para promover la igualdad de género*.

<sup>218</sup> UN Women. (2023). *Conclusiones y propuestas de la Reunión de Alto Nivel sobre Política Exterior Feminista*. [Conclusiones y Propuestas de la Reunión de Alto Nivel sobre Política Exterior Feminista Buenos Aires, 1º de septiembre de 2023 \(unwomen.org\)](#)

<sup>219</sup> Cancillería. (2023). *Colombia y Chile conmemoran 200 años de relaciones diplomáticas*. [Colombia y Chile conmemoran 200 años de relaciones diplomáticas | Cancillería \(cancilleria.gov.co\)](#)

avec une perspective de genre », excluant délibérément le terme « féministe ». L'ancienne ministre adjointe chargée des affaires multilatérales était la seule qui poussait pour l'inclusion de ce terme : « le féminisme continue d'être considéré comme un gros mot et nous ne pouvons pas continuer ainsi<sup>220</sup> ».

Pour l'instant, la Colombie n'a que peu démontré son engagement sur la scène internationale, que ce soit à travers des prises de paroles ou des signatures de traités lors de ces deux dernières années. Cela démontre un manque de cohérence avec les principes énoncés dans sa politique étrangère et contraste avec la position de leader en la matière qu'il souhaite adopter.

## Recommandations

1. **Adopter un mécanisme de suivi et d'évaluation des politiques mises en place.** Bien que les détails spécifiques de la politique soient à préciser, aucune information n'a été fournie sur la manière dont la Colombie prévoit de mesurer ses impacts ou d'assurer la reddition de comptes. Pour l'instant, la Colombie a exprimé son engagement à élaborer des systèmes d'information comprenant des indicateurs et des mécanismes de suivi dont les détails restent inconnus aujourd'hui.
2. **Démontrer un engagement et une cohérence au niveau national et international en matière de politique étrangère féministe.** La Colombie gagnerait à assumer et à concrétiser sa politique étrangère féministe au niveau national, régional et international à travers des engagements politiques et financiers.
3. **Adopter un plan d'action national appliquant la résolution 1325 qui soit intersectionnel et précurseur.** La Colombie a fait de gros efforts afin d'inclure les femmes et les personnes LGBTI+ dans les processus de paix et de résolution de conflits. La Commission de Vérité et de Réconciliation de la Colombie a permis de mettre en lumière les violences commises envers ces groupes lors du conflit opposant les FARC et le gouvernement entre 1998 et 2008<sup>221</sup>. Il est nécessaire de retranscrire ces efforts dans le plan d'action national afin de faire du pays un leader dans le domaine, au niveau régional voire international.

---

<sup>220</sup> Gobierno de Colombia. (2023). *La Cancillería presentó los avances de la formulación de la Política Exterior Feminista en la Mesa de Género de la Cooperación Internacional en Colombia.*

["In Colombia we do not want feminist foreign policy to remain clichés". Vice Minister Gil in meeting with senior members of ECLAC | Chancellery \(cancilleria.gov.co\)](#)

<sup>221</sup> Cassiopée Laugier. (2023). Adopter une perspective intersectionnelle dans l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité pour assurer la sécurité des femmes LBTI+ dans les conflits et élargir le débat sur le genre dans la construction de la paix. *Institut du Genre en Géopolitique.* <https://igg-geo.org/?p=16133>

4. **Employer le terme de « féministe » pour décrire la politique étrangère colombienne.** La Colombie doit affirmer explicitement l'orientation féministe de sa politique étrangère. Cette affirmation renforcerait la crédibilité et la cohérence de la politique du pays, tout en favorisant une vision inclusive et progressiste de l'égalité des genres.
5. **Mettre en place des programmes de formation et de sensibilisation aux enjeux liés à l'égalité des genres.** Cela pourrait permettre de surmonter la résistance relative à l'emploi du terme « féminisme » et ces programmes participeraient à déconstruire les stéréotypes négatifs autour de ce concept et à favoriser une compréhension positive de ses objectifs.
6. **Maintenir la coopération établie entre le gouvernement et la société civile dans l'élaboration de la politique étrangère féministe colombienne.** Cette approche participative garantit une représentation diversifiée des voix féministes et renforce la légitimité de la politique.

Le cadre institutionnel de la Colombie en matière de genre :

En 1997, a été créé en Colombie le Conseil présidentiel pour l'égalité des femmes (CPEF). Il s'agit d'un organisme gouvernemental rattaché au bureau du Président. Le rôle du CPEF est de conseiller le Président sur les questions relatives à l'égalité des genres et de coordonner les politiques et les programmes gouvernementaux en faveur des femmes. Il a notamment veillé à ce que les enjeux liés aux droits des femmes soient inclus dans le Plan national de développement (2022-2026). Lors de l'élaboration de ce Plan, la Conseillère présidentielle pour l'égalité des femmes Clemencia Carabalí Rodallega, s'est assurée que les femmes de l'ensemble du pays soient consultées.

En outre, en juin 2023 la Colombie s'est dotée d'un Ministère de l'Égalité et de l'Équité, chargé de formuler, d'orienter, de coordonner, d'articuler, de renforcer, de gérer et de mettre en œuvre des politiques qui garantissent l'inclusion des femmes et la protection de leurs droits ainsi que de ceux des peuples ethniques, ou encore de la communauté LGBTI+.

Collectifs féministes :

Au niveau national, les collectifs féministes colombiens ont la possibilité de siéger au Comité consultatif national pour les femmes, c'est notamment le cas du collectif *Mujeres Libres*. En outre, les Conseils de surveillance des politiques publiques peuvent inclure des représentantes des collectifs féministes. Ces Conseils existent dans plusieurs domaines, à l'image de l'éducation et de la santé. De plus, des organisations, telle que la *Corporación Colectivo de Mujeres*, siègent au sein des Comités paritaires sectoriels du Ministère de l'Éducation.

Toutefois, la participation des collectifs féministes n'est pas homogène, elle varie en fonction des instances gouvernementales. La limitation de leur influence s'explique par le manque de ressources dont les collectifs disposent.

Points à retenir :

1. En mars 2023, le gouvernement colombien, dirigé par Gustavo Petro, a officialisé son engagement vis-à-vis d'une politique étrangère féministe.
2. Cette initiative a été élaborée de manière collaborative, avec la participation de forums impliquant des organisations féministes et LGBTI+ à l'échelle nationale, ainsi que des départements du ministère des Affaires étrangères. La démarche conjointe a permis de définir les actions à promouvoir dans le cadre de la politique étrangère féministe.
3. La politique étrangère féministe colombienne a douze objectifs, répartis en quatre groupes : 1) la justice sociale (participation et représentation; commerce et travail; migration), 2) la paix totale (Femmes, Paix et Sécurité; violence fondée sur le genre; drogues et société), 3) la justice environnementale (protection, conservation et restauration de l'environnement; changement climatique; biodiversité), 4) l'éducation, les sciences et la culture (éducation à la vie; les femmes dans le sport; culture)
4. La politique étrangère colombienne se veut intersectionnelle, participative et ancrée dans l'instauration d'espaces de dialogue bilatéraux et multilatéraux.
5. Toutefois, la Colombie n'a pas substantiellement manifesté son engagement sur la scène internationale, que ce soit au travers de déclarations publiques ou par le biais de la ratification de traités au cours des deux dernières années.

## Danemark

### Adoption et contexte

En 2023, l'appel en faveur de l'adoption d'une politique étrangère féministe au Danemark a gagné en écho grâce à Maria Jose Landeira Østergård, présidente du Conseil des femmes danoises, qui travaille activement au niveau européen et mondial pour les droits des femmes et l'égalité des genres<sup>222</sup>. Dans ses articles publiés dans les journaux danois Information et Altinget, elle soutient l'idée de faire de « l'égalité entre les genres le point central de la politique étrangère et de sécurité [du Danemark]<sup>223</sup> ». Bien que le terme « féministe » ne soit pas explicitement utilisé dans les politiques officielles, les appels en faveur d'une politique étrangère féministe par la société civile se multiplient.

Les questionnements liés au genre sont ancrés dans la politique internationale danoise depuis les années 1980. Le genre était un critère horizontal, intégré de manière transversale, dans l'évaluation et la mise en œuvre des projets. En 1999, la signature du traité d'Amsterdam a particulièrement marqué la législation danoise sur l'égalité des genres<sup>224</sup>. Les efforts visant à atteindre la parité au Danemark se concentrent depuis de nombreuses années sur la participation des femmes à la vie publique et au processus décisionnel. Avec le traité de 1999, des amendements législatifs ont été apportés pour renforcer l'engagement du gouvernement envers l'égalité des genres.

Le Parti social-démocrate danois, dirigé par Mette Frederiksen, occupe actuellement le pouvoir au Danemark. Historiquement lié aux travailleurs industriels urbains, le parti met désormais l'accent sur le maintien des éléments clés de l'État-providence et le rôle crucial de l'État dans la croissance économique<sup>225</sup>. Sous la direction de Frederiksen, le gouvernement affiche un engagement envers l'égalité des genres, tant au niveau national qu'international, intégrant des politiques féministes dans ses orientations. Sur le front sociétal, le parti adopte une approche progressiste, mettant en avant la diversité, l'inclusion et le respect des droits individuels dans la société danoise contemporaine. Depuis les élections de 2015, le Parti social-démocrate domine le Parlement, influençant ainsi les politiques du pays vers un avenir socialement progressiste.

---

<sup>222</sup> Mostert, W. (16 juin 2023). 'Feminist foreign policy' is slogan-driven politics. *Wolfgang Mostert*.

['Feminist foreign policy' is slogan-driven politics | Wolfgang Mostert](#)

<sup>223</sup> Mostert, W. (16 juin 2023). 'Feminist foreign policy' is slogan-driven politics. *Wolfgang Mostert*.

['Feminist foreign policy' is slogan-driven politics | Wolfgang Mostert](#)

<sup>224</sup> The Borgen Project. (2022). *The fight for women's rights in Denmark*.

[The Fight for Women's Rights in Denmark - The Borgen Project](#)

<sup>225</sup> Danish Institute for Parties and Democracy. (2024, January 31). The Social Democratic Party. Consulté sur <https://dipd.dk/en/about-dipd/parties/the-social-democratic-party>

Mette Frederiksen, actuellement Première ministre, était l'ancienne porte-voix du parti des Sociaux-démocrates pour les questions d'égalité des genres<sup>226</sup>. En place depuis 2019, sa politique est largement centrée sur les droits humains. Publiée en août 2021, la stratégie pour la coopération d'aide au développement du Danemark, intitulée « The World We Share », énonce des priorités claires visant à aider davantage de personnes là où les besoins sont les plus grands. En outre, l'office de la représentation pour la liberté de croyance et de religion aborde plus spécifiquement les genres et les violences basées sur le genre<sup>227</sup>. Cependant, la dernière stratégie sur la politique étrangère et la sécurité de mai 2023 ne mentionne le genre qu'une seule fois, en soulignant la nécessité de maintenir un engagement envers les femmes et les filles.

### **Les axes et spécificités de la politique étrangère aux valeurs féministes**

La politique étrangère aux valeurs féministes du Danemark s'articule autour de plusieurs axes et spécificités, dont l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS), la représentation des femmes en politique et les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR). Ces engagements reflètent la volonté du Danemark de promouvoir l'égalité des genres et les droits des femmes. Cependant, en termes de politique commerciale, le Danemark n'inclut aucune perspective de genre.

En matière de sécurité, le Danemark a élaboré son quatrième plan d'action national pour l'Agenda FPS en 2020, couvrant la période 2020-2024<sup>228</sup>. Ce plan résulte d'une collaboration interministérielle impliquant les ministères des Affaires étrangères, de la Défense et de la Justice, en collaboration avec la police nationale danoise. L'objectif global est d'assurer la pleine, égale et significative participation des femmes dans les efforts de paix, englobant la prévention, la gestion des conflits, la consolidation et le maintien de la paix. Le Danemark s'engage activement à impliquer la société civile dans la mise en œuvre de ce plan, en coordonnant ces efforts à travers des forums annuels et des groupes de travail thématiques. À l'échelle internationale, le pays s'est engagé à suspendre ses exportations d'armes et à intégrer le « Nordic Women Mediators Network<sup>229</sup> ». Le Danemark joue un rôle central dans la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) en situation de crise et de conflit<sup>230</sup>. En présidant

---

<sup>226</sup> Council Women World Leaders. (2023). Mette Frederiksen. Consulté sur <https://www.councilwomenworldleaders.org/mette-frederiksen.html>

<sup>227</sup> NCG & Ministry of Foreign Affairs of Denmark. (2022) *Desk review of freedom of religion and belief and the protection of faith-based minorities*. Consulté sur <https://cku.dk/wp-content/uploads/2022/06/FORB-Report.pdf>

<sup>228</sup> Ministry of Foreign Affairs of Denmark. (2020). *Denmark's National Action Plan on Women, Peace and Security 2020-2024*. Consulté sur <https://www.fmn.dk/globalassets/fmn/dokumenter/nyheder/2020/-danish-national-action-plan-on-wps-.pdf>

<sup>229</sup> Ministry of Foreign Affairs of Denmark. (2020). *Denmark's National Action Plan on Women, Peace and Security 2020-2024*. Consulté sur <https://www.fmn.dk/globalassets/fmn/dokumenter/nyheder/2020/-danish-national-action-plan-on-wps-.pdf>

<sup>230</sup> Denmark.dk. (2023). *Gender Equality - An incomplete success*. [Gender Equality - An incomplete success \(denmark.dk\)](https://denmark.dk/en/press-releases/2023/05/gender-equality-an-incomplete-success)

l'appel international contre les VBG, une initiative mondiale visant à transformer la réponse humanitaire face aux VBG en situation d'urgence, le pays dirige un réseau mondial regroupant 96 pays, donateurs, organisations de la société civile et agences des Nations unies, démontrant ainsi son leadership mondial en matière de droits des femmes<sup>231</sup>. En automne 2018, le Danemark avait pris la décision de bannir les ventes d'armes et d'équipements militaires vers les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. En prenant cette décision, le Danemark a démontré son engagement envers la protection des droits humains, y compris ceux des femmes, en évitant toute implication dans des conflits où ces droits pourraient être compromis. Cependant, le pays est revenu sur sa décision relative à l'Arabie saoudite en 2021 et sur celle concernant les Émirats arabes unis en mars 2023 pour adopter une politique réaliste plus pragmatique.

Entre 2018 et 2021, le gouvernement danois a mis en œuvre un plan d'action ambitieux avec un financement de 25 millions de couronnes danoises<sup>232</sup>. Le plan visait à renforcer le conseil, le réseautage et le soutien global aux personnes LGBTI+, en mettant l'accent sur les minorités ethniques. Les initiatives ont cherché à favoriser l'inclusion sur le marché du travail, à lutter contre les préjugés chez les jeunes, à améliorer les services de santé et de soins aux personnes âgées, et à soutenir les droits LGBTI+ à l'échelle mondiale. Bien que le plan ait pris fin en 2021, son engagement envers l'égalité des chances, la sécurité et le bien-être de la communauté LGBTI+ résonne dans la vision du gouvernement danois.

La coopération danoise avec les pays du Sud met l'accent sur les droits des femmes et des jeunes filles, notamment le droit à décider de leur propre corps<sup>233</sup>. Cela englobe l'accès aux DSSR, à l'éducation sexuelle et à l'avortement. Depuis 2017, le Danemark a co-initié le lancement de « SheDecides », un mouvement politique mondial défendant le droit de chaque femme et fille à disposer de son corps, de sa vie et de son avenir, et a accueilli la Conférence internationale sur la population et le développement en 2019<sup>234</sup>. De plus, le Danemark a organisé avec succès la quatrième Conférence internationale « Women Deliver » en 2016, mettant l'accent sur la santé, les droits et le bien-être des filles et des femmes<sup>235</sup>. En 2022, le Danemark a réaffirmé son intention de mener la lutte pour la

---

<sup>231</sup> Denmark.dk. (2023). *Gender Equality - An incomplete success*.

[Gender Equality - An incomplete success \(denmark.dk\)](https://denmark.dk/en/press-releases/2023/04/gender-equality-an-incomplete-success)

<sup>232</sup> Ministry of Gender Equality. (2018). *Action plan to promote security, well-being and equal opportunities for LGBTI people*. Récupéré de [https://bm.dk/media/17143/153842\\_lgbti\\_handlingsplan\\_uk.pdf](https://bm.dk/media/17143/153842_lgbti_handlingsplan_uk.pdf)

<sup>233</sup> Ministère des Affaires Étrangères Danois et DANIDA. (2021). *Notre Monde Commun. La Stratégie de Développement du Danemark. Strategy for Denmark's development cooperation*. Consulté su [um.dk](https://um.dk)

<sup>234</sup> Deutsche Stiftung Weltbevölkerung & The European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights. (2022). *Donors Delivering for SRHR Report 2022: Tracking OECD Donor Funding for Sexual and Reproductive Health and Rights*. Voir:

[https://donorsdeliveringreport/wp-content/uploads/2022/11/DD\\_Report2022\\_webversion.pdf](https://donorsdeliveringreport/wp-content/uploads/2022/11/DD_Report2022_webversion.pdf)

<sup>235</sup> UN Women. (2023). *Denmark vows equal opportunities in education and work, and to combat domestic violence (updated)* [Step It Up: Denmark vows equal opportunities in education and work, and to combat domestic violence | UN Women – Headquarters](https://www.unwomen.org/en/news/stories/2023/04/step-it-up-denmark)

promotion des DSSR à l'échelle mondiale dans sa politique étrangère et de sécurité. Ainsi, la politique étrangère aux valeurs féministes danoise témoigne d'un engagement concret en faveur de l'égalité des genres, tant au niveau national qu'international.

En termes de représentation des femmes en politique, le Danemark a enregistré des avancées notables ces dernières années. Selon l'EIGE, la part de femmes au Parlement s'est élevée à 44% en 2023, contre 37% en 2019<sup>236</sup>. Du côté de la diplomatie, les femmes constituaient 26,3% des effectifs en 2022<sup>237</sup>. Cette évolution ne démontre pas d'engagement majeur en termes de représentation des femmes dans les instances de décisions. Au surplus, la proportion de femmes ministres a diminué entre 2019 et 2023, passant de 41% à 35%<sup>238</sup>.

### **Les forces**

Initiée par l'élan de la société civile, la politique étrangère danoise aux valeurs féministes se distingue par sa focalisation sur la coopération avec une multitude d'acteurs impliqués. L'ancrage précoce des questions de genre dans la politique internationale danoise, dès les années 1980, révèle un engagement profond et cohérent envers l'égalité des genres. L'intégration du genre de manière transversale dans l'évaluation des projets a jeté les bases d'une solide intégration des perspectives de genre.

Malgré une reprise en mars 2023, la décision du Danemark de suspendre l'exportation d'équipements militaires vers les Émirats arabes unis reflète la priorité accordée par les forces politiques danoises à l'intégrité morale, démontrant leur engagement à placer les droits humains, y compris ceux des femmes, au-dessus des avantages économiques potentiels. La primauté est ici accordée aux principes éthiques dans la politique étrangère.

Ainsi, cette politique étrangère touche divers aspects, démontrant une transversalité relative tout en mobilisant de multiples acteurs et en maximisant les collaborations avec la société civile. Malgré une réduction du pourcentage de l'APD liée au genre depuis 2019, les contributions spécifiques en faveur de projets centrés sur le genre ont augmenté au cours de la même période. La corrélation entre le PIB du Danemark et son allocation budgétaire aux secteurs liés à l'égalité des genres souligne une volonté de lier la prospérité économique à des investissements stratégiques favorisant l'égalité entre les genres.

---

<sup>236</sup> European Institute for Gender Equality (EIGE). (2023). *Gender Equality Index 2023*. Consulté sur <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2023/domain/power/DK> et EIGE. (2019). *Gender Equality Index 2019*. Consulté sur <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2019/domain/power/DK>

<sup>237</sup> AGDA. (2022). *Women in Diplomacy*. Retrouver sur <https://www.agda.ac.ae/docs/default-source/Publications/women-in-diplomacy-en-mar-2022.pdf?sfvrsn=4>

<sup>238</sup> European Institute for Gender Equality (EIGE). (2023). *Gender Equality Index 2023*. Consulté sur <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2023/domain/power/DK> et EIGE. (2019). *Gender Equality Index 2019*. Consulté sur <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2019/domain/power/DK>

## Les limites

La politique étrangère aux valeurs féministes du Danemark, malgré son implication significative dans l'Agenda FPS, présente néanmoins des limites qui soulèvent des préoccupations majeures. La stratégie gouvernementale de juin 2023, supposée orienter la politique étrangère et sécuritaire danoise, a été vivement critiquée pour ne pas avoir pris suffisamment en compte l'égalité des genres dans son appréhension des crises mondiales. Cette omission essentielle remet en question la cohérence et la portée de l'engagement danois en faveur de l'égalité des genres dans ses initiatives internationales, malgré son rôle actif dans l'Agenda FPS.

Par ailleurs, malgré la création d'un Ministère dédié à la gouvernance digitale et à l'égalité des genres au Danemark depuis le 15 décembre 2022, ses actions se concentrent exclusivement à l'échelle nationale, sans impact à l'international<sup>239</sup>.

Par ailleurs, bien que le Danemark soit un acteur influent sur la scène internationale, les chiffres démontrent une réduction marquée de sa contribution aux DSSR de 2019 à 2020, une tendance déplorée par le rapport « Donors SRHR Report 2022<sup>240</sup> ». Cette diminution des financements pour les DSSR souligne des incohérences potentielles entre les engagements proclamés et les actions concrètes, suscitant des interrogations sur la constance réelle de la politique danoise en matière de DSSR.

En outre, la stratégie de mai 2023 sur la politique étrangère et la sécurité, qui n'accorde qu'une mention marginale à la question du genre en soulignant simplement la nécessité de maintenir un engagement envers les femmes et les filles, soulève des inquiétudes quant à la place effective accordée à l'égalité des genres dans les orientations futures du pays. Ces limitations mettent en évidence la nécessité pour le Danemark d'approfondir et de renforcer son engagement en faveur de l'égalité des genres, en alignant de manière plus cohérente ses politiques sur les valeurs féministes proclamées.

## Recommandations

---

<sup>239</sup> Digital Ministry. (s.d.). Home Page. Consulté sur <https://english.digmin.dk/>

<sup>240</sup> Deutsche Stiftung Weltbevölkerung & The European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights. (2022). *Donors Delivering for SRHR Report 2022: Tracking OECD Donor Funding for Sexual and Reproductive Health and Rights*. Voir: [https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD\\_Report2022\\_webversion.pdf](https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD_Report2022_webversion.pdf)

7. **Adopter un cadre juridique pour encadrer la politique étrangère aux valeurs féministes danoises.** L'adoption d'une structure légale formelle est essentielle pour intégrer et appliquer la politique étrangère aux valeurs féministes à tous les niveaux de la gouvernance danoise. Cette base légale solide créerait un socle contraignant, positionnant le Danemark en tant qu'exemple et leader en matière de politique étrangère aux valeurs féministes. La mise en place de cette structure renforcerait la cohérence et la durabilité de l'engagement danois en faveur de l'égalité des genres dans les initiatives internationales.
8. **Développer le portage politique autour de la politique étrangère aux valeurs féministes.** En encourageant une coopération renforcée avec d'autres pays et organisations internationales, le Danemark favoriserait un échange d'expériences, une amplification des initiatives en faveur de l'égalité des genres et renforcerait l'impact global de la politique danoise.
9. **Harmoniser ses contributions financières sur ses engagements proclamés.** Cette démarche suppose une correspondance directe entre les engagements verbaux et les actions financières, augmentant la crédibilité du pays en tant qu'acteur mondial déterminé à promouvoir l'égalité des genres. Un alignement transparent entre les discours gouvernementaux et les contributions financières renforcerait la confiance dans l'efficacité de la politique étrangère aux valeurs féministes du Danemark.
10. **Intégrer une dimension genre au sein de l'ensemble des politiques danoises.** Le Danemark doit renforcer l'intégration de la dimension de genre dans sa stratégie gouvernementale et sécuritaire, en veillant à ce que l'égalité des genres soit considérée comme un élément central dans l'étude des crises mondiales. Cela permettrait d'accroître la cohérence et l'efficacité des engagements pris par le pays.
11. **Renforcer la collaboration entre le gouvernement et la société civile.** Malgré la participation significative de la société civile à l'élaboration de la politique étrangère danoise, la consultation de l'opinion publique pourrait être plus fréquente afin de garantir que les mesures adoptées s'inscrivent dans une approche inclusive et diversifiée.

### Le cadre institutionnel du Danemark en matière de genre :

Le cadre institutionnel du Danemark en matière de genre repose sur le Département de l'égalité des genres, un organe gouvernemental relevant du ministère des Opportunités égales et de l'Emploi. Créé en 1999, le département est chargé de promouvoir l'égalité des genres au sein du gouvernement danois, supervisant toutes les activités gouvernementales liées à l'égalité des genres, y compris les fonctions relatives aux opportunités pour les personnes LGBTI+. Le département assume des responsabilités clés, notamment la promotion, l'évaluation, la surveillance et le soutien de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes, sans discrimination de genre.

Les fonctions du département comprennent la réalisation d'enquêtes indépendantes sur la discrimination, la publication de rapports indépendants, la formulation de recommandations sur toute question liée à la discrimination, et l'assistance indépendante aux victimes de discrimination. Le département collabore étroitement avec d'autres ministères, contribuant à l'élaboration du « Plan d'action et de perspective sur l'égalité des genres ». En 2021, ce plan contenait plus de 50 initiatives impliquant 15 ministères différents. Le rapport au Parlement sur les progrès de l'égalité des genres se fait principalement à travers les obligations annuelles de rapport incluses dans le « Plan d'action sur l'égalité des genres », complété par des rapports commandés et des audiences publiques *ad hoc* sur des sujets liés à l'égalité des genres.

### Collectifs féministes :

L'Institut danois des droits de l'Homme (DIHR) est un organisme indépendant jouant un rôle central dans la promotion de l'égalité des genres au Danemark. En tant qu'organe national de traitement équitable, le DIHR évalue les politiques, émet des recommandations et soutient les victimes de discrimination. Les acteurs de la société civile, régulièrement inclus dans les délégations internationales danoises, renforcent la représentation diversifiée et enrichissent les discussions lors de rencontres internationales, telles que la Commission sur le statut des femmes. Cette collaboration témoigne de l'engagement du Danemark à promouvoir une approche inclusive et diversifiée dans les initiatives internationales pour l'égalité des genres.

### Points à retenir :

1. L'ancrage des questions de genre dans la politique internationale danoise depuis les années 1980 reflète un engagement profond et durable envers l'égalité des genres.
2. La politique étrangère aux valeurs féministes du Danemark se concentre sur l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, la représentation des femmes en politique, et les droits et la santé sexuels et reproductifs DSSR.
3. Le Danemark joue un rôle central dans la lutte contre les VBG à l'échelle mondiale, présidant l'appel international contre les VBG et dirigeant un réseau mondial.
4. Des avancées notables ont été faites dans la représentation des femmes en politique, avec une augmentation de la proportion de femmes ministres et parlementaires au cours des dernières années.

5. La politique étrangère aux valeurs féministes mobilise divers acteurs, notamment la société civile, démontrant une approche inclusive et collaborative.
6. En 2018, le Danemark a interdit les ventes d'armes aux Émirats arabes unis et à l'Arabie Saoudite, affirmant son engagement envers les droits humains. Toutefois, le pays a inversé ces décisions en 2021 pour l'Arabie saoudite et en mars 2023 pour les Émirats arabes unis, adoptant ainsi une approche plus pragmatique dans sa politique étrangère.
7. Malgré une réduction du pourcentage de l'APD liée au genre depuis 2019, les contributions spécifiques en faveur de projets centrés sur le genre ont augmenté au cours de la même période, reflétant une réorientation stratégique des fonds visant à concentrer une portion plus importante du budget sur des initiatives spécifiquement axées sur l'égalité des genres.
8. Des préoccupations sont soulevées quant à l'omission de l'égalité des genres dans la stratégie gouvernementale de juin 2023, remettant en question la cohérence de l'engagement danois.
9. La diminution marquée de la contribution du Danemark aux DSSR de 2019 à 2020 suscite des interrogations sur la constance des actions par rapport aux engagements proclamés.

## Écosse

### Adoption et contexte

En 2021, le gouvernement écossais a exprimé son engagement envers une politique étrangère féministe, une vision réitérée dans le programme gouvernemental 2023-2024<sup>241</sup>. Le 9 novembre 2023, le Ministère des Affaires étrangères a publié un document de position précisant les domaines prioritaires de son approche féministe des relations internationales<sup>242</sup>. Annoncée par la Ministre du Développement international, Christinia McKelvie, cette politique vise à remettre en question le colonialisme et à lutter contre les structures de pouvoir masculines<sup>243</sup>, dans le cadre des compétences limitées d'un État dévolu au sein du Royaume-Uni. Cette démarche s'inscrit dans un contexte historique remontant aux années 1980, lorsque les militantes féministes ont joué un rôle central dans la création du Parlement écossais, continuant d'influencer la politique de dévolution encore aujourd'hui<sup>244</sup>. Ainsi, en Écosse, les débats ne portent pas tant sur l'utilisation du terme « féministe » que sur celui de « politique étrangère », car cette compétence relève du Royaume-Uni. Malgré l'incorporation de valeurs féministes par le Royaume-Uni dans sa politique étrangère, l'Écosse a souhaité approfondir davantage cet engagement en adoptant une stratégie d'approche féministe dans ses relations internationales. Cette stratégie expose clairement la portée ainsi que les principes directeurs qui guident cette démarche.

### Les axes et spécificités

En 2023, l'Écosse affirme son engagement envers des relations internationales féministes à travers quatre focus principaux, à savoir l'aide au développement (APD), la justice climatique, le commerce et l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS). Comme annoncé dans son guide, l'approche écossaise se

<sup>241</sup> Scottish Government. (2021). *A fairer, greener Scotland: Programme for Government 2021-22*.

<https://www.gov.scot/binaries/content/documents/govscot/publications/strategy-plan/2021/09/fairer-greener-scotland-programme-government-2021-22/documents/fairer-greener-scotland-programme-government-2021-22/fairer-greener-scotland-programme-government-2021-22/govscot%3Adocument/fairer-greener-scotland-programme-government-2021-22.pdf>

<sup>242</sup> Scottish Government. (2023). Taking A Feminist Approach To International Relations. Voir:

<https://www.gov.scot/binaries/content/documents/govscot/publications/strategy-plan/2023/11/taking-feminist-approach-international-relations/documents/taking-feminist-approach-international-relations/taking-feminist-approach-international-relations/govscot%3Adocument/taking-feminist-approach-international-relations.pdf>

<sup>243</sup> Llach, L. (2023, November 15). Scotland adopts a new feminist foreign policy: Sweden shows how difficult it can be in reality. Euronews.

<https://www.euronews.com/2023/11/15/scotland-adopts-a-feminist-foreign-policy-what-it-is-and-why-europe-is-moving-towards-it#:~:text=>

<sup>244</sup> Morrison, J., & Gibbs, E. (2023). Feminist institutionalism and women's political leadership in devolution era Scotland. *British Politics*, 18, 384–400. <https://doi.org/10.1057/s41293-021-00197-1>

veut intersectionnelle et équitable, faisant la promotion de politiques antiracistes et anticoloniales dans les relations internationales.

En 2021, le gouvernement écossais a décidé de revoir sa stratégie de développement international<sup>245</sup>, pour mettre en place un nouveau Programme pour l'égalité avec un Fonds pour les femmes et les filles, axé sur l'autonomisation des femmes et des filles au Malawi, au Rwanda et en Zambie, et intégrer systématiquement l'égalité des genres dans les futures programmations écossaises de développement international. En août 2023, un appel d'offres a été lancé pour trouver un prestataire qualifié et expérimenté chargé de concevoir, développer et mettre en œuvre ce nouveau fonds<sup>246</sup>.

Sur la scène internationale, lors de la COP 26, le gouvernement écossais et ONU Femmes ont conjointement émis une déclaration reconnaissant les impacts disproportionnés du changement climatique sur les femmes, célébrant le rôle des femmes leaders, et s'engageant à renforcer le soutien à l'action climatique des femmes et des filles<sup>247</sup>.

L'Écosse matérialise ses engagements en matière d'inclusion des femmes en entreprise depuis 2022 avec l'inauguration du Centre d'expertise en égalité et Droits de l'Homme. Ce centre met l'accent sur l'intégration de l'égalité des genres et de l'intersectionnalité dans le développement économique, notamment en renforçant les compétences en genre des fonctionnaires<sup>248</sup>.

Dans l'optique de réaliser l'Agenda FPS, l'Écosse a annoncé la prolongation de subvention de 300 000 livres sterling pour la période 2023-2024, à la Bourse *Women in Conflict* 1325, administrée par l'ONG écossaise *Beyond Borders*<sup>249</sup>.

---

<sup>245</sup> Scottish Government. (2021, March). Summary Report on the Review of Scottish Government's International Development Programme in light of COVID-19. Voir: <https://www.gov.scot/binaries/content/documents/govscot/publications/progress-report/2021/03/summary-report-review-scottish-governments-international-development-programme-light-covid-192/documents/summary-report-review-scottish-governments-international-development-programme-light-covid-19/summary-report-review-scottish-governments-international-development-programme-light-covid-19/govscot%3Adocument/summary-report-review-scottish-governments-international-development-programme-light-covid-19.pdf>

<sup>246</sup> Reilly, M. (2023, August 24). Public Procurement and Property: Supplier opportunity - Women and Girls Fund. Government of Scotland Blog. Voir : <https://blogs.gov.scot/public-procurement/2023/08/24/supplier-opportunity-women-and-girls-fund/>

<sup>247</sup> Morrison, A. (2021, November 10). COP26: The Glasgow Women's Leadership Statement on Gender and Climate – how could Scotland support its delivery? Scottish Parliament Spotlight. Voir: <https://spice-spotlight.scot/2021/11/10/cop26-the-glasgow-womens-leadership-statement-on-gender-and-climate-how-could-scotland-support-its-delivery/>

<sup>248</sup> Scottish Government. (2022, May 9). Tackling Inequalities Through Economic Recovery. News. Voir: <https://www.gov.scot/news/tackling-inequalities-through-economic-recovery/>

<sup>249</sup> Scottish Government. (2023, March 15). Support for Women Tackling Conflict. News. Voir: <https://www.gov.scot/news/support-for-women-tackling-conflict/>

La politique étrangère et le développement international sont des domaines réservés au Royaume-Uni, rendant difficile l'évaluation de l'impact réel de l'APD écossaise sur les problématiques de genre. De plus, tous les financements aux instances onusiennes proviennent du Royaume-Uni. En raison de ces restrictions, il n'y aura pas de tableau de données spécifiques pour l'Écosse dans ce contexte.

### **Les forces**

Grâce à son histoire, les instances politiques écossaises sont le berceau d'un authentique mouvement féministe. L'Écosse manifeste une volonté affirmée d'influencer l'adoption d'une politique étrangère éthique sur la scène internationale. Malgré son manque de pouvoirs effectifs, elle tente de pousser la para diplomatie, une stratégie qui implique des acteurs subnationaux dans des activités diplomatiques pour promouvoir des objectifs propres et renforcer leurs relations à l'échelle mondiale. Cette démarche reflète l'engagement de l'Écosse en faveur de la diplomatie féministe et de la promotion des droits des femmes au-delà de ses frontières<sup>250</sup>.

Alignée sur les Objectifs de développement durable (ODD), elle met particulièrement en avant la collaboration avec la société civile. Cette approche reconnaît la nécessité de soutenir les activistes féminines et les défenseur·es des droits humains locaux dans ces initiatives. En plus de la société civile, l'Écosse a annoncé que la programmation de développement international du gouvernement écossais cherchera à être dirigée par le Sud global, en collaborant directement avec les gouvernements et la société civile de leurs pays partenaires<sup>251</sup>.

### **Les limites**

La principale limite de l'approche écossaise réside dans la nature dévolue de l'État. Dans l'annexe 5 de la Loi écossaise de 1998, la politique étrangère est listée comme faisant partie des sujets réservés au Parlement du Royaume-Uni sur lesquels le Parlement écossais n'a pas de prérogatives<sup>252</sup>. Cette limite restreint son influence sur la scène internationale, spécifiquement en termes de politique étrangère.

Bien que l'Écosse mette en avant des stratégies féministes, certaines politiques nécessitent l'approbation du Royaume-Uni. De plus, l'importance économique de l'industrie de la défense en

---

<sup>250</sup> Dellepiane, S., & Reinsberg, B. (2023). Paradiplomacy as nation-building: the politics of Scotland's international development policy (1999–2022). *British Journal of Politics and International Relations*, 1- 18. <https://doi.org/10.1177/13691481231165408>

<sup>251</sup> Scottish Government. (2023). Taking A Feminist Approach To International Relations. Voir: <https://www.gov.scot/binaries/content/documents/govscot/publications/strategy-plan/2023/11/taking-feminist-approach-international-relations/documents/taking-feminist-approach-international-relations/taking-feminist-approach-international-relations/govscot%3Adocument/taking-feminist-approach-international-relations.pdf>

<sup>252</sup> *Ibid*

Écosse<sup>253</sup> entraîne des financements publics sans condition liée à l'Agenda FPS, notamment envers des entreprises d'armements opérant dans des contextes marqués par des inégalités de genre notables, comme l'Arabie saoudite<sup>254</sup>. En tant qu'État dévolu, la portée mondiale de l'approche féministe écossaise est entravée, avec une dépendance inévitable vis-à-vis du gouvernement britannique sur des questions clés, telles que la réalisation de l'Agenda FPS.

## Recommandations

1. **Jouer un rôle moteur dans l'adoption par le Royaume-Uni d'une véritable politique étrangère féministe.** L'Écosse peut renforcer les valeurs féministes au sein de la politique étrangère britannique en utilisant son statut d'État dévolu comme une force. Cela implique de stimuler des initiatives et des partenariats qui favorisent l'égalité des genres et influent sur les politiques internationales, positionnant ainsi l'Écosse comme un acteur clé dans cette démarche.
2. **Intensifier la dimension de justice climatique.** L'Écosse doit continuer à jouer un rôle actif dans la lutte contre les impacts disproportionnés du changement climatique sur les femmes, en explorant des opportunités d'investissements spécifiques liés à l'égalité des genres dans les projets climatiques, l'environnement étant un domaine réservé au parlement national.
3. **Conditionner les financements publics dans l'industrie de la défense à des critères stricts liés à l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité et aux droits humains.** En s'assurant que les entreprises bénéficiant de fonds publics respectent les normes éthiques en matière d'égalité des genres, l'Écosse assure l'application de l'Agenda FPS dans ses relations internationales.
4. **Renforcer les initiatives liées à la diplomatie paraétatique.** En encourageant la participation active des acteurs subnationaux dans les activités diplomatiques, l'Écosse pourrait établir des partenariats directs avec des organisations internationales, des gouvernements locaux et des ONG afin de promouvoir ses objectifs féministes au niveau mondial, malgré les restrictions dévolues.

---

<sup>253</sup> Fraser of Allander Institute. (2016). The Defence Industry in Scotland. Report for GMB Scotland. Voir: <https://www.gmbscotland.org.uk/assets/media/documents/campaigns/defence/Fraser%20of%20Allander%20Shi%20pbuilding%20Report%20%20FINALGMB%20Cover.pdf>

<sup>254</sup> Bergman Rosamond, A., Duncanson, C., & Gentry, C. (2022, July 25). SOGA Opinion Paper: Feminist Foreign Policy. Voir <https://scga.scot/2022/07/25/opinion-paper-feminist-foreign-policy/>

### Le cadre institutionnel de l'Écosse en matière de genre :

Le ministère des Femmes et de l'Égalité du Royaume Uni a été créé en 1997 afin de promouvoir l'égalité des chances pour toutes et réduire les disparités négatives. Il travaille en collaboration avec la Commission de la mobilité sociale et de la Commission de l'égalité et des droits de la personne. L'objectif du ministère est de mettre en œuvre l'*Equality Act* de 2010 qui renvoie à un texte législatif historique protégeant les individus contre diverses formes de discriminations à l'image du genre, de la grossesse et de la maternité ou encore de l'orientation sexuelle.

### Collectifs féministes :

Au niveau national, les collectifs féministes écossais siègent au Comité consultatif national sur la violence contre les femmes, comme le collectif *Engender*. Ce comité conseille le gouvernement écossais sur les politiques et les pratiques qu'il pourrait adopter afin de prévenir et d'éliminer les violences sexistes.

Les collectifs féministes à l'image du *Scottish Women's Forum*, sont aussi présents au sein du Conseil écossais des femmes, un organisme indépendant qui représente et défend les intérêts des femmes écossaises.

En outre, plusieurs ministères travaillent en étroite collaboration avec des collectifs féministes, à l'instar de la Direction du gouvernement écossais pour l'égalité des chances, du Ministère de la Justice ainsi que du Ministère de l'Éducation.

### Points à retenir :

1. En 2021, l'Écosse a annoncé son souhait d'adopter une stratégie de relations internationales féministes, matérialisée dans le programme gouvernemental 2023-2024.
2. Malgré ses compétences limitées en tant qu'État dévolu, l'Écosse cherche à remettre en question le colonialisme et à lutter contre les structures de pouvoir masculines.
3. L'approche écossaise en 2023 se concentre sur l'ADP, la justice climatique, le commerce, et l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité.
4. Le nouveau Programme pour l'égalité comprend un Fonds pour les femmes et les filles, axé sur l'autonomisation au Malawi, au Rwanda, et en Zambie.
5. L'engagement de l'Écosse envers la justice climatique est souligné par une déclaration conjointe avec ONU Femmes lors de la COP 26.
6. En 2022, la création du Centre d'expertise en égalité et Droits de l'Homme met l'accent sur l'intersectionnalité dans le développement économique.
7. L'Écosse utilise la para diplomatie pour promouvoir des objectifs propres et renforcer les relations internationales malgré des pouvoirs limités.
8. Le pays collabore avec la société civile et s'engage envers le Sud global dans la programmation du développement international.
9. En raison de la nature dévolue de l'Écosse, son influence internationale est limitée et elle dépend du gouvernement britannique sur des questions clés.

## Espagne

### Adoption et contexte

En 2020, l'ancienne ministre des Affaires étrangères espagnole, Arancha González Laya, annonçait l'engagement de l'Espagne à adopter une politique étrangère féministe, lors de son discours inaugural devant le Parlement<sup>255</sup>. Cet engagement, célébrant les anniversaires de la Déclaration de Beijing et de la résolution 1325 de l'ONU sur les Femmes, la Paix et la Sécurité (FPS), souligne l'intégration de la sensibilité aux questions de genre dans les actions extérieures du pays, y compris la coopération au développement.

En mars 2021, l'Espagne concrétise cette vision avec la publication de sa première stratégie de politique étrangère féministe sur la période 2021-2022. L'année suivante, en 2022, la secrétaire d'État à la Coopération internationale, Pilar Cancela, fait de l'égalité des genres une priorité majeure de la politique de développement espagnole, mettant en lumière que « [s]eule une démocratie exempte de violence masculine est une démocratie totale<sup>256</sup> ».

Le 17 octobre 2023, le ministère espagnol des Affaires étrangères a exposé le plan d'action pour la politique étrangère féministe pour la période 2023-2024. Ce plan vise à intégrer une approche basée sur le genre dans toutes les actions de la politique étrangère espagnole et à promouvoir les priorités de l'Espagne pour faire progresser l'égalité des genres à l'échelle mondiale<sup>257</sup>. Il détaille des engagements financiers significatifs, notamment l'objectif de consacrer 0,7 % du revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD) d'ici 2030<sup>258</sup>.

---

<sup>255</sup> Ministerio de Asuntos Exteriores (2021). SPAIN'S FEMINIST FOREIGN POLICY: Promoting Gender Equality in Spain's External Action. 4.  
<https://rm.coe.int/2021-02-politica-exterior-feminista-eng/1680a287c3#:~:text=Spain%20has%20promoted%20European%20Union,Gender%20Equality%20Strategy%202020%2D2025>.

<sup>256</sup> Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. (2022, 25 novembre). Press Release 093: Spanish Cooperation fights gender-based violence in around 20 countries.  
[https://www.exteriores.gob.es/en/Comunicacion/NotasPrensa/Paginas/2022\\_NOTAS\\_P/20221125\\_NOTA093.aspx](https://www.exteriores.gob.es/en/Comunicacion/NotasPrensa/Paginas/2022_NOTAS_P/20221125_NOTA093.aspx)

<sup>257</sup> Donor Tracker. (2021). *Spain ODA and Gender*. Consulté sur  
[https://donortracker.org/donor\\_profiles/spain/gender](https://donortracker.org/donor_profiles/spain/gender)

<sup>258</sup> European Commission. (2020). Joint Communication to the European Parliament and the Council EU Gender Action Plan (GAP) III – An Ambitious Agenda for Gender Equality and Women's Empowerment in EU External Action (JOIN/2020/17 final).  
[\[https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52020JC0017\]](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52020JC0017)

## Les axes et spécificités

Au travers de divers secteurs stratégiques tels que la sécurité, la santé, le climat, la représentation politique, le commerce, et les violences basées sur le genre (VBG), la politique étrangère féministe espagnole s'érige comme instrument transversal et global en faveur de l'égalité des genres, illustrant une approche intégrée et holistique de l'action diplomatique.

L'égalité des genres est soulignée comme une priorité transversale dans l'APD espagnole. En 2021, l'Espagne a démontré son engagement en allouant 37% de son APD bilatérale à l'égalité des genres. Bien que légèrement en dessous de la moyenne du Comité d'aide au Développement de l'OCDE, l'Espagne s'est classée au 17ème rang mondial des donateurs dans ce domaine, en investissant 418 millions de dollars américains cette année-là<sup>259</sup>.

En outre, la loi sur la coopération pour le développement durable et la solidarité globale, de 2023, place l'égalité des genres au cœur de la coopération espagnole, abordant les inégalités liées au genre dans les énergies renouvelables et promouvant l'écoféminisme<sup>260</sup>.

La politique étrangère féministe espagnole accorde une importance majeure aux droits et à la santé sexuels et reproductifs (DSSR) dans ses efforts de coopération internationale. En 2021, l'Espagne a grandement contribué aux financements des DSSR, faisant face aux défis posés par la crise du COVID-19 et renforçant son engagement envers des initiatives telles que la planification familiale, la prévention des violences basées sur le genre et la promotion générale de l'égalité des genres<sup>261</sup>. Le gouvernement reconnaît l'importance du financement de base pour des organisations telles que l'UNFPA et l'UNICEF, en particulier dans le domaine des DSSR.

Pour l'implémentation de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, l'Espagne a adopté un nouveau plan d'action national en 2017, couvrant la période 2017-2023<sup>262</sup>. Élaboré par un groupe de travail interministériel, le plan vise à contribuer à la protection des droits humains, en particulier ceux des femmes et des filles, ainsi qu'à leur participation substantielle à la prévention des conflits et à la

<sup>259</sup> Donor Tracker. (2021). *Spain ODA and Gender*. Consulté sur

[https://donortracker.org/donor\\_profiles/spain/gender](https://donortracker.org/donor_profiles/spain/gender)

<sup>260</sup> Jefatura del Estado. (2023, 20 février). Ley 1/2023, de 20 de febrero, de Cooperación para el Desarrollo Sostenible y la Solidaridad Global. «BOE» núm. 44. <https://www.boe.es/eli/es/l/2023/02/20/1/con> et Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. (2023). PLAN DE ACCIÓN PARA LA POLÍTICA EXTERIOR FEMINISTA 2023-2024. 17.

[https://www.exteriores.gob.es/es/PoliticaExterior/Documents/PoliticaExteriorFeminista/2023\\_10\\_PLAN%20ACCION%20POLITICA%20EXTERIOR%20FEMINISTA%20v3.pdf](https://www.exteriores.gob.es/es/PoliticaExterior/Documents/PoliticaExteriorFeminista/2023_10_PLAN%20ACCION%20POLITICA%20EXTERIOR%20FEMINISTA%20v3.pdf)

<sup>261</sup> Countdown 2030. (2022). *Country Profiles: Sexual and Reproductive Health and Rights (SRHR) - Spain*. Consulté sur [<https://www.countdown2030europe.org/spain/>].

<sup>262</sup> Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. (2017). Plan Nacional Mujeres, Paz y Seguridad.

<https://www.exteriores.gob.es/es/Comunicacion/Noticias/Documents/Plan%20Nacional%20Mujeres.%20Paz%20y%20Seguridad%20TEXTO.pdf>

consolidation de la paix. Le plan promet une approche intégrée en établissant des liens avec les objectifs de développement durable. Cependant, il ne prévoit pas de cadre de suivi et d'évaluation substantielle ni de budget dédié.

En 2023, l'Espagne a réalisé des avancées significatives vers une représentation équilibrée avec 48% de femmes occupant des postes ministériels et 42% siégeant au Parlement<sup>263</sup>. Pour consolider ces efforts, la version préliminaire d'une nouvelle loi visant à assurer une parité dans la direction des grandes entreprises et en politique, a été adoptée en mars 2023<sup>264</sup>. Cette loi exige 40% de femmes et d'hommes à la direction de toutes les entreprises cotées ayant plus de 250 employé-es et un chiffre d'affaires annuel de 50 millions d'euros. En politique, cette loi impose aux partis politiques de présenter un nombre égal de candidat-es masculins et féminins lors des élections, dans le but d'accroître la parité des genres au Parlement. Concernant la composition du corps diplomatique, la 74e promotion de la carrière diplomatique espagnole (2021-2022) a été la première promotion au sein de laquelle le nombre de femmes a dépassé celui des hommes. Il avait en effet 21 femmes diplomates pour 14 hommes<sup>265</sup>.

Le 19 septembre 2023, le gouvernement espagnol a réaffirmé son engagement à éliminer toutes les formes de violences basées sur le genre en approuvant une Déclaration institutionnelle pour la Journée internationale contre l'exploitation sexuelle et la traite des femmes et des enfants, célébrée le 23 septembre<sup>266</sup>. La ministre de la Politique territoriale, Isabel Rodríguez, a mis en lumière l'importance du Plan opérationnel Camino pour la protection des droits humains des femmes et des filles victimes de la traite sur la période 2022-2026<sup>267</sup>. Elle a également exprimé des préoccupations quant aux 47 victimes de féminicides en 2023, en appelant à renforcer les mécanismes de prévention et de soutien. Isabel Rodríguez a souligné la nécessité d'un pacte politique et social pour soutenir les victimes de VBG, soulignant qu'il devrait être complet, social et politique, impliquant tous les secteurs de la société dans cet effort crucial.

---

<sup>263</sup> EIGE. (2023). *Gender Statistics Database, WMID, 2nd Quarter*.

<https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2023/domain/power/ES>

<sup>264</sup> Council of Ministers. (2023, March 7). The Government of Spain promotes parity of representation in politics, government and business. Council of Ministers.

[https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230307\\_council.aspx#:~:text=The%20Minister%20for%20Territorial%20Policy.and%20political%20decisions%20are%20made](https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230307_council.aspx#:~:text=The%20Minister%20for%20Territorial%20Policy.and%20political%20decisions%20are%20made)

<sup>265</sup> LES FEMMES DANS LA CARRIÈRE DIPLOMATIQUE ESPAGNOLE. (2023). Association des femmes diplomates espagnoles. [Les diplomates en chiffres \(mujeresdiplomaticasamde.es\)](https://www.mujeresdiplomaticasamde.es)

<sup>266</sup> Council of Ministers. (2023, September 19). The Government of Spain reaffirms its commitment to eradicate all forms of violence against women. Consulté sur

[https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230919\\_council.aspx](https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230919_council.aspx)

<sup>267</sup> Council of Ministers. (2023, September 19). The Government of Spain reaffirms its commitment to eradicate all forms of violence against women. Consulté sur

[https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230919\\_council.aspx](https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230919_council.aspx)

Enfin, dans son programme pour la présidence du Conseil de l'UE, l'Espagne affirme la volonté de mettre en œuvre une stratégie européenne pour l'égalité des genres sur la période 2020-2025. Son programme met l'accent sur la promotion de l'égalité salariale, la parité des genres au sein des conseils d'administration, et la lutte contre les discriminations, en se concentrant notamment sur l'égalité des opportunités et la lutte contre la discrimination fondée sur le sexe, la race, l'origine ethnique, la religion, le handicap, l'âge et l'orientation sexuelle<sup>268</sup>.

## Les forces

La politique étrangère féministe de l'Espagne, adoptée en mars 2021, s'illustre par une série d'engagements législatifs concrets et de principes directeurs qui en font une initiative robuste et influente. Guidée par des discours fondateurs sur la scène régionale et internationale, et renforcée par des plans d'action substantiels, cette politique est caractérisée par une évolution dynamique, témoignant d'une volonté constante de promouvoir l'égalité des genres à l'échelle mondiale.

Au niveau national, l'Espagne a pris des mesures significatives pour lutter contre les violences basées sur le genre. En 2009, le pays a établi la Loi organique sur les mesures de protection contre la violence de genre<sup>269</sup>, érigeant une Délégation gouvernementale dédiée aux VBG. En complément, en mai 2019, le gouvernement a publié un guide détaillé sur les droits des femmes victimes de VBG<sup>270</sup>. Récemment, en septembre 2023, la Ministre Isabel Rodríguez a réitéré l'engagement du gouvernement espagnol dans la lutte contre les VBG.

La politique étrangère féministe espagnole se distingue également par son approche holistique et intersectionnelle, abordant des secteurs variés tels que la sécurité, la santé, le climat, l'APD et la représentation politique. L'Espagne est particulièrement efficace sur ce dernier point, avec une forte amélioration de la représentation féminine en politique sur l'année 2023 et la volonté d'encadrer législativement ce point. Cette diversité thématique reflète une volonté d'intégrer la perspective de

---

<sup>268</sup> Spanish Presidency of the Council of the European Union. (2023). *The pathway to progress: strengthening effective structures for gender equality and gender mainstreaming in the EU*. Consulté sur <https://spanish-presidency.consilium.europa.eu/media/atgpsobj/the-pathway-to-progress.pdf> et Spanish Presidency of the Council of the European Union. (2020). *Striving for a Union of Equality: The Gender Equality Strategy 2020-2025*. Consulté sur <https://spanish-presidency.consilium.europa.eu/media/fj0ny0rk/striving-for-a-union-of-equality.pdf>

<sup>269</sup> Ministerio de Justicia. (2009). Organic Act of Protection Measures against Gender Violence. Consulté sur [https://violenciagenero.igualdad.gob.es/definicion/pdf/Ley\\_integral\\_ingles.pdf](https://violenciagenero.igualdad.gob.es/definicion/pdf/Ley_integral_ingles.pdf)

<sup>270</sup> Ministerio de la Presidencia, Relaciones con las Cortes y Igualdad. (2019). Guide to the Rights of Women Victims of Gender Violence. Consulté sur <https://violenciagenero.igualdad.gob.es/informacionUtil/derechos/docs/mayo2019/GUIADERECHOSeng22052019.pdf>

genre dans toutes les facettes de la politique étrangère, témoignant d'une approche transversale et globale.

L'Espagne s'est distinguée en élaborant un guide détaillé de sa politique étrangère féministe, offrant un cadre clair pour l'implémentation pratique de cette approche. Les cinq principes directeurs, axés sur la réforme structurelle, le leadership fort, la coordination, la participation et l'intersectionnalité, constituent une feuille de route cohérente pour orienter l'action diplomatique espagnole vers des objectifs féministes.

Une force majeure réside dans la volonté affichée de l'Espagne de consacrer 0,7% de son RNB à l'APD d'ici 2030<sup>271</sup>. En parallèle, ses contributions particulièrement importantes pour le FNUAP et l'UNICEF soulignent l'approche proactive et influente de l'Espagne en matière de DSSR dans le monde.

### **Les limites**

Une critique initiale réside dans le manque de cohérence entre la politique intérieure et extérieure de l'Espagne concernant les droits sexuels et reproductifs (DSSR). Même si le pays semble activement promouvoir ces droits à l'étranger, avec des contributions significatives, des débats persistent sur des questions telles que l'objection de conscience et la législation spécifique entourant l'accès à l'avortement<sup>272</sup>.

Bien que le guide de la politique étrangère féministe espagnol affiche une volonté de transparence totale sur les données de genre, des obstacles pratiques, tels que le manque de ressources suffisantes, l'absence de cadre de suivi détaillé dans le plan d'action national pour l'Agenda FPS, et le défaut de rapports publics détaillés, entravent sa mise en œuvre. La collecte exhaustive de données spécifiques au genre requiert des efforts continus et des ressources suffisantes. Par exemple, aucun cadre de suivi ni de budget détaillé n'est disponible dans le plan d'action national pour l'Agenda FPS<sup>273</sup>. L'absence de suivi effectif souligne la nécessité de rapports publics détaillés pour assurer une responsabilité effective, en précisant la fréquence, la portée, et le niveau de transparence de ces rapports.

---

<sup>271</sup> European Commission. (2020). Joint Communication to the European Parliament and the Council EU Gender Action Plan (GAP) III – An Ambitious Agenda for Gender Equality and Women's Empowerment in EU External Action (JOIN/2020/17 final).

[<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52020JC0017>]

<sup>272</sup> Orihuela, R., & Whitelaw, K. (2023, June 24). A Spanish Politician's Risky Stand in Culture War.

*Bloomberg*. Consulté sur

<https://www.bloomberg.com/news/newsletters/2023-06-24/abortion-debate-in-spain-revives-culture-war-in-politics>

<sup>273</sup> Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. (2017). Plan Nacional Mujeres, Paz y Seguridad.

<https://www.exteriores.gob.es/es/Comunicacion/Noticias/Documents/Plan%20Nacional%20Mujeres.%20Paz%20y%20Seguridad%20TEXTO.pdf>

Enfin, malgré la mise en avant de l'intersectionnalité et de la diversité, notamment dans le programme pour sa présidence du Conseil de l'UE, des défis persistent dans son application à la politique étrangère féministe espagnole. Le manque d'inclusion explicite de la communauté LGBTI+ dans le guide de cette politique révèle une lacune en termes d'intersectionnalité.

## **Recommandations**

- 1. Optimiser l'alignement des pratiques internes avec les discours sur la scène internationale.** Afin d'asseoir sa crédibilité sur la scène internationale, l'Espagne devrait redoubler d'efforts pour garantir une cohérence accrue entre son discours et ses pratiques nationales, notamment en matière de droits sexuels et reproductifs, ainsi que dans l'inclusion plus approfondie des personnes LGBTI+.
- 2. Assurer un meilleur suivi sur la mise en application de la politique étrangère féministe.** L'Espagne doit établir des mécanismes de collecte de données et de suivi de la mise en œuvre de sa politique étrangère féministe, conformément à ses engagements antérieurs. Cette initiative revêt une importance particulière en considération du plan d'action national actuel pour l'Agenda FPS qui ne précise ni cadre d'évaluation ni budget. Garantir la transparence, la régularité et l'exhaustivité des rapports publics sur l'application renforcera la responsabilité et accroîtra la visibilité des progrès réalisés.
- 3. Renforcer l'application de l'intersectionnalité dans tous les aspects de la politique étrangère.** Intégrer les perspectives d'ethnicité, de genre, de l'orientation sexuelle, du statut économique, et d'autres, dans tous les aspects de la politique et des actions étrangères renforcera la cohérence de l'Espagne sur la scène internationale, en offrant une politique étrangère féministe intersectionnelle pleinement inclusive, équitable et pérenne.
- 4. Renforcer la représentation des femmes au sein des instances décisionnelles.** Bien que des améliorations aient été constatées, l'Espagne se doit de persévérer dans les efforts ayant pour objectif d'accroître la représentation des femmes dans des postes à responsabilité, notamment au Parlement et dans le domaine de la diplomatie. L'Espagne pourrait ainsi envisager l'adoption de quotas spécifiques pour garantir une représentation équilibrée.
- 5. Collaborer et soutenir la société civile dans l'élaboration de politiques relatives à l'égalité des genres.** Consolider et approfondir les partenariats avec les ONG féministes espagnoles et étrangères permettraient à l'Espagne de bénéficier de leur expertise. En outre, l'Espagne doit travailler en étroite collaboration avec ces organisations, si elle ambitionne de mettre en œuvre de manière concrète ses engagements.

#### Le cadre institutionnel de l'Espagne en matière de genre :

La promotion de l'égalité en Espagne repose sur un ensemble d'institutions clés, notamment le Ministère de l'Égalité, la Commission Inter-ministérielle sur l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que le Secrétariat d'État à l'Égalité et contre les violences basées sur le genre. Ces entités collaborent pour élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à garantir l'égalité des genres dans le pays.

De manière similaire, la coordination des initiatives espagnoles en matière d'égalité se fait à divers niveaux. Le Ministère de l'Égalité joue un rôle central, tandis que la Commission Inter-ministérielle facilite la collaboration entre différents ministères. Le Secrétariat d'État à l'Égalité et contre les violences basées sur le genre apporte une expertise spécifique dans la lutte contre les violences de genre.

Le cadre institutionnel espagnol englobe également des référent·es genre au sein des diverses directions du gouvernement, assurant ainsi une approche transversale de l'égalité des genres. Cette structure reflète l'engagement continu de l'Espagne en faveur de l'égalité, tout en favorisant la cohérence et la coordination à tous les niveaux de l'administration publique.

#### Collectifs féministes :

Les collectifs féministes en Espagne, dont *l'Instituto de las Mujeres* et *le Consejo de Participación de la Mujer*, jouent un rôle crucial dans la promotion de l'égalité des genres et la lutte contre les discriminations. *L'Instituto de las Mujeres*, en tant qu'organisme gouvernemental, est dédié à la mise en œuvre de politiques d'égalité et au soutien des droits des femmes. Il collabore étroitement avec *le Consejo de Participación de la Mujer*, une instance consultative favorisant la participation active des femmes dans la prise de décisions. Ces collectifs travaillent sur diverses problématiques telles que l'égalité salariale, l'accès à l'éducation et la lutte contre les violences de genre.

Leur relation avec le ministère des Affaires étrangères espagnol se manifeste par des échanges fréquents et constructifs. Ces collectifs fournissent au ministère des informations essentielles sur les enjeux spécifiques aux femmes en Espagne, contribuant ainsi à l'élaboration de politiques étrangères sensibles au genre. De plus, le ministère, en retour, consulte régulièrement ces collectifs pour garantir une représentation adéquate des perspectives féministes dans ses initiatives internationales. Cette collaboration renforce la cohérence et l'efficacité des actions menées tant au niveau national qu'international.

Points à retenir :

1. L'Espagne a annoncé son engagement envers une politique étrangère féministe en 2020, avec une stratégie concrète publiée en 2021 et un plan d'action pour la période 2023-2024, célébrant des événements internationaux majeurs.
2. La politique étrangère féministe espagnole adopte une approche transversale touchant des secteurs tels que la sécurité, la santé, le climat, la représentation politique, le commerce et la lutte contre les violences basées sur le genre.
3. Des efforts sont déployés pour assurer une représentation équilibrée, notamment avec des lois visant la parité dans les grandes entreprises et en politique, mais des lacunes subsistent en termes de suivi et d'évaluation.
4. L'Espagne prend des mesures significatives au niveau national pour lutter contre les violences basées sur le genre, mais des préoccupations persistent quant à la nécessité d'un pacte politique et social plus complet.
5. La politique étrangère féministe espagnole est saluée pour ses engagements législatifs concrets, son approche holistique, mais des limites sont identifiées, notamment le manque de cohérence entre la politique intérieure et extérieure et des défis dans le suivi de la mise en œuvre.

## États-Unis

### Adoption et contexte

Sous l'administration de Joe Biden, les États-Unis ont redéfini leur politique étrangère en intégrant des valeurs féministes<sup>274</sup>. Initié par la création du Conseil sur la politique de genre à la Maison Blanche en 2021, ce changement est incarné par la première stratégie nationale sur l'égalité et l'équité des genres lancée la même année. Adoptant une approche gouvernementale globale, cette stratégie identifie dix priorités pour atteindre l'équité des genres à l'échelle nationale et internationale, allant de la sécurité économique à la prévention de la violence basée sur le genre dont, le renforcement de la prévention et de la réponse aux violences basées sur le genre (VBG), l'accès accru aux soins de santé, et la promotion de la participation des femmes et des filles dans la vie sociale, économique, civique et politique<sup>275</sup>.

L'engagement des États-Unis s'étend au-delà des discours, comme en témoigne le mémorandum présidentiel signé en novembre 2022, visant à lutter contre l'utilisation du viol comme arme de guerre<sup>276</sup>. Ce geste s'inscrit dans une perspective internationale de justice et d'équité. En janvier 2023, la première stratégie américaine pour la sécurité économique mondiale des femmes<sup>277</sup> et le lancement du Fonds d'Action pour l'équité et l'égalité des genres<sup>278</sup> de 300 millions de dollars, concrétisent ces engagements.

Cependant, l'adoption d'une politique étrangère féministe aux États-Unis demeure complexe. La société américaine, fortement polarisée, affiche des opinions divergentes sur le féminisme. Le mandat de Donald Trump a été marqué par un positionnement radical sur les questions de genre, symbolisé par l'initiation de la Déclaration du consensus de Genève le 22 octobre 2020, ralliant près de 35 États

---

<sup>274</sup> Coalition for a Feminist Foreign Policy. (2023). *Toward a Feminist Foreign Policy in the United States: A Midterm Review of the Biden-Harris Administration*. Washington, DC: International Center for Research on Women. Consulté sur

<https://www.icrw.org/wp-content/uploads/2023/02/Feminist-Foreign-Policy-2023-Biden-Harris-Scorecard.pdf>

<sup>275</sup> The White House. (2021). *National Strategy on Gender Equity and Equality*. Consulté sur

<https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2021/10/National-Strategy-on-Gender-Equity-and-Equality.pdf>

<sup>276</sup> Biden, J. R. (2022, November 28). *Memorandum on Promoting Accountability for Conflict-Related Sexual Violence*. Consulté sur

<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/presidential-actions/2022/11/28/memorandum-on-promoting-accountability-for-conflict-related-sexual-violence/>

<sup>277</sup> United States Department of State. (2022). *United States Strategy on Global Women's Economic Security*. Consulté sur <https://www.state.gov/reports/united-states-strategy-on-global-womens-economic-security/>

<sup>278</sup> USAID. (2023, January). Gender Equity and Equality Action Fund.

<https://www.usaid.gov/sites/default/files/2023-01/GEEA-Fund-Fact-Sheet.pdf>

favorables à la vie et opposés à la « promotion de l'avortement<sup>279</sup> » et à la liberté des femmes de disposer librement de leur corps. Près de la moitié des Américain·es considèrent que le féminisme est une source de polarisation importante<sup>280</sup>, soulignant ainsi l'ampleur du défi à surmonter. Cette division au sein de la population américaine est particulièrement manifeste dans le domaine du droit des femmes, comme en témoigne le recul vis-à-vis du droit à l'avortement. La polarisation entre conservateurs et démocrates pousse la population à se diviser, impactant directement des questions cruciales telles que les droits des femmes, et constituant un obstacle significatif pour le succès continu de la politique étrangère aux valeurs féministes aux États-Unis.

### **Les axes et spécificités de la politique étrangère aux valeurs féministes**

Sous l'administration Biden, la politique étrangère aux valeurs féministes se distingue par la mise en avant du genre comme une priorité. Des axes forts tels que l'aide publique au développement (APD), le climat, l'émancipation économique des femmes, le numérique, l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS), les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR) et les VBG, démontrent un leadership financier et institutionnel des États-Unis sur les questions de genres. Le leadership financier et institutionnel américain constitue une force majeure, illustrée par la demande budgétaire record de 3 milliards de dollars pour 2024 par l'administration de Joe Biden<sup>281</sup>.

En matière d'APD, les États-Unis ont mis en œuvre des initiatives favorisant le développement dirigé par les femmes au simple développement des femmes. L'USAID a annoncé en 2022 une collaboration de 15 millions de dollars avec le Fonds mondial pour les femmes, une organisation philanthropique qui finance et promeut les droits des femmes dans le monde, s'adressant directement aux groupes et mouvements féministes ainsi qu'aux organisations dirigées par des femmes<sup>282</sup>.

Pour intégrer l'approche du genre dans les réflexions climatiques, les États-Unis ont lancé en 2023 une stratégie visant à atténuer les impacts disproportionnés des changements climatiques sur les

---

<sup>279</sup> Nations Unies. (2020, 7 décembre). Santé mondiale et politique étrangère (Point 131 de l'ordre du jour). Lettre datée du 2 décembre 2020, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies. Assemblée générale, Soixante-quinzième session, Document A/75/626.

<https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N20/344/31/PDF/N2034431.pdf?OpenElement>

<sup>280</sup> Barroso, A. (2020, 7 juillet). 61% of U.S. women say 'feminist' describes them well; many see feminism as empowering, polarizing. Pew Research Center.

<https://www.pewresearch.org/short-reads/2020/07/07/61-of-u-s-women-say-feminist-describes-them-well-many-see-feminism-as-empowering-polarizing/>

<sup>281</sup> The White House. (2023). *Budget of the U.S. Government Fiscal Year 2024*.

[https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2023/03/budget\\_fy2024.pdf](https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2023/03/budget_fy2024.pdf)

<sup>282</sup> USAID. (2022, August 5). Global Fund for Women - Localization Activity.

<https://www.highergov.com/grant-opportunity/global-fund-for-women-localization-activity-342994/>

femmes et les filles, tout en priorisant leur autonomisation en tant que leaders dans cette lutte<sup>283</sup>. Cette vision a également été portée par leur administration lors de la COP 27 en y portant le slogan: « Le futur climatique est féminin<sup>284</sup> ».

En 2021, le Bureau du représentant américain au commerce a persisté dans ses actions visant à remédier aux inégalités de genre et raciales dans les questions commerciales. Cette initiative s'est matérialisée par l'adhésion à la déclaration ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce sur l'importance de l'autonomisation économique des femmes<sup>285</sup>. De plus, en mars 2023, pour inclure la perspective numérique, la vice-présidente Kamala Harris a annoncé la volonté de créer un Fond pour les femmes dans l'économie numérique visant à favoriser l'accès équitable à la finance numérique et promouvant l'autonomisation économique des femmes, particulièrement en Afrique<sup>286</sup>.

Concernant l'Agenda FPS, la position de l'administration a été relativement critiquée quant à son manque d'engagement concret en la matière de 2021 à 2023. En décembre 2022, l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Linda Thomas-Greenfield, avait appuyé la résolution sur le retrait de l'Iran de la Commission sur le statut des femmes en raison des graves violations de leurs droits perpétrés par le pays<sup>287</sup>, mais aucun cadre concret n'avait été adopté. En octobre 2023, les États-Unis ont finalement annoncé leur Plan d'Action National « Femmes, Paix et Sécurité », faisant de la lutte contre les VBG en temps de conflits une priorité<sup>288</sup>. Dans le domaine de la lutte contre les VBG, les États-Unis ont déployé des actions audacieuses, allouant 250 millions de dollars en 2023, soit une augmentation de 43 % par rapport à l'exercice fiscal de 2022<sup>289</sup>.

---

<sup>283</sup> United States Department of State. (2023). United States Strategy to Respond to the Effects of Climate Change on Women 2023.

<https://www.state.gov/reports/united-states-strategy-to-respond-to-the-effects-of-climate-change-on-women-2023/>

<sup>284</sup> Traduit de « Our Climate Future is Female ». Voir: Office of the Spokesperson. (2022, November 14). At COP27, Our Climate Future is Female: A Progress Report on Implementing U.S. Efforts to Advance Women and Girls' Climate Action.

<https://www.state.gov/at-cop27-our-climate-future-is-female-a-progress-report-on-implementing-u-s-efforts-to-advance-women-and-girls-climate-action/>

<sup>285</sup> Office of United States Trade Representative. (2021, December 2). USTR Announces Intention to Join the Joint Declaration on the Advancement of Gender Equality and Women's Economic Empowerment Within Trade. <https://ustr.gov/about-us/policy-offices/pressoffice/press-releases/2021/december/ustr-announces-intention-join-joint-declaration-advancement-genderequality-and-womens-economic>

<sup>286</sup> The White House. (2023, March 29). La vice-présidente Harris lance des initiatives mondiales sur l'autonomisation économique des femmes d'un total de plus d'un milliard de dollars. State Department. <https://www.state.gov/translations/french/la-vice-presidente-harris-lance-des-initiatives-mondiales-sur-lautonomisation-economique-des-femmes-dun-total-de-plus-dun-milliard-de-dollars/>

<sup>287</sup> United States Mission to the United Nations. (2022, December 14). Remarks by Ambassador Linda ThomasGreenfield at a Meeting of ECOSOC Before the Vote on a Resolution to Remove Iran from the CSW. <https://usun.usmission.gov/remarks-by-ambassador-lindathomas-greenfield-at-a-meeting-of-ecosoc-before-the-vote-on-a-resolution-to-remove-iran-from-the-csw/>

<sup>288</sup> White House. (2023, October). U.S. Strategy and National Action Plan on Women, Peace and Security. <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2023/11/U.S.-Strategy-and-National-Action-Plan-on-Women-Peace-and-Security.pdf>

<sup>289</sup> Donor Tracker. (2021). *United States ODA and Gender*. Consulté sur [https://donortracker.org/donor\\_profiles/united-states/gender](https://donortracker.org/donor_profiles/united-states/gender)

En tant que l'un des plus importants exportateurs mondiaux d'armes, les États-Unis ont initialement adhéré à l'Arms Trade Treaty, un accord qui intègre des dispositions relatives au genre et aux droits humains dans le commerce des armes et du matériel militaire. Cependant, sous l'administration précédente, le président Donald Trump a retiré les États-Unis de ce traité en 2019, et l'actuelle administration Biden-Harris n'a pas réintégré ni remplacé cette politique fédérale<sup>290</sup>.

L'administration actuelle a également réaffirmé l'engagement américain envers les DSSR, en annulant la « Mexico City Policy », qui bloquait le financement mondial des États-Unis aux organisations fournissant, conseillant ou orientant l'avortement et en se retirant de la Déclaration du Consensus de Genève, une coalition internationale anti-droits lancée sous l'administration Trump en 2020<sup>291</sup>. Finalement, en août 2023, les États-Unis ont lancé la première politique de développement LGBTQI+ pour protéger leurs droits civiques, améliorer la portée des programmes, collaborer avec les activistes LGBTQI+ et renforcer la réponse de l'USAID aux crises affectant la population LGBTQI+ dans le monde<sup>292</sup>.

En matière de représentation des femmes en politique, bien que la croissance de la représentation féminine au Congrès, de 23,6 % en 2019 à 28 % en 2023, indique une évolution positive, il est crucial de souligner que les États-Unis n'ont pas encore adopté de loi fédérale établissant des quotas pour garantir une représentation équitable en politique<sup>293</sup>. De plus, alors que seulement cinq ambassadrices étaient nommées en 2010, en 2022 ce nombre atteignait 31 sur 195<sup>294</sup>.

---

<sup>290</sup> Congressional Research Service (2023, July 24) The Arms Trade Treaty. Consulté sur: <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF10567/4#:~:text=The%20United%20States%20is%20not%20decided%20on%20an%20ATT%20policy>

<sup>291</sup> Coalition for a Feminist Foreign Policy. (2023). Toward a Feminist Foreign Policy in the United States: A Midterm Review of the Biden-Harris Administration. *Washington, DC: International Center for Research on Women*. 7. Consulté sur: <https://www.icrw.org/wp-content/uploads/2023/02/Feminist-Foreign-Policy-2023-Biden-Harris-Scorecard.pdf>

<sup>292</sup> USAID. (2023, 2 août). Politique de développement inclusive pour les personnes LGBTQI+. [https://www.usaid.gov/sites/default/files/2023-07/USAID\\_LGBTQI-Inclusive-Development-Policy\\_August-2023\\_1.pdf](https://www.usaid.gov/sites/default/files/2023-07/USAID_LGBTQI-Inclusive-Development-Policy_August-2023_1.pdf)

<sup>293</sup> Center for American Women and Politics. (2019). Women in the U.S. Congress 2019. <https://cawp.rutgers.edu/facts/levels-office/congress/women-us-congress-2019>; Center for American Women and Politics. (2023). Women in the U.S. Congress 2023.

<https://cawp.rutgers.edu/facts/levels-office/congress/women-us-congress-2023>

<sup>294</sup> Tracker: Current U.S. Ambassadors. (2024). American Foreign service association. [List of Current U.S. Ambassadors \(afsa.org\)](https://www.afsa.org/ambassadors)

## Les forces

L'approche de la politique étrangère aux valeurs féministes américaine, sous l'administration Biden, se distingue par sa nature transversale, mettant en avant des axes forts qui renforcent l'égalité des genres à travers divers secteurs. Sous l'administration de Joe Biden, l'allocation financière substantielle de 3 milliards de dollars démontre un engagement sans précédent envers la promotion des droits des femmes, soulignant une approche engagée à l'échelle nationale et l'internationale<sup>295</sup>.

L'action déterminée d'agir contre les VBG représente une autre composante significative. En ciblant des programmes spécifiques pour lutter contre différentes formes de violences envers les femmes, les États-Unis embrassent une approche transversale. Les initiatives américaines dans le domaine climatique et de l'APD, illustrent une approche novatrice et transversale, visant à autonomiser les femmes et à favoriser la transformation structurelle au niveau local. L'année 2023 a marqué un renforcement significatif de cette approche, avec le lancement de la politique de développement LGBTQI+ et du plan national d'action sur l'Agenda FPS, comblant ainsi des lacunes antérieures et renforçant l'engagement intersectionnel et holistique des États-Unis.

Enfin, le soutien à des organisations internationales clés, tel que le rétablissement du financement du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), met en lumière un engagement envers des initiatives internationales essentielles axées sur la santé sexuelle et reproductive. Le « Donors Delivering Report 2022 » souligne l'impact des États-Unis en tant que plus important donateur pour les DSSR parmi les 30 donateurs de l'OCDE<sup>296</sup>. Cette position témoigne de leur capacité de leadership dans la promotion d'axes spécifiques liés aux genres à l'échelle mondiale.

## Les limites

Malgré les forces de la politique étrangère aux valeurs féministes des États-Unis, l'absence formelle de l'adoption du terme « politique étrangère féministe » suggère une réticence à s'engager pleinement dans cette approche. Cela illustre la complexité de concilier les aspirations féministes avec les pratiques diplomatiques traditionnelles. La polarisation intense de l'opinion publique aux États-Unis a des répercussions notables sur l'orientation de la politique étrangère, potentiellement entravant les initiatives mondiales en faveur de l'égalité des genres, comme cela a été observé pendant le mandat de Donald Trump. L'exemple de l'*Arm Trade Treaty* expose la gravité de ce retrait, étant donné que les

---

<sup>295</sup> The White House. (2023). *Budget of the U.S. Government Fiscal Year 2024*. [https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2023/03/budget\\_fy2024.pdf](https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2023/03/budget_fy2024.pdf)

<sup>296</sup> Deutsche Stiftung Weltbevölkerung & The European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights. (2022). *Donors Delivering for SRHR Report 2022: Tracking OECD Donor Funding for Sexual and Reproductive Health and Rights*. Voir: [https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD\\_Report2022\\_webversion.pdf](https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD_Report2022_webversion.pdf)

États-Unis sont le premier exportateur d'armes à l'échelle mondiale et qu'ils refusent d'appliquer des normes de protection contre la prolifération des violences de genres en période de conflit.

Malgré des engagements internationaux aux valeurs féministes, les reculs sur le droit à l'avortement dans certains États après l'abrogation de l'arrêt *Roe v. Wade* soulignent des tensions internes<sup>297</sup>. De plus, en janvier 2018, l'introduction de la « Division de la conscience et de la liberté religieuse » au sein du département de la santé et des services sociaux, a posé des problèmes en termes de discrimination à l'encontre des personnes LGBTI+, des femmes et d'autres groupes<sup>298</sup>. Ces revers rendent difficile l'établissement d'un leadership américain en matière de politique étrangère aux valeurs féministes, surtout lorsque le cadre intérieur du pays est en déclin concernant l'égalité des genres, mais plus encore les droits fondamentaux des femmes et personnes LGBTI+.

Le possible changement d'administration pourrait également constituer une limite aux avancées politiques féministes. Comme mis en lumière dans le tableau, les fonds alloués à ONU Femmes ont été doublés sous l'administration Biden, rétablissant également la contribution au Fonds pour les populations supprimée sous l'administration précédente. Ainsi, en cas de retour à l'administration précédente de Trump, selon les sondages récents pour 2024<sup>299</sup>, certaines des avancées en matière de politique étrangère aux valeurs féministes pourraient être remises en question.

## Recommandations

- 1. Renforcer le cadre législatif pour assurer une continuité dans la politique étrangère aux valeurs féministes du pays.** Inscrire formellement la politique étrangère féministe dans la loi atténuerait l'impact des fluctuations budgétaires et législatives résultant des changements d'administration, garantirait sa continuité et assurerait ainsi une mise en œuvre durable des initiatives en faveur de l'égalité des genres aux États-Unis, renforçant la stabilité et l'impact à long terme de ces politiques.
- 2. Renforcer la représentation des femmes en politique à tous les niveaux de gouvernance.** Pour garantir une représentation équitable et diversifiée dans les sphères politiques nationales, il est impératif d'envisager l'instauration d'une loi fédérale établissant des quotas.

---

<sup>297</sup> Velshi, A. & Rosen, J. (2022, 5 juillet). SCOTUS Overturns *Roe v. Wade* in Dobbs Abortion Case. Constitution Center.

<https://constitutioncenter.org/news-debate/americas-town-hall-programs/scotus-overturns-roe-v-wade-in-dobbs-abortion-case-msnbc-ali-velshi-and-jeffrey-rosen#:~:text=On%20June%202024%2C%202022%2C%20the,to%20overturn%20Roe%20and%20Casey.>

<sup>298</sup> Human Rights Campaign. (2022). Trump's Timeline of Hate. <https://www.hrc.org/resources/trumps-timeline-of-hate>

<sup>299</sup> 270 to Win. (2023). 2024 Presidential Election Polls. Retrieved December 14, 2023, <https://www.270towin.com/2024-presidential-election-polls/>

L'élaboration et la mise en œuvre de telles mesures contribuent à renforcer durablement la participation des femmes dans les instances politiques nationales, favorisant ainsi une représentation plus inclusive et diversifiée.

3. **Encourager et renforcer l'engagement de la société civile américaine, dont les organisations féministes.** Cela jouerait un rôle essentiel en maintenant la pression sur le gouvernement pour la promotion continue de l'égalité des genres, créant ainsi un soutien populaire robuste et durable, quel que soit le parti au pouvoir.
4. **Sensibiliser massivement le public sur les enjeux de la politique étrangère aux valeurs féministes.** Mettre en place des campagnes de sensibilisation à l'échelle nationale pour éduquer le public sur les enjeux de la politique étrangère aux valeurs féministes. Une communication transparente sur les avantages de cette approche permettrait de surmonter la polarisation politique interne et de créer un soutien public plus large pour les initiatives visant l'égalité des genres.

Le cadre institutionnel des États-Unis en matière de genre :

En 1994 le Département d'État a créé le Bureau des questions mondiales relatives aux femmes (*The Office of Global Women's Issues*), marquant ainsi une étape importante dans l'institutionnalisation de la promotion de l'égalité des genres dans le cadre de la politique étrangère du gouvernement américain. Ce Bureau a pour mission de promouvoir les droits et l'autonomisation des femmes et des filles dans le cadre de la politique étrangère des États-Unis. Dirigé par un·e ambassadeur·rice itinérant·e, le bureau oriente les efforts du ministère des Affaires étrangères pour renforcer les droits des femmes<sup>300</sup>.

En 2021 les États-Unis se sont dotés du Bureau de la politique de genre (*Gender Policy Office*). Il s'agit d'un organe consultatif de la Maison Blanche qui conseille le président sur les questions d'égalité des genres. L'objectif du bureau est de promouvoir l'équité et l'égalité entre les genres dans l'élaboration et dans la mise en œuvre des politiques nationales et étrangères. Il joue un rôle essentiel dans la lutte contre les discriminations fondées sur des facteurs multiples, notamment celles qui touchent les membres des communautés noires, latines, amérindiennes, LGBTI+ ainsi que les personnes handicapées.

En outre, le Département du travail est chargé de la mise en œuvre des lois anti-discrimination en matière d'emploi, notamment lorsque la discrimination est fondée sur le genre.

---

<sup>300</sup> Office of Global Women's Issues. (2024). Our Mission. [Office of Global Women's Issues - United States Department of State](#)

### Collectifs féministes :

L'Association nationale pour l'abrogation des lois sur l'avortement (NARAL) peut aussi être mentionnée. Créée en 1969 lors de la Première conférence nationale sur les lois sur l'avortement : Modification ou abrogation qui s'est tenue à Chicago la même année, l'association milite pour le droit à l'avortement et à la contraception aux États-Unis en faisant pression sur les législateur-ices et sur les tribunaux<sup>301</sup>.

En outre, de nombreuses associations œuvrant à l'échelle des États fédérés des États-Unis versent des aides financières aux femmes qui souhaiteraient avorter, c'est notamment le cas du Fund Texas Choice<sup>302</sup> ou ou encore du Lilith Fund<sup>303</sup>.

Les collectifs féministes américains sont présents dans différentes Commissions comme la Commission américaine des opportunités égales en matière d'emploi, chargée de l'application des lois fédérales sur la discrimination en matière d'emploi, ainsi qu'auprès de la Commission présidentielle sur l'avancement des femmes et des filles à laquelle siège la *National Organization for Women*.

Les collectifs féministes participent à l'implémentation d'une politique intersectionnelle au travers de leur présence au sein du Comité inter institutions sur l'égalité des genres qui coordonne les politiques et les programmes du gouvernement faisant la promotion de l'égalité des genres.

### Points à retenir :

1. En 2021, les États-Unis ont lancé leur première stratégie nationale sur l'égalité et l'équité des genres, couvrant des priorités comme la sécurité économique et la prévention des violences basées sur le genre.
2. En novembre 2022, un mémorandum présidentiel a visé à lutter contre l'utilisation du viol comme arme de guerre, montrant une volonté d'agir au niveau international.
3. Une demande budgétaire record de 3 milliards de dollars pour 2024 souligne l'engagement financier majeur envers la promotion des droits des femmes.
4. La politique étrangère intègre des axes forts tels que l'aide publique au développement, le climat, l'émancipation économique des femmes, le numérique et la lutte contre les violences basées sur le genre.
5. Des initiatives comme la collaboration de 15 millions de dollars avec le Fonds mondial pour les femmes montrent un engagement dans le développement dirigé par les femmes dans l'aide publique au développement.
6. En 2023, une stratégie climatique inclusive a été lancée, visant à atténuer les impacts disproportionnés des changements climatiques sur les femmes, avec le slogan « Le futur climatique est féminin ».
7. En octobre 2023, les États-Unis ont annoncé leur Plan d'Action National « Femmes, Paix et Sécurité », allouant 250 millions de dollars pour la lutte contre les VBG en temps de conflits.

<sup>301</sup> Reproductive Freedom for all. (2024). History. [History - Reproductive Freedom for All](#)

<sup>302</sup> Fund Texas Choice. (2024). [Fund Texas Choice | Funding Texans' Travel to Abortion Clinics](#)

<sup>303</sup> Lilith Fund. (2024). [Home - The Lilith Fund](#)

8. La récente réaffirmation d'un soutien en faveur des DSSR, marquée par l'annulation de la « Mexico City Policy » et le retrait de la Déclaration du Consensus de Genève, renforce l'engagement envers les droits et la santé sexuels et reproductifs.
9. En août 2023, les États-Unis ont lancé la première politique de développement LGBTI+, soulignant leur engagement envers les droits civiques et la réponse aux crises affectant cette population dans le monde.
10. Malgré ces avancées, l'absence formelle de l'adoption du terme « politique étrangère féministe » suggère des réticences, et la polarisation de l'opinion publique peut influencer les orientations politiques, notamment sur des questions telles que le droit à l'avortement.

## Finlande

### Adoption et contexte

La Finlande a témoigné d'un engagement constant envers l'égalité des genres, incarné par des entités de la société civile telles que la Coalition des associations de femmes finlandaises (NYTKIS), créée en 1988, et l'Association féministe Unioni, fondée en 1892<sup>304</sup>. Ces organisations ont profondément influencé les processus décisionnels du gouvernement finlandais, permettant la formation de la coalition gouvernementale exclusivement féminine sous la direction de la Première ministre Sanna Marin de 2019 à 2022<sup>305</sup>. La société civile finlandaise a ainsi joué un rôle majeur dans la sensibilisation et la définition des politiques ainsi que la promotion de l'égalité des genres, témoignant d'une influence significative dans les décisions gouvernementales au fil des années.

La politique étrangère du pays repose sur les valeurs d'État de droit, des droits humains, de l'égalité et de la démocratie<sup>306</sup>. Les droits des femmes et des filles y sont promus de manière transversale. Cette volonté s'est concrétisée par l'adoption d'un plan gouvernemental d'action pour l'égalité des genres sur la période 2020-2023, comprenant environ 50 mesures couvrant divers domaines tels que la vie professionnelle, l'égalité financière, la vie familiale, l'éducation, la lutte contre la violence envers les femmes et au sein des couples, l'amélioration du statut des minorités de genre, l'intégration de la perspective de genre, et la promotion de l'égalité des genres au sein de l'Union européenne et à l'échelle internationale<sup>307</sup>. Ce plan d'action est mis en œuvre par tous les ministères.

De plus, un plan d'action national pour la période 2022-2025, mettant en œuvre la Convention d'Istanbul a également été adopté<sup>308</sup>. Il a pour objectif principal de renforcer la perspective de genre et l'intersectionnalité dans la prévention des violences basées sur le genre (VBG), promouvoir la

---

<sup>304</sup> Center for West European Studies. (2023). Civil Society Organizations: Women. Jackson School of International Studies, University of Washington.

<https://jsis.washington.edu/euwesteurope/cideu-civil-society-inclusion-and-diversity-in-the-european-union/member-state-civil-society-resources/civil-society-organizations-women/>

<sup>305</sup> Morgan, S. (2019, 9 décembre). Avec l'élection de Sanna Marin, la Finlande se dote d'une coalition gouvernementale 100% féminine. *EURACTIV.com*.

<https://www.euractiv.fr/section/politique/news/finland-gets-youngest-ever-prime-minister/>

<sup>306</sup> UNFPA. (2022). *Top General Donors 2022: Finland*. Voir : <https://www.unfpa.org/donor/finland-0>

<sup>307</sup> Ministry of Social Affairs and Health. (2021). Making Finland a Global Leader in Gender Equality: Government Action Plan for Gender Equality 2020–2023. Consulté sur

[https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/bitstream/handle/10024/162844/STM\\_2021\\_10\\_J.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/bitstream/handle/10024/162844/STM_2021_10_J.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

<sup>308</sup> Ministry of Social Affairs and Health. (2022). *Action Plan for the Istanbul Convention for 2022–2025*. Publications of the Ministry of Social Affairs and Health.

[https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/bitstream/handle/10024/164242/STM\\_22\\_10\\_J.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/bitstream/handle/10024/164242/STM_22_10_J.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

coopération intersectorielle dans la prévention de la violence domestique, et améliorer l'identification et l'intervention en cas de VBG.

Bien que la Finlande ait réalisé des avancées significatives en faveur de l'égalité des genres, elle évite de caractériser formellement sa politique étrangère comme féministe, privilégiant plutôt une approche holistique centrée sur les droits humains<sup>309</sup>. Depuis 2022, cette orientation a été renforcée en mettant l'accent sur des aspects sécuritaires, en particulier face aux tensions géopolitiques avec la Russie<sup>310</sup>. L'invasion de l'Ukraine recentrant l'attention sur la sécurité, les élections 2022 ont enregistré une victoire du parti conservateur sur les sociaux-démocrates. Ce changement de gouvernement et de priorité en affaires étrangères a relégué la politique étrangère aux valeurs féministes à un second plan. Depuis 2023, aucune prise de parole pour réaffirmer l'engagement envers l'égalité des genres de la Finlande sur la scène internationale n'a été faite. Le programme du gouvernement pour l'égalité des genres se concentre majoritairement sur l'échelle nationale<sup>311</sup>.

### **Les axes et spécificités de la politique étrangère aux valeurs féministes**

La politique étrangère aux valeurs féministes de la Finlande s'articule autour de plusieurs axes stratégiques tels que l'aide publique au développement (APD), les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR), l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS), et l'émancipation économique et technologique des femmes.

La Finlande présente l'égalité des genres comme l'un des quatre objectifs principaux de sa stratégie de développement international<sup>312</sup>. Le gouvernement finlandais impose une norme élevée en exigeant que 85 % des nouveaux projets de coopération intègrent des objectifs de promotion de l'égalité des genres<sup>313</sup>. L'une des priorités de leur politique de développement est d'améliorer le droit à l'autodétermination, l'égalité des genres à l'échelle globale et les DSSR des femmes<sup>314</sup>. Tout en visant

---

<sup>309</sup> Ministry for Foreign Affairs of Finland. (2023). *Walking the Talk – Human Rights-Based Approach in Finland's Development Policy and Cooperation*. Consulté sur <https://um.fi/documents/384998/0/5-page+summary+of+the+evaluation+and+its+results+%281%29.pdf/ae3af9f3-915d-43d2-eb6c-b801faa49e1f?t=1698219661637>

<sup>310</sup> Pillai, H. (2022, 19 décembre). *A New Era of Finnish Foreign Policy Begins. Insight*. Centre for European Reform. <https://www.cer.eu/insights/new-era-finnish-foreign-policy-begins>

<sup>311</sup> Finnish Government. (2023). *A strong and committed Finland: Programme of Prime Minister Petteri Orpo's Government*. Publications of the Finnish Government 2023:60. <https://valtioneuvosto.fi/en/governments/government-programme/>

<sup>312</sup> Ministry for Foreign Affairs. (2022). *Goals and principles of Finland's development policy*. Consulté sur <https://um.fi/goals-and-principles-of-finland-s-development-policy#:~:text=Development%20policy%20aims%20to%20eradicate,a%20geographical%20focus%20on%20Africa>

<sup>313</sup> Ministry of Social Affairs and Health. (2021). *Making Finland a Global Leader in Gender Equality: Government Action Plan for Gender Equality 2020–2023*. Consulté sur [https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/bitstream/handle/10024/162844/STM\\_2021\\_10\\_J.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/bitstream/handle/10024/162844/STM_2021_10_J.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

<sup>314</sup> UNFPA. (2022). *Top General Donors 2022: Finland*. Voir : <https://www.unfpa.org/donor/finland-0>

à accroître son APD à 0,7 % du revenu national brut, la Finlande se concentre sur les droits des femmes et des filles, principalement en Afghanistan, Irak, Myanmar, Somalie, et Syrie, à travers son soutien croissant au FNUAP, à ONU Femmes et à UNICEF<sup>315</sup>. Cette approche globale renforce le caractère inclusif de la politique étrangère finlandaise, soulignant l'importance accordée à la protection des droits humains et à l'avancement de l'égalité des genres.

Depuis 2021, la Finlande maintient son engagement financier envers les DSSR avec une continuité des investissements. Les DSSR ont été érigés en priorité pour le financement des ONG internationales en 2022, confirmant son rôle essentiel dans la coopération finlandaise au développement<sup>316</sup>. Des initiatives spécifiques comprennent le soutien à des organisations telles que la Fédération internationale pour la planification familiale, l'Ipas, et *MSI Reproductive Choices* sur la période 2021-2024.

La Finlande participe activement à la Coalition d'action sur la technologie et l'innovation pour l'égalité entre les femmes et les hommes, collaborant activement avec des pays tels que l'Arménie, le Chili, le Rwanda et la Tunisie<sup>317</sup>. Elle s'engage à atteindre des objectifs ambitieux, notamment la réduction de moitié de l'écart numérique entre les genres, l'augmentation des investissements dans les technologies féministes, le doublement du nombre de femmes dans les domaines technologiques et la lutte contre la violence en ligne basée sur le genre<sup>318</sup>. La Finlande accorde une priorité particulière à cette dernière, comme en témoigne l'organisation d'un événement de haut niveau sur l'importance des données pour l'égalité. À travers ces initiatives, elle contribue significativement aux efforts internationaux visant à favoriser la participation des femmes dans le domaine technologique, à combler les écarts entre les genres, et à plaider en faveur d'une approche basée sur les droits humains dans le développement des technologies.

La Finlande se distingue par son implication active dans la promotion de l'Agenda FPS, avec la publication de son quatrième plan national d'action pour l'Agenda FPS portant les objectifs d'intégration renforcée du leadership féminin, de la participation significative des femmes, de la diversité, et de la perspective de genre améliore la prévention des conflits, la durabilité de la paix, la sécurité des femmes, et la mise en œuvre de l'Agenda FPS<sup>319</sup>. L'initiative « Engagement 2025 », en

---

<sup>315</sup> Countdown 2030. (2022). *Country Profiles: Sexual and Reproductive Health and Rights (SRHR) - Finland*. Consulté sur <https://www.countdown2030europe.org/finland/>

<sup>316</sup> Countdown 2030 Europe. (2023). Finland. Consulté sur <https://www.countdown2030europe.org/finland/>

<sup>317</sup> Ministry for Foreign Affairs of Finland. (2023). *Generation Equality*. Consulté sur <https://um.fi/generation-equality-en>

<sup>318</sup> Ministry for Foreign Affairs. (2023, March 20). Finland convened first in-person meeting of Action Coalition on Technology and Innovation for Gender Equality. Consulté sur <https://valtioneuvosto.fi/en/-/finland-convened-first-in-person-meeting-of-action-coalition-on-technology-and-innovation-for-gender-equality>

<sup>319</sup> Ministry for Foreign Affairs. (2023, March 13). Finland issues its fourth National Action Plan on Women, Peace and Security. Consulté sur

collaboration avec l'Espagne, illustre son engagement concret dans ce domaine<sup>320</sup>. Cet engagement vise à accroître de manière significative la participation des femmes dans les processus de paix d'ici 2025, en mettant en œuvre des actions concrètes, notamment la nomination de femmes à des postes clés, la promotion de processus de négociation inclusifs, et le soutien continu aux organisations féminines.

En matière de représentation des femmes en politique, la Finlande réalise des progrès notables à l'échelle nationale avec une part de ministres femmes atteignant 55% en 2023 et une représentation féminine de 46 % au Parlement<sup>321</sup>. Dans le service diplomatique finlandais, environ 50 % des postes de direction sont occupés par des femmes depuis 2018, et plus de 50 % des 560 diplomates sont des femmes, depuis 2016<sup>322</sup>. La Finlande s'est dotée d'une loi introduisant des quotas en 1995. Cette loi sur l'égalité des genres indique que « le pourcentage minimum de femmes et d'hommes dans les comités d'État, les conseils publics et autres organes similaires, ainsi que dans les organes municipaux, à l'exception des conseils municipaux, doit être de 40 %, sauf en cas de raisons spéciales contraires<sup>323</sup> ». Cette représentation en politique souligne l'engagement continu de la Finlande en faveur de l'égalité des genres dans tous les aspects de sa politique étrangère.

---

<https://valtioneuvosto.fi/en/-/finland-issues-its-fourth-national-action-plan-on-women-peace-and-security#:~:text=The%20five%20main%20objectives%20of%20Finland's%20fourth%20NAP%20are%3A&text=Women%20and%20girls%20have%20more.in%20national%20and%20international%20action.>

<sup>320</sup> Ministry for Foreign Affairs, Finland & Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación, Spain. (2019). Commitment 2025 on Women's Inclusion in Peace Processes. Consulté sur <https://finlandabroad.fi/documents/384951/0/240919+Commitment+2025+ES-FIN+%282%29.pdf/3035c462-c67c-11a7-b936-88144165a688?t=1569834339954>

<sup>321</sup> EIGE. (2023). *Gender Statistics Database, WMID, 2nd Quarter*. <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2023/domain/power/FI>

<sup>322</sup> IGEP. (2023). Finland Gender Equality. Consulté sur <https://igep.fi/en/finland-gender-equality>

<sup>323</sup> Laki naisten ja miesten välisestä tasa-arvosta [Loi sur l'égalité des genres entre hommes et femmes]. 206/1995. Helsinki: Säädoskokoelma. <https://finlex.fi/fi/laki/alkup/1995/19950206>

## **Les forces**

La politique étrangère aux valeurs féministes de la Finlande se distingue par sa nature holistique et transversale, témoignant d'un engagement concret envers l'égalité des genres à travers plusieurs initiatives clés. La formation d'une coalition gouvernementale exclusivement féminine, les contributions importantes aux questions de genre, et l'intégration de l'égalité des genres comme l'un des quatre principaux objectifs de la stratégie de développement finlandaise illustrent la volonté de créer un changement significatif dans tous les aspects de la politique. En outre, la Finlande soutient activement l'émancipation technologique des femmes, un aspect souvent négligé par d'autres pays mettant en œuvre une politique étrangère féministe.

Cette approche holistique se manifeste également dans l'adoption d'un plan d'action gouvernemental pour l'égalité des genres 2020-2023, comprenant des mesures tant au niveau national qu'international. En fournissant un cadre législatif à ces initiatives, la Finlande vise à instaurer un changement systémique et complet. De plus, en engageant tous les ministères susceptibles d'exercer une influence sur les questions de genre, elle met en avant la nature transversale de sa politique féministe.

En plaçant sa politique étrangère sous le prisme des droits humains, la Finlande intègre une approche intersectionnelle directement dans son plan d'action pour l'égalité des genres. En reconnaissant la nécessité de prendre en compte les diverses formes de discrimination et d'inégalités, notamment liées à la race, au genre et à l'orientation sexuelle, elle renforce son engagement envers une politique inclusive et équitable.

## **Les limites**

La Finlande fait face à plusieurs défis dans sa politique étrangère axée sur l'égalité des genres. Tout d'abord, l'absence du rapport « Engagement 2025 » prévu pour 2022 soulève des inquiétudes quant à la transparence et à la responsabilité de la politique féministe du pays. De plus, le recentrage des priorités vers des questions sécuritaires depuis 2022, accentué par des tensions géopolitiques, pourrait compromettre l'approche féministe antérieure. À la suite de l'élection de 2022 et à la victoire du parti conservateur, la politique étrangère axée sur l'égalité des genres en Finlande a été reléguée au second plan. Depuis 2023, aucune action significative n'a été entreprise, et le programme du nouveau gouvernement accorde peu d'attention aux questions d'égalité des genres sur la scène internationale.

Par ailleurs, l'analyse révèle des lacunes dans l'intégration de l'intersectionnalité, notamment en ce qui concerne des aspects cruciaux tel que l'inclusion des personnes en situation de handicap. En outre, la Finlande semble manquer d'une stratégie claire pour guider ses efforts internationaux en matière d'égalité des genres, en particulier dans le contexte de l'Agenda FPS. Cette carence est due à des lacunes stratégiques et à une négligence perceptible dans les domaines des DSSR et des VBG en contexte de conflits. Ces limites, allant du manque de clarté stratégique à la négligence de certaines dimensions intersectionnelles, soulignent la nécessité d'adresser ces questions pour renforcer l'efficacité et la durabilité de la politique étrangère aux valeurs féministes finlandaise.

## **Recommandations**

1. **Adopter formellement le terme de politique étrangère féministe.** La Finlande doit signifier clairement son engagement envers les principes féministes en employant une sémantique claire. Cette adoption renforcera son rôle de défenseur mondial de l'égalité des genres, renforçant son impact sur la scène régionale et internationale.
2. **Améliorer la transparence sur leur politique d'égalité des genres.** La Finlande devrait honorer son engagement envers la transparence en publiant dès que possible le rapport « Engagement 2025 », promis en 2019. Cela contribuera à renforcer la confiance du public et des partenaires internationaux dans l'engagement du pays envers l'égalité des genres et garantira une évaluation objective de ses progrès.
3. **Réintégrer les priorités féministes dans les questions sécuritaires.** Face aux défis sécuritaires croissants, la Finlande devrait veiller à maintenir un équilibre entre les préoccupations sécuritaires et les objectifs féministes. Il est crucial de réaffirmer l'importance de l'approche féministe dans la politique étrangère, en intégrant des mesures spécifiques pour prévenir toute détérioration des avancées en matière d'égalité des genres.
4. **Allouer des ressources essentielles pour restaurer et renforcer l'approche féministe de la politique étrangère finlandaise.** Allouer des ressources financières substantielles est essentiel pour garantir la transparence et la responsabilité de la politique étrangère finlandaise axée sur l'égalité des genres. Cela permettra de rétablir l'approche féministe face aux nouvelles priorités sécuritaires, de raviver l'engagement envers l'égalité des genres sur la scène internationale, et d'assurer des fonds spécifiques pour l'intégration de

l'intersectionnalité, en mettant particulièrement l'accent sur l'inclusion des personnes en situation de handicap.

5. **Renforcer l'intégration de l'intersectionnalité.** La Finlande devrait améliorer la prise en compte de l'intersectionnalité dans sa politique étrangère, en mettant l'accent sur l'inclusion des personnes handicapées. Cette approche plus inclusive permettra de mieux répondre aux besoins diversifiés des femmes et des filles dans différentes situations.
6. **Élaborer une stratégie détaillée et exhaustive pour l'Agenda FPS.** La Finlande pourrait tirer profit de la création d'une stratégie claire orientant ses actions diplomatiques dans le cadre de l'Agenda FPS, avec une prise en compte plus intégrale des aspects liés aux DSSR ainsi qu'à la lutte contre les VBG. Cette initiative garantirait une cohérence dans les efforts internationaux du pays, augmentant ainsi l'impact de ses contributions à l'échelle mondiale.
7. **Développer une stratégie claire pour les efforts internationaux.** La Finlande pourrait bénéficier de l'élaboration d'une stratégie claire guidant ses efforts internationaux en matière d'égalité des genres, en particulier dans le contexte de l'Agenda FPS. Cela aiderait à orienter de manière cohérente les actions diplomatiques du pays et à maximiser l'impact de ses contributions à l'échelle internationale.

Le cadre institutionnel de la Finlande en matière de genre :

Le cadre institutionnel de l'égalité des genres en Finlande repose sur deux organes principaux : l'Unité de l'égalité des genres et le Centre d'information sur l'égalité des genres. Établie en 2001, l'Unité de l'égalité des genres opère au sein du ministère des Affaires sociales et de la Santé, jouant un rôle crucial dans l'élaboration de politiques fondées sur des preuves dans une perspective d'égalité des genres. Composée de 14 membres du personnel, l'unité fournit une expertise sur les questions d'égalité des genres et les processus décisionnels, participant à divers groupes de travail et à l'élaboration de propositions de loi.

L'Unité de l'égalité des genres coordonne les activités gouvernementales liées à la politique d'égalité des genres, jouant le rôle de conseiller spécialisé pour les projets gouvernementaux et les efforts de développement. Elle est régulièrement consultée par les départements ou ministères sur 25 à 50 % des nouvelles politiques, lois ou programmes en dehors du domaine de l'égalité des

genres<sup>324</sup>. De plus, l'unité contribue aux consultations internes, rédige des plans d'action pour la promotion de l'égalité des genres et agit en tant que mécanisme interne pour les consultations en matière d'égalité des genres, conduisant à des ajustements dans les politiques. L'objectif est que les perspectives liées au genre soient évaluées par l'organisation concernée, réduisant ainsi le rôle de l'unité au fil du temps.

#### Collectifs féministes :

La société civile en Finlande est composée de divers groupes engagés activement dans la promotion de l'égalité des genres. Des instances temporaires, comités et groupes de travail participent au développement de propositions politiques, à la surveillance des efforts d'égalité des genres, et aux consultations pour les réformes, y compris des amendements législatifs et des plans d'action nationaux. NYTKIS, la Coalition des Associations de Femmes Finlandaises, joue un rôle central en regroupant des associations de femmes impliquées au Parlement et en participant activement aux processus politiques.

L'Association Féministe Union, créée en 1892, se distingue par son engagement antiraciste et féministe, mettant l'accent sur les intersections du féminisme et des différentes formes d'oppression. Ces groupes contribuent significativement aux initiatives gouvernementales, participant à des réunions, conférences et séminaires, façonnant ainsi les politiques d'égalité des genres en Finlande.

#### Points à retenir :

1. L'égalité des genres est l'un des quatre objectifs principaux de la stratégie de développement international de la Finlande, imposant des normes élevées en exigeant que 85 % des nouveaux projets de coopération intègrent des objectifs de promotion de l'égalité des genres.
2. La Finlande se distingue par son engagement dans le Forum Génération Égalité, et de manière plus spécifique avec la Coalition d'action sur la technologie et l'innovation pour l'égalité entre les femmes et les hommes, illustrant une préoccupation pour l'émancipation économique et technologique des femmes, avec des objectifs ambitieux pour réduire l'écart numérique entre les genres.
3. La Finlande joue un rôle actif dans la promotion de l'Agenda FPS, avec un plan d'action national spécifique renforçant la participation féminine dans les processus de paix d'ici 2025, soulignant son engagement concret en matière de sécurité des femmes.
4. La Finlande enregistre des progrès notables en matière de représentation des femmes en politique, avec 55 % de femmes ministres en 2023 et une représentation féminine de 46 % au Parlement, témoignant d'un engagement continu envers l'égalité des genres.
5. La Finlande consacre une part substantielle de son APD à l'égalité des genres, avec des contributions spécifiques liées à l'Agenda FPS, aux DSSR, à la gouvernance et à la société civile.

<sup>324</sup> European Institute for Gender Equality. (2023). Gender mainstreaming in Finland. <https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming/countries/finland#toc-references>; The Gender Equality Unit (n.d.) <https://stm.fi/en/department-for-work-and-gender-equality-tto->

6. La Finlande maintient un engagement financier constant envers les DSSR depuis 2021. Les contributions finlandaises aux organisations internationales telles que le FNUAP, ONU Femmes, UNICEF sont importantes.
7. L'absence du rapport « Engagement 2025 » en 2022 soulève des inquiétudes quant à la transparence et à la responsabilité de la politique étrangère aux valeurs féministes finlandaise.
8. Depuis l'élection de 2022, la politique étrangère axée sur l'égalité des genres en Finlande a été reléguée au second plan, avec peu d'actions significatives et une attention limitée dans le programme du nouveau gouvernement depuis 2023.

## France

### Adoption et contexte

Le 08 mars 2019, le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian et Marlène Schiappa, Secrétaire d'État à l'égalité femmes-hommes, déclarent conjointement que « La France est depuis un an à l'initiative d'une dynamique nouvelle : une véritable diplomatie féministe. Une diplomatie féministe qui n'oublie aucun sujet. Une diplomatie pour la lutte contre les violences sexuelles et sexistes. Une diplomatie pour l'éducation des filles et des femmes, des garçons et des hommes, partout dans le monde. Une diplomatie pour l'émancipation économique des femmes à travers le monde, et particulièrement en Afrique. Une diplomatie concrète qui ne se contente pas de discours, elle agit et produit des effets pour soutenir les femmes, toutes les femmes.<sup>325</sup> »

Avec cette déclaration, la France est officiellement devenue le quatrième pays au monde à avoir adopté une diplomatie féministe après la Suède, le Canada et le Luxembourg. En outre, le président Emmanuel Macron, qui a employé le terme de féministe pour se décrire, a fait de l'égalité entre les femmes et les hommes la grande cause de ses deux quinquennats et en a confié la mise en œuvre au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). Le pays est également le quatrième plus grand bailleur du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE<sup>326</sup>.

En 2017, les deux députées Mireille Clapot et Laurence Dumont ont corédigé un rapport d'information sur la place des droits des femmes dans la diplomatie française<sup>327</sup>. Elles ont alors décliné 100 propositions pour la mise en place d'une diplomatie féministe après un travail de plusieurs mois de rencontres et auditions avec les organisations de la société civile, notamment. Ce rapport a servi à nourrir la stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2018-2022, que le pays a déclinés avant de déclarer officiellement se doter d'une diplomatie

---

<sup>325</sup> France diplomatie. (08 mars 2019). « *Pour une diplomatie féministe* » - Tribune conjointe de Jean-Yves Le Drian et Marlène Schiappa (8 mars 2019)

[https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/actualites-et-evenements-sur-le-theme-des-droits-de-l-homme/actualites-2019-sur-le-theme-des-droits-de-l-homme/article/pour-une-diplomatie-feministe-tribune-conjointe-de-jean-yves-le-drian-et#:~:text=de%20la%20police-.%C2%AB%20Pour%20une%20diplomatie%20f%C3%A9ministe%20%C2%BB%20%2D%20Tribune%20conjointe%20de%20Jean%20D.Marl%C3%A8ne%20Schiappa%20\(8%20mars%202019\)&text=La%20France%20entend%20soutenir%20l. et%20l'%C3%A9ducation%20des%20filles.](https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/actualites-et-evenements-sur-le-theme-des-droits-de-l-homme/actualites-2019-sur-le-theme-des-droits-de-l-homme/article/pour-une-diplomatie-feministe-tribune-conjointe-de-jean-yves-le-drian-et#:~:text=de%20la%20police-.%C2%AB%20Pour%20une%20diplomatie%20f%C3%A9ministe%20%C2%BB%20%2D%20Tribune%20conjointe%20de%20Jean%20D.Marl%C3%A8ne%20Schiappa%20(8%20mars%202019)&text=La%20France%20entend%20soutenir%20l. et%20l'%C3%A9ducation%20des%20filles.)

<sup>326</sup> France Diplomatie. (2023). *Les chiffres de l'aide française*.

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/les-chiffres-de-l-aide-francaise/>

<sup>327</sup> Assemblée Nationale. (n. d.) *Rapport d'information n°844*.

[https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion\\_afetr/115b0844\\_rapport-information#\\_Toc256000005](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_afetr/115b0844_rapport-information#_Toc256000005)

féministe. Ce premier cadre de référence a permis à la France de mettre en place un pilotage institutionnel au niveau du MEAE et de poser les bases d'une approche transversale. Cette stratégie se base sur une approche intégrée de l'égalité des genres, ce qui entend intégrer ce principe dans tous les champs d'intervention, les instruments de l'action extérieure de la France et les objectifs politiques du pays.

La diplomatie féministe de la France n'est actuellement pas définie de façon claire et précise. Dans son rapport sur « la politique étrangère féministe pour atteindre les objectifs de développement durable », l'Institut du Genre en Géopolitique a mis en avant cette absence de définition. La conceptualisation du principe de diplomatie féministe est nécessaire afin de légitimer la politique étrangère du pays<sup>328</sup>.

En 2021, la France a organisé le premier Forum Génération Égalité aux côtés du Mexique, 25 ans après la toute première conférence mondiale de l'ONU sur les femmes à Pékin en 1995. Cet événement a marqué l'histoire en rassemblant des acteurs institutionnels, des acteurs de la société civile, de la jeunesse et du secteur privé afin de prendre un ensemble d'engagements pour le développement durable et l'égalité entre les femmes et les hommes<sup>329</sup>.

### **Les axes et spécificités**

La stratégie internationale de la France se base sur les priorités sectorielles du développement durable en cohérence avec l'Agenda 2030, avec les priorités de l'Union européenne et son Gender Action Plan, et les différentes stratégies des ministères français sur l'éducation, la formation professionnelle et l'insertion, les droits et de la santé sexuels et reproductifs, etc.

La diplomatie féministe se traduit dans ses engagements financiers de l'aide publique au développement et la mobilisation de tous les opérateurs du pays pour l'égalité femmes-hommes. Ainsi, lors du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) de 2018, la France s'est fixée pour objectif d'avoir 100% des projets de l'AFD évalués selon le marqueur genre de l'OCDE et 50% des volumes annuels d'engagement de l'AFD avec un objectif genre principal ou significatif<sup>330</sup>. Ces deux objectifs ont néanmoins disparu lorsqu'en juillet 2023 le

---

<sup>328</sup> Stella Reminy-Elizor, Julia Ricci, Héloïse Versavel sous la direction de Déborah Rouach et Alice Apostoly, Institut du Genre en Géopolitique. (23 février 2023). *La politique étrangère féministe pour atteindre les objectifs de développement durable*. <https://igg-geo.org/?p=11383>

<sup>329</sup> Forum Génération Égalité (n. d.). <https://forum.generationequality.org/fr>

<sup>330</sup> Ministère de l'Économie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique. (n. d.). Document de politique transversale - projet de loi de finances pour 2022. Politique française en faveur du développement. [https://www.budget.gouv.fr/rechercher?query=DPT+2022+politique+developpement&field\\_tags\\_target\\_id=&so](https://www.budget.gouv.fr/rechercher?query=DPT+2022+politique+developpement&field_tags_target_id=&so)

Comité interministériel de la coopération internationale et du développement s'est rassemblé pour adopter les nouvelles orientations de l'aide publique au développement et de la politique de coopération internationale de la France<sup>331</sup>. De plus, le pays s'est engagé dans la loi de programmation budgétaire du 4 août 2021 relative au développement et à la lutte contre les inégalités mondiales, afin que d'ici 2025, 75% des projets qu'elle finance intègrent une dimension genre comme objectif principal ou significatif et 20% comme objectif principal<sup>332</sup>. La même année, le pays s'était engagé à consacrer 0,7% du PIB à l'APD d'ici 2025. Néanmoins, en juin 2023, lors du CICID, le gouvernement a repoussé cette atteinte à 2030<sup>333</sup>.

La France est consciente du recul alarmant des droits des femmes dans le monde et entend continuer à les défendre dans les instances internationales et à développer son aide publique au développement, notamment envers les organisations féministes dans le monde. En septembre 2023, le pays a par ailleurs doublé son financement pour le Fonds de Soutien aux Organisations Féministes (FSOF) passant à 250 millions d'euros sur 5 ans, avec une priorité de 65% aux initiatives en Afrique<sup>334</sup>. Depuis la création de ce fonds en 2019, la France a mobilisé 134 millions d'euros au profit de 1 000 associations dans 75 pays du monde sur 7 thématiques principales : les DSSR, la lutte contre les discriminations et les violences sexuelles et sexistes, l'autonomisation des femmes et leur participation à la vie économique, le leadership social et politiques des femmes, l'accès des filles à l'éducation, l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité et le sujet genre et climat<sup>335</sup>. Avec ce fonds, la France est devenue le premier financeur d'organisations féministes dans le monde.

Dans sa diplomatie féministe, la France a priorisé le sujet des droits et de la santé sexuels et reproductifs. Le pays est convaincu que l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes passent

---

[rt\\_bef\\_combine=search\\_api\\_relevance\\_DESC&f%5B0%5D=type%3Adocuments&f%5B0%5D=type%3Adocuments](#)

<sup>331</sup> France diplomatie. (1er août 2023). *Adoption des orientations de la politique de coopération internationale et de l'aide publique au développement*.

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/evenements-et-actualites-sur-le-theme-du-developpement/evenements-et-actualites-sur-le-theme-du-developpement-2023/article/adoption-des-orientations-de-la-politique-de-cooperation-internationale-et-de-l>

<sup>332</sup> France diplomatie (2022). *Diplomatie féministe*.

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/>

<sup>333</sup> Focus 2030. (21 février 2024). *La France revient sur ses engagements en matière d'aide publique au développement*.

<https://focus2030.org/La-France-revient-sur-ses-engagements-en-matiere-d-aide-publique-au-developpement>

<sup>334</sup> Focus 2030. (02 août 2023). *CICID 2023 : une nouvelle stratégie de coopération internationale au développement*.

<https://focus2030.org/CICID-2023-une-nouvelle-strategie-de-cooperation-internationale-au-developpement>

<sup>335</sup> France diplomatie. (2023). *Le Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF) : un outil emblématique de la diplomatie féministe menée par la France*.

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/le-fonds-de-soutien-aux-organisations-feministes-fsof-un-outil-emblematisque-de/>

avant tout par la garantie des DSSR. La France a défini une nouvelle stratégie internationale pour la période 2023-2027<sup>336</sup> qui englobe six priorités thématiques, à savoir :

1. L'accès au service et produits de santé sexuelle et reproductive de qualité
2. L'accompagnement au changement social et comportemental : soutenir l'éducation complète à la sexualité et transformer les masculinités
3. L'accès à l'avortement sécurisé en promouvant un écosystème favorable
4. La lutte contre les pratiques néfastes et violences sexuelles basées sur le genre
5. L'égalité et l'accès aux droits pour les personnes LGBT+
6. La défense des droits et santés sexuels et reproductifs en situation de crise

La prévention et le combat contre les violences faites aux femmes sont également une priorité. La Convention d'Istanbul, développée par le Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et de la violence domestique, est l'outil juridique le plus impactant. La France plaide pour que tous les États membres de l'UE adoptent cette convention<sup>337</sup>. De plus, le pays abonde le Fonds de soutien pour les survivantes et violences sexuelles liées aux conflits qui permet aux femmes survivantes de recevoir une indemnisation et des réparations et les aides à se réinsérer socialement<sup>338</sup>.

La France a d'ailleurs contribué à la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations unies portant sur l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité. Elle a adopté son troisième plan national pour 2021-2025 avec 4 engagements phares : la prévention par la sensibilisation aux enjeux liés à la lutte contre les violences de genre, aux droits des femmes et à l'égalité femmes-hommes ; la protection des femmes et des filles et la lutte contre l'impunité ; la participation des femmes aux décisions relatives à la paix et la sécurité ; la promotion de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité et du Plan national d'action<sup>339</sup>.

Dans la même optique, la France mobilise des financements pour la mise en place de projets par les agences des Nations unies, ONU Femmes et le FNUAP ou encore pour l'Organisation internationale de la francophonie sur du soutien à la société civile.

Au sein de la Commission de la condition de la femme, la France prône et défend une unité européenne dans les négociations. Cette commission a été créée en 1946 et son fonctionnement est

---

<sup>336</sup> France diplomatie. (2023). *La stratégie internationale de la France en matière de droits et santé sexuels et reproductifs*. [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/a4\\_strategie-dssr-2023\\_v9\\_bd\\_cle86ff1f.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/a4_strategie-dssr-2023_v9_bd_cle86ff1f.pdf)

<sup>337</sup> Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (n. d.) *Qu'est-ce que la diplomatie féministe ?* [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/a5\\_diplomatie\\_feministe\\_2023\\_v4\\_cle0df329.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/a5_diplomatie_feministe_2023_v4_cle0df329.pdf)

<sup>338</sup> Global survivor fund. (n. d.) <https://www.globalsurvivorsfund.org/>

<sup>339</sup> Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2021). 3e Plan national d'Action de la France 2021-2025. [https://1325naps.peacewomen.org/wp-content/uploads/2021/12/202107\\_pna\\_no\\_3-hd\\_cle8c97fb.pdf](https://1325naps.peacewomen.org/wp-content/uploads/2021/12/202107_pna_no_3-hd_cle8c97fb.pdf)

assuré par ONU Femmes. Elle a notamment pour objectif de suivre et évaluer les progrès réalisés depuis l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin (1995) et de s'assurer de l'intégration du genre dans toutes les actions des Nations unies. Cette commission se réunit chaque année au mois de mars et se conclut par un texte agréé et négocié par l'ensemble des États membres.

La France s'engage également chaque année dans les négociations des COP pour l'intégration du genre dans les enjeux climatiques. Lors de l'organisation de la COP21 en France, le pays a largement contribué à ce que soit intégré le genre dans les négociations. Malgré les tentatives de négociations et d'événements organisés mêlant genre et climat, la société civile présente à cette COP21 n'a pas été totalement satisfaite des discussions menées lors de cette conférence et a déclaré qu'il est nécessaire de « changer le système plutôt que le climat<sup>340</sup> ». Cependant, la France a continué à suivre les engagements de cette COP sur le genre et le climat et notamment lors du One Planet Summit organisé à Paris en 2017 où une plateforme Genre et développement s'est réunie avec 90 organisations de 35 pays qui ont diffusé un document de plaidoyer intitulé « Pour des financements climat intégrant pleinement le genre »<sup>341</sup>.

L'éducation des jeunes filles est également une priorité de la France. Cet enjeu consiste à permettre à cette population vulnérable de rester à l'école, d'éviter les mariages et grossesses précoces, leur permettre d'avoir accès à des formations et emplois au même titre que les hommes. La France a octroyé en 2021 suite au FGE, 333 millions d'euros pour le partenariat mondial pour l'éducation, dont 50% fléchés vers l'éducation des filles<sup>342</sup>. Cet enjeu est par ailleurs rappelé dans une des priorités de la stratégie internationale de la France en matière de droits et santé sexuels et reproductifs 2023-2027 avec « l'accompagnement au changement social et comportemental : soutenir l'éducation complète à la sexualité, et transformer les masculinités<sup>343</sup> ».

La stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2018-2022 contient un volet interne et externe. Dans l'optique d'être exemplaire en faveur de l'égalité femmes-hommes, la France promeut l'égalité professionnelle au sein du MEAE. Le Ministère soutient

---

<sup>340</sup> Valo, M. (08 décembre 2015). COP 21 : *La voix des femmes s'élève contre le changement climatique*. Le Monde. [https://lemonde.fr/cop21/article/2015/12/08/cop21-le-climat-du-point-de-vue-des-femmes\\_4827212\\_4527432.html](https://lemonde.fr/cop21/article/2015/12/08/cop21-le-climat-du-point-de-vue-des-femmes_4827212_4527432.html)

<sup>341</sup> Plateforme genre et développement. (23 janvier 2016). *La plateforme genre et développement à la COP 21*. <https://www.genre-developpement.org/2016/01/23/cop21/>

<sup>342</sup> Global Partnership. (30 juin 2021). *Le partenariat mondial pour l'éducation salu la contribution française de 333 millions d'euros annoncée par le Président Emmanuel Macron à l'occasion du Forum Génération Égalité*. <https://www.globalpartnership.org/fr/news/le-partenariat-mondial-pour-leducation-salue-la-contribution-francais-e-de-333-millions-deuros>

<sup>343</sup> France diplomatie. (2023). *La stratégie internationale de la France en matière de droits et santé sexuels et reproductifs*. [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/a4\\_strategie-dssr-2023\\_v9\\_bd\\_cle86ff1f.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/a4_strategie-dssr-2023_v9_bd_cle86ff1f.pdf)

l'égal accès des femmes et des hommes aux emplois, à la formation, la mobilité et à l'égalité salariale. De plus, le MEAE a mis en place une politique de « tolérance zéro » afin de lutter contre les discriminations, les agissements sexistes, le harcèlement et les violences sexuelles au sein de ses services et postes diplomatiques<sup>344</sup>. Le Ministère a reçu à nouveau en 2023, les labels AFNOR « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » et « Diversité »<sup>345</sup>. La mise en place de cette politique d'égalité professionnelle en interne passe par la nomination de correspondant·es égalité dans les postes diplomatiques et dans les directions du MEAE. En France, la loi Sauvadet du 12 mars 2012 impose un taux minimum de 40% de personne de chaque sexe dans les emplois de l'encadrement supérieur dans les trois fonctions publiques françaises, fonction publique d'État, territoriale et hospitalière<sup>346</sup>. Ce volet interne entend promouvoir la culture de l'égalité professionnelle au sein des institutions françaises, notamment dans un cadre interministériel, qui va se développer dans une nouvelle stratégie 2023-2025<sup>347</sup>.

## Les forces

En se positionnant en tant que l'un des leaders de cette politique, la France entend garder un rôle important dans les instances de négociations internationales dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes. En ayant été notamment organisatrice du Forum Génération Égalité aux côtés du Mexique, la France a renforcé ce rôle de précurseur dans la déclinaison d'une politique étrangère féministe. En lançant cette stratégie en 2018 et en axant sur des sujets de développement, la diplomatie féministe de la France s'est différenciée de celle de ses homologues, comme la Suède plus axés sur le social ou l'Allemagne qui contribue financièrement plus massivement aux dotations pour les agences des Nations unies, par exemple. Cette différence se traduit par un fort appui aux organisations de la société civile faisant de la France le premier financeur dans ce domaine. Cette place conforte le pays dans un rôle de précurseur capable d'influencer d'autres États à embrayer le pas du développement d'une politique étrangère féministe et notamment aussi grâce à son influence diplomatique dans les instances internationales.

---

<sup>344</sup> Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2023). *L'égalité Femmes-Hommes au Ministère*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/l-egalite-femmes-hommes-au-ministere/>

<sup>345</sup> Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2023). *La diversité au Ministère*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/la-diversite-au-ministere/>

<sup>346</sup> Légifrance. (2012). *LOI n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique*. <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000025489865/>

<sup>347</sup> Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations. (24 novembre 2023). *Toutes et tous égaux - Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027*. <https://www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr/toutes-et-tous-egaux-plan-interministeriel-pour-legalite-entre-les-femmes-et-les-hommes-2023-2027>

Le pays a développé sa stratégie en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes dans de nombreux secteurs de développement : l'éducation, l'entrepreneuriat, les DSSR, la lutte contre les violences basées sur le genre, le climat. Cette démarche fait de la France, un exemple dans cette démarche.

La France continue chaque année à augmenter ses budgets alloués à l'égalité entre les femmes et les hommes, permettant d'être encore plus performante dans sa politique d'aide au développement. Chaque année depuis le lancement de sa stratégie en 2018, le pays augmente les fonds alloués au soutien aux organisations féministes, aux dotations aux agences des Nations unies et étend cette politique à plusieurs secteurs clés de l'APD.

### **Les limites**

Le concept de diplomatie féministe de la France doit encore être officiellement défini. L'absence de définition officielle et de document stratégique dédié avec des indicateurs précis affecte la légitimité de la France. De plus, cela altère l'évaluation de cette politique qui, de fait, est moins précise et impactante.

Le portage politique de cette diplomatie féministe reste pour le moment encore trop faible. Le pays doit défendre la politique étrangère féministe dans toutes les instances internationales et notamment au sein de l'Union européenne où le « backlash » est de plus en plus inquiétant. Les droits des femmes et des personnes LGBTI+ régressent dans de nombreux pays, y compris en Europe. La France doit donc affirmer plus fermement ses positions dans les instances multilatérales<sup>348</sup>. De plus, un meilleur portage politique renforcerait la visibilité et l'influence du pays sur la scène internationale et lui permettrait d'avoir une position de pays leader dans la lutte pour l'égalité des genres.

L'absence d'un budget dédié et sensible au genre rend la lecture des fonds alloués à cette politique moins transparente. Il est actuellement compliqué de distinguer les fonds de l'APD dédiés uniquement à l'égalité femmes-hommes. De plus, en février 2024, le Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, Bruno Lemaire, a annoncé une baisse de 742 millions d'euros sur le budget de l'aide publique au développement de la France. Il envisage deux scénarios pour la coupe budgétaire de ce programme : mettre fin aux dons bilatéraux alloués aux pays du Sahel, notamment le Burkina Faso, le Niger et le Mali ; ou de réduire le budget destiné aux mécanismes

---

<sup>348</sup> Equipop. (13 février 2023). Droits des femmes : combattre le « backlash ». <https://equipop.org/droits-des-femmes-combattre-le-backlash-recommandations-pour-la-politique-etrangere-de-la-france/>

humanitaires de l'ONU pour la santé, l'éducation ou la sécurité alimentaire ou les fonds d'urgence dans les pays touchés par une crise climatique ou un conflit interne comme le Soudan, par exemple<sup>349</sup>.

La France doit développer l'approche transversale de sa diplomatie féministe en intégrant des secteurs pour le moment absent de sa stratégie comme l'environnement, le commerce, le numérique, les migrations et le désarmement. L'approche intersectionnelle permettrait en outre plus d'efficacité et rend plus légitime le pays dans les instances multilatérales<sup>350</sup>.

La France doit également faire des efforts dans l'approche intégrée de sa politique en responsabilisant tous les ministères sectoriels à s'intégrer dans cette démarche pour une efficacité optimale de la diplomatie féministe française. Des efforts sont encore à faire au niveau interne également en continuant à développer l'égalité professionnelle au sein du MEAE, mais également en promouvant cette culture de l'égalité dans les autres instances ministérielles.

Les liens avec le secteur privé et le secteur de la recherche sont encore trop faibles. Cette diplomatie féministe doit toucher tous les secteurs des politiques publiques françaises et notamment ces deux secteurs non intégrés pour le moment dans la stratégie française.

En 2023, le pays se classe en deuxième position dans la vente d'armes au niveau mondial, une première pour la France. Avec 27 milliards de chiffre d'affaires dans ce secteur, la France a battu son record. Si les Émirats arabes unis sont actuellement le premier client du pays<sup>351</sup>, l'Arabie saoudite<sup>352</sup> et l'Égypte<sup>353</sup> font aussi partie des principaux pays importateurs d'armes françaises. En contribuant à la vente d'armes dans des pays en guerre ou alliés de pays en guerre, le pays participe à l'accroissement des violences perpétrées contre les minorités. De plus, en 2023, le président Emmanuel Macron a annoncé que le budget militaire de la France passerait à 413 milliards d'euros pour la période 2024-2030. Ce montant est le plus important budget consacré à l'armée depuis les années 1960. Dès 2025, ce rehaussement du budget de l'armée devrait permettre d'atteindre 2% du PIB consacrés à la

---

<sup>349</sup> Poujade, O. (19 février 2024). *Le gouvernement a annoncé 800 millions d'euros d'économies sur les aides publiques au développement. Un coup de rabot sur la solidarité internationale de la France.* France info. [https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/coupes-budgetaires-l-aide-publique-au-developpement-de-la-france-reduite-de-800-millions-d-euros\\_6345298.html](https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/coupes-budgetaires-l-aide-publique-au-developpement-de-la-france-reduite-de-800-millions-d-euros_6345298.html)

<sup>350</sup> Stella Reminy-Elizor, Julia Ricci, Héroïse Versavel sous la direction de Déborah Rouach et Alice Apostoly (2023), *La politique étrangère féministe pour atteindre les objectifs de développement durable*, Institut du Genre en Géopolitique, <https://igg-geo.org/?p=11383>.

<sup>351</sup> Manisier, T. (26 juillet 2023). *Ventes d'armes : la France au plus haut grâce au rafale.* Libération. [https://www.liberation.fr/international/ventes-darmes-la-france-au-plus-haut-grace-au-rafale-20230726\\_IJXDCE3INNFWZLR7DGEZJO6HPE/](https://www.liberation.fr/international/ventes-darmes-la-france-au-plus-haut-grace-au-rafale-20230726_IJXDCE3INNFWZLR7DGEZJO6HPE/)

<sup>352</sup> Alonso, P. (2 juin 2021). *Rapport Ventes d'armes : l'Arabie Saoudite devient le premier client de la France.* Libération. [Ventes d'armes : l'Arabie Saoudite devient le premier client de la France – Libération \(liberation.fr\)](https://www.liberation.fr/international/ventes-darmes-l-arabie-saoudite-devient-le-premier-client-de-la-france-liberation-fr)

<sup>353</sup> Ouest-France. (27 septembre 2022). *Vente d'armes. Les exportations d'armement français en hausse, l'Égypte est le premier acheteur.* [Vente d'armes. Les exportations d'armement français en hausse, l'Égypte est le premier acheteur \(ouest-france.fr\)](https://www.ouest-france.fr/international/ventes-darmes-les-exportations-darmement-francais-en-hausse-l-egypte-est-le-premier-acheteur)

politique de défense<sup>354</sup>. Ce budget est justifié par les nombreux conflits qui ont émergé dans le monde, ainsi que les innovations technologiques coûteuses, notamment dans le domaine de la dissuasion nucléaire. Le budget militaire de la France englobe les commandes de matériels passées par les autres États qui ne cessent d'augmenter chaque année. Le Ministre des Armées a notamment décrit dans son édito du projet de loi de finance 2023 que « ces nouveaux crédits devront engager l'impératif de transformation du modèle de production de notre industrie de défense vers une "économie de guerre"<sup>355</sup> ».

En augmentant son budget militaire, la France envoie un message fort de réaffirmation de sa place de grande puissance militaire en contradiction avec sa volonté de s'affirmer dans le domaine de la diplomatie féministe. De plus, le projet de loi de finance présenté en 2023 pour la période 2023-2025 n'évoque en aucun cas une participation accrue aux actions de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité ou d'actions en faveur de l'appui aux femmes et jeunes filles dans les pays en guerre<sup>356</sup>. Cette contradiction rend la position de la France ambiguë et dessert les résultats escomptés de sa diplomatie féministe.

Enfin, la France dispose d'une stratégie en matière de lutte pour les droits des personnes LGBTI+<sup>357</sup>. Un ambassadeur est dédié à ces questions pour mettre en place cette priorité qui passe par le plaidoyer pour abroger toutes les dispositions dans le monde qui pénalisent et criminalisent l'homosexualité et la transidentité. En revanche, cette stratégie n'est pas en lien avec la diplomatie féministe de la France. La stratégie de l'ambassadeur sur les droits des personnes LGBTI+ se concentre essentiellement sur la décriminalisation de l'homosexualité, qui touche les hommes gays uniquement. Les deux stratégies seraient plus impactantes en étant plus complémentaires. À l'heure où les droits des femmes et des personnes LGBTI+ reculent de manière inquiétante dans le monde, il est d'autant plus important d'agir en complémentarité sur ces deux sujets. Le manque de lien entre la diplomatie féministe de la France et la stratégie du pays pour les droits des personnes LGBTI+ rend l'action de l'État moins impactante.

---

<sup>354</sup> Vincent, E. (04 avril 2023). *Budget des armées : 413 milliards d'effort inédit mais aussi des renoncements*. Le Monde. [https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/04/04/budget-des-armees-413-milliards-d-effort-inedit-mais-aussi-des-renoncements\\_6168175\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/04/04/budget-des-armees-413-milliards-d-effort-inedit-mais-aussi-des-renoncements_6168175_823448.html)

<sup>355</sup> Ministère des armées. (2023). *Projet de loi de finances des Armées 2023 - LPM année 5*. <https://www.defense.gouv.fr/ministere/loi-programmation-militaire-2019-2025/projet-loi-finances-armees-2023-lpm-annee-5>

<sup>356</sup> Ministère des armées. (2023). *Projet de loi de finances des Armées 2023 - LPM année 5*. <https://www.defense.gouv.fr/ministere/loi-programmation-militaire-2019-2025/projet-loi-finances-armees-2023-lpm-annee-5>

<sup>357</sup> France diplomatie. (n. d.). *L'action de la France en faveur des droits des personnes LGBT+*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/l-action-de-la-france-en-faveur-des-droits-des-personnes-lgbt/>

Les organisations de la société civile ont par ailleurs fait part de leurs recommandations pour la politique étrangère féministe de la France, notamment sur le combat contre le « backlash » qui concerne toutes les catégories de femmes y compris la communauté LGBTI+. Ces recommandations portent principalement sur la nécessité d'augmenter les financements aux organisations de la société civile afin de lutter contre ce recul des droits, de porter une attention particulière à la défense et la protection des activistes et organisations féministes et de soutenir au plus niveau la lutte pour les droits des femmes et la communauté LGBTI+, comme un sujet de diplomatie primordial<sup>358</sup>.

Enfin, dans notre rapport « La politique étrangère féministe pour atteindre les objectifs de développement durable », nous recommandons à la France « d'infléchir une mouvance en faveur de la création d'un consortium de pays et d'organisations engagés à défendre les droits des femmes et des personnes LGBTI+, à garantir leur autonomie et à lutter contre toute forme de violences à leur rencontre<sup>359</sup> ».

## Recommandations

- 1. Donner une définition claire et officielle de la diplomatie féministe afin de légitimer la position de la France dans ce domaine.** Il est notamment recommandé à la France de définir cette diplomatie féministe sur la base d'une « approche postcoloniale, évolutive, holistique et intersectionnelle » en incluant également les objectifs de développement durable dans les orientations de cette politique<sup>360</sup>.
- 2. Promouvoir la stratégie de la diplomatie féministe de la France au niveau déconcentré et décentralisé du pays.** À ce jour, seuls les Ministères de l'État central sont dotés de référent-es genre pour appliquer la politique d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Les institutions déconcentrées, c'est-à-dire, les préfetures et directions régionales et départementales des ministères présents en province, ainsi que toutes les collectivités territoriales décentralisées (conseils régionaux, départementaux, établissements publics de coopération intercommunale, mairies), doivent également appliquer cette politique. L'État central devrait impulser la diffusion de cette stratégie à tous les échelons de la décentralisation

---

<sup>358</sup> Equipop. (13 février 2023). Droits des femmes : combattre le « backlash ». <https://equipop.org/droits-des-femmes-combattre-le-backlash-recommandations-pour-la-politique-etrangere-de-l-a-france/>

<sup>359</sup> Stella Reminy-Elizor, Julia Ricci, Héloïse Versavel sous la direction de Déborah Rouach et Alice Apostoly, Institut du Genre en Géopolitique. (23 février 2023). *La politique étrangère féministe pour atteindre les objectifs de développement durable*. <https://igg-geo.org/?p=11383>

<sup>360</sup> Stella Reminy-Elizor, Julia Ricci, Héloïse Versavel sous la direction de Déborah Rouach et Alice Apostoly, Institut du Genre en Géopolitique. (23 février 2023). *La politique étrangère féministe pour atteindre les objectifs de développement durable*. <https://igg-geo.org/?p=11383>

et dans les services déconcentrés de l'État afin que les objectifs de cette diplomatie soient plus impactant dans l'ensemble des secteurs des politiques publiques.

3. **Mettre en place un budget dédié à la stratégie de diplomatie féministe qui soit pluriannuel, lisible et en lien avec les objectifs et résultats attendus dans la stratégie.** Un budget sensible au genre permettra une meilleure lecture des actions de la France dans le cadre de sa politique étrangère féministe qu'il sera plus simple de valoriser sur la scène internationale. Il serait aussi intéressant d'accroître le budget de la France dédié à la diplomatie féministe et notamment les contributions aux agences des Nations unies. La France n'est actuellement pas parmi les meilleurs contributeurs des agences des Nations unies, en raison de l'importance donnée à l'APD bilatérale et aux programmes tels que le FSOF, par exemple.
4. **Garantir la représentation paritaire au sein du MEAE et mettre en place des formations et sensibilisations à 100% des agent·es du MEAE en vue de l'intégration des principes de la diplomatie féministe.** Afin de poursuivre son ambition d'être un Ministère précurseur et modèle à la diffusion de cette politique, le MEAE doit d'abord poursuivre ses efforts d'exemplarité en formant tous ses agent·es aux principes de la diplomatie féministe.
5. **Développer le portage politique autour de la diplomatie féministe afin que cette stratégie soit plus connue de tous.** Son portage politique a un double enjeu interne et externe. Un meilleur portage politique de la diplomatie féministe de la France et de ses réalisations dans le domaine de l'égalité femmes-hommes permettrait une légitimité accrue du pays dans les instances internationales et la diffusion de cette politique à d'autres pays, ainsi qu'au sein même des instances françaises.
6. **Modifier la politique commerciale internationale du pays sur la vente d'armes pour garantir une cohérence avec sa diplomatie féministe.** Le pays est actuellement le deuxième exportateur d'armes dans le monde. Les clients de la France sont majoritairement des pays en guerre ou partenaires de pays en proie à des conflits dont les femmes et les jeunes filles sont les premières victimes. Cette politique commerciale est en contradiction totale avec les valeurs prônées par la France dans sa diplomatie féministe.

<u>Le cadre institutionnel de la France en matière de genre :</u>
-------------------------------------------------------------------

La diplomatie féministe de la France est pilotée par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Les actions de la stratégie de la France en matière d'égalité entre les femmes et les hommes sont coordonnées à différents niveaux par :

- une Ministre déléguée auprès du Premier Ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances,
- une Ambassadrice thématique, secrétaire générale du Forum Génération Égalité,
- une Haute Fonctionnaire à l'égalité des droits,
- la sous-direction du développement humain au sein du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères avec un poste de rédacteur genre et développement.

À ce pilotage global s'ajoute le réseau des référents genre au sein de toutes les directions du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et des postes diplomatiques ainsi qu'au sein des opérateurs français de développement (une trentaine de structures publiques sous tutelle ou cotutelle du MEAE dont par exemple, l'Agence française de développement, France Volontaires, Expertise France, l'Institut de Recherche pour le Développement etc.). Depuis 2020, et dans le cadre de la politique d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes de la France, tous les ministères du pays sont dotés de référent·es égalité.

#### Collectifs féministes :

Le collectif Générations Féministes réunit plus de cinquante d'associations françaises. Ce réseau d'organisations de la société civile a été très actif lors de l'organisation du Forum Génération Égalité en France en 2021. Ce collectif a notamment mené de nombreuses actions de plaidoyer en marge du Forum et a produit plusieurs documents techniques et notamment une note de position sur les DSSR. Ces rapports ont permis de nourrir l'élaboration de la stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes qui a été écrite en coopération entre l'État et les organisations de la société civile.

D'autres organisations de la société civile sont régulièrement consultées pour l'élaboration des documents stratégiques du MEAE. Coordination Sud a notamment mis en place une commission genre et développement composée d'une vingtaine de membres avec pour mission de proposer des actions de plaidoyer pour intégrer le genre dans les politiques de développement de la France.

Certaines organisations de la société civile telles que Equipop et l'Institut du Genre en Géopolitique publient des rapports d'analyse et apportent des recommandations pour améliorer les stratégies d'égalité entre les femmes et les hommes.

#### Points à retenir :

1. La France a annoncé en 2019 le lancement de sa diplomatie féministe avec une stratégie démarrée dès 2018 (2018-2022). En 2024, la nouvelle stratégie internationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes devrait être publiée.
2. La France a élaboré une nouvelle stratégie en matière de droits et de santé sexuels et reproductifs pour 2023-2025. Il s'agit d'un des axes prioritaires de la politique étrangère féministe de la France, qui est d'ailleurs championne de la coalition « liberté à disposer de

son corps et DSSR » du Forum Génération Égalité.

3. La France a augmenté le budget consacré au fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF) en passant à 250 millions d'euros sur 5 ans (2023-2027) et ses fonds alloués aux organisations des Nations unies de 2019 à 2022 (voir tableau des contributions financières).
4. En 2023, dans le cadre de sa politique d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères est labellisé AFNOR « Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes » et « Diversité ».
5. La France a adopté une démarche transversale dans sa diplomatie féministe en intégrant la lutte pour les droits des femmes dans plusieurs secteurs tels que le climat, les DSSR, l'éducation, la lutte contre les violences basées sur le genre ou encore l'éducation.
6. Des efforts restent à faire sur l'approche interministérielle de la diplomatie féministe de la France pour que celle-ci soit déployée dans toutes les politiques publiques du pays.
7. La France s'est dotée d'une stratégie internationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes et d'une action forte en faveur des droits des personnes LGBTI+ mais ces deux démarches de la diplomatie française ne sont pas complémentaires, rendant moins impactantes ses actions.
8. La politique commerciale de la France en matière de vente d'armes entre en contradiction avec sa diplomatie féministe. La France est le troisième exportateur d'armes dans le monde et les pays acheteurs sont pour la plupart impliqués dans des conflits, affectant en premier lieu les femmes. Les actions du pays dans le cadre de sa diplomatie féministe sont entachées par cette politique d'armement, qui contribue largement au renforcement des conflits armés dans le monde.
9. La France a annoncé en février 2024, une baisse du budget de l'APD de 742 millions d'euros, soit 11% de moins que ce qui était prévu dans la loi de finances 2024.

## Irlande

### Adoption et contexte

Depuis 2015, l'Irlande fait de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles un pilier central de sa politique étrangère, comme annoncé dans sa stratégie « The Global Island<sup>361</sup> ». Saluée en 2016 par ONU Femmes, l'Irlande a étendu sa vision avec un document de développement stratégique, « A Better World<sup>362</sup> », qui établit l'égalité des genres comme l'une des quatre priorités principales de la politique de développement internationale. Cependant, le pays n'a pas encore mis en place de politique étrangère féministe, probablement en raison du contexte historique façonné par des siècles de conflits religieux avec l'Irlande du Nord et l'Empire britannique, et de luttes pour l'indépendance, ainsi que de l'influence persistante de la religion catholique dans la politique irlandaise<sup>363</sup>. Bien que l'Irlande s'éloigne progressivement de l'influence de l'Église, comme le suggèrent des avancées récentes telles que l'ouverture d'écoles mixtes en 2022, au mariage entre personnes de mêmes sexes en 2015 et l'obtention des droits à l'avortement en 2018.

### Les axes et spécificités de la politique étrangère aux valeurs féministes

L'Irlande a développé une politique étrangère aux valeurs féministes, montrant un engagement marqué dans divers domaines clés, notamment l'aide publique au développement (APD) axée sur le genre. L'égalité des genres est l'une des quatre priorités de sa stratégie de développement international<sup>364</sup>. En 2021, 82% de l'APD bilatérale contribuait à un objectif d'égalité de genre<sup>365</sup>. En 2023, le pays est le troisième plus grand donateur d'APD genré parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)<sup>366</sup>. L'Irlande met un accent particulier sur la perspective de

<sup>361</sup> Department of Foreign Affairs and Trade. (2015). The Global Island: Ireland's Foreign Policy for a Changing World.

<https://www.dfa.ie/media/dfa/alldfawebsitemedia/ourrolesandpolicies/ourwork/global-island/the-global-island-irelands-foreign-policy.pdf>

<sup>362</sup> Government of Ireland. (2019). A Better World: Ireland's Policy for International Development. Voir: <https://www.irishaid.ie/media/irishaid/aboutus/abetterworldirelandspolicyforinternationaldevelopment/A-Better-World-Irelands-Policy-for-International-Development.pdf>

<sup>363</sup> Voir: Nolan, M. (1975). The influence of catholic nationalism on the legislature of the Irish free state. *Irish Jurist (1966-)*, 10(1), 128–169. <http://www.jstor.org/stable/44026219>; Calkin, S., & Kaminska, M. E. (2020). Persistence and change in morality policy: The role of the Catholic Church in the politics of abortion in Ireland and Poland. *Feminist Review*, 124(1), 86-102.

<sup>364</sup> Government of Ireland. (2019). A Better World: Ireland's Policy for International Development. Voir: <https://www.irishaid.ie/media/irishaid/aboutus/abetterworldirelandspolicyforinternationaldevelopment/A-Better-World-Irelands-Policy-for-International-Development.pdf>

<sup>365</sup> Department of Foreign Affairs and Trade. (2022). Ireland's ODA Programme. Voir: <https://www.dfa.ie/our-role-policies/irish-aid/>

<sup>366</sup> Government of Ireland. (2023). Gender Equality. Voir: <https://www.ireland.ie/en/irish-aid/what-we-do/gender-equality/>

genre dans le développement lié à l'éducation en participant activement au Partenariat global pour l'éducation (PGE)<sup>367</sup>.

L'Irlande s'impose également dans la mise en œuvre de l'Agenda femmes, paix et sécurité (FPS), avec l'adoption du troisième plan d'action national pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies et des résolutions connexes à cet Agenda. Ce plan d'action est accompagné de rapports d'évaluations bisannuels pour suivre son implémentation. Pour appuyer cet engagement, l'Irlande a annoncé un soutien de 42 millions d'euros pour les organisations féministes et de défense des droits des femmes, ainsi que pour les programmes favorisant les femmes dans le processus de création de la paix, sur la période 2021-2026<sup>368</sup>.

En matière d'environnement, *Irish Aid* collabore, depuis 2016, avec l'Institut international pour l'environnement et le développement sur le Partenariat pour l'apprentissage sur le climat qui intègre la dimension de genre pour orienter les engagements politiques internationaux et les futurs programmes en matière de climat et de développement<sup>369</sup>. En 2018, le gouvernement a publié sa politique sur l'approche de la justice climatique sous le prisme du genre, intitulé « Les femmes comme agents du changement : vers une approche de justice climatique et de genre<sup>370</sup> ». En 2021, l'Irlande a joué un rôle clé dans l'élaboration de la Déclaration du Comité d'aide au développement sur le climat en menant les travaux sur l'orientation de genre de l'OCDE.

Le Plan d'action pour les Femmes en entreprises 2020-2026, une initiative d'Enterprise Ireland, agence gouvernementale dédiée aux échanges commerciaux et à l'innovation, se concentre sur l'émancipation économique des femmes. L'un de ses objectifs principaux est d'augmenter le nombre de femmes à la tête d'entreprises internationales<sup>371</sup>.

En ce qui concerne la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), l'Irlande se distingue particulièrement par son engagement à collaborer avec la société civile pour établir le Consortium irlandais sur les violences basées sur le genre<sup>372</sup>. Lancée en 2005, cette initiative vise à soutenir la lutte

---

<sup>367</sup> Irish Aid. (2020). Gender Equality. Voir:

<https://www.irishaid.ie/what-we-do/our-priority-areas/gender-equality/>

<sup>368</sup> Department of Foreign Affairs and Trade. (2022). Ireland's ODA Programme. Voir:

<https://www.dfa.ie/our-role-policies/irish-aid/>

<sup>369</sup> Irish Aid. (2017). Irish Aid Climate Learning Platform and 2016 Country Climate Action Reports. Voir:

<https://www.irishaid.ie/what-we-do/our-priority-areas/environment-and-climate-change/climate-learning-platform/>

<sup>370</sup> Irish Aid. (2018). Women as Agents of Change: Towards a Climate and Gender Justice Approach. Voir:

<https://www.irishaid.ie/media/irishaid/publications/18-107-Women-as-agents-of-change.pdf>

<sup>371</sup> Enterprise Ireland & Irish Government. (2020). Action Plan for Women in Business: Fuelling Growth Through Diversity. Voir:

<https://www.enterprise-ireland.com/documents/action-plan-for-women-in-business-en-92306.pdf>

<sup>372</sup> Irish Consortium on Gender-Based Violence. (2019). Irish Aid Programme Review Submission. Voir:

<https://www.gbv.ie/wp-content/uploads/2019/08/Irish-Aid-Programme-Review-Submission-ICGBV.pdf>

contre les VBG dans les contextes humanitaires et de développement en mettant en œuvre des programmes et des politiques publiques.

Enfin, l'*Irish Aid* prend des mesures concernant la représentation des femmes dans les instances décisionnaires en soutenant le Programme Femmes en Politique de l'Inter-Parliamentary Union<sup>373</sup>. Ces initiatives visent à construire des parlements plus représentatifs et impliqués en matière d'égalité des genres. Au niveau national, en 2023, la représentation des femmes parmi les ministres s'élève à 29%, tandis que la part de femmes parmi les membres du parlement atteint 28%<sup>374</sup>. Une légère amélioration par rapport à 2019, respectivement de 21% et 24%<sup>375</sup>. En termes de quotas, une loi adoptée en 2012 et revue à la hausse en 2023 oblige les partis politiques à sélectionner au moins 40% de candidates et 30% de candidats aux élections générales faute de quoi les partis politiques perdent 50% du financement public qu'ils reçoivent annuellement pour financer leurs activités<sup>376</sup>.

## Les forces

L'Irlande affirme clairement que l'égalité des genres est une préoccupation majeure et une priorité de sa politique étrangère et de développement international. Ce fort engagement se traduit par l'allocation de budgets significatifs spécifiquement dédiés à des programmes internationaux visant à renforcer le rôle des femmes dans le développement économique et social, mais également en lien avec l'Agenda FPS.

En outre, l'approche économique du Plan d'action pour les Femmes en entreprises 2020-2026 d'Enterprise Ireland met en évidence la démarche féministe liée à l'autonomisation économique des femmes, cherchant ainsi à accroître leur influence tant dans le secteur privé que dans le contexte du développement international. Cette approche, conjuguée à la publication par le gouvernement de ses perspectives sur la justice climatique et le genre, reflète une compréhension approfondie et inclusive de l'égalité des genres au sein de la politique étrangère irlandaise.

---

<sup>373</sup> Government of Ireland. (2023). Gender Equality. Voir:

<https://www.ireland.ie/en/irish-aid/what-we-do/gender-equality/>

<sup>374</sup> European Institute for Gender Equality. (2023). Gender Equality Index 2023: Power - Ireland. Voir:

<https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2023/domain/power/IE>

<sup>375</sup> European Institute for Gender Equality. (2019). Gender Equality Index 2019: Power - Ireland. Voir:

<https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2019/domain/power/IE>

<sup>376</sup> Buckley, F. (2019, May 09). Ireland's experience of parliamentary gender quotas: Speech presented at the National Council for Women, New South Wales. Voir:

<https://www.dfa.ie/irish-consulate/sydney/news-and-events/latest-news/irelands-experience-of-parliamentary-gender-quotas.html>

L'Irlande soutient activement l'Agenda FPS en appliquant la résolution onusienne 1325 et en instaurant un système d'évaluation visant une mise en œuvre efficace. Par sa participation à des projets mondiaux tels que le PGE, l'Irlande témoigne d'un réel investissement dans la promotion de l'éducation des filles dans les nations en développement. Ces mesures et initiatives concrètes illustrent de façon palpable la persistance de l'Irlande à promouvoir l'égalité des genres à l'échelle nationale et internationale.

### **Les limites**

Le manque de cadre juridique concret pour l'implémentation d'une politique étrangère pleinement féministe est à déplorer. Cela découle du contexte social qui ne semble pas propice à l'adoption d'une telle politique ouvertement « féministe ». De plus, malgré les lois de quotas, la représentation des femmes dans les hautes instances de politique irlandaises reste trop faible, d'autant plus comparé aux autres pays de l'Union européenne.

En outre, malgré une volonté d'avancer les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR) ancrés dans leur stratégie « A Better World », un récent rapport d'Amnesty International vient souligner les limites de leur récente loi sur l'accès à l'avortement. Le rapport met en lumière des problèmes dans la prestation des services, des disparités géographiques et des objections de conscience impactant l'accès aux soins<sup>377</sup>. De plus, comme le suggère le tableau, l'accès aux informations relatives aux dépenses liées à l'égalité des genres en Irlande est relativement restreint.

En dernier lieu, l'Irlande présente une limitation significative en ne choisissant pas d'adopter une approche intersectionnelle dans sa politique étrangère aux valeurs féministes. En juillet 2023, le *National Women's Council* a regretté cette absence, mettant en lumière, par exemple, le besoin de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes migrantes<sup>378</sup>. Cette absence avait déjà été critiquée en 2021 par l'Organisation nationale irlandaise pour l'apprentissage des adultes, soulignant l'importance d'une approche intersectionnelle féministe pour aborder les enjeux liés au réchauffement climatique<sup>379</sup>. De la même manière, le secteur numérique apparaît comme complètement délaissé de la

---

<sup>377</sup> O'Shea, M. (2023, February 28). The Independent Review of the Operation of the Health (Regulation of Termination of Pregnancy) Act 2018. <https://www.gov.ie/en/publication/13fe5-the-independent-review-of-the-operation-of-the-health-regulation-of-termination-of-pregnancy-act-2018/>

<sup>378</sup> National Women's Council. (2023, July 13). Calls for new National Strategy for Women and Girls. Voir: [https://www.nwci.ie/learn/article/national\\_womens\\_council\\_calls\\_for\\_new\\_national\\_strategy\\_for\\_women\\_and\\_girls](https://www.nwci.ie/learn/article/national_womens_council_calls_for_new_national_strategy_for_women_and_girls)

<sup>379</sup> Lawless D., O'Reilly N., and Mannion O. (2021, June). AONTAS Submission for the Joint Public Consultation on a National Strategy on Education for Sustainable Development (ESD) to 2030. Voir: <https://www.aontas.com/assets/resources/Submissions/AONTAS%20Submission%20for%20the%20ESD%20Strategy%20to%202030.pdf>

politique étrangère. Malgré ces rappels de la société civile, les plans et stratégies gouvernementales n'ont pas évolué en ce sens.

## **Recommandations**

1. **Adopter formellement une politique étrangère féministe.** Tous ces engagements et la volonté exprimée par le gouvernement irlandais se rapprochent d'une politique étrangère féministe, adopter officiellement cette politique permettra de renforcer le cadre d'action de celle-ci ainsi que leur place sur la scène internationale. Cela enverra un message fort et concret sur la scène internationale. Naviguant entre son passé complexe et un avenir émergent, l'Irlande se trouve à un moment décisif pour adopter cette politique, ouvrant ainsi la voie pour d'autres.
2. **Réviser la législation nationale en termes de DSSR pour s'aligner sur les engagements internationaux.** Pour consolider leur politique étrangère en faveur des droits des femmes, l'Irlande est invitée à améliorer son cadre juridique national concernant l'accès aux soins relatifs à la santé sexuelle et reproductive. De plus, garantir une distribution cohérente des fonds alloués à ces droits à l'échelle internationale, en particulier en contribuant de manière régulière à des initiatives multilatérales, renforcerait l'impact de la politique étrangère aux valeurs féministes irlandaises.
3. **Intensifier la collaboration avec la société civile pour promouvoir une perspective féministe en politique étrangère.** Malgré les avancées notables de l'Irlande en faveur de l'égalité des genres, une collaboration accrue avec la société civile est nécessaire pour élargir la sensibilisation et changer les perceptions sur les questions féministes. Cette approche renforcée contribuera à mobiliser un soutien plus large et à consolider les engagements déjà pris par le pays en la matière.
4. **Renforcer la représentation des femmes dans les instances de décision.** Malgré l'instauration de quotas portés à 40% en 2023, l'Irlande doit intensifier ses efforts pour promouvoir la parité et la participation des femmes en diplomatie, notamment au niveau national. Actuellement, la représentation des femmes dans les plus hautes instances de la politique irlandaise demeure insuffisante, malgré l'existence de ces quotas.

### Le cadre institutionnel de l'Irlande en matière de genre :

Le cadre institutionnel irlandais en matière de genre repose sur divers organismes gouvernementaux et non gouvernementaux dédiés à promouvoir l'égalité entre les genres. Le Conseil national pour les femmes, établi en 1980, joue un rôle central en conseillant le gouvernement sur les questions liées au genre. La Commission irlandaise des droits humains et de l'égalité est un acteur clé, travaillant à la promotion de l'égalité et à la protection des droits. Le Conseil national des droits humains, en collaboration avec le Bureau du gouvernement pour l'égalité des genres, joue un rôle crucial dans la coordination des politiques et initiatives visant à éliminer les discriminations de genre. Les organisations de la société civile, telles que l'*Irish Feminist Network*, complètent cette structure en plaidant pour des changements sociétaux et en sensibilisant aux questions de genre. Bien que l'Irlande ait réalisé des progrès significatifs, des défis subsistent, et la collaboration continue entre ces entités est essentielle pour garantir des avancées durables en matière d'égalité des genres.

Enfin, la structure institutionnelle comprend des comités parlementaires au sein de l'*Oireachtas*, tels que le Comité sur l'Égalité des Genres, chargé d'examiner les recommandations de l'Assemblée des Citoyens sur l'Égalité des Genres. Ces comités, dont le Comité des Comptes Publics et le Comité sur les Enfants, l'Égalité, le Handicap, l'Intégration et la Jeunesse, contribuent activement aux discussions sur les progrès en matière d'égalité des genres.

### Collectifs féministes :

Établie en 2014, la Commission irlandaise des droits humains et de l'égalité joue un rôle crucial en tant qu'organisme indépendant de l'État. Dotée d'une mission étendue en vertu de l'Acte fondateur de 2014, cette commission œuvre à la protection et à la promotion des droits humains et de l'égalité. Ses fonctions comprennent la sensibilisation à l'importance des droits humains, la promotion de bonnes pratiques en matière de relations interculturelles, et la lutte contre les abus des droits de humains et les discriminations.

Par ailleurs, la consultation avec la société civile est un aspect essentiel de l'engagement envers l'égalité des genres en Irlande. Cela se concrétise notamment à travers le comité de pilotage de la Stratégie nationale pour les femmes et les filles. L'Irlande a une tradition de consultation avec le public sur des questions liées à l'égalité des genres, avec des instances telles que la Convention sur la Constitution, l'Assemblée des Citoyens, et plus récemment, l'Assemblée des Citoyens sur l'Égalité des Genres en 2020-2021. Cette dernière, représentant une diversité de la société irlandaise, a abouti à 45 recommandations.

### Points à retenir :

1. Depuis 2015, l'Irlande fait de l'égalité des genres un pilier central de sa politique étrangère, comme défini dans « The Global Island » et « A Better World ».
2. L'Irlande est le troisième plus grand donateur d'APD genrée parmi les pays de l'OCDE, avec 82% de l'APD bilatérale dédiée à l'égalité des genres en 2021.
3. L'Irlande est engagée dans la mise en œuvre de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, avec un soutien financier de 42 millions d'euros sur la période de 2021-2026.

4. Le gouvernement irlandais a mis en place une étroite collaboration avec l'Institut international pour l'environnement et le développement sur la justice climatique sous le prisme du genre.
5. Le Plan d'action pour les Femmes en entreprises (2020-2026) a pour objectif d'accroître la représentation des femmes, notamment à la tête d'entreprises internationales.
6. La création du Consortium irlandais sur les VBG en 2005 renvoie à une initiative notable dans la lutte contre les violences basées sur le genre. Le Consortium a pris des mesures visant à améliorer la représentation des femmes dans les instances décisionnaires, ce qui a engendré une légère amélioration, en 2023 29% des ministres étaient des femmes.
7. L'Irlande a adopté un système de quotas de femmes en politique, obligeant les partis à sélectionner au moins 40% de candidates. En cas de non-respect de cette règle, les partis politiques s'exposent à des sanctions financières.
8. Une forte collaboration avec des organisations internationales telles que le PGE a aussi été mise en place afin de promouvoir l'éducation des filles dans les nations en développement.
9. Malgré ces avancées, des limites subsistent, notamment l'absence d'une approche intersectionnelle dans la politique étrangère féministe et des défis liés à la santé sexuelle et reproductive.

## Luxembourg

### Adoption et contexte

En 2018, le Luxembourg a exprimé son intention d'adopter une politique étrangère féministe au sein de l'accord de coalition entre le parti démocratique, le parti ouvrier socialiste luxembourgeois (LSAP), et Les Verts pour la période 2018-2023<sup>380</sup>. Cet engagement comprend la promotion de l'égalité des genres dans les instances internationales, le renforcement du rôle des femmes dans divers domaines, le respect des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR), ainsi que la défense des droits LGBTI+.

En juin 2021, lors du « Forum génération égalité », le gouvernement luxembourgeois s'est engagé à élaborer un plan d'action pour concrétiser sa politique étrangère féministe<sup>381</sup>. Cet engagement se concrétisera la même année, avec le lancement de la stratégie de genre pour la coopération luxembourgeoise. Cette politique se concentre sur la diplomatie, le développement et la défense, avec des priorités telles que garantir les droits des femmes, favoriser leur représentation et participation, et promouvoir l'égalité des genres au sein du ministère des Affaires étrangères.

Une nouvelle fois lors du dépôt de sa candidature pour le Conseil des droits de l'Homme, en 2022, le Luxembourg a réaffirmé vouloir porter son engagement en matière de politique féministe dans l'instance<sup>382</sup>. Si aucun guide n'a été publié pour le moment, le Luxembourg a adopté un plan national d'action pour l'Agenda femmes, paix et sécurité (2018-2023)<sup>383</sup>, ainsi que pour la promotion des droits LGBTQI+ à l'échelle nationale et internationale<sup>384</sup>. Depuis 2018, le Luxembourg est l'un des principaux contributeurs à ONU Femmes et membre de l'*Equal Rights Coalition*, un organisme intergouvernemental qui assure la protection des droits des personnes LGBTQI+ à travers le monde.

<sup>380</sup> Dirigé par Xavier Bettel, le gouvernement de coalition avec rassemble le Parti démocratique (DP), le Parti ouvrier socialiste luxembourgeois (LSAP), et Les Verts, affirme ces valeurs. Voir: DP, LSAP et déi gréng. (2018). Accord de coalition 2018-2023. Consulté sur

<https://gouvernement.lu/en/publications/accord-coalition/2018-2023.html>

<sup>381</sup> Luxembourg. (2021, 30 juin – 2 juillet). Intervention du Luxembourg au Forum Génération Égalité. Paris.

[\[https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2021/07-juillet/02-fayot-intervention/Intervention-du-Luxembourg-au-Forum-Generation-Egalite.pdf\]](https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2021/07-juillet/02-fayot-intervention/Intervention-du-Luxembourg-au-Forum-Generation-Egalite.pdf)

<sup>382</sup> Luxembourg. (2022). Brochure de candidature au Conseil des Droits de l'Homme. 18.

<https://maee.gouvernement.lu/dam-assets/directions/d1/candidature-cdh/FR-Brochure-candidature-CDH.pdf>

<sup>383</sup> Le gouvernement du grand-duché du Luxembourg et le Ministère des Affaires étrangères. (2018).

NAP-2018-2023-Luxembourg Plan d'action national « Femmes et paix et sécurité » 2018-2023.

<https://wpsfocalpointnetwork.org/wp-content/uploads/2021/07/NAP-2018-2023-Luxembourg-French.pdf>

<sup>384</sup> Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. (2018). *Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes: Plan pluriannuel*. <https://mfsva.gouvernement.lu/dam-assets/publications/plan-strategie/lgbti/Plan-d-action-LGBTI.pdf>

À l'échelle nationale, le Luxembourg avait déjà lancé un plan national d'action pour la santé sexuelle en 2013<sup>385</sup>, étendu trois fois pour couvrir 2023. Au sein de la société civile, des mobilisations annuelles pour le droit de femmes sont organisées tous les 8 mars depuis 2020. C'est le mouvement « Fraestreik », ou « grève des femmes » en français, pour revendiquer de meilleures conditions salariales, l'amélioration des conditions du congé maternité et la prise de mesure concrète contre les violences faites aux femmes<sup>386</sup>.

### **Les axes et spécificités de la politique étrangère féministes**

La politique étrangère féministe du Luxembourg est axée principalement sur l'Agenda FPS, l'aide publique au développement (APD) et les DSSR.

La protection des DSSR est annoncée comme l'une des priorités de la politique de genre du Luxembourg. Le « Donors Delivering Report 2022 » présente le Luxembourg comme l'un des principaux donateurs européens aux côtés de la Suède et des Pays-Bas en ce qui concerne la priorisation des DSSR ainsi que la planification familiale dans son aide au développement<sup>387</sup>. Le Luxembourg est également l'un des six donateurs atteignant l'objectif de 0,7% de son PIB pour l'APD<sup>388</sup>.

Son plan national d'action femmes, paix et sécurité (2018-2023) promeut la participation des femmes au processus de paix, à toutes les étapes de la prise de décision<sup>389</sup>. En 2021, la stratégie genre de la Coopération luxembourgeoise vise à améliorer la vie et le statut des femmes, filles, et groupes minoritaires mondiaux en intégrant les hommes et les garçons, tout en respectant ses engagements gouvernementaux et en préservant la dignité de tout·es d'ici 2030<sup>390</sup>. La dimension climatique est

---

<sup>385</sup> Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. (2019). Plan d'action national 2019 - Santé affective et sexuelle. <https://sante.public.lu/fr/publications/p/plan-action-nat-sante-affective-sexuelle-2019.html>

<sup>386</sup> Fraestreik. (2023). "Nos revendications" dans Marches Féministes 2023. Consulté sur <https://fraestreik.lu/nos-revendications/> [accédé le 15 décembre 2023]

<sup>387</sup> Deutsche Stiftung Weltbevölkerung & The European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights. (2022). *Donors Delivering for SRHR Report 2022: Tracking OECD Donor Funding for Sexual and Reproductive Health and Rights*. Voir:

[https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD\\_Report2022\\_webversion.pdf](https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD_Report2022_webversion.pdf)

<sup>388</sup> Deutsche Stiftung Weltbevölkerung & The European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights. (2022). *Donors Delivering for SRHR Report 2022: Tracking OECD Donor Funding for Sexual and Reproductive Health and Rights*. Voir:

[https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD\\_Report2022\\_webversion.pdf](https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD_Report2022_webversion.pdf)

<sup>389</sup> Ministère des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg. (2023, 27 octobre). Visite de travail de Jean Asselborn à l'Organisation des Nations unies. Communiqué.

[https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes\\_actualites/communiqués/2023/10-octobre/27-asselborn-nations-unies.html](https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiqués/2023/10-octobre/27-asselborn-nations-unies.html)

<sup>390</sup> Le Ministère des Affaires étrangères et européennes et la Direction de la Coopération et de l'Action Humanitaire. (2021). Stratégie Genre de la Coopération Luxembourgeoise.

[https://www.oecd.org/fr/csao/donnees-et-dialogue/genre-ouest-afrique/Luxembourg%20strat%C3%A9gie%20genre\\_2021.pdf](https://www.oecd.org/fr/csao/donnees-et-dialogue/genre-ouest-afrique/Luxembourg%20strat%C3%A9gie%20genre_2021.pdf)

intégrée directement dans cette stratégie genre. D'autre part, des références au genre figurent dans la stratégie Environnement et changement climatique de la Coopération luxembourgeoise (2021-2030)<sup>391</sup>. Ces documents soulignent l'interconnexion des enjeux environnementaux, climatiques et des droits humains, avec un focus sur l'égalité des genres.

Cette stratégie de genre se distingue par l'intégration de la perspective de genre dans les contextes socio-économiques, une attention particulière est accordée aux droits fonciers des femmes<sup>392</sup>. De plus, en 2021, le Luxembourg est devenu le premier donateur du fonds « Equalizer Accelerator Fund » du FNUAP, qui vise à égaliser les opportunités pour les femmes et les filles et à garantir les droits et les choix pour toutes grâce à l'innovation<sup>393</sup>.

En 2016, des quotas légaux ont été introduits dans la législation luxembourgeoise, précisant que 40% de chaque sexe doivent désormais figurer sur les listes de candidat·es à présenter par les partis politiques pour les élections législatives nationales<sup>394</sup>. Au-delà des candidats, le nouveau gouvernement assermenté lui en novembre 2023 comptait 33% de femmes parmi ses ministres<sup>395</sup>. En 2023, le corps diplomatique compte environ 40% de femmes dans son ensemble, une augmentation significative par rapport à 2004, où sur 91 diplomates, seulement 26% étaient des femmes<sup>396</sup>.

---

<sup>391</sup> Ministère des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg. (2021). Stratégie Environnement et changement climatique de la Coopération luxembourgeoise. 5.

<https://cooperation.gouvernement.lu/fr/publications/brochure-livre/minist-affaires-etrangees-europeennes/dir-cooperation-action-humanitaire/strategies-et-orientation/strategie-environnement-climatique.html>

<sup>392</sup> Le Ministère des Affaires étrangères et européennes et la Direction de la Coopération et de l'Action Humanitaire. (2021). Stratégie Genre de la Coopération Luxembourgeoise.

[https://www.oecd.org/fr/csao/donnees-et-dialogue/genre-ouest-afrique/Luxembourg%20strat%C3%A9gie%20genre\\_2021.pdf](https://www.oecd.org/fr/csao/donnees-et-dialogue/genre-ouest-afrique/Luxembourg%20strat%C3%A9gie%20genre_2021.pdf)

<sup>393</sup> Addition des ressources régulières et non régulières. Voir: UNFPA. (2022). *Top General Donors 2022: United States*. Voir : <https://www.unfpa.org/donor/grand-duchy-luxembourg>

<sup>394</sup> Ministère de l'Égalité des chances. (2017, février). *Rapport d'activités 2016*.

<https://mega.public.lu/fr/publications/rapports-activites-ministere/annee-2016.html>

<sup>395</sup> Gouvernement luxembourgeois. (2023). La formation du gouvernement 2023. Dossier du site officiel.

<https://gouvernement.lu/fr/dossiers/2023/formation-gouvernement-2023.html>

<sup>396</sup> Gouvernement du Luxembourg. (2023, avril 20). Conférence diplomatique : Renforcer la coopération internationale. Ministère des Affaires étrangères et européennes.

[https://maee.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes\\_actualites%2Bcommuniques%2B2023%2B04-avril%2B20-conference-diplomatique.html](https://maee.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommuniques%2B2023%2B04-avril%2B20-conference-diplomatique.html)

## Les forces

Le Luxembourg adopte une approche intégrée, holistique et multiacteur en fusionnant défense, diplomatie et développement dans sa politique étrangère féministe, démontrant une volonté claire de favoriser l'égalité des genres de manière globale. Les priorités thématiques du Luxembourg, axées sur la représentation, l'égalité des opportunités, les DSSR, révèlent une compréhension profonde des enjeux majeurs liés aux politiques étrangères féministes. En favorisant des partenariats multi-acteurs, elle intègre des acteurs traditionnels et non traditionnels, comme les bénéficiaires directs, la société civile, et le secteur privé, pour promouvoir efficacement l'égalité des genres<sup>397</sup>.

L'engagement simultané aux niveaux national et international renforce l'influence du Luxembourg, soutenu par des initiatives concrètes telles que l'adoption de quotas et d'importants financements pour les DSSR, illustrant une détermination à entraîner un impact tangible. L'émancipation et la participation des femmes sont au cœur de la politique étrangère féministe luxembourgeoise, que ce soit dans des instances multilatérales, des missions d'observation, ou à travers l'éducation, soulignant le rôle crucial des femmes pour un avenir égalitaire.

En outre, l'approche intersectionnelle du Luxembourg, avec un accent sur les femmes et les personnes LGBTQI+, renforce la compréhension des liens complexes entre diverses formes de discriminations, jetant ainsi les bases de politiques inclusives. Le Luxembourg se révèle particulièrement innovateur dans son attention unique aux droits fonciers des femmes, reflétant la sensibilité du pays aux aspects économiques de l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes.

L'intégration des objectifs de genre dans la coopération au développement et aux enjeux climatiques, avec une emphase sur l'égalité des genres, les droits humains et la durabilité environnementale, témoigne de l'engagement du Luxembourg envers un développement durable et inclusif.

En tant que l'un des principaux donateurs à des initiatives telles qu'ONU Femmes, le Luxembourg affirme son leadership financier, souligné par un soutien substantiel à la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la violence contre les femmes.

Enfin, le leadership du Luxembourg se matérialise à travers ses efforts pour avancer la présence de candidates au ministère des Affaires étrangères, illustrant une volonté ferme de promouvoir une représentation équilibrée et inclusive dans des postes clés.

---

<sup>397</sup> Le Ministère des Affaires étrangères et européennes et la Direction de la Coopération et de l'Action Humanitaire. (2021). Stratégie Genre de la Coopération Luxembourgeoise. [https://www.oecd.org/fr/csao/donnees-et-dialogue/genre-ouest-afrique/Luxembourg%20strat%C3%A9gie%20genre\\_2021.pdf](https://www.oecd.org/fr/csao/donnees-et-dialogue/genre-ouest-afrique/Luxembourg%20strat%C3%A9gie%20genre_2021.pdf)

## Les limites

Malgré des progrès notables, la politique étrangère féministe du Luxembourg semble avoir perdu de son élan depuis 2021, suscitant des inquiétudes quant à la pérennité et à la vigueur de l'engagement gouvernemental en faveur de l'égalité des genres<sup>398</sup>. Cette stagnation se traduit par le manque d'initiatives concrètes et une éventuelle réticence à utiliser le terme « politique étrangère féministe » dans les documents officiels, suscitant des préoccupations quant à la priorité accordée à cette politique et à son impact potentiel sur les actions gouvernementales futures.

En dépit de sa position parmi les principaux donateurs à des organisations telles que ONU Femmes, et sa récente intégration au groupe « Feminist Foreign Policy +<sup>399</sup> », l'absence de nouvelles initiatives et politiques soulève des préoccupations quant à la constance de l'engagement financier du Luxembourg envers l'égalité des genres.

Le Luxembourg manque également d'une approche holistique en négligeant d'intégrer la perspective féministe dans plusieurs axes, tels que le secteur numérique ou climatique.

La continuité des actions et l'exploration de nouvelles initiatives sont cruciales pour maintenir la pertinence et l'efficacité de la politique étrangère féministe du Luxembourg dans un paysage en constante évolution. Bien que le Luxembourg ait joué un rôle de leader financier et se soit distingué par son approche intégrée, le défi majeur réside actuellement dans la nécessité de maintenir une dynamique d'action et d'innovation pour consolider et étendre l'impact de sa politique étrangère féministe.

---

<sup>398</sup> Luxembourg Times (2023). 'Feminist foreign policy' quietly disappears from government programme <https://www.luxtimes.lu/luxembourg/feminist-foreign-policy-quietly-disappears-from-government-programme/5033442.html>

<sup>399</sup> Governments of the Feminist Foreign Policy Plus Group. (2023, September 20). Political Declaration on Feminist Approaches to Foreign Policy. UNGA78. <https://www.government.nl/documents/diplomatic-statements/2023/09/20/political-declaration-on-feminist-approaches-to-foreign-policy>

## Recommandations

- 1. Revitaliser son engagement en termes de politique étrangère féministe par de nouvelles initiatives.** Face à la stagnation apparente de la politique étrangère féministe depuis 2021, le Luxembourg devrait renouveler son engagement en adoptant de nouvelles initiatives et politiques. Il est crucial de maintenir la dynamique d'action pour répondre aux évolutions constantes dans le paysage de l'égalité des genres.
- 2. Adopter une approche interministérielle au sein de sa politique étrangère féministe.** Cette approche implique la collaboration entre différents ministères et organismes gouvernementaux pour intégrer les objectifs d'égalité des genres dans l'ensemble de la politique étrangère du pays. Elle permettrait au Luxembourg de bénéficier d'une compréhension holistique des enjeux liés à l'égalité des genres et de coordonner l'action des ministères afin de maximiser la promotion des droits des femmes à l'échelle mondiale.
- 3. Intensifier la visibilité de la politique étrangère féministe en réaffirmant publiquement son importance.** Le Luxembourg doit accroître la crédibilité et l'influence de sa politique étrangère féministe, favorisant ainsi une communication plus efficace et une visibilité accrue. Cet effort contribuera également à renforcer la transparence gouvernementale, assurant ainsi la pertinence continue de la politique luxembourgeoise en matière d'égalité des genres.
- 4. Adopter une approche holistique au sein de sa politique étrangère féministe.** Le Luxembourg doit davantage intégrer une perspective féministe dans des domaines négligés tels que le secteur numérique ou climatique, assurant ainsi une approche holistique pour atteindre l'égalité des genres.
- 5. Maintenir une représentation équilibrée des femmes au sein des instances de décision.** Le Luxembourg doit continuer à renforcer sa politique étrangère féministe en maintenant son leadership dans la participation active des femmes à des postes de responsabilité à tous les niveaux de la société, y compris au niveau ministériel.

### Le cadre institutionnel du Luxembourg en matière de genre :

Au Luxembourg, la politique d'égalité des genres repose sur le ministère de l'Égalité entre femmes et hommes (MEGA), créé en 2019. MEGA coordonne la mise en œuvre des décisions gouvernementales, élabore des politiques, surveille le *mainstreaming* des genres, et gère les aspects budgétaires liés à l'égalité des genres.

Le Comité Interministériel pour l'Égalité des Genres, coordonné par MEGA, assure la coordination

des actions de *mainstreaming* entre les ministères. Renforcé en 2016, il facilite l'échange de bonnes pratiques et intègre des dispositions sur la prévention de la violence. Des « délégués à l'égalité » dans les ministères, coordonnés par MEGA, sensibilisent le personnel et proposent des mesures pour améliorer l'égalité et prévenir le harcèlement.

Lors de l'élaboration de lois, les ministères remplissent des notes d'impact évaluant l'égalité femmes-hommes. Cette structure institutionnelle souligne l'engagement du Luxembourg envers l'égalité des genres, intégrant coordination, prévention et sensibilisation.

#### Collectifs féministes :

Au Luxembourg, le Centre pour l'Égalité de traitement (CET), créé en 2006, agit sur six critères de discriminations, incluant le sexe. Il offre un soutien juridique, émet des avis, et coordonne le *mainstreaming* des genres. Avec trois employés, le CET collabore fréquemment avec la société civile, consulte des ONG lors de l'élaboration de politiques, et les invite à contribuer à diverses initiatives. Par le biais du Comité sur le Travail des Femmes, créé en 1984, des représentant·es de la société civile proposent des mesures pour améliorer la situation des femmes dans le monde du travail.

#### Points à retenir :

1. En 2018, le Luxembourg a manifesté son engagement envers une politique étrangère féministe, mettant en avant la promotion de l'égalité des genres, le renforcement du rôle des femmes, le respect des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR), ainsi que la défense des droits LGBTI+.
2. En juin 2021, le gouvernement luxembourgeois a confirmé son engagement en élaborant une stratégie de genre pour la coopération luxembourgeoise, se concentrant sur la diplomatie, le développement et la défense, avec des priorités telles que garantir les droits des femmes et promouvoir leur représentation.
3. Le Luxembourg a adopté un plan national d'action pour l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (2018-2023) et soutient activement ONU Femmes, tout en étant membre de l'*Equal Rights Coalition*, visant à protéger les droits des personnes LGBTI+ dans le monde.
4. La politique étrangère féministe luxembourgeoise se concentre sur l'Agenda FPS, l'aide publique au développement, et les DSSR.
5. Le Luxembourg a introduit des quotas pour assurer la représentation des femmes en politique, et en 2023, le corps diplomatique compte environ 40% de femmes, marquant une augmentation significative depuis 2004.
6. Le tableau des financements montre l'engagement financier du Luxembourg en faveur de l'égalité des genres, avec des contributions importantes à des initiatives telles que l'aide publique au développement, l'Agenda FPS, et divers fonds dédiés aux droits des femmes.
7. Le Luxembourg adopte une approche intégrée en fusionnant défense, diplomatie et développement, favorisant des partenariats multiacteurs pour promouvoir efficacement l'égalité des genres.

8. Malgré des progrès notables, des inquiétudes subsistent quant à la stagnation depuis 2021 de la politique étrangère féministe luxembourgeoise, soulignant la nécessité de renouveler l'engagement par de nouvelles initiatives et de renforcer la visibilité de cette politique.

## Mexique

### Adoption et contexte

En septembre 2019, le ministre des Affaires étrangères, Marcelo Ebrard, a déclaré à la 74e Assemblée générale des Nations unies que le Mexique allait adopter une politique étrangère féministe, une décision officialisée lors de la 31e réunion des ambassadeurs et consuls en janvier 2020<sup>400</sup>. Il dit à cette occasion, « nous [gouvernement mexicain] pensons que l'égalité entre les femmes et les hommes est la base, le fondement d'une société caractérisée par l'égalité. La réalité sociale ne peut être changée sans un engagement inébranlable et large en faveur de la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.<sup>401</sup> » Le Mexique s'est distingué en devenant le premier pays du Sud global à mettre en œuvre une politique étrangère féministe et le quatrième État à introduire ce modèle. L'adoption d'une telle politique lui permet de consolider ses aspirations en tant que leader régional et renforce la crédibilité de ses efforts nationaux de lutte contre le féminicide. C'est aussi un moyen pour le pays de se distinguer de son voisin nord-américain, à l'époque trumpiste, et de montrer leur attachement pour le multilatéralisme. Le terme féministe est clairement revendiqué par le gouvernement qui se considère comme tel. Le gouvernement se positionne même comme leader féministe lorsqu'il écrit dans son plan annonçant la politique étrangère féministe (2020-2024): « Pourquoi le Mexique a-t-il une politique étrangère féministe ? Opportunité incomparable, capacité et leadership international<sup>402</sup> ».

Sous la direction du parti Mouvement de régénération nationale d'Andrés Manuel López Obrador, un manuel des principes de la politique étrangère a été élaboré en s'inspirant de la Suède<sup>403</sup>. Ce plan d'action pour la période de 2020 à 2024 met en avant la promotion des droits humains, avec une attention particulière portée au genre en tant que catégorie transversale d'action.

En amont de cette décision, le Mexique avait déjà mis en place des éléments qui laissaient entrevoir son engagement pour l'égalité de genre à travers notamment la ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention

<sup>400</sup> Rabello de Lima, G (2023). Le genre dans les Politiques Étrangères Féministes : une analyse de discours décolonial et poststructuraliste [Mémoire, Université du Québec à Montréal].

<sup>401</sup> [«We believe that gender equality is the basis, the foundation of a society that is characterized by equality. Social reality cannot be changed without making an unwavering and broad commitment to promoting gender equality.»]Gobierno de México. (2019). *Relaciones Exteriores*.  
[Remarks by Foreign Secretary Marcelo Ebrard Casaubon to the 74th Session of the UN General Assembly \(sre.gob.mx\)](https://sre.gob.mx)

<sup>402</sup> [« Porque México tiene una política exterior feminista? Oportunidad inigualable / capacidad y liderazgo internacional»]Gobierno de México. (2023). *La Política Exterior Feminista del Gobierno de México*.  
[POLEXTFEM.pdf \(sre.gob.mx\)](https://sre.gob.mx)

<sup>403</sup> Rabello de Lima, G (2023). Le genre dans les Politiques Étrangères Féministes : une analyse de discours décolonial et poststructuraliste [Mémoire, Université du Québec à Montréal].

interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence à l'égard des femmes<sup>404</sup>. En concordance avec l'adoption d'une politique étrangère féministe, le Mexique a joué un rôle de premier plan en 2020 en co-organisant avec la France le Forum Génération Égalité, premier forum international dédié à l'égalité des genres depuis la quatrième conférence mondiale sur les femmes à Pékin en 1995. Le pays a d'ailleurs ratifié en 1981 la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes<sup>405</sup> et les traités non discriminatoires émis par l'Organisation des États américains<sup>406</sup>.

En tant que membre du « trio de présidences » avec l'Irlande et le Kenya au groupe informel d'expert-es du Conseil de sécurité de l'ONU en 2021 et 2022, le Mexique s'est activement engagé à garantir une représentation significative de femmes issues de divers secteurs de la société civile et a plaidé pour l'intégration d'une analyse de genre lors des réunions d'information de l'ONU.

### Les axes et spécificités

La politique étrangère féministe mexicaine se différencie du modèle suédois en s'investissant à l'international mais aussi au niveau national pour promouvoir l'égalité des genres. En intégrant l'expression « plus » dans le « Foreign Feminist agenda plus », le Mexique aspire à enrichir son discours en incluant des populations issues de groupes minoritaires, tels que des communautés racialisées et les communautés LGBTI+, afin de démontrer que leur politique se veut intersectionnelle<sup>407</sup>.

Le pays est le seul avec l'Espagne à mettre en place une politique étrangère féministe qui aspire à changer structurellement la société<sup>408</sup>. Le Sénat mexicain travaille en ce sens sur une réforme globale de la loi sur l'égalité des genres et la non-discrimination dans le service diplomatique du pays, visant à renforcer et atteindre la parité dans les institutions gouvernementales<sup>409</sup>. Selon Martha Delgado, vice-ministre des Affaires multilatérales et des droits humains au Mexique, dont le bureau est chargé de coordonner la politique étrangère féministe, l'inégalité structurelle entre les genres nécessite une

---

<sup>404</sup> Gobierno de México. (2023). Mexico's feminist foreign policy, one of three best in the world. <https://www.gob.mx/sre/prensa/mexico-s-feminist-foreign-policy-one-of-three-best-in-the-world?idiom=en#:~:text=Mexico%27s%20feminist%20foreign%20policy%20is,just%20and%20prosperous%20society%3A%201.>

<sup>405</sup> International Service for Human Rights. (2006). *COMMITTEE ON THE ELIMINATION OF DISCRIMINATION AGAINST WOMEN 36TH SESSION (NEW YORK, 7 TO 25 AUGUST 2006)* [olddoc.ishr.ch/hrm/tmb/treaty/cedaw/reports/cedaw\\_36/mexico\\_cedaw\\_36.pdf](http://olddoc.ishr.ch/hrm/tmb/treaty/cedaw/reports/cedaw_36/mexico_cedaw_36.pdf)

<sup>406</sup> International Justice Resource Center. (2018). *Mexico* [Mexico Factsheet.pdf \(ijrcenter.org\)](https://www.ijrcenter.org/mexico-factsheet)

<sup>407</sup> *Ibid*

<sup>408</sup> Thompson, L; Ahmed, S & Khokhar, T. (2021), Defining Feminist Foreign Policy: A 2021 Update. ICRW. [Defining-Feminist-Foreign-Policy-2021-Update.pdf \(icrw.org\)](https://www.icrw.org/wp-content/uploads/2021/07/Defining-Feminist-Foreign-Policy-2021-Update.pdf)

<sup>409</sup> Méndez, E. (07 juillet 2023). Aprueban diputados reforma a Ley del Servicio Exterior que favorece la paridad de género. [La Jornada: Aprueban diputados reforma a Ley del Servicio Exterior que favorece la paridad de género](https://www.lajornada.com.mx/nacional/2023/07/07/aprueban-diputados-reforma-a-ley-del-servicio-exterior-que-favorece-la-paridad-de-genero)

solution radicale<sup>410</sup>. La politique étrangère féministe mexicaine se concentre donc sur les vulnérabilités historiques et contextuelles qui empêchent les femmes et les filles de jouir pleinement de leurs droits et de leur potentiel.

Pour cela, cinq objectifs guident les actions du gouvernement pour réduire et éliminer les inégalités entre les genres ainsi que les disparités structurelles afin de créer une société plus équitable et prospère :

- 1 - Intégrer une perspective de genre et un programme féministe dans tous les aspects de la politique étrangère du Mexique. Cela se traduit par l'application de traités/ politiques concrètes dans l'agenda extérieur sur le genre.
- 2 - Atteindre la parité des genres au sein du ministère des Affaires étrangères et instituer des réformes en faveur de l'égalité des genres au travail.
- 3 - Lutter contre toutes les formes de violences basées sur le genre, y compris au sein du ministère des Affaires étrangères.
- 4 - Veiller à ce que le leadership féministe et les contributions des femmes, en particulier celles issues des groupes historiquement exclus tels que les populations autochtones et afrodescendantes, soient visibles dans l'élaboration de la politique étrangère du Mexique.
- 5 - Adopter une approche féministe intersectionnelle dans toutes les actions de la politique étrangère.

Dans le document annonçant sa politique étrangère féministe, le gouvernement mexicain a promis de mettre en place des actions « cohérentes, intégrées et transversales<sup>411</sup> », qui sont coordonnées par le sous-secrétariat aux affaires multilatérales et aux droits de l'Homme (SSMDH), par l'intermédiaire de la direction générale des droits humains et de la démocratie (DGDD), qui en assure le suivi et l'évaluation. Pour la mise en pratique de sa politique étrangère féministe, le Mexique s'engage à mettre en œuvre des actions spécifiques et limitées dans le temps dans les cinq domaines, y compris le développement de formations, d'ateliers, de groupes de travail et de manuels au cours de la première année<sup>412</sup>. Cela comprend la présentation du manuel des principes de la politique étrangère, ainsi que des certifications en matière d'égalité professionnelle et de non-discrimination.

Le pays agit en leader en matière d'égalité des genres et de changement climatique lors de la Conférence des Parties de 2019 (COP25) parmi les exemples des engagements du Mexique sur la

---

<sup>410</sup> Delgado Peralta, M. (2020). *La Política Exterior Feminista de México: Heinrich-Böll-Stiftung - Ciudad de México: México y el Caribe*. Heinrich-Böll-Stiftung - Ciudad de México | México y el Caribe. <https://mx.boell.org/es/2020/03/06/la-politica-exterior-feminista-de-mexico>

<sup>411</sup> Gobierno de México. (2023). *La Política Exterior Feminista del Gobierno de México*. [POLEXTFEM.pdf \(sre.gob.mx\)](#)

<sup>412</sup> International Center for Research on Women. (2021). *Définir une politique étrangère féministe: mise au point en 2021*. [FFP-2021Update\\_v4-fre.pdf \(icrw.org\)](#)

scène internationale<sup>413</sup>. Le Mexique a également intégré la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable dans sa politique étrangère féministe, une position défendue par Martha Delgado : « pour être efficace, en plus de l'ODD 5 sur l'égalité des genres, l'agenda de protection des femmes et des filles doit traverser tous les ODD et tous les domaines du gouvernement et de la société, raison pour laquelle le Mexique a révisé sa politique étrangère d'une perspective féministe<sup>414</sup> ». En plus du climat, le pays considère aussi une autre thématique prioritaire, celle des droits et de la santé sexuels et reproductifs. Cette attention particulière se matérialise au niveau national puisqu'en 2021 et 2023, la Cour suprême a décidé de décriminaliser l'avortement au niveau des États et au niveau fédéral, des décisions qui marquent un contraste notable avec le renversement de l'arrêt *Roe v. Wade* aux États-Unis<sup>415</sup>. Deux ans plus tôt, la Cour suprême avait jugé que la pénalisation de l'avortement était inconstitutionnelle au niveau des États fédérés; cependant c'est seulement en 2023 qu'elle décriminalise l'avortement<sup>416</sup>.

Concernant l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, le Mexique a publié son premier Plan d'action national (PAN) en janvier 2021, en tant que prélude à sa participation en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité. Il constitue le fruit d'un effort conjoint entre le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Défense (qui englobe l'armée et la force aérienne), le ministère de la Marine, le ministère de la Sécurité et de la protection citoyenne, et l'institut national des femmes (INMUJERES en espagnol)<sup>417</sup>.

### **Plans, traités, politiques et déclarations concrètes adoptées par le Mexique depuis 2020, qui incluent le genre au niveau régional ou international**

- **Promouvoir l'intersectionnalité dans les forums bilatéraux et multilatéraux**

**2021** : Participation au Congrès régional sur les femmes dans les contextes migratoires : « Women on the move : gender equality, human rights and autonomy » dont un des thèmes était l'autonomisation économique des femmes migrantes, réfugiées et rapatriées dans une perspective d'intersectionnalité<sup>418</sup>.

<sup>413</sup> Thompson, L; Ahmed, S & Khokhar, T. (2021), *Defining Feminist Foreign Policy: A 2021 Update*. ICRW. [Defining-Feminist-Foreign-Policy-2021-Update.pdf \(icrw.org\)](#)

<sup>414</sup> [«To be effective, in addition to SDG 5 on gender equality, the agenda for the protection of women and girls needs to cut across all the SDGs and all spheres of government and society, reason why Mexico has revised its foreign policy from a feminist perspective...»] Thompson, L; Ahmed, S & Khokhar, T. (2021), *Defining Feminist Foreign Policy: A 2021 Update*. ICRW. [Defining-Feminist-Foreign-Policy-2021-Update.pdf \(icrw.org\)](#)

<sup>415</sup> Thompson, L; Ahmed, S; Khokhar, T. (2021), *Defining Feminist Foreign Policy: A 2021 Update*. ICRW. [Defining-Feminist-Foreign-Policy-2021-Update.pdf \(icrw.org\)](#)

<sup>416</sup> Le Monde avec AFP. (07 Septembre 2023). *Mexique : la Cour suprême dépénalise l'avortement*. Le Monde. [Mexique : la Cour suprême dépénalise l'avortement \(lemonde.fr\)](#)

<sup>417</sup> García, D.P; Arceta, D et Velasco, A. (2023). *Mexico's Feminist Foreign Policy | A Brief Evaluation*. Internacional Feminista.

[Mexico FFP Eval FinalV.pdf - Google Drive](#)

<sup>418</sup> *Ibid*

**2022** : Lancement en juin du IIe Forum mondial contre le racisme et la discrimination avec l'UNESCO, qui adopte un point de vue intersectionnel<sup>419</sup>.

**2023** : Déclaration sur les formes multiples et croisées de violences et de discriminations lors de la 78e session de l'AGNU<sup>420</sup>.

- **Politiques commerciales et traités**

**2020** : Prolongation de l'engagement envers le programme #HeForShe et obtention de la certification NMX-R-025-SCFI-2015 pour la représentation étrangère mexicaine en matière de non-discrimination et d'égalité professionnelle.

**2023** : Présentation à l'ONU par le Mexique de la résolution « achieving gender equality and empowering all women and girls for sustainable development » pour pousser à l'adoption de traités commerciaux inclusifs<sup>421</sup>.

- **L'Agenda Femmes, Paix et Sécurité**

**2021**: Création du Plan d'Action National (2021-2024) pour appliquer la résolution 1325 du conseil de sécurité de l'ONU<sup>422</sup>.

Co-présidence avec l'Irlande et le Kenya du groupe informel d'experts du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité de l'ONU<sup>423</sup> (mandat finissant en 2022).

**2022**: Participation à l'exercice *Fuerzas Amigas* avec les États-Unis en intégrant les principes de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité de l'ONU<sup>424</sup>.

---

<sup>419</sup> Mexico UN. (2022). *La UNESCO y el Gobierno de México presentan el II Foro Global contra el Racismo y la Discriminación 2022*.

<sup>420</sup> United Nations. (2023). As Women Worldwide Still Struggle to Achieve Basic Rights, Third Committee Emphasizes Importance of Access to Citizenship, Education, Work, Justice. [As Women Worldwide Still Struggle to Achieve Basic Rights, Third Committee Emphasizes Importance of Access to Citizenship, Education, Work, Justice | UN Press](#)

<sup>421</sup> United Nations. (2023). *Second Committee Approves 16 Resolutions, including on Achieving Gender Equality, Eliminating Unauthorized Unilateral Trade Measures*. [Second Committee Approves 16 Resolutions, including on Achieving Gender Equality, Eliminating Unauthorized Unilateral Trade Measures | UN Press](#)

<sup>422</sup> Security Women. (2021). *Mexico*. [Mexico | National Action Plan \(Nap\) | SecurityWomen](#)

<sup>423</sup> Department of Foreign Affairs. (2022). *Permanent mission of ireland to the UN: New York*. Women, Peace and Security - Department of Foreign Affairs. <https://www.dfa.ie/pmun/newyork/peace-and-security/women-peace-and-security/>

<sup>424</sup> US Army. (2022). *U.S. and Mexico incorporate Women, Peace, and Security Program in Fuerzas Amigas 2022*.

[U.S. and Mexico incorporate 'Women, Peace, and Security Program' in 'Fuerzas Amigas 2022' | Article | The United States Army](#)

- **Climat**

**2021:** Déclaration à la COP26: le Mexique affirme qu'il regrette que l'examen du programme de travail de Doha sur l'article 6 de la CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) n'ait pas inclus les concepts des droits humains, d'égalité de genre et d'équité intergénérationnelle<sup>425</sup>.

**2023:** (10 janvier) : le Mexique s'engage à lutter contre le réchauffement climatique en incluant une perspective de genre dans le cadre de la Déclaration de l'Amérique du Nord <sup>426</sup>.

- **Élimination des violences basées sur le genre**

**2021 :** Lancement du Forum Génération Égalité à Mexico, puis à Paris<sup>427</sup>.

Partenariat avec l'Initiative Spotlight pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles<sup>428</sup>.

**2023 :** Engagement du pays à « renforcer les actions de prévention de la violence sexiste et de prise en charge des victimes de cette violence<sup>429</sup> » dans le cadre du bicentenaire des États-Unis et du Mexique pour la sécurité, la santé publique et des communautés sûres.

## **Les forces**

La politique étrangère féministe mexicaine est efficace en raison de l'inclusion de la dimension intersectionnelle des sujets abordés et de la visée transformative adoptée pour permettre l'égalité des genres et la lutte contre toutes formes de discriminations et de violences basées sur le genre. L'adoption d'une politique étrangère féministe a permis également d'initier des changements nationaux en matière d'égalité de genre, notamment en matière d'équité femmes-hommes à tous les échelons de l'administration<sup>430</sup>.

---

<sup>425</sup> *Ibid*

<sup>426</sup> [« empower women and girls, in all their diversity»] Prime Minister of Canada. (2023). *Declaration of North America (DNA)*.

[Declaration of North America \(DNA\) | Prime Minister of Canada \(pm.gc.ca\)](#)

<sup>427</sup> Génération Égalité. (2021). *Forum Génération Égalité*.

[Forum Génération Égalité \(generationequality.org\)](#)

<sup>428</sup> Spotlight Initiative Mexico Report 2022. (2023). Spotlight Initiative.

<https://www.spotlightinitiative.org/publications/spotlight-initiative-mexico-report-2022>

<sup>429</sup> [«Strengthen actions for the prevention of gender-based violence and care for victims of such violence»].US Department of State. (2023). *Joint Statement: US-Mexico High Level Security Dialogue*. [Joint Statement: U.S.-Mexico High Level Security Dialogue 2023 - United States Department of State](#)

<sup>430</sup> García, D.P. (19 octobre 2023). Mexico's Feminist Foreign Policy: In Search of Accountability and Participation. [Mexico's Feminist Foreign Policy: In Search of Accountability and Participation | IPI Global Observatory \(theglobalobservatory.org\)](#)

## Les limites

Toutefois, le gouvernement qui se considère féministe a l'un des taux d'homicides et de violence sexistes et sexuelles les plus élevés au monde<sup>431</sup>. Environ onze femmes sont assassinées chaque jour au Mexique<sup>432</sup>, le tout dans une grande impunité.

Cette situation a peu de chance d'évoluer sous la présidence d'Obrador. Malgré le fait qu'il soit l'instigateur de la politique étrangère féministe, il n'est pas enclin à mettre en œuvre au niveau national les valeurs féministes qu'il défend à l'étranger<sup>433</sup>. Par le passé, il a dénoncé les féministes mexicaines comme étant à l'origine d'un « complot conservateur » contre son gouvernement et a systématiquement sapé les efforts visant à lutter contre la violence sexiste dans le pays. De plus, sous son gouvernement, la militarisation s'est accrue. Le budget de l'armée a augmenté d'environ 50% et le nombre de militaires déployés sur le territoire mexicain a augmenté d'environ 25%<sup>434</sup>. Les activistes et les expert-es mexicain-es soulignent que les masculinités militarisées et l'augmentation de la disponibilité des armes à feu sont des moteurs de la violence sexiste dans le pays. Les élections présidentielles de 2024 opposeront deux femmes ayant plaidé en faveur des droits des femmes, ce qui laisse présager que le gouvernement garde sa politique étrangère féministe et agisse pour éradiquer les violences basées sur le genre dans le pays.

Trois ans après l'adoption de la politique étrangère féministe, le pourcentage de femmes occupant les postes les plus élevés du service diplomatique est resté pratiquement inchangé. Depuis 2019, seules 7% des femmes du Service diplomatique mexicain détiennent le titre d'ambassadrice. De plus, seules 6% et 10% détiennent respectivement les titres de ministre ou de conseillère<sup>435</sup>. Seules 25 des 79 diplomates nommées par le président López Obrador sont des femmes, représentant moins d'un tiers du total des nominations<sup>436</sup>. Bien que la représentation des genres parmi les étudiant-es de l'Institut des Relations internationales (IMR) soit équilibrée, il est important de noter que cette parité ne se poursuit pas au sein du Service diplomatique mexicain, où subsiste un écart entre les genres.

---

<sup>431</sup> Thompson, L; Ahmed, S; Khokhar, T. (2021), Defining Feminist Foreign Policy: A 2021 Update. ICRW. [Defining-Feminist-Foreign-Policy-2021-Update.pdf \(icrw.org\)](#)

<sup>432</sup> Thompson, L; Ahmed, S; Khokhar, T. (2021), Defining Feminist Foreign Policy: A 2021 Update. ICRW. [Defining-Feminist-Foreign-Policy-2021-Update.pdf \(icrw.org\)](#)

<sup>433</sup> García, D.P; Arceta, D et Velasco, A. (2023).Mexico's Feminist Foreign Policy | A Brief Evaluation. Internacional Feminista. [Mexico FFP Eval FinalV.pdf - Google Drive](#)

<sup>434</sup> Thompson, L; Ahmed, S & Khokhar, T. (2021), Defining Feminist Foreign Policy: A 2021 Update. ICRW. [Defining-Feminist-Foreign-Policy-2021-Update.pdf \(icrw.org\)](#)

<sup>435</sup> García ,D.P; Arceta, D et Velasco, A. (2023).Mexico's Feminist Foreign Policy | A Brief Evaluation.Internacional Feminista. [Mexico FFP Eval FinalV.pdf - Google Drive](#)

<sup>436</sup> *Ibid*

La politique étrangère féministe ne respecte pas tous les engagements qu'elle avait pris dans son manuel. Elle est encore largement absente de la défense, le commerce et la diplomatie ce qui contredit l'aspect transversal qu'elle prône.

Même si le ministère des Affaires étrangères a travaillé en collaboration avec la société civile féministe en Europe et aux États-Unis, notamment avec des organisations telles que le *Centre for Feminist Foreign Policy*, l'*International Center for Research on Women* et le *Feminist Foreign Policy Collaborative*, il n'a pas encore établi de partenariats similaires avec la société civile au Mexique<sup>437</sup>. Pourtant, de nombreuses ONG activistes locales sont impliquées dans la lutte pour l'égalité de genre telles qu'*Intersecta*, *Data Civica* ou *Equis Justicia*<sup>438</sup>. Ainsi, le président et son gouvernement manquent de cohérence dans l'application de la politique étrangère féministe. La limitation de l'implication des associations dans la politique entraîne un déficit de responsabilité de la part du gouvernement.

Sur l'adoption du principe intersectionnel, la politique étrangère féministe ne mentionne pas comment elle abordera la question des populations afrodescendantes, autochtones, les Premières Nations, les peuples tribaux, les personnes en situation de handicap et les migrant·es.

## Recommandations

- 1. Assurer l'application de la politique étrangère féministe de manière transversale.** Le Secrétariat aux Affaires étrangères devrait respecter son engagement à intégrer de manière exhaustive les perspectives de genre dans tous les aspects de sa politique étrangère, couvrant la sécurité internationale, la migration, la diplomatie, la défense, la coopération et le commerce.
- 2. Entreprendre des actions significatives au niveau national pour réduire les violences faites aux femmes.** Cela permettrait au Mexique d'acquérir une légitimité accrue sur la scène internationale en matière de politique étrangère féministe. En s'attaquant de manière proactive et systématique aux problèmes de violence basées sur le genre sur le territoire national, le Mexique enverrait un signal fort quant à son engagement vis-à-vis de leur élimination. Une approche holistique est nécessaire, comprenant des réformes législatives et des campagnes de

---

<sup>437</sup> *Ibid*

<sup>438</sup> Doumon, M.A. (2021). Feminist foreign policy : the case of Mexico. *Humanities and Social Sciences*. <https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwik8fGjIPmCAxXOEvkFHSysANcQFnoECA4QAQ&url=https%3A%2F%2Fdumas.ccsd.cnrs.fr%2Fdumas-03868461v1%2Fdocument&usg=AOvVaw04-HxLbejOTbOtYxIR95Nu&opi=89978449>

sensibilisation, pour contribuer à créer un environnement plus sûr et équitable pour les Mexicaines.

- 3. Adopter des mesures de démilitarisation.** En raison de l'impact disproportionné que les conflits armés ont sur les femmes et du niveau élevé de trafic d'armes à l'échelle régionale, une politique de démilitarisation pourrait contribuer de manière significative à la protection des droits des femmes.
- 4. Prendre des mesures concrètes visant à accroître la représentation des femmes dans les postes diplomatiques.** La diversité de genre dans les équipes diplomatiques exposerait la cohérence entre les engagements du pays et ses prises de décisions en matière de droits des femmes et de promotion de politiques intégrant l'égalité des genres. Par le biais de programmes d'inclusion, de mentorat et de promotion active, le Mexique pourrait créer un environnement propice à la participation accrue des femmes dans la diplomatie.
- 5. Inclure la société civile dans la politique étrangère féministe et mettre en place des politiques nationales pour lutter contre les violences faites aux femmes.** Le gouvernement mexicain est tenu de promouvoir et d'articuler un programme fort et concret en matière de droits des femmes au niveau national. C'est la demande des activistes féministes, notamment de l'Observatoire mexicain sur la politique étrangère féministe, qui appellent à une cohérence et exemplarité entre la scène internationale et nationale<sup>439</sup>.
- 6. Garantir le suivi et l'évaluation de la politique étrangère féministe.** Le Secrétariat aux Affaires étrangères devrait élaborer une feuille de route transparente et facilement accessible pour la politique étrangère féministe, détaillant les actions, les indicateurs, les résultats et l'impact prévu. Ce format devrait permettre de surveiller et d'évaluer efficacement les résultats. Le gouvernement fédéral devrait également concevoir un cadre budgétaire et allouer des ressources suffisantes pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la Politique étrangère féministe.

---

<sup>439</sup> Thompson, L; Ahmed, S et Khokhar, T. (2021), Defining Feminist Foreign Policy: A 2021 Update. ICRW. [Defining-Feminist-Foreign-Policy-2021-Update.pdf \(icrw.org\)](https://www.icrw.org/files/resources/publications/Defining-Feminist-Foreign-Policy-2021-Update.pdf)

### Le cadre institutionnel du Mexique en matière de genre :

Le Secrétariat de l'Égalité des genres et de l'Autonomisation des Femmes ainsi que le Secrétariat de l'Intérieur sont les principaux organes gouvernementaux chargés de la promotion de l'égalité des genres et de la lutte contre les violences faites aux femmes.

Le Comité intersectoriel pour l'égalité entre les femmes et les hommes, chargé de coordonner les politiques et les programmes du gouvernement en matière d'égalité des genres.

L'Institut national des femmes (INMUJERES), créé en 2001, est chargé de promouvoir l'égalité des genres en contribuant à l'élaboration de la politique nationale en matière d'égalité. Il s'agit d'un organisme public autonome relevant du Secrétariat de l'Égalité et du Bien-être social. L'Institut met en œuvre des politiques et des programmes, mène des recherches et sensibilise le public aux questions d'égalité femmes-hommes.

### Collectifs féministes :

Les collectifs féministes sont représentés dans plusieurs Comités du gouvernement, *Consortio para el Diálogo Parlamentario y la Equidad* est l'un des organismes féministes siégeant au Comité intersectoriel pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

En outre, les collectifs féministes sont sollicités par plusieurs secrétariats afin de prendre en compte les revendications des Mexicaines dans l'élaboration de politiques publiques.

Des collectifs féministes luttent pour les droits des femmes au Mexique, comme le *Fente Feminista Nacional*, qui organise des manifestations, des ateliers et des campagnes de sensibilisation dans tout le pays.

Au niveau des États mexicains, il existe aussi de nombreux collectifs féministes à l'instar du *Consortio Oaxaca* qui fournit un soutien juridique et psychologique aux femmes victimes de violences<sup>440</sup>.

### Points à retenir :

1. En 2019, le Mexique a annoncé qu'il souhaitait adopter une politique étrangère féministe. Il est ainsi devenu le premier pays du Sud global à mettre en œuvre une telle politique. L'objectif du Mexique était de se positionner en tant que *leader* en matière de politique étrangère féministe.
2. La politique étrangère féministe mexicaine se caractérise par une revendication du terme de « féminisme ». Elle se veut intersectionnelle, incluant les populations appartenant aux communautés racialisées et aux communautés LGBTI+.
3. La politique étrangère féministe mexicaine a cinq objectifs : 1) l'intégration d'une

<sup>440</sup> Consortio Oaxaca. (2024). [Consortio Para el Diálogo Parlamentario y la Equidad Oaxaca – Consortio Oaxaca](#)

perspective de genre et d'un programme féministe dans tous les aspects de la politique étrangère, 2) l'atteinte de la parité des genres au sein du ministère des Affaires étrangères et la mise en place de réformes en faveur de l'égalité des genres au travail, 3) la lutte contre toutes les formes de violences basées sur le genre, 4) le leadership féministe et les contributions des femmes, 5) l'adoption d'une approche féministe intersectionnelle.

4. Toutefois, la politique étrangère féministe du Mexique n'aborde pas les questions relatives aux populations afrodescendantes, autochtones, aux Premières Nations, aux peuples tribaux, aux personnes en situation de handicap et aux migrant·es.
5. La société civile n'a pas été incluse dans l'élaboration des orientations de la politique étrangère féministe.
6. En outre, en dépit de l'adoption de la politique étrangère féministe mexicaine peu de progrès ont été constatés, à l'instar du pourcentage de femmes occupant les postes les plus élevés du service diplomatique qui est resté inchangé.
7. Le Mexique ne semble pas enclin à mettre en œuvre au niveau national, les valeurs qu'il prône sur la scène internationale, ce qui démontre une incohérence de taille.

## Mongolie

### Adoption et contexte

La Mongolie a développé depuis 2022 un plan stratégique pour l'égalité des genres,<sup>441</sup> mais a déclaré officiellement en 2023 vouloir développer une politique étrangère féministe. En juin, la Ministre des Affaires étrangères, Battsetseg Batmunkh, a invité ses homologues d'Afrique du Sud, d'Allemagne, de France, d'Indonésie et du Liechtenstein, toutes des ministres femmes, afin de discuter autour des enjeux de politique étrangère féministe<sup>442</sup>.

Ce travail de développement d'une politique étrangère féministe a démarré dès 2011 quand la Mongolie a voté sa première loi sur la promotion de l'égalité des genres<sup>443</sup>. Cette loi présente notamment le spectre de son application qui doit couvrir à la fois les politiques internes du pays et les politiques extérieures, mais définit également les termes de genre, d'égalité de genres, de stéréotypes de genre, de discrimination de genre, de harcèlement sexuel, de violences basées sur le genre et de quota de genre.

La Mongolie est une démocratie parlementaire, actuellement dirigée par le Président Ukhnaagiin Khürelsükh depuis le 25 juin 2021<sup>444</sup>. C'est un pays qui ne cesse de progresser en termes d'État de droit et qui affiche des ambitions notamment en termes de changement climatique, d'indépendance de la justice et de préservation de son indépendance vis-à-vis de Moscou et Pékin. Le développement d'une politique étrangère féministe a été confié au Ministère des Affaires étrangères sous la direction de la Ministre Battsetseg Batmunkh, troisième femme à occuper ce poste dans le pays. Le pays a par ailleurs créé depuis 2009, une Commission nationale sur l'égalité des genres, qui a pour rôle de promouvoir la loi de 2011 sur l'égalité des genres et d'assurer l'intégration du genre dans tous les secteurs relevant des politiques publiques du pays<sup>445</sup>.

---

<sup>441</sup> Wps focal points net work. (2022). *The law on promotion og gender equality, cross-sectoral strategic plan for promoting gender equality in mongolia (2022-2031)*. <https://wpsfocalpointsnetwork.org/wp-content/uploads/2023/04/%D1%81%D1%82%D1%80%D0%B0%D1%82%D0%B5%D0%B3%D0%B8-%D1%82%D3%A9%D0%BB%D3%A9%D0%B2%D0%BB%D3%A9%D0%B3%D3%A9%D3%A9-2022-2031-eng-.pdf>

<sup>442</sup> Stamm, L. (03 juillet 2023). *Mongolia Leans in to Feminist Foreign Policy*. DGAP. <https://dgap.org/en/research/publications/mongolia-leans-feminist-foreign-policy>

<sup>443</sup> WPS focal Points network. (n. d.). Mongolia. <https://wpsfocalpointsnetwork.org/mongolia/>

<sup>444</sup> France diplomatie. (n. d.) Présentation de la Mongolie. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/mongolie/presentation-de-la-mongolie/>

<sup>445</sup> 60ème commission de la condition de la femme. (23 mars 2021). *National voluntary presentation of Mongolia on the implementation of the agreed conclusions from CSW60*. [https://estatements.unmeetings.org/estatements/31.0070/20210323/Rp4LOUr68FNX/Mwq6SHUJkerm\\_en.pdf](https://estatements.unmeetings.org/estatements/31.0070/20210323/Rp4LOUr68FNX/Mwq6SHUJkerm_en.pdf)

En 1990, la Mongolie a rejoint le Conseil pour les droits humains des Nations unies ainsi que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe sur la protection des femmes et des enfants<sup>446</sup>. En 2022, le pays a nommé 6 femmes ambassadrices pour la première fois en une année. Et en juin de la même année, la Ministre Battsetseg Barmunkh a accueilli une conférence internationale sur le renforcement du rôle des femmes dans le maintien de la paix<sup>447</sup>.

Les 29 et 30 juin 2023, lors de l'invitation de ses homologues en Mongolie, la Ministre des Affaires étrangères du pays a réussi à initier un dialogue sur les questions liées à l'égalité des genres, comment lutter contre la crise climatique et sur l'insécurité alimentaire<sup>448</sup>. Ces discussions ont donné lieu à la « Déclaration d'Oulan-Bator ».

La Mongolie a également récemment rejoint le « Feminist Foreign Policy Plus Group » des Nations unies. Cette alliance des pays ayant développé une politique étrangère féministe a été créée à l'initiative de la Suède et est un outil de promotion de cette politique au sein des instances multilatérales<sup>449</sup>.

### **Les axes et spécificités**

La politique étrangère féministe annoncée par la Mongolie s'appuie sur trois axes principaux : un appui important aux initiatives internationales en faveur des femmes, l'accroissement du rôle des femmes mongoles dans les postes diplomatiques du pays et le rôle actif des femmes dans les opérations de maintien de la paix<sup>450</sup>.

La Mongolie a un rôle actif dans les instances internationales et apporte notamment une contribution notable à la Commission de la condition de la femme des Nations unies. En mars 2023 lors de la 76ème Commission de la condition de la femme, la Mongolie a exposé ses mesures prises depuis 2018 pour la protection des droits des filles et des femmes dans le pays<sup>451</sup>. Le Vice-Ministre du travail

---

<sup>446</sup> Friedrich Ebert Stiftung. (2022). *Mongolia's Feminist Diplomacy : the need for a strategy*. <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/mongolei/19311.pdf>

<sup>447</sup> The gender security project. (08 juillet 2023). Mongolia. <https://www.gendersecurityproject.com/post/mongolia-s-feminist-foreign-policy>

<sup>448</sup> Stamm, L. (03 juillet 2023). *Mongolia Leans in to Feminist Foreign Policy*. DGAP. <https://dgap.org/en/research/publications/mongolia-leans-feminist-foreign-policy>

<sup>449</sup> The gender security project. (01 octobre 2023). *Feminist Foreign Policy Plus Group : political declaration*. <https://www.gendersecurityproject.com/post/feminist-foreign-policy-plus-group-political-declaration>

<sup>450</sup> The gender security project. (08 juillet 2023). Mongolia. <https://www.gendersecurityproject.com/post/mongolia-s-feminist-foreign-policy>

<sup>451</sup> Nations Unies. (10 mars 2023). *Commission de la condition de la femme : sept exposés volontaires soulignent l'importance de donner plus de visibilité aux femmes rurales*. <https://press.un.org/fr/2023/fem2225.doc.htm>

et de la protection sociale, Zulphar Sarkha, a évoqué que la Mongolie a récemment créé un groupe de travail indépendant sur ces questions relevant du Comité national du genre et l'adoption d'un plan stratégique pour l'égalité des genres (2022-2031)<sup>452</sup>. De plus en 2022, le pays a mis en place un programme de soutien à l'emploi des femmes et a adopté une loi portant sur les services de garde d'enfants dans le pays. Le Vice-Ministre a évoqué les principales difficultés du pays qui se retrouvent dans la disparité entre le développement rural et urbain qui déteint sur la situation des femmes en zones rurales<sup>453</sup>.

En 1998, le pays a nommé pour la première fois une femme Ministre des Affaires étrangères, Nyam-Osoryn Tuyaa<sup>454</sup>, depuis, 3 femmes ont occupé ce poste. La première femme ambassadrice a été affectée en Belgique en 2021. En 2019, le taux de femmes diplomates pour la Mongolie est de 34,5%<sup>455</sup>.

Le pays souhaite développer encore plus le volet inclusion des femmes dans le milieu de la sécurité et de la paix. En 2022, la Ministre des Affaires étrangères Battsetseg Barmunkh a accueilli une conférence internationale sur l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité intitulée « Strengthening the Role of Women in Peacekeeping »<sup>456</sup>. Cette conférence a rassemblé des femmes soldates de la paix de 30 pays, des organisations internationales et l'Union européenne. En déployant plus de 900 femmes dans les missions de maintien de la paix des Nations unies, la Mongolie est le premier pays de la région à envoyer autant de femmes<sup>457</sup>. Le pays s'engage à augmenter de 15% d'ici 2027, le nombre de femmes mongoles servant dans des opérations de maintien de la paix<sup>458</sup>.

---

<sup>452</sup> Wps focal points net work. (2022). *The law on promotion og gender equality, cross-sectoral strategic plan for promoting gender equality in mongolia (2022-2031)*.

<https://wpsfocalpointsnetwork.org/wp-content/uploads/2023/04/%D1%81%D1%82%D1%80%D0%B0%D1%82%D0%B5%D0%B3%D0%B8-%D1%82%D3%A9%D0%BB%D3%A9%D0%B2%D0%BB%D3%A9%D0%B3%D3%A9%D3%A9-2022-2031-eng-.pdf>

<sup>453</sup> Nations Unies. (10 mars 2023). *Commission de la condition de la femme : sept exposés volontaires soulignent l'importance de donner plus de visibilité aux femmes rurales*.

<https://press.un.org/fr/2023/fem2225.doc.htm>

<sup>454</sup> Friedrich Ebert Stiftung. (2022). *Mongolia's Feminist Diplomacy : the need for a strategy*.

<https://library.fes.de/pdf-files/bueros/mongolei/19311.pdf>

<sup>455</sup> Friedrich Ebert Stiftung. (2022). *Mongolia's Feminist Diplomacy : the need for a strategy*.

<https://library.fes.de/pdf-files/bueros/mongolei/19311.pdf>

<sup>456</sup> Friedrich Ebert Stiftung. (2022). *Mongolia's Feminist Diplomacy : the need for a strategy*.

<https://library.fes.de/pdf-files/bueros/mongolei/19311.pdf>

<sup>457</sup> The gender security project. (08 juillet 2023). Mongolia.

<https://www.gendersecurityproject.com/post/mongolia-s-feminist-foreign-policy>

<sup>458</sup> Nations Unies. (10 mars 2023). *Commission de la condition de la femme : sept exposés volontaires soulignent l'importance de donner plus de visibilité aux femmes rurales*.

<https://press.un.org/fr/2023/cs15221.doc.htm>

## **Plans, traités, politiques et déclarations concrètes adoptées par la Mongolie depuis 2022, qui incluent le genre au niveau régional ou international**

- **Appui aux initiatives internationales en faveur des femmes**

**2023** : Prise de parole de la Mongolie lors de la 76ème Commission de la condition de la femme<sup>459</sup>.

**2023** : Déclaration d'« Oulan Bator » lors de l'organisation d'un événement dans le pays regroupant les Ministres des Affaires étrangères de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de la France, d'Indonésie et du Liechtenstein<sup>460</sup>.

- **Développement des politiques publiques internes en faveur des droits des femmes**

**2022** : Loi sur la promotion de l'égalité des genres en Mongolie (2022-2031)<sup>461</sup>.

- **Agenda Femmes, Paix, Sécurité**

**2022** : Organisation de la conférence « Strengthening the Role of Women in Peacekeeping » en Mongolie<sup>462</sup>.

### **Les forces**

La Mongolie est un pays qui s'est engagé dans la voie démocratique dans les (années 90) et qui n'a pas connu de guerre civile ou de conflit identitaire interne<sup>463</sup>. La construction de politiques publiques en faveur des droits de l'Homme et notamment des femmes est un processus long, mais le pays a démontré sa volonté de vouloir y parvenir.

---

<sup>459</sup> Nations Unies. (10 mars 2023). *Commission de la condition de la femme : sept exposés volontaires soulignent l'importance de donner plus de visibilité aux femmes rurales.*

<https://press.un.org/fr/2023/fem2225.doc.htm>

<sup>460</sup> France diplomatie. (30 juin 2023). "Déclaration d'Oulan-Bator" - document final issu de la réunion des femmes ministres des affaires étrangères.

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/actualites-et-evenement/article/declaration-d-oulan-bator-document-final-issu-de-la-reunion-des-femmes>

<sup>461</sup> Wps focal points net work. (2022). *The law on promotion og gender equality, cross-sectoral strategic plan for promoting gender equality in mongolia (2022-2031).*

<https://wpsfocalpointsnetwork.org/wp-content/uploads/2023/04/%D1%81%D1%82%D1%80%D0%B0%D1%82%D0%B5%D0%B3%D0%B8-%D1%82%D3%A9%D0%BB%D3%A9%D0%B2%D0%BB%D3%A9%D0%B3%D3%A9%D3%A9-2022-2031-eng-.pdf>

<sup>462</sup> Ankhtuya. (16 juin 2022). *Mongolia hosts an international conference of female peacekeepers.* News.mn

<https://news.mn/en/797608/>

<sup>463</sup> Jarry-Omarova, A. (2005). Sphère publique, sphère politique : le cas des associations de femmes en Mongolie, *L'Homme & la Société*, (n°158), pages 201 à 218, 10.3917/lhs.158.0201

<https://www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2005-4-page-201.htm>

La Mongolie a mis en place plusieurs mesures afin de renforcer ses politiques publiques en intégrant les notions d'égalité femmes-hommes. Le pays s'est, par exemple, doté d'une commission nationale sur l'égalité des genres qui doit veiller à bien intégrer le genre dans toutes les politiques publiques du pays et travailler à établir un budget sensible au genre<sup>464</sup>.

La volonté du pays de progresser sur le développement de l'égalité des genres dans tous les domaines de la politique nationale et internationale se traduit notamment dans les apports volontaires du pays dans les commissions de la condition de la femme. Le pays s'est par ailleurs livré à l'exercice de l'évaluation de ses politiques par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en 2022, qui a fait part d'un certain nombre de points à améliorer<sup>465</sup>.

La déclaration de vouloir développer une politique étrangère féministe est intéressante pour le pays et pour la région puisque la Mongolie est placée géographiquement entre les deux grandes puissances russe et chinoise, qui ne cessent quant à elles de régresser au niveau des droits humains et bloquent tout effort multilatéral pour les droits des femmes. En développant une politique étrangère féministe, le pays se distancie encore plus de ses voisins en se rapprochant d'institutions internationales et servant d'exemple dans la région<sup>466</sup>.

## **Les limites**

En 2022, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) a examiné les actions de la Mongolie. Les expert-es ont souligné le manque de loi pénalisant les discriminations envers les femmes, le taux élevé de violence sexiste, la faible autonomisation sociale et économique des femmes dans le pays et la diffusion de messages genrés par les médias locaux<sup>467</sup>.

---

<sup>464</sup> Haut-commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. (24 juin 2022). *Examen de la Mongolie devant le CEDAW : des progrès important ont été réalisés dans le cadre juridique, mais l'égalité de jure doit se traduire en égalité de fait.*

<https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2022/06/experts-committee-elimination-discrimination-against-women-commend-progress>

<sup>465</sup> Haut-commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. (24 juin 2022). *Examen de la Mongolie devant le CEDAW : des progrès important ont été réalisés dans le cadre juridique, mais l'égalité de jure doit se traduire en égalité de fait.*

<https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2022/06/experts-committee-elimination-discrimination-against-women-commend-progress>

<sup>466</sup> The gender security project. (08 juillet 2023). Mongolia.

<https://www.gendersecurityproject.com/post/mongolia-s-feminist-foreign-policy>

<sup>467</sup> Haut-commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. (24 juin 2022). *Examen de la Mongolie devant le CEDAW : des progrès important ont été réalisés dans le cadre juridique, mais l'égalité de jure doit se traduire en égalité de fait.*

<https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2022/06/experts-committee-elimination-discrimination-against-women-commend-progress>

Le rapport a également souligné l'absence de prise en compte des femmes LGBTI+ dans les mesures prises par le gouvernement comme les services sociaux créés pour les victimes de violence ou leur absence totale dans les médias<sup>468</sup>.

Selon une étude de l'UNFPA Mongolie en 2017, près de deux femmes sur trois ont déjà subi des violences basées sur le genre au cours de leur vie<sup>469</sup>. Ces chiffres sont encore trop importants pour ce pays qui voit son indice d'inégalité entre les sexes inférieur à la moyenne régionale, selon le Rapport sur le développement humain du PNUD en 2022<sup>470</sup>.

De plus, la Mongolie est un pays extrêmement touché par les changements climatiques qui entraînent toute une série de catastrophes naturelles dans le pays : hivers rigoureux, sécheresses, tempêtes de poussière, neiges abondantes... Le pays n'a pas encore intégré la dimension genre et climat dans ses politiques publiques. En ce sens, un rapport publié par la Banque d'Asie du développement en 2022 démontre les efforts encore à faire par la Mongolie pour promouvoir le genre et la résilience climatique<sup>471</sup>. Cependant, lors de la COP 28 de Dubaï en 2023, le Président mongol a prononcé un discours dans lequel il indique que « La Mongolie reconnaît l'importance de la participation et du leadership des femmes dans la lutte contre le changement climatique ; c'est pourquoi, en collaboration avec les Nations unies, nous accueillerons le Forum mondial des femmes en 2024, afin de promouvoir l'égalité entre les genres<sup>472</sup> ». L'organisation de ce Forum sera l'occasion pour le pays de mettre en avant ses avancées dans le cadre de sa politique étrangère féministe et de ses actions en matière de climat.

Paradoxalement, la Mongolie est engagée en faveur de l'Agenda Femmes, Paix, Sécurité en étant le pays asiatique à envoyer le plus de femmes dans des opérations de maintien de la paix, mais ne

---

<sup>468</sup> Haut-commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. (24 juin 2022). *Examen de la Mongolie devant le CEDAW : des progrès importants ont été réalisés dans le cadre juridique, mais l'égalité de jure doit se traduire en égalité de fait.* <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2022/06/experts-committee-elimination-discrimination-against-women-commend-progress>

<sup>469</sup> National Statistics Office and the UN Population Fund Ulaanbaatar. (2018). *Breaking the silence for equality: 2017 National Study on Gender-based Violence in Mongolia.* <https://mongolia.unfpa.org/en/publications/breaking-silence-equality-2017-national-study-gender-based-violence-mongolia>

<sup>470</sup> UNDP. (n. d.). *Mongolia - Gender equality and women's empowerment.* <https://www.undp.org/mongolia/gender-equality#:~:text=Mongolia's%20state%20policy%20on%20gender.and%20elimination%20of%20gender%20discrimination.>

<sup>471</sup> Reliefweb. (10 juin 2022). *Women's Resilience in Mongolia : How laws and policies promote gender equality in climate change and disaster risk management.* <https://reliefweb.int/report/mongolia/womens-resilience-mongolia-how-laws-and-policies-promote-gender-equality-climate-change-and-disaster-risk-management-june-2022>

<sup>472</sup> United Nations Climate Change. (09 décembre 2023). *Cop 28 high-level segment - National statement - Mongolia.* <https://unfccc.int/documents/636289>

dispose pas de Plan d'Action National en faveur de la résolution 1325. En 2023, 12 pays d'Asie et du Pacifique ont adopté un Plan d'Action National mais la Mongolie n'en fait pas partie<sup>473</sup>.

La Mongolie est un pays en proie à un fort taux de trafic d'êtres humains. Pour l'Organisation internationale des migrations, entre 2012 et 2020, 350 personnes ont été victimes de cette traite et 70% étaient des femmes et des filles, victimes essentiellement de trafic sexuel<sup>474</sup>. L'OIM et le Conseil de coordination de la prévention des crimes de Mongolie ont lancé un projet de campagne de communication publique dans le pays pour sensibiliser les jeunes femmes à ce qu'implique la traite des êtres humains. Ces informations diffusées leur permettent de savoir où se rendre pour signaler le crime, comment accéder à des informations fiables et dignes de confiance et comment demander de l'aide. Le Département d'État américain qui produit des rapports annuels sur le trafic humain dans le monde a souligné les efforts de la Mongolie, mais a remis des recommandations pour améliorer les procédures du pays. Dans ces recommandations apparaissent notamment le renforcement des procédures juridiques et l'application systématique des peines encourues pour les cas avérés, une meilleure formation des fonctionnaires juridiques, l'amélioration de l'échange d'informations entre les agences de lutte contre la traite, la police, tribunaux et services sociaux et le renforcement de l'appui aux victimes, et notamment des femmes et des personnes LGBTI+<sup>475</sup>.

Enfin, l'une des principales limites de ce pays, avec un fort potentiel de développement, est le manque de moyen financier. La Mongolie est elle-même récipiendaire de fonds d'aide publique au développement ce qui place le pays comme receveur. Lors de l'évaluation du pays par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Ministre adjoint du Travail et de la Protection sociale, Sarkhad Zulpkhar, a avoué le manque de ressources financières et humaines du gouvernement pour appliquer la dimension genre dans toutes les politiques publiques du pays<sup>476</sup>.

---

<sup>473</sup> UnWomen Asia and the Pacific. (n. d.). *National Action Plans*.

<https://asiapacific.unwomen.org/en/focus-areas/peace-and-security/national-action-plans#:~:text=As%20of%20February%202023%2C%20105.include%20mention%20of%20climate%20change>.

<sup>474</sup> Organisation internationale des migrations. (10 mars 2021). *IOM Launches New Anti-Trafficking Campaign in Mongolia*. <https://www.iom.int/news/iom-launches-new-anti-trafficking-campaign-mongolia>

<sup>475</sup> U.S Department of State. (2023). *2023 Trafficking in Persons Report: Mongolia*. <https://www.state.gov/reports/2023-trafficking-in-persons-report/mongolia/>

<sup>476</sup> Haut-commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. (24 juin 2022). *Examen de la Mongolie devant le CEDAW : des progrès important ont été réalisés dans le cadre juridique, mais l'égalité de jure doit se traduire en égalité de fait*. <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2022/06/experts-committee-elimination-discrimination-against-women-commend-progress>

## Recommandations

1. **Allouer un budget conséquent à l'intégration du genre dans les politiques publiques du pays.** Un travail est en cours sur la mise en place d'un budget sensible au genre dans le pays, mais le manque de moyens financiers et humains est encore trop important pour progresser concrètement dans ce domaine.
2. **Travailler concrètement sur l'intégration du genre dans les politiques publiques relatives au climat.** Les changements climatiques affectent particulièrement le pays, notamment dans les zones rurales, l'approche genre et climat pourrait considérablement aider le pays à lutter efficacement contre les changements climatiques.
3. **Lutter activement contre les violences basées sur le genre.** En ratifiant la Convention pour l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes, la Mongolie s'est engagée à lutter contre ce fléau. Le pays doit donc prendre des mesures juridiques plus contraignantes afin de diminuer le taux de VBG. Il est également nécessaire de mettre en place des mesures d'accompagnement pour les victimes de VBG et des campagnes de sensibilisation et d'éducation à l'égard de la population mongole.
4. **Sensibiliser fortement les médias locaux à briser les stéréotypes de genre dans les contenus diffusés dans le pays.** Le rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a mis en avant ce point comme étant contraire aux volontés de développement du politique en faveur des droits des femmes dans le pays.
5. **Prendre en compte les femmes LGBTI+ dans les mesures prises par le pays et notamment dans la lutte contre les VBG.** Cette mesure permettrait de réduire le taux de VBG dans le pays et de protéger ces personnes en particulier. L'homosexualité a été dépénalisée dans le pays en 1961, cependant le mariage pour les personnes du même sexe n'est pas légal. Une étude menée en 2021 dans le pays a démontré que 85,5% des étudiant-es mongoles ne sont pas opposés à une légalisation du mariage homosexuel témoignant d'un réel progrès sur ce sujet dans le pays<sup>477</sup>.
6. **Agir davantage avec la société civile mongole.** Le rôle de la société civile et des organisations féministes mongoles n'est pas visible dans les actions du pays. S'appuyer

---

<sup>477</sup> Tumurtogoo, A. (26 mai 2023). *More pride and less prejudice*. Asia democracy chronicles. <https://adnchronicles.org/2023/05/26/more-pride-and-less-prejudice/>

davantage sur ces organisations permettrait de mettre en place des programmes concrets de développement en faveur des droits des femmes dans le pays.

7. **Mettre en place un Plan d'Action National relatif à l'Agenda Femmes, Paix, Sécurité afin d'assurer son engagement international envers la résolution 1325.** Il est à présent nécessaire de se doter de ce plan national afin de fixer des priorités et actions concrètes pour le pays dans ce domaine, et notamment concernant les conflits liés aux changements climatiques qui concernent directement le pays. En outre, l'instabilité actuelle de la zone Eurasie, avec notamment le conflit entre l'Ukraine et la Russie ou les démonstrations de force de la Chine, montrent l'importance pour des pays comme la Mongolie de se doter d'un plan national relatif à l'Agenda Femmes, Paix, Sécurité afin d'assurer un rôle de médiateur dans cette zone conflictuelle.

#### Le cadre institutionnel de la Mongolie en matière de genre :

La Mongolie a développé depuis 2022 un plan stratégique pour l'égalité des genres et a déclaré officiellement en 2023 vouloir développer une politique étrangère féministe. En 2011, le pays a voté sa première loi sur la promotion de l'égalité des genres définissant des concepts tels que les violences basées sur le genre, les stéréotypes de genre etc.

La définition de cette politique étrangère féministe est confiée au Ministère des Affaires étrangères sous la direction de la Ministre Battsetseg Batmunkh, troisième femme à occuper ce poste dans le pays.

La Mongolie a créé une commission nationale sur l'égalité des genres qui a pour mission de veiller à l'intégration du genre dans tous les domaines d'intervention du pays et d'élaborer un budget sensible au genre en cohérence avec les priorités du pays.

#### Collectifs féministes :

Le rôle des organisations internationales féministes mongoles est peu visible dans les actions du pays. Néanmoins, un centre national de lutte contre la violence a été créé dans le pays donnant lieu à l'élaboration d'une loi sur la violence domestique en 2004 et un centre national de surveillance du respect de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes existe depuis 1998.

Points à retenir :

1. La Mongolie a déclaré officiellement en 2023 vouloir développer une politique étrangère féministe lors d'une invitation officielle de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de la France, de l'Indonésie et du Liechtenstein dans le pays.
2. En souhaitant développer une politique étrangère féministe, le pays se distancie de ses voisins, notamment la Chine et la Russie, en s'engageant dans des mesures de luttes pour l'égalité des genres.
3. La politique étrangère féministe de la Mongolie s'organise autour de l'appui aux initiatives internationales en faveur des femmes, l'accroissement du rôle des femmes mongoles dans les postes diplomatiques du pays et l'inclusion des femmes dans les opérations de maintien de la paix.
4. Le pays a créé une commission nationale sur l'égalité des genres qui veille à l'intégration du genre dans toutes les politiques publiques du pays et établit un budget sensible au genre.
5. La Mongolie a pour objectif de s'imposer dans le domaine de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité en renforçant ses effectifs féminins dans les opérations de maintien de la paix.
6. La Mongolie doit encore fournir des efforts pour lutter contre les violences basées sur le genre dans le pays, la traite des êtres humains et notamment pour la protection des femmes, jeunes filles et minorités LGBTI+ dans le pays.

## Norvège

### Adoption et contexte

Le pays a une histoire marquée par une collaboration étroite et de longue date entre le gouvernement et les groupes de la société civile, visant à élaborer des mécanismes et des politiques en faveur des droits des femmes. Depuis les années 1990, la Norvège a financé des réunions d'expert·es sur le genre et la paix avec l'ONU. En collaboration avec la Suède, elle a lancé la première grande étude sur l'intégration d'une perspective de genre dans les opérations de paix de l'ONU. En 1996, le gouvernement norvégien a nommé Helga Hernes, pionnière du féminisme d'État, comme conseillère spéciale pour les opérations de maintien de la paix. À l'ONU, elle a plaidé pour la reconnaissance du rôle des femmes dans la paix et la sécurité internationales, et a souligné la nécessité de recruter plus de femmes pour les opérations de maintien de la paix<sup>478</sup>.

En ce sens, le modèle norvégien est favorable à l'égalité des genres, même si le gouvernement ne se dit pas officiellement féministe<sup>479</sup> la Norvège reste précurseuse dans la mise en place d'un agenda progendre dans sa politique extérieure. Le nouveau plan d'action national, publié en octobre 2023, de la Norvège pour les droits des femmes et l'égalité des genres dans la politique étrangère et de développement pose l'égalité des genres en tant que domaine prioritaire. « Nous ne pouvons pas relever les défis auxquels le monde est confronté aujourd'hui en matière de sécurité alimentaire, de conflits et de changement climatique sans la participation pleine et égale des femmes et des hommes, des filles et des garçons<sup>480</sup> », a déclaré la ministre du Développement international, Anne Beathe Tvinneim, lors de la présentation du plan le 30 octobre. Le plan a été rédigé sous le gouvernement travailliste du Premier ministre Jonas Gahr Støre, par le ministre des Affaires étrangères, Espen Barth Eide, responsable de la coopération au développement en matière de genre. Au sein du ministère, la section « droits humains, démocratie et égalité des genres » du département des affaires multilatérales<sup>481</sup> supervise l'égalité des genres. Un autre organe gouvernemental appelé le Norad créé en 1968 est aussi important dans le domaine de l'égalité des genres, notamment avec son programme «

---

<sup>478</sup> Tryggestad, T. L. (2014). State feminism going global: Norway on the United Nations Peacebuilding Commission. *Cooperation and Conflict*, 49(4), 464-482. <https://doi.org/10.1177/0010836714530576>

<sup>479</sup> Rabello de Lima, G (2023). Le genre dans les Politiques Étrangères Féministes : une analyse de discours décolonial et poststructuraliste [Mémoire, Université du Québec à Montréal].

<sup>480</sup> [« We cannot resolve the challenges the world is facing today regarding food security, conflict and climate change without the full and equal participation of women and men, girls and boys »]. Government.no. (2023). *Norway to strengthen international efforts to support women's rights and gender equality*. [Norway to strengthen international efforts to support women's rights and gender equality - regjeringen.no](https://www.regjeringen.no)

<sup>481</sup> Donor Tracker. (2023). *Norway/Gender Equality*. [Issue Deep Dive: Norway/Gender Equality \(donortracker.org\)](https://donortracker.org)

l'égalité des genres pour le développement » (GEfD) qui vise à la coopération technique entre la Norvège et les institutions gouvernementales des pays partenaires.

Pourquoi le gouvernement n'adopte-t-il pas le terme féministe malgré le fait que sa politique étrangère mette en avant l'égalité des genres ? Premièrement, le gouvernement justifie ce choix en disant que l'emploi du terme n'est pas utile puisque « certains gouvernements se décrivent comme féministes. Nous le sommes tout bonnement.<sup>482</sup> » Deuxièmement, adopter le terme serait contre-productif pour le pays puisqu'il compromettrait sa place d'intermédiaire dans les conflits. « En poursuivant une politique étrangère aux valeurs féministes intransigeante, la Norvège aurait risqué de perdre cette neutralité », d'après la chercheuse Inger Skjelsbæk<sup>483</sup>.

### **Les axes et spécificités de la politique étrangère aux valeurs féministes**

Les grands axes sont stipulés dans le nouveau plan d'action du ministère des Affaires étrangères : chacun·e a le droit et la possibilité de disposer de son propre corps ; de vivre sa vie sans violence et sans coutumes néfastes ; toute personne a des droits économiques et politiques égaux et des possibilités égales de participer à la vie professionnelle et publique ; chacun·e a le droit et la possibilité de participer aux travaux relatifs au climat, à l'énergie et à la sécurité alimentaire<sup>484</sup>. Le plan requiert que la moitié au moins du financement bilatéral de développement soit dédiée à des objectifs liés à l'égalité des genres. Il précise également l'évaluation systématique de l'égalité des genres dans toutes les initiatives de politique de développement, notamment pour le climat, l'énergie et la sécurité alimentaire.

L'engagement soutenu de la Norvège en faveur de la promotion de l'égalité des genres est visible à travers diverses initiatives prises au niveau national comme à celui international.

Son engagement passé pour les droits et la santé sexuels et reproductifs a été réitéré dans le plan d'action national de 2023, défendu comme essentiels dans la promotion de la liberté, de l'autonomisation et des opportunités des femmes<sup>485</sup>. Le gouvernement promet de lutter contre les mutilations génitales féminines, les mariages d'enfants, les mariages précoces et forcés et la

---

<sup>482</sup> [« some governments describe themselves as feminist. We just are one »]Tryggestad, T.L. (2018, 26 octobre). The Feminist Foreign Policy Agenda: Resolution 1325's Legacy. *PRIO*. [The Feminist Foreign Policy Agenda: Resolution 1325's Legacy – PRIO Blogs](#)

<sup>483</sup> [«By pursuing an uncompromising feminist foreign policy, Norway would have risked losing this neutrality.»] Gramvik, S. (2023). Avoided the f-word as foreign minister. *Kilden*.

<sup>484</sup> Reliefweb. (2023). *Norway launches gender equality plan*. [https://donortracker.org/policy\\_updates?policy=norway-launches-gender-equality-action-plan-2023](https://donortracker.org/policy_updates?policy=norway-launches-gender-equality-action-plan-2023)

<sup>485</sup> Government.no. (2023). *Norway to strengthen international efforts to support women's rights and gender equality*.

<https://www.regjeringen.no/en/aktuelt/norway-to-strengthen-international-efforts-to-support-womens-rights-and-gender-equality/id3007589/>

préférence pour les fils<sup>486</sup>. Par conséquent, une éducation sexuelle inclusive, l'accès à la contraception, le droit à un avortement sécurisé et la protection contre la violence et les pratiques néfastes sont des éléments indispensables à la poursuite de l'égalité entre les hommes et les femmes<sup>487</sup>.

La Norvège détient une position de premier plan dans les pourparlers des Nations unies concernant la protection des défenseur·euses des droits humains, elle est la principale instigatrice des résolutions en la matière. Elle a par exemple poussé pour l'adoption de la résolution (A/RES/68/181) adoptée par consensus à l'Assemblée générale des Nations unies en 2013 qui vise à protéger les défenseur·euses des droits humains et notamment les personnes engagées dans la lutte pour l'égalité des genres et des droits des femmes<sup>488</sup>. Cet engagement se retrouve dans le nouveau plan d'action national pour les droits des femmes et l'égalité des genres dans la politique étrangère et de développement pour la période 2023-2030<sup>489</sup>.

Le 6 octobre 2023, le pays s'est soumis à l'instrument de ratification de la convention de l'Organisation internationale du travail sur la violence et le harcèlement (2019, n° 190)<sup>490</sup>. Elle propose une définition internationalement reconnue de la violence fondée sur le genre, entendue comme « un ensemble de comportements et de pratiques inacceptables<sup>491</sup> » qui « visent à causer un préjudice physique, psychologique, sexuel ou économique, ou qui sont susceptibles d'en causer<sup>492</sup>. » Elle exige également des États membres qu'ils adoptent une approche inclusive et sensible au genre pour prévenir et éliminer la violence et le harcèlement, au moyen de « mesures de prévention, de protection et d'exécution et de recours, ainsi que d'orientations, de formations et d'actions de sensibilisation<sup>493</sup>.

Le gouvernement a publié un nouveau plan d'action national pour l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité et le « Norway's Humanitarian Strategy » qui mettent en avant les domaines sur lesquels le pays veut œuvrer à l'international en matière de genre. Le premier plan d'action du gouvernement norvégien pour la mise en œuvre de la résolution 1325 des Nations unies sur les Femmes, la Paix et la Sécurité,

---

<sup>486</sup> Government.no. (2021). *Women's rights and gender equality*. [Women's rights and gender equality - regjeringen.no](https://www.regjeringen.no)

<sup>487</sup> *Ibid*

<sup>488</sup> OECD. (2023) *Freedom, empowerment and opportunities Action Plan for Women's Rights and Gender Equality in Foreign and Development Policy 2016-2020*. [Freedom, empowerment and opportunities – Action Plan for Women's Rights and Gender Equality in Foreign and Development Policy 2016-2020 \(oecd.org\)](https://www.oecd.org/)

<sup>489</sup> Government.no. (n.d.). *En rettferdig verden er en likestilt verden*. [Plan d'action pour les droits des femmes et l'égalité des genres dans la politique étrangère et de développement de la Norvège \(2023-2030\)](https://www.regjeringen.no) (uniquement disponible en Norvégien)

<sup>490</sup> International Labour Standards. (2023). *Norway ratifies the ILO Convention on Violence and Harassment*. [International Labour Standards: Norway ratifies the ILO Convention on Violence and Harassment](https://www.ilo.org/)

<sup>491</sup> [« a range of unacceptable behaviours and practices. »] *Ibid*.

<sup>492</sup> [« aim at, result in, or are likely to result in physical, psychological, sexual or economic harm. »] *Ibid*.

<sup>493</sup> [« through prevention, protection and enforcement measures and remedies, as well as guidance, training and awareness-raising. »] *Ibid*.

présenté en 2006, a fait de la Norvège le deuxième pays à élaborer un plan d'action national pour cet agenda. Après le Danemark, la Norvège est le deuxième pays au monde à délivrer un tel plan d'action. Depuis, trois autres plans ont été proposés et engagent la responsabilité de la Norvège à mettre en place des actions et stratégies sensibles au genre dans la résolution des conflits ainsi que l'aide humanitaire. Celui pour la période 2023-2030 témoigne d'une vision holistique du sujet. Il diffère également des autres plans puisqu'il déclare que le changement climatique et les crises sont liés et appellent à mettre en lien les deux agendas dans les processus de prévention et de résolution de conflit. Son plan d'action national a notamment été implémenté en Ukraine et en Syrie. En 2022, l'Ukraine a reçu le montant le plus élevé de l'aide norvégienne au développement, soit 533 millions de dollars, dont 200 millions pour l'accès à l'énergie, 190 millions pour l'aide d'urgence et une grande partie des 142 millions de dollars était destinée au fonds de crise de la Banque mondiale pour l'Ukraine et au soutien budgétaire par l'intermédiaire de la Banque mondiale<sup>494</sup>. Cette somme importante est équivalente à celle allouée à la Syrie pendant une période de guerre de six ans<sup>495</sup>.

En matière de représentation des femmes en politique, le plan d'action pour les droits des femmes et l'égalité des genres dans la politique étrangère et de développement 2016-2020 exige une participation égale des femmes à la vie politique. Selon le Global Gender Gap Report 2023 du Forum économique mondial, la parité dans les ministères est atteinte et la part de femmes dans les membres du parlement est de 46%<sup>496</sup>.

---

<sup>494</sup> Donor Tracker. (2023). *Norad data show record high funding towards international development in 2022*. [https://donortracker.org/policy\\_updates?policy=norad-data-show-record-high-funding-towards-international-development-in-2022-](https://donortracker.org/policy_updates?policy=norad-data-show-record-high-funding-towards-international-development-in-2022-)

<sup>495</sup> *Ibid.*

<sup>496</sup> We forum. (2023). *Global Gender Gap Report*. [Global Gender Gap Report 2023 | World Economic Forum \(weforum.org\)](https://www.weforum.org/reports/global-gender-gap-report-2023)

## Les forces

La Norvège implémente une perspective intersectionnelle dans chacune de ses politiques et stratégies afin de prendre en compte les femmes dans toute leur diversité. La mention des femmes LGBTI+ est présente dans son plan d'action national pour l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité ainsi que dans le « Plan d'action du gouvernement norvégien sur le genre et la diversité sexuelle (2023-2026)<sup>497</sup> ». Dans le dernier plan d'action national sur les droits des femmes et l'égalité des genres dans la politique étrangère et de développement, il est précisé que lorsque « nous [gouvernement] faisons référence aux filles et aux femmes dans ce plan d'action, nous entendons toute la diversité des filles et des femmes, indépendamment de l'appartenance ethnique, de l'âge, du handicap, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre<sup>498</sup>. »

Toujours dans ce même document, le gouvernement dit vouloir adopter une approche critique basée sur le genre pour analyser les structures, les mesures, et les institutions qui impactent inégalement les femmes des hommes. Cette approche novatrice inclut également la reconnaissance des violences que peuvent subir les hommes, en particulier dans le contexte des conflits, soulignant ainsi les effets préjudiciables des attentes liées à la binarité des genres présentes dans nos sociétés, tant pour les femmes que pour les hommes.

Au niveau national, le pays s'assure d'être aligné et cohérent avec sa politique étrangère aux valeurs féministes. Pour n'en citer que quelques-uns, le pays a pris des engagements au cours de cette année pour protéger les femmes musulmanes de la discrimination, il a mis en place un plan d'action pour

---

<sup>497</sup> Government.no. (2023). *The Norwegian Government's Action Plan on Gender and Sexual Diversity (2023–2026)*

<https://www.regjeringen.no/en/dokumenter/the-norwegian-governments-action-plan-on-gender-and-sexual-diversity-20232026/id2963172/?ch=1>

<sup>498</sup> [« Når vi i denne handlingsplanen snakker om jenter og kvinner, omfatter det hele mangfoldet av jenter og kvinner, uavhengig av etnisitet, alder, funksjonsevne, seksuell orientering, kjønnsidentitet og -uttrykk.»]Government.no. (2023). *En rettferdig verden er en likestilt verden.*

<https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/handlingsplan-for-kvinnens-rettigheter-og-likestilling/id3007548/?ch=1>

ancrer les droits des personnes LGBTI+, ainsi que des mesures pour pallier la représentation des femmes à la tête des entreprises<sup>499</sup>.

## Les limites

Le pays n'a pas clairement adopté le terme « féministe » dans sa politique. La Norvège est leader dans le domaine de l'égalité des genres et cela permettrait qu'il se place comme autorité dans la matière. Ce serait aussi un moyen d'adopter une approche transformative du genre qui veut agir sur les structures de pouvoir et créer un changement de système, influençant d'autres pays à en faire de même.

Son attachement à un modèle féministe libéral rend sa politique étrangère problématique. Il perçoit la lutte pour l'égalité des genres à travers un prisme économique. Dans le document « the importance of gender equality for social and economic development,<sup>500</sup> » il est mentionné que « l'emploi des femmes peut être un moteur essentiel de la croissance inclusive. En moyenne, dans tous les pays, le PIB par habitant à long terme serait supérieur de près de 20% si les écarts d'emploi entre les hommes et les femmes étaient comblés<sup>501</sup>. » Il est aussi présenté que « cela pousse les femmes vers des emplois moins productifs. La participation à la population active est d'environ 53% pour les femmes contre 80% pour les hommes au niveau mondial<sup>502</sup> ». Ici, l'autonomisation des femmes est conditionnée à l'augmentation du PIB des pays et donc aux profits économiques et capitalistes des États.

## Recommandations

1. **Adopter de façon officielle une politique étrangère féministe.** Pour renforcer son leadership en matière d'égalité des genres, la Norvège devrait adopter explicitement le terme « féministe » dans sa politique. En outre, le pays doit se défaire d'une vision conditionnant l'égalité des genres à sa dimension économique afin d'adopter une approche holistique, axée sur l'émancipation des femmes dans divers domaines.

---

<sup>499</sup> OHCHR. (2023). *Experts of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women Praise Norway's Efforts to Close Gender Gaps in Employment and Education, Ask about Rape Legislation Amendments and Measures to Prevent Trafficking of Women and Girls*. [Experts of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women Praise Norway's Efforts to Close Gender Gaps in Employment and Education. Ask about Rape Legislation Amendments and Measures to Prevent Trafficking of Women and Girls | OHCHR](#)

<sup>500</sup> [« The importance of gender equality for social and economic development. »] Government.no. (2023). *The importance of gender equality for social and economic development*. [https://www.regjeringen.no/en/aktuelt/gender\\_matters/id2965091/](https://www.regjeringen.no/en/aktuelt/gender_matters/id2965091/)

<sup>501</sup> [« Women's employment can be a central driver of inclusive growth. On average across countries, long-run GDP per capita would be almost 20% higher if gender employment gaps were closed. »] *Ibid.*

<sup>502</sup> [« This pushes women toward lower productivity jobs. Labor force participation is around 53% for women vs. 80% for men globally. » ] *Ibid.*

2. **Mettre en place un meilleur suivi et une meilleure évaluation de sa politique étrangère aux valeurs féministes.** Un document récapitulatif des projets de financements axés sur l'égalité des genres, menés pendant l'année, devrait être disponible sur le site du ministère des Affaires étrangères afin de tenir le gouvernement responsable de ses engagements. En outre, au lieu de se concentrer uniquement sur les indicateurs économiques, la Norvège devrait développer et utiliser des indicateurs plus holistiques pour évaluer les progrès faits en matière d'égalité des genres. Cela pourrait inclure des indicateurs liés au bien-être, à la santé mentale et à la sécurité, qui pourraient permettre au pays de dépasser le prisme strictement économique de ses évaluations.
3. **Renforcer l'approche transformative de sa politique étrangère aux valeurs féministes.** La Norvège doit s'engager à remettre davantage en question les structures de pouvoir et à provoquer un changement systémique au sein du fonctionnement des institutions nationales afin qu'une approche genrée soit adoptée dans toutes les politiques élaborées.
4. **Instaurer un programme de protection spécifique pour les femmes samies,** appartenant à l'un des derniers peuples autochtones d'Europe, à la suite du constat par l'ONU de l'échec de plusieurs initiatives de prévention de la violence envers ces femmes en Norvège.

Le cadre institutionnel de la Norvège en matière de genre :

Le Département de l'égalité, de la non-discrimination et des affaires internationales est chargé de mettre en place et de coordonner l'ensemble des politiques d'égalité et de non-discrimination. Il est rattaché au Ministère de la Culture et de l'Égalité et il est responsable de la mise en œuvre des conventions internationales et de la législation nationale relative à l'égalité des genres, à la non-discrimination et à la diversité culturelle.

Le Bureau du Médiateur pour l'égalité et la lutte contre la discrimination est une agence gouvernementale créée en 2008 qui dépend administrativement du Ministère de la Culture et de l'Égalité. Le Bureau reçoit des plaintes et mène des enquêtes sur les discriminations fondées sur différents motifs, notamment sur le genre. Il participe à des auditions publiques et formule des commentaires sur les projets de loi et les plans d'action. Le Bureau du Médiateur s'assure aussi du respect, par la Norvège, de ses obligations en matière de droits humains, notamment vis-à-vis de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

De plus, en 2018 a été créé le Tribunal pour l'égalité et la lutte contre la discrimination qui est un organisme chargé des plaintes et qui prend des décisions juridiquement contraignantes dans les affaires de harcèlement et de discrimination.

### Collectifs féministes :

Les organisations féministes norvégiennes sont régulièrement consultées par les Ministères, à l'image du collectif féministe *Kvinnefronten* qui lutte contre les violences faites aux femmes et qui collabore avec le Ministère de l'Enfance et de l'Égalité. Le collectif *Redd Barna* qui lutte contre les violences sexuelles collabore quant à lui avec le Ministère de la Justice et de la Sécurité publique. De nombreuses organisations féministes comme *FOKUS - Forum for Kvinner og Utviklingsspørsmål*, qui encourage la promotion des droits des femmes et l'égalité des genres dans la politique étrangère et de développement norvégienne, travaillent avec le Ministère des Affaires étrangères.

*Norwegian Women's Lobby* siège au Comité consultatif du Conseil national pour la prévention et l'élimination de la violence contre les femmes.

### Points à retenir :

1. La Norvège est l'un des premiers pays au monde à avoir inclus un agenda pro genre dans sa politique extérieure. Depuis les années 1990, la Norvège finance des réunions d'expert·es sur le genre et la paix avec l'ONU.
2. En octobre 2023, la Norvège a dévoilé son nouveau plan d'action national pour les droits des femmes et l'égalité des genres dans la politique étrangère.
3. Sa politique étrangère aux valeurs féministes est le résultat d'une étroite collaboration entre le gouvernement et la société civile norvégienne.
4. La politique étrangère aux valeurs féministes de la Norvège s'articule autour de quatre points : 1) le droit et la possibilité de disposer de son propre corps, 2) le droit de vivre sa vie sans violence et sans coutumes néfastes, 3) les droits économiques et politiques, 4) le droit et la possibilité de participer aux travaux relatifs au climat, à l'énergie et à la sécurité alimentaire.
5. La politique étrangère aux valeurs féministes norvégienne se veut intersectionnelle et cohérente avec la politique domestique.
6. Néanmoins, le gouvernement norvégien ne se dit pas officiellement « féministe ».
7. De plus, l'attachement de la Norvège à un modèle féministe libéral tend à réduire la perception de la lutte pour l'égalité des genres à sa dimension économique.

## Pays-Bas

### Adoption et contexte

Les Pays-Bas ont inauguré leur politique étrangère féministe en novembre 2022, marquant un tournant significatif dans leur approche du développement international axée sur le genre. Cette initiative vise à rediriger la programmation en matière de genre en faveur des organisations de base dans les pays partenaires, mettant l'accent sur l'autonomisation et la création de réseaux parmi les groupes locaux de défense des droits des femmes et des filles. Cette orientation est particulièrement perceptible dans des régions telles que le Bangladesh, le Mozambique, le Yémen, le Soudan du Sud et l'Ouganda.

Bien qu'aucune stratégie officielle n'ait été publiée, le 8 novembre 2022, les ministres des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ont communiqué à la Chambre des représentants sur l'implémentation de la politique étrangère féministe néerlandaise<sup>503</sup>. Les piliers fondamentaux de cette politique reposent sur des bases juridiques solides, notamment le principe d'égalité inscrit dans le premier article de la Constitution néerlandaise et aligné sur les valeurs universelles de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

La justification de cette politique découle des inégalités persistantes, notamment la sous-représentation des femmes en politique, la violence basée sur le genre, ainsi que les discriminations et les conséquences socio-économiques négatives liées à ces inégalités.

Sur la scène internationale, les Pays-Bas projettent de jouer un rôle de premier plan en collaborant avec des pays partageant les mêmes idées, en formant des coalitions au sein de l'UE, et en organisant la « Shaping Feminist Foreign Policy Conference 2023 »<sup>504</sup>. Cette conférence a été tenue avec succès en novembre, soulignant l'engagement des Pays-Bas dans des dialogues constructifs et une coopération inclusive, en particulier dans le contexte international actuel, en référence à des situations telles que l'Ukraine et la Palestine.

---

<sup>503</sup> Minister of Foreign Affairs, W. Hoekstra, & Minister for Foreign Trade and Development Cooperation, L. Schreinemacher. (2022, November 8). *Letter to the Parliament on feminist foreign policy*. Voir: <https://www.government.nl/documents/parliamentary-documents/2022/12/07/letter-to-the-parliament-on-feminist-foreign-policy>

<sup>504</sup> Bruins Slot, H. (2023, November 2). *Speech Minister Bruins Slot at the Shaping Feminist Foreign Policy Conference*. Speech presented at the Shaping Feminist Foreign Policy Conference, The Hague. Retrouver ici: <https://www.government.nl/documents/parliamentary-documents/2022/12/07/letter-to-the-parliament-on-feminist-foreign-policy>

Une évaluation continue de l'impact sur les femmes et les personnes LGBTIQ+ est prévue, avec des ajustements si nécessaires. À l'échelle nationale, les Pays-Bas se sont engagés à examiner leur propre organisation, renforcer l'analyse de genre, et maintenir la diversité, l'inclusion et la parité des genres à tous les niveaux administratifs.

### **Les axes et spécificités**

La politique étrangère féministe néerlandaise se concentre sur la réduction des inégalités, la promotion de l'égalité des genres, avec une attention particulière portée à la position des personnes LGBTIQ+. Structurée autour de l'approche à quatre dimensions, droits, représentation, ressources et évaluation de la réalité, elle vise à garantir les droits universels, assurer une représentation politique, allouer des ressources nécessaires et adapter les actions au contexte local.

Elle s'articule autour de plusieurs axes cruciaux, tels que l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS), le climat, l'émancipation économique des femmes, leur représentation en politique, le numérique et les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR), démontrant un profond engagement envers l'égalité des genres. Classés au 9ème rang des donateurs du Comité d'aide au développement (CAD), les Pays-Bas ont exercé un leadership significatif en allouant une part substantielle de leur aide publique au développement (APD) à des projets axés sur l'égalité des genres<sup>505</sup>. Un élément distinctif réside dans leur soutien de 80 millions d'euros au fonds philanthropique féministe « Leading from the South », pour soutenir l'activisme en faveur des droits des femmes localement dans le Sud global de 2021 à 2025<sup>506</sup>.

En 2022, lors de la COP 27, les Pays-Bas ont renforcé leur engagement en faveur de l'égalité des genres en intégrant un·e expert·e en genre dans leur panel, soulignant ainsi leur effort pour intégrer cette dimension cruciale dans les négociations climatiques<sup>507</sup>. Liesje Schreinemacher, ministre du commerce extérieur et de la coopération au développement, a profité du rassemblement de la COP 27 pour rappeler l'importance du leadership féminin dans la lutte contre les changements climatiques.

Dans le domaine de l'Agenda FPS, les Pays-Bas ont établi une collaboration significative avec ONU Femmes, matérialisée par le Plan d'action national néerlandais 1325-IV pour la période 2021-2025<sup>508</sup>.

---

<sup>505</sup> Donor Tracker. (2021). *Netherlands ODA and Gender*. Consulté sur [https://donortracker.org/donor\\_profiles/netherlands/gender](https://donortracker.org/donor_profiles/netherlands/gender)

<sup>506</sup> *Ibid*

<sup>507</sup> Government of the Netherlands. (2023, May 30). Highlights of a year of feminist foreign policy. <https://www.government.nl/latest/news/2023/05/30/highlights-of-a-year-of-feminist-foreign-policy>

<sup>508</sup> Government of the Netherlands. (2020, December 17). *National Action Plan 1325-IV Women, Peace and Security*. Consulter ici: <https://www.government.nl/documents/publications/2020/12/17/national-action-plan-1325-iv-women-peace-and-security>

Cette initiative, impliquant plus de soixante organisations de la société civile nationales, vise à briser les normes de genre, à renforcer la protection et à assurer un pouvoir égal aux hommes et aux femmes dans les domaines de la paix et la sécurité. La signature du « Compact sur les femmes, la paix et la sécurité, et l'action humanitaire », proposant des mécanismes de suivis et d'évaluations plus strictes, illustre leur engagement continu<sup>509</sup>.

Pour promouvoir l'émancipation des femmes, les Pays-Bas ont mis en place un système de subventions, « Power of Women » qui permet d'octroyer des financements à des organisations dirigées par des femmes, partout dans le monde, démontrant ainsi leur volonté de favoriser l'autonomisation économique des femmes<sup>510</sup>.

L'engagement en matière de représentation politique se manifeste par l'initiative « SheDecides », co-lancée en 2017, mobilisant un soutien international pour les droits sociaux et politiques des femmes<sup>511</sup>. À l'échelle nationale, la part des ministres femmes en 2023 est de 48%, tandis qu'elle est de 36% au Parlement, représentant une légère évolution positive comparé à 2019<sup>512</sup>. En 2023, le pays a presque atteint la parité femmes-hommes au sein de son corps diplomatique avec 47% de femmes diplomates<sup>513</sup>.

Les Pays-Bas préconisent une approche globale pour surmonter la fracture numérique entre les genres dans le cadre du Global Digital Compact, du 28 avril 2023<sup>514</sup>. Le document appelle tous les États membres à prioriser la connectivité pour tous, mettant particulièrement l'accent sur les femmes, les jeunes, les groupes vulnérables, les peuples autochtones, les personnes âgées et celles en situation de handicap. Le pays reconnaît le potentiel transformateur de la technologie pour l'égalité des genres tout en soulignant les risques d'aggraver les inégalités et les stéréotypes de genre. Les Pays-Bas s'engagent à éliminer entièrement la fracture numérique entre les genres, y compris dans l'accès à l'éducation en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques. Leur contribution au Global Digital Compact

---

<sup>509</sup> The Compact. (2023). *Our Current Signatories*. Consulté sur [https://wpshcompact.org/signatory-members/#organizations\\_M](https://wpshcompact.org/signatory-members/#organizations_M)

<sup>510</sup> OECD. (2022, September 26). The Netherlands partner with local women's rights organisations and feminist movements for gender transformative change. Voir: <https://www.oecd.org/development-cooperation-learning/practices/the-netherlands-partner-with-local-women-s-rights-organisations-and-feminist-movements-for-gender-transformative-change-81754f1c/>

<sup>511</sup> Dreifus, C. (2017, February 20). *In Response to Trump, a Dutch Minister Launches She Decides*. *The New York Times*. Voir <https://www.nytimes.com/2017/02/20/health/lilianne-ploumen-abortion-gag-rule-she-decides.html>

<sup>512</sup> EIGE. (2023). *Gender Statistics Database, WMID, 2nd Quarter*. <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2023/domain/power/NL>

<sup>513</sup> Global Gender Gap Report 2023. (2023). World Economic Forum. <https://www.weforum.org/publications/global-gender-gap-report-2023/>

<sup>514</sup> Kingdom of the Netherlands. (2023, Avril 23). Global Digital Compact Submission. Consulté sur <https://www.un.org/techenvoy/sites/www.un.org.techenvoy/files/GDC-submission-Kingdom-of-the-Netherlands.pdf>

appelle explicitement à promouvoir l'égalité des genres en renforçant l'éducation et la participation des femmes et des filles dans le cyberspace, les encourageant à être utilisatrices, créatrices de contenu, employées, entrepreneures, innovatrices et leaders.

Sur la scène internationale, les Pays-Bas ont pris des positions fortes, suspendant le financement en Afghanistan face aux actions des talibans et encourageant la Banque mondiale à suspendre le Fonds fiduciaire pour la reconstruction de l'Afghanistan<sup>515</sup>. Leur leadership au Forum génération égalité en 2021, avec un engagement financier de 510 millions d'euros, témoigne de leur détermination à promouvoir l'égalité des genres à l'échelle mondiale<sup>516</sup>.

En 2022, les Pays-Bas ont lancé la « Dutch Global Health Strategy 2023-2030 », mettant en avant les DSSR comme une priorité<sup>517</sup>. Cette stratégie confirme l'intérêt continu des Pays-Bas, déjà démontré par des partenariats antérieurs avec des organisations de la société civile, pour aborder les DSSR, en mettant un accent particulier sur les jeunes.

---

<sup>515</sup> Schreinemacher, L. (2023, January 16). Letter to Parliament about the state of affairs regarding the ban on work by women working for NGOs in Afghanistan. Open Overheid. Voir <https://open.overheid.nl/documenten/ronl-68602d0f9ff772967c5bacfe0d10b1d40e66cce9/pdf> et Donor Tracker. (2023, January 16). Netherlands halts funding to Afghanistan after ban on women NGO employees. Voir [https://donortracker.org/policy\\_updates?policy=netherlands-halts-funding-to-afghanistan-after-ban-on-women-ngo-employees](https://donortracker.org/policy_updates?policy=netherlands-halts-funding-to-afghanistan-after-ban-on-women-ngo-employees)

<sup>516</sup> Donor Tracker. (2021). *Netherlands ODA and Gender*. Consulté sur [https://donortracker.org/donor\\_profiles/netherlands/gender](https://donortracker.org/donor_profiles/netherlands/gender)

<sup>517</sup> Countdown 2030. (2022). *Country Profiles: Sexual and Reproductive Health and Rights (SRHR) - Germany*. Consulté sur <https://www.countdown2030europe.org/netherlands/>

## **Les forces**

La politique étrangère féministe néerlandaise répond à une approche pratiquement transversale en intégrant efficacement les questions de genre dans des domaines tels que le commerce international et les relations bilatérales, dépassant ainsi les limites traditionnelles des questions sociales.

Elle se caractérise par un engagement financier important, une intégration multisectorielle, un focus sur l'autonomisation mondiale des femmes et une collaboration étroite avec la société civile pour promouvoir l'égalité des genres à l'échelle internationale.

Une spécificité marquante de cette politique réside dans son accent sur l'émancipation des femmes du Sud global. En considérant le Sud comme un partenaire direct, elle évite les biais ethnocentriques et démontre une compréhension approfondie des réalités locales. Cette orientation stratégique reflète un engagement concret envers l'autonomisation des femmes dans les régions du Sud global.

Parallèlement, la collaboration fructueuse avec la société civile, tant au niveau national qu'international, renforce la portée de cette politique. Le gouvernement favorise ainsi une participation active des citoyen·nes et des organisations non gouvernementales, créant une dynamique synergique qui amplifie l'impact des initiatives en faveur de l'égalité des genres. En somme, ces éléments font de cette politique une force novatrice et efficace dans la promotion de l'égalité des genres à travers le monde.

## **Les limites**

Bien que lancée en novembre 2022, l'absence d'une stratégie officielle publiée soulève des questions sur la clarté, la cohérence et le suivi à long terme de cette initiative. Le manque d'un document formel pourrait entraîner une interprétation variable de la politique, rendant difficile la compréhension de ses orientations et objectifs précis. En outre, la politique étrangère féministe du pays est actuellement dépourvue d'un cadre juridique clair.

En outre, la victoire du Parti pour la liberté aux législatives, un parti politique d'extrême droite dirigé par Geert Wilders, introduit une limite significative. Climato-sceptique, anti-immigration, anti-Islam et non prioritaire sur l'égalité de genre, le Parti pour la liberté peut influencer négativement la poursuite des objectifs féministes dans la politique étrangère néerlandaise. Pour devenir Premier ministre, Geert Wilders doit former un gouvernement de coalition, tâche s'avérant particulièrement difficile en raison des lignes politiques de son parti<sup>518</sup>. En cas de succès, il pourrait amorcer un retour

---

<sup>518</sup> AFP. (2023, 11 décembre). Pays-Bas: Wilders devra rassurer sur l'État de droit pour former un gouvernement. *Courrier International*.

en arrière vis-à-vis des avancées en matière d'égalité des genres et de droits des femmes dans la politique étrangère et intérieure du pays<sup>519</sup>. Sa politique anti-islam, marquée par des prises de parole visant à interdire le voile<sup>520</sup>, annonce la rupture de toute approche intersectionnelle, laisse présager des conséquences néfastes sur les axes liés à l'immigration de la politique étrangère féministe des Pays-Bas.

## Recommandations

- 1. Formaliser une stratégie juridique et un guide pratique pour l'application de la politique étrangère féministe néerlandaise.** La création d'un document officiel établira une base juridique claire, permettant d'accroître la transparence de l'initiative, et facilitera une compréhension cohérente de ses objectifs. Cette démarche garantira également un suivi à long terme, consolidant ainsi l'impact continu de la politique en faveur de l'égalité des genres.
- 2. Élaborer une politique étrangère féministe durable capable de s'adapter aux évolutions politiques.** Établir des mécanismes institutionnels solides garantissant la pérennité des engagements en faveur de l'égalité des genres, indépendamment des orientations politiques fluctuantes. Des consultations régulières avec divers acteurs politiques, y compris des groupes potentiellement influents tels que le Parti pour la liberté, peuvent également favoriser le maintien d'un consensus sur les questions de genre.
- 3. Adopter des critères strictes et transparents relatifs à l'évaluation des accords de ventes d'armes, qui intégreraient des éléments concernant leurs impacts sur les droits des femmes.** La politique étrangère féministe devrait être en mesure d'orienter les décisions en matière de vente d'armes sur les principes du respect des droits humains, et des droits des femmes.
- 4. Adopter une position résiliente face à l'influence potentielle des partis d'extrême droite.**  
Cela pourrait impliquer la mise en place de mécanismes de collaboration interpartis afin de

---

<https://www.courrierinternational.com/depeche/pays-bas-les-positions-islamophobes-et-anti-ue-de-wilders-obstacle-la-formation-dune-coalition.afp.com.20231211.doc.347d2kv.xml>

<sup>519</sup> Elgershuizen, M. (2023, 5 décembre). Major Trust Issues in the Netherlands: Why Not Trying Feminism for a Change? *Fondation for European Progressive Studies*.

<https://feeps-europe.eu/major-trust-issues-in-the-netherlands-why-not-trying-feminism-for-a-change/>

<sup>520</sup> Kirby, P. (2023, 23 novembre). Geert Wilders: Who is he and what does he want? *BBC News*.  
<https://www.bbc.com/news/world-europe-67506583>

garantir que les avancées en matière d'égalité des genres ne soient pas compromises, même en cas de changement de gouvernement.

5. **Mettre en place des politiques de sensibilisation aux enjeux intersectionnels du féminisme.** Pour contrer les tendances anti-immigration et anti-Islam des partis d'extrême droite, il serait pertinent d'intégrer à la politique étrangère féministe une approche qui serait d'avantage inclusive.
  
6. **Maintenir la collaboration étroite existant entre le gouvernement et les organisations de la société civile.** La collaboration fructueuse du gouvernement avec la société civile constitue un atout important de la politique étrangère féministe du pays, qui peut encore être renforcé. La participation active des ONG féministes dans l'élaboration des politiques nationales et extérieures relatives à l'égalité des genres est une condition de leur réussite afin qu'elles restent alignées avec les revendications et les réalités des femmes et des filles dans toute leur diversité.

### Le cadre institutionnel des Pays-Bas en matière de genre :

Aux Pays-Bas, le Ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sciences (OCW) abrite l'organisme d'égalité des genres, adoptant une approche de responsabilité systémique. L'OCW dirige la politique nationale d'égalité des genres avec des accords de coopération interministériels, tenant les ministères responsables devant le Parlement. La Direction de l'Émancipation, sous l'OCW, gère l'égalité des genres et les droits LGBTI+. Bien qu'il n'y ait pas de structure formelle pour coordonner l'intégration de la dimension de genre à travers le gouvernement, le ministère joue un rôle clé dans l'agenda-setting, l'intégration de politiques, la coordination et la surveillance des progrès. En décembre 2021, la Direction de l'Émancipation avait 28 employé-es, et le ministère rapporte annuellement au Parlement via le Rapport de Progrès de l'Émancipation et des consultations législatives.

### Collectifs féministes :

L'institut flamand des droits humains est l'organisme indépendant chargé de surveiller et de promouvoir les droits humains, dont l'égalité des genres. Il évalue les violations du droit à l'égalité, effectue des recherches sensibles au genre, publie des rapports, donne des conseils au gouvernement et surveille les progrès en matière d'égalité des genres. Avec une compétence quasi-juridictionnelle, il peut prendre des affaires de sa propre initiative. Le Comité permanent sur l'éducation, la culture et les sciences du Parlement se penche mensuellement sur les questions d'égalité des genres. Bien qu'il n'y ait pas de cadre juridique spécifique pour consulter la société civile sur l'égalité des genres, des consultations en ligne sont utilisées, et tous les cinq ans, le ministère OCW établit des partenariats avec des alliances d'ONG, impliquant des subventions et des consultations régulières.

### Points à retenir :

1. Les Pays-Bas ont lancé leur politique étrangère féministe en novembre 2022, marquant un changement significatif vers une approche axée sur le genre dans leur politique de développement international.
2. Cette politique vise à rediriger les programmes en faveur des organisations de terrain, mettant l'accent sur l'autonomisation des groupes locaux de défense des droits des femmes dans des pays partenaires comme le Bangladesh, le Mozambique, l'Ouganda, le Soudan du Sud et le Yémen.
3. Les ministres des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ont communiqué à la Chambre des représentants le 8 novembre 2022 sur l'implémentation de cette politique, basée sur des bases juridiques solides et alignée sur le principe d'égalité de la Constitution néerlandaise.
4. La justification de cette politique découle des inégalités persistantes, telles que la sous-représentation des femmes en politique, les violences basées sur le genre, et les discriminations entraînant des conséquences socio-économiques négatives.

5. Les Pays-Bas cherchent à jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale en collaborant avec des pays partageant les mêmes idées, formant des coalitions au sein de l'UE et organisant la « Shaping Feminist Foreign Policy Conference 2023 ».
6. La politique se concentre sur quatre dimensions : droits, représentation, ressources et évaluation de la réalité, visant à garantir les droits universels, assurer une représentation politique, allouer des ressources nécessaires et adapter les actions au contexte local.
7. Les Pays-Bas allouent une part significative de leur aide publique au développement à des projets liés à l'égalité des genres et ont soutenu le fonds philanthropique féministe « Leading from the South » avec 80 millions d'euros de 2021 à 2025.
8. La politique étrangère féministe néerlandaise intègre l'égalité des genres dans des domaines tels que le commerce international et les relations bilatérales, dépassant les limites traditionnelles des questions sociales.
9. La collaboration étroite avec la société civile renforce l'impact de la politique étrangère féministe, favorisant la participation active des citoyen·nes et des organisations non gouvernementales.
10. Les limites de cette politique étrangère féministe incluent l'absence d'une stratégie officielle publiée, soulevant des questions sur la clarté et la cohérence à long terme, ainsi que la possibilité de régression en cas de changement politique, notamment avec la victoire du parti d'extrême droite, le Parti pour la liberté, qui ne priorise pas l'égalité des genres.

## Royaume-Uni

### Adoption et contexte

En 2014, la Loi sur le développement international du Royaume-Uni de 2002 a été modifiée pour préciser que l'aide publique au développement (APD) visant à réduire la pauvreté devrait dès lors être « susceptible de contribuer à réduire les inégalités entre les personnes de différents genres<sup>#</sup> ». En 2018, le Parti travailliste du Royaume-Uni a annoncé son intention d'adopter une approche féministe dans ses politiques de développement international<sup>#</sup>. Cependant, en minorité face aux conservateurs, cette orientation n'a pas été pleinement mise en œuvre. Dès décembre 2021, Baronne Sugg, ancienne ministre du *Foreign, Commonwealth and Development Office* (FCDO), a plaidé en faveur de l'adoption d'une politique étrangère féministe par le Royaume-Uni. Elle a souligné les avantages d'une approche féministe dans la stratégie diplomatique, le développement et les partenariats, argumentant que cela renforcerait l'impact du Royaume-Uni sur la scène mondiale, en accord avec les aspirations politiques, notamment le remplacement de ministres des affaires étrangères, suscitant ainsi des questionnements sur la cohérence et la constance de l'engagement en faveur de l'égalité des genres. Finalement, en mars 2023, James Cleverly, alors ministre des Affaires étrangères britannique, a lancé la Stratégie internationale pour les femmes et les filles pour la période 2023-2030<sup>521</sup>. Cette stratégie a défini trois thèmes prioritaires : l'éducation des filles, l'autonomisation des femmes et des filles, et la promotion de leur santé et leurs droits, en mettant l'accent sur la fin de la violence basée sur le genre (VBG).

Cependant, en dépit de ces avancées, le terme politique étrangère féministe n'a pas encore été explicitement adopté. La passation de James Cleverly à David Cameron en tant que ministre des Affaires étrangères le 13 novembre 2023 pourrait réserver des surprises<sup>522</sup>. Bien que Cameron n'ait pas toujours été perçu comme un allié des féministes<sup>523</sup>, il a néanmoins soutenu plusieurs initiatives tant

---

<sup>521</sup> Secretary of State for Foreign, Commonwealth and Development Affairs. (2023). International Women and Girls Strategy 2023–2030. Voir: <https://assets.publishing.service.gov.uk/media/640a0bb1d3bf7f02f7d9db18/international-women-and-girls-strategy-2023-2030.pdf>

<sup>522</sup> Stacey, K. (2023, November 13). *David Cameron returns to UK government as foreign secretary*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/politics/2023/nov/13/david-cameron-returns-to-uk-government-as-foreign-secretary>

<sup>523</sup> Annesley, C., & Gains, F. (2012). David Cameron's 'Problem' with Women: Representing Women in the Coalition Government. Voir: <https://www.escholar.manchester.ac.uk/api/datastream?publicationPid=uk-ac-man-scw:163319&datastreamId=PRE-PEER-REVIEW.PDF>

au niveau national qu'international. En 2014, il avait notamment promu la représentation féminine au sein de son parti<sup>524</sup>. De plus, il a contribué à la criminalisation du harcèlement<sup>525</sup> et à la mise en place du plan d'action pour lutter contre les mutilations génitales féminines<sup>526</sup>.

### **Les axes et spécificités de la politique étrangère aux valeurs féministes**

Le FCDO a affirmé son engagement à placer les femmes et les filles au cœur de ses initiatives, suivant cinq principes, notamment la défense des droits des femmes à l'échelle mondiale, le soutien aux organisations locales de femmes, l'investissement ciblé tout au long de la vie des femmes, l'action en temps de crises, et le renforcement des systèmes politiques, économiques et sociaux<sup>527</sup>.

Dans le domaine des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR), le Royaume-Uni investit 200 millions de livres sterling dans un programme axé sur l'Afrique subsaharienne pour améliorer les conditions de vies de millions de femmes et combattre les décès maternels, les avortements pratiqués dans des conditions dangereuses et les grossesses non désirées<sup>528</sup>.

Le plan d'action national du Royaume-Uni pour l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS) 2023-2027 met en évidence une approche intégrée de genre qui s'étend à toutes les politiques étrangères, au développement international et à la défense du Royaume-Uni<sup>529</sup>. Dans le cadre de ce plan, des initiatives spécifiques sont déployées pour prévenir les VBG dans les contextes de conflit et de crise, avec une attention particulière portée à aux violences sexuelles liées aux conflits<sup>530</sup>. Les pays ciblés par ce programme incluent l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, l'Irak, la

---

<sup>524</sup> Hertner, I. (2021). Gender and British Politics. In B. Jones, P. Norton, & I. Hertner (Eds.), *Politics UK: 10th edition* (pp. 244-265). Routledge-Taylor Francis.

<sup>525</sup> UK Home Office. (2015, December). Introducing a Stalking Protection Order – a consultation. Voir: [https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5a7f923140f0b62305b87f37/Introducing\\_a\\_Stalking\\_Protection\\_Order\\_-\\_a\\_consultation.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5a7f923140f0b62305b87f37/Introducing_a_Stalking_Protection_Order_-_a_consultation.pdf)

<sup>526</sup> HM Government. (2020, July). Multi-agency statutory guidance on female genital mutilation. Voir [https://assets.publishing.service.gov.uk/media/613f26d5e90e07044435c949/6.7166\\_HO\\_FBIS\\_BN\\_O\\_Leaflet\\_A4\\_FINAL\\_080321\\_WEB.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/media/613f26d5e90e07044435c949/6.7166_HO_FBIS_BN_O_Leaflet_A4_FINAL_080321_WEB.pdf)

<sup>527</sup> Secretary of State for Foreign, Commonwealth and Development Affairs. (2023). International Women and Girls Strategy 2023–2030. Voir: <https://assets.publishing.service.gov.uk/media/640a0bb1d3bf7f02f7d9db18/international-women-and-girls-strategy-2023-2030.pdf>

<sup>528</sup> UK Government. (2023, March 8). UK launches new global Women and Girls Strategy on International Women's Day. Voir: <https://www.gov.uk/government/news/uk-launches-new-global-women-and-girls-strategy-on-international-womens-day>

<sup>529</sup> UK Government. (2023, March 19). UK Women, Peace and Security National Action Plan 2023-2027. Voir: [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/1156085/uk-women-peace-security-national-action-plan-2023-2027.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/1156085/uk-women-peace-security-national-action-plan-2023-2027.pdf)

<sup>530</sup> *Ibid*, 17

Libye, le Myanmar, le Nigéria, le Soudan du Sud, la Somalie, la Syrie, l'Ukraine et le Yémen. Ce plan souligne l'engagement continu du Royaume-Uni à promouvoir l'agenda FPS à l'échelle mondiale<sup>531</sup>.

Dans le domaine de l'éducation, une collaboration avec le Fonds pour l'égalité a été annoncée le 8 mars 2023, avec pour objectif la mise en œuvre d'un programme de 38 millions de livres sterling visant à renforcer l'influence et l'expression des femmes et des jeunes filles au niveau local<sup>532</sup>.

Le Royaume-Uni, en tant que leader mondial, intègre systématiquement des dispositions sur l'égalité des genres dans tous ses nouveaux accords de libre-échange depuis son départ de l'Union européenne. Les accords avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande vont plus loin en incluant des chapitres spécifiques sur le commerce et l'égalité des genres, facilitant la coopération pour surmonter les obstacles auxquels les femmes font face dans le commerce international<sup>533</sup>. Ces dispositions complètent d'autres mesures essentielles, telles que la lutte contre la discrimination au travail, la promotion de l'accès des femmes au commerce et secteur du numérique, et le soutien aux petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes<sup>534</sup>.

Concernant le climat, le programme « Work and Opportunities for Women » (WOW) collabore avec des entreprises pour des initiatives basées sur des données probantes. En 2021, lors de la COP 26, le Royaume-Uni a lancé une méthode pour les professionnel·les du climat à travers WOW visant l'appréhension du genre dans les chaînes d'approvisionnement neutres en carbone et l'implémentation de partenariats continus avec les entreprises pour comprendre les impacts des changements climatiques sur les travailleuses dans l'agriculture et l'horticulture<sup>535</sup>. Lors du *Gender Day* à la COP 26 de 2021, le Royaume-Uni a également annoncé un financement de 165 millions de livres sterling pour lutter contre les changements climatiques, en mettant l'accent sur les inégalités affectant les femmes et les filles et en les autonomisant face aux défis climatiques.

---

<sup>531</sup> UK Government. (2023, March 19). UK Women, Peace and Security National Action Plan 2023-2027. 35.

Voir:

[https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/1156085/uk-women-peace-security-national-action-plan-2023-2027.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/1156085/uk-women-peace-security-national-action-plan-2023-2027.pdf)

<sup>532</sup> UK Government. (2023, March 8). UK launches new global Women and Girls Strategy on International Women's Day. Voir:

<https://www.gov.uk/government/news/uk-launches-new-global-women-and-girls-strategy-on-international-womens-day>

<sup>533</sup> Secretary of State for Foreign, Commonwealth and Development Affairs. (2023). International Women and Girls Strategy 2023–2030. 24. Voir:

<https://assets.publishing.service.gov.uk/media/640a0bb1d3bf7f02f7d9db18/international-women-and-girls-strategy-2023-2030.pdf>

<sup>534</sup> *Ibid*

<sup>535</sup> *Ibid.*, 26

La représentation des femmes en politique a augmenté, avec des chiffres atteignant 30% au gouvernement et 31% au parlement en 2023, comparé à 21% et 34% respectivement en 2019<sup>536</sup>.

Sur la scène internationale, le Royaume-Uni a pris position au 53e Human Rights Council de l'ONU en faveur de la protection de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre à la suite de l'adoption d'une loi anti-homosexualité par le gouvernement ougandais<sup>537</sup>. Cependant, des récentes déclarations jugées transphobes de Rishi Sunak, Premier ministre britannique, ont soulevé des interrogations sur la cohérence des positions du gouvernement concernant la protection des communautés LGBTI+<sup>538</sup>.

---

<sup>536</sup> Clark, D. (2023, May 10). Proportion of women in government cabinets in the UK 2004-2023. *Statista*. Voir: <https://www.statista.com/statistics/870238/proportion-of-women-in-uk-cabinets/>

<sup>537</sup> French, R. (2023, June 21). UN HRC53: UK Statement on Sexual Orientation and Gender Identity. Statement on Protection against Violence & Discrimination based on Sexual Orientation & Gender Identity. Geneva. Retrouver ici:

<https://www.gov.uk/government/speeches/un-hrc53-uk-statement-on-sexual-orientation-and-gender-identity>

<sup>538</sup> L'Obs. (2023, October 6). « Une femme est une femme » : au Royaume-Uni, Rishi Sunak s'attaque aux transgenres pour séduire l'aile dure de son parti. *L'Obs*. Voir: <https://www.nouvelobs.com/monde/20231006.OBS79141/un-homme-est-un-homme-et-une-femme-est-une-femme-rishi-sunak-s-attaque-aux-transgenres-pour-seduire-l-aile-dure-de-son-parti.html>

## Les forces

La persistance dans l'élaboration d'une politique étrangère sensible aux sujets de genre et des droits des femmes, ainsi que la volonté affirmée du pays de faire de l'égalité des genres une composante centrale de son approche du développement, témoignent d'un engagement à long terme en faveur des droits humains. Cette continuité reflète une compréhension profonde de l'importance de promouvoir les droits et l'autonomisation des femmes au niveau mondial.

Les engagements financiers mobilisés mettent en évidence que le Royaume-Uni accorde une priorité budgétaire au secteur économique et commercial, habituellement mis de côté dans les politiques féministes. Cela illustre concrètement l'engagement du pays envers l'autonomisation économique des femmes.

## Les limites

Bien que la politique étrangère aux valeurs féministes du Royaume-Uni comporte des atouts, elle suscite des critiques concernant la transition de la stratégie de « développement des femmes » à celle de « développement dirigé par les femmes<sup>539</sup> ». Cette évolution vise à dépasser la perception des femmes en tant que vulnérables pour les reconnaître comme de véritables actrices du changement. Cependant, ces changements nécessitent une attention particulière pour assurer une approche intersectionnelle et ainsi réellement équitable. Parallèlement, le Royaume-Uni néglige de prendre en compte un domaine majeur de l'égalité des genres, à savoir le secteur numérique.

L'absence de référence directe à l'égalité des genres dans le budget 2022 soulève des préoccupations quant à la priorité financière accordée aux questions de genre<sup>540</sup>. Cette lacune pourrait compromettre l'efficacité des initiatives féministes, soulignant l'importance d'une reconnaissance explicite et d'un soutien financier adéquat pour atteindre les objectifs d'égalité des genres. En outre, la réduction significative de la contribution à l'APD de la Banque mondiale peut compromettre les programmes axés sur l'égalité des genres<sup>541</sup>. Cette réduction budgétaire s'étend plus largement sur toutes les contributions, dont celles liées au genre, comme le confirme le tableau des contributions aux organisations onusiennes. Potentiellement lié à des événements tels que le Brexit et les défis liés à la

---

<sup>539</sup> Conway, M., & GAPS. (2023, October 24). Progressing Women-Led Development. The Foreign Policy Center. <https://fpc.org.uk/progressing-women-led-development/>

<sup>540</sup> Higgins, A.-M., Ruane, L., Black, F., & Flynn, E. (2021, October 25). Government has squandered an opportunity to make real, balanced, and lasting changes. *The Journal*. Voir <https://www.thejournal.ie/readme/budget-2022-5580387-Oct2021/>

<sup>541</sup> ICAI. (2023, September 13). *UK aid under pressure: A synthesis of ICAI findings from 2019 to 2023* (para. 1.3). Voir: <https://icai.independent.gov.uk/review/uk-aid-under-pressure-synthesis-2019-2023/#:~:text=to%202023%20%2D%20ICAI-,UK%20aid%20under%20pressure%3A%20a%20synthesis%20of%20ICAI%20findings%20from.numerous%20internal%20and%20external%20challenges>

pandémie de Covid-19 et à la crise en Ukraine, ce phénomène expose les pressions financières qui pourraient entraver les actions féministes en politique étrangère du Royaume-Uni.

Finalement, l'incertitude autour de l'adoption du terme politique étrangère féministe ainsi que les déclarations contradictoires sur les problématiques de genre introduisent une certaine instabilité dans l'approche du Royaume-Uni. Ces incertitudes peuvent résulter de changements politiques, notamment le remplacement de ministres des Affaires étrangères, suscitant ainsi des questionnements sur la cohérence et la constance de l'engagement en faveur de l'égalité des genres.

## **Recommandations**

- 1. Intégrer explicitement le terme politique étrangère féministe.** Cette action permettrait de renforcer la clarté et la cohérence de l'engagement du Royaume-Uni envers l'égalité des genres. Cela permettrait de définir explicitement les objectifs stratégiques féministes et d'affirmer l'engagement du pays dans la promotion des droits des femmes à l'échelle internationale.
- 2. Réaffirmer le leadership féminin en adoptant une perspective intersectionnelle dans sa politique étrangère féministe.** Repositionner les femmes en tant qu'actrices du changement, tout en adoptant une perspective intersectionnelle, est la manière la plus efficace de déconstruire les stéréotypes de genre ancrés. Cela renforce les efforts en faveur de l'égalité des genres en challengeant les principes patriarcaux, racistes et capitalistes persistants.
- 3. Assurer une transparence budgétaire avec un maintien explicite des contributions à l'APD liée aux questions d'égalité des genres.** La visibilité des budgets et la maintenance des contributions à l'APD sont essentielles pour garantir l'efficacité continue des programmes axés sur l'égalité des genres, en évitant les lacunes budgétaires qui pourraient compromettre la réalisation des objectifs féministes, tout en évaluant les implications des réductions budgétaires et en ajustant les ressources au besoin pour assurer la continuité des actions féministes malgré les contraintes.
- 4. Garantir une stabilité politique concernant les engagements pris.** Le Royaume-Uni doit maintenir un engagement cohérent en faveur de l'égalité des genres dans sa politique étrangère, quelle que soit la composition du gouvernement en exercice. Cela implique de s'engager publiquement à mettre en œuvre une politique étrangère féministe.

- 5. Élaborer des programmes de sensibilisation relatifs à l'égalité des genres.** Le Royaume-Uni doit créer davantage de programmes de sensibilisation et d'éducation visant à promouvoir les droits des femmes et l'égalité des genres à l'échelle nationale et mondiale. Cela inclut la sensibilisation de la société civile sur les enjeux liés à l'égalité des genres, ainsi que le renforcement des compétences et des connaissances des diplomates britanniques sur ces questions.

Le cadre institutionnel du Royaume-Uni en matière de genre :

Le Ministère des Femmes et de l'Égalité du Royaume Uni a été créé en 1997 afin de promouvoir l'égalité des chances pour tous et de réduire les disparités négatives. Parmi les priorités du Ministère figurent l'élimination de l'écart de rémunération qui doit se réaliser au travers de l'introduction de réglementations obligeant les grands employeurs à publier leurs données sur la rémunération de leurs salarié·es.

Le Ministère travaille en collaboration avec la Commission de la mobilité sociale et la Commission de l'égalité et des droits de la personne. Il est chargé de mettre en œuvre les mesures internationales en matière d'égalité que le Royaume-Uni s'est engagé à respecter, à l'image de la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

De plus, le Bureau gouvernemental pour l'égalité dirige les travaux sur les politiques relatives à l'égalité des genres ainsi qu'à la lutte contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle. Il a été à l'origine de la loi de 2013 sur le mariage des personnes de même sexe. Il est aussi chargé de mettre en œuvre les engagements internationaux du Royaume-Uni, à l'instar de la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes<sup>542</sup>.

Collectifs féministes :

Les collectifs féministes anglais sont particulièrement actifs, à l'instar de la *Fawcett Society*, qui lutte pour l'égalité des genres dans la sphère publique, économique et privée. La *Fawcett Society* siège au Comité national pour l'égalité des genres.

Le *Women's Equality Network* a quant à lui pour objectif de créer une société sans discrimination fondée sur le genre, où toutes les personnes bénéficieraient des mêmes opportunités. Le *Women's Equality Network* siège au Comité consultatif du Conseil national pour la prévention et l'élimination de la violence contre les femmes.

En outre, la participation des collectifs féministes aux différents Comités thématiques sur l'égalité des genres permet de rendre compte de l'approche intersectionnelle que souhaite adopter le gouvernement anglais.

---

<sup>542</sup> The Government Equalities Office. (2024). About us. <https://www.gov.uk/government/organisations/government-equalities-office/about>

Points à retenir :

1. En 2014, le Royaume-Uni a modifié sa Loi sur le développement international, soulignant l'importance de réduire les inégalités de genre dans l'APD.
2. Bien que le Parti travailliste ait exprimé une approche féministe en 2018, la mise en œuvre complète a été limitée, jusqu'à ce que la Stratégie internationale pour les femmes et les filles soit lancée en mars 2023.
3. La politique étrangère aux valeurs féministes du Royaume-Uni s'articule autour de trois thèmes prioritaires : l'éducation des filles, l'autonomisation des femmes, et la promotion de leur santé et leurs droits, en mettant l'accent sur la fin de la violence basée sur le genre (VBG).
4. Les axes clés incluent l'investissement dans les DSSR, des initiatives spécifiques dans les contextes de conflit, et l'intégration systématique de l'égalité des genres dans les accords de libre-échange.
5. Le Royaume-Uni s'engage financièrement avec des contributions significatives pour promouvoir l'égalité des genres, mais des critiques subsistent quant à la transition de la stratégie de « développement des femmes » à celle de « développement dirigé par les femmes ».
6. La représentation des femmes en politique a augmenté de 2019 à 2023, mais reste relativement faible.
7. Les forces de la politique à valeurs féministe du Royaume-Uni comprennent la persistance de l'engagement envers les droits des femmes, les engagements financiers, et la priorité accordée au secteur économique et commercial dans les politiques féministes.
8. Les limites résident dans la nécessité d'une approche intersectionnelle pour assurer une véritable équité, des préoccupations budgétaires, et des incertitudes autour de l'adoption du terme « politique étrangère féministe ».

## Slovénie

### Adoption et contexte

Le 8 mars 2023, lors de la journée internationale des droits des femmes, la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Tanja Fajon, a annoncé que son pays allait développer une politique étrangère féministe. Elle a déclaré que la Slovénie souhaitait mettre l'accent sur l'égalité des genres, le renforcement de la représentation et de la participation des femmes, et le respect des droits des femmes et des filles et leur autonomisation dans le monde<sup>543</sup>. La Slovénie est le dernier pays en date à avoir officiellement adopté une politique étrangère féministe.

Le pays n'a pas officiellement publié la stratégie de sa politique étrangère féministe, mais le gouvernement a décliné les lignes directrices de l'intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes dans sa politique d'aide au développement et d'aide humanitaire en juin 2023<sup>544</sup>. Depuis, la présidente, Nataša Pirc Musar, a participé à trois événements différents où elle a rappelé l'ambition du pays d'adopter une politique étrangère féministe. D'abord, le 28 mars 2023 au Sommet des États-Unis pour la démocratie sur la thématique « The status of Women is the Status of Democracy », la présidente slovène a mis en avant les avancées de son pays sur l'égalité des genres et notamment la place des femmes en politique. Elle est la première femme présidente de son pays élue en 2022, présidente de l'Assemblée nationale, à occuper le poste de ministre des Affaires étrangères et de procureur général de l'État.

Lors de la Conférence de l'ONU sur l'eau, la présidente a rappelé la nécessité de travailler sur une justice environnementale et l'accès à l'eau pour tous·tes et notamment pour les femmes qui sont les plus affectées par les changements environnementaux<sup>545</sup>. Lors d'un forum économique au Vietnam,

---

<sup>543</sup> Republic of Slovenia. (08 mars 2023). *Minister Fajon presents feminist foreign policy as a modern, future-oriented policy.*

<https://www.gov.si/en/news/2023-03-08-minister-fajon-presents-feminist-foreign-policy-as-a-modern-future-oriented-policy/>

<sup>544</sup> Republic of Slovenia - Ministry of Foreign and European affairs. (juin 2023). *Guidelines for the Mainstreaming of Gender Equality in Development Cooperation and Humanitarian Aid of the Republic of Slovenia.*

<https://www.gov.si/assets/ministrstva/MZEZ/Dokumenti/stiki-z-javnostmi/Guidelines-for-the-Mainstreaming-of-Gender-Equality-in-Developmen-Cooperation-and-Humanitarian-Aid-of-the-Republic-of-Slovenia.pdf>

<sup>545</sup> Predsednica Republike Slovenije. (22 mars 2023). *Speech of the President of the Republic of Slovenia at the plenary opening of the United Nations 2023 Water Conference.*

<https://www.predsednica-slo.si/assets/documents/2023-03-22-Speech-of-the-President-of-the-Republic-of-Slovenia-at-the-UN-Water-Conference.pdf>

elle a également réitéré sa volonté de travailler sur l'autonomisation des femmes et leur rôle dans le secteur de l'économie<sup>546</sup>.

La Slovénie est une République parlementaire dirigée par la première femme présidente dans l'histoire du pays, Nataša Pirc Musar depuis novembre 2022. La Slovénie est membre de l'Union européenne depuis le 1er mai 2004<sup>547</sup>. L'élaboration de la politique étrangère du pays a été confiée au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères dirigé par la ministre Tanja Fajon. Le Ministère du Travail, de la famille, des Affaires sociales et de l'égalité des chances œuvre pour la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les politiques publiques du pays. Il soutient notamment les organisations de la société civile slovènes qui luttent contre toutes les formes de violences envers les femmes. Depuis 2018, le Ministère lance un appel à projets pour soutenir des initiatives dans tous les domaines liés aux stéréotypes de genre, aux VBG et à la sensibilisation des jeunes<sup>548</sup>.

Les organisations de la société civile jouent un rôle important en Slovénie, notamment pour l'amélioration des politiques publiques du pays sensibles au genre. La mobilisation de la société civile a permis récemment au pays de légaliser le mariage et l'adoption pour les couples de même sexe en 2022. Plusieurs ONG nationales œuvrant pour la lutte contre les violences basées sur le genre sont soutenues financièrement par le Ministère du Travail, de la famille, des Affaires sociales et de l'égalité des chances. Certaines sont membres d'un comité d'experts pour l'égalité entre les femmes et les hommes créé en 2015 qui a pour objectif de conseiller et appuyer le gouvernement pour améliorer le cadre juridique du pays dans ce domaine. Au niveau de l'élaboration de la politique étrangère féministe de la Slovénie, le gouvernement a indiqué, lors de la déclaration du 8 mars, souhaiter se concerter avec les organisations de la société civile, en organisant une série de tables rondes thématiques afin de prendre en compte les remontées des acteurs agissant sur le terrain.

Dans le cadre de la présidence du pays au Conseil de sécurité des Nations unies en tant que membre non permanent pour la période 2024-2025, la ministre Tanja Fajon a déclaré vouloir défendre les

---

<sup>546</sup> Republic of Slovenia. (22 juillet 2023). *Minister Fajon opens a business forum in Ho Chi Minh City, the economic centre of Vietnam*. Ministry of Foreign and European Affairs. <https://www.gov.si/en/news/2023-05-22-minister-fajon-opens-a-business-forum-in-ho-chi-minh-city-the-economic-centre-of-vietnam/>

<sup>547</sup> Toute l'Europe. (n.d.). *Slovénie*. <https://www.touteleurope.eu/pays/slovenie/>

<sup>548</sup> Unwomen. (n.d.). Slovenia. <https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2020/A-75-274-Submission-Slovenia-en.pdf>

priorités du changement climatique, de l'égalité des genres et de l'aide au développement pendant ce mandat<sup>549</sup>.

Actuellement, le pays est gouverné par une femme, Natasa Pirc Musar élue en 2022, et le gouvernement du pays est composé de 7 femmes sur 21 postes de représentations politiques<sup>550</sup>. En 2021, le pays comptait 57% de femmes occupant des postes à responsabilité dans le secteur public, plaçant la Slovénie en tête des pays de l'OCDE, la moyenne générale étant de 40,8%<sup>551</sup>. Au sein des instances politiques du pays, la Slovénie compte 34 femmes sur 90 sièges à l'Assemblée nationale et 7 femmes sur 40 sièges au Conseil national<sup>552</sup>. Lors du rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de 2023, ce dernier a félicité la Slovénie pour ses efforts en termes de représentation des femmes en politique notamment lors des dernières élections dans le pays qui ont vu arriver une femme à la tête de l'État et un pourcentage élevé de femmes au gouvernement soit 40% de femmes élues députées. Enfin, le pays compte 34% de femmes à des postes d'ambassadrices dans les représentations diplomatiques du pays, soit le plus haut score du pays<sup>553</sup>.

En 2021, avant de devenir présidente, Natasa Pirc Musar a cofondé la plateforme « Ona ve / She knows » qui permet à des expertes dans n'importe quel domaine de partager leurs expériences et expertises et à des organisateurs d'événements ou des médias de les solliciter. Cette idée est née du constat que les femmes slovènes n'apparaissent que dans 24% des médias du pays en 2021<sup>554</sup>. L'initiative a connu un succès important avec 400 expertes inscrites sur cette plateforme en ligne depuis 2021<sup>555</sup>. Cette initiative a permis de mobiliser la société civile et de promouvoir des femmes expertes.

---

<sup>549</sup> Macek, S. (07 juin 2023). *Slovenia elected non-permanent member of the UN Security Council*. Euractiv. <https://www.euractiv.com/section/politics/news/slovenia-elected-non-permanent-member-of-the-un-security-council/>

<sup>550</sup> France Diplomatie. (n. d.). *Composition du gouvernement de la République de Slovénie*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/slovenie/presentation-de-la-slovenie/article/composition-du-gouvernement>

<sup>551</sup> Republic of Slovenia. (07 juillet 2023). *OECD study : Slovenia has the highest share of women in senior positions in the public sector*. <https://www.gov.si/en/news/2023-07-07-oecd-study-slovenia-has-the-highest-share-of-women-in-senior-positions-in-the-public-sector/>

<sup>552</sup> Fondation Robert Schuman. (mis à jour le 22 janvier 2024). *Country sheet : Slovenia*. <https://www.robert-schuman.eu/en/our-information-files/slovenia>

<sup>553</sup> United Nations Human Rights. (17 février 2023). *Experts of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women Commend Slovenia on Women's Political and Economic Participation, Ask about Roma Women and the Representation of Girls in Science Subjects*. <https://www.ohchr.org/en/news/2023/02/experts-committee-elimination-discrimination-against-women-commend-slovenia-womens>

<sup>554</sup> The slovenia times. (29 novembre 2021). *Portal launched to increase presence of women in media*. <https://sloveniatimes.com/28776/portal-launched-to-increase-presence-of-women-in-media>

<sup>555</sup> Predsednica Republike Slovenije. (28 mars 2023). *Speech of the President of the Republic of Slovenia at the thematic debate on gender equity and equality*. <https://www.predsednica-slo.si/assets/documents/2023-03-28-Speech-of-the-President-of-the-Republic-of-Slovenia-at-the-discussion-The-Status-of-Women-is-the-Status-of-Democracy-Summit-for-Democracy-v4.pdf>

En 2023, le « Global Gender Gap Index » de la Banque mondiale classe la Slovénie à la 29<sup>ème</sup> position sur 146 pays, soit 10 places de plus qu'en 2022, témoignant des progrès du pays en termes d'égalité entre les femmes et les hommes. Au niveau de ses voisins européens, le pays se classe à la 17<sup>ème</sup> position sur 36 pays de la zone<sup>556</sup>. Pour le classement de l'index d'égalité des genres de l'Union européenne, la Slovénie est classée en 12<sup>ème</sup> place avec 69,4 points sur 100 en 2023. Ce score est de 0,8 point en dessous de la moyenne globale de l'UE mais la Slovénie a progressé de 6,7 points depuis 2010<sup>557</sup>. Des sujets restent à améliorer pour que le pays progresse et augmente son indice européen, notamment l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes slovènes qui reste encore important avec 15,2% d'écart en 2022<sup>558</sup>.

### Les axes et spécificités

Le pays a ratifié la Convention des Nations unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 1981 et la Déclaration des Nations unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes en 1993. Le pays s'engage également à mettre en oeuvre la Déclaration et le Programme d'action de Pékin de 1995<sup>559</sup>.

La politique étrangère féministe de la Slovénie est orientée vers l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, le développement des stratégies de genre et de cybersécurité, la représentation des femmes dans les instances politiques nationales, l'autonomisation économique des femmes et la lutte contre les violences et les discriminations basées sur le genre, l'orientation sexuelle et l'identité de genre<sup>560</sup>. Dans sa politique étrangère, la Slovénie a un axe sur les droits humains dans lequel sont englobées les actions envers l'égalité des genres et les droits des femmes ainsi que la protection des minorités et des groupes vulnérables, dont la population LGBTI+. Le pays a intégré une approche intersectionnelle

---

<sup>556</sup> World economic forum. (20 juin 2023). *Global gender gap report 2023*.

<https://www.weforum.org/publications/global-gender-gap-report-2023/digest/#:~:text=The%20global%20gender%20gap%20score.compared%20to%20last%20year's%20edition>.

<sup>557</sup> Gender equality index. (2023). *Slovenia*. <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2023/country/SI>

<sup>558</sup> United Nations Human Rights. (17 février 2023). *Experts of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women Commend Slovenia on Women's Political and Economic Participation, Ask about Roma Women and the Representation of Girls in Science Subjects*.

<https://www.ohchr.org/en/news/2023/02/experts-committee-elimination-discrimination-against-women-commend-slovenia-womens>

<sup>559</sup> Republic of Slovenia - Ministry of Foreign and European affairs. (juin 2023). *Guidelines for the Mainstreaming of Gender Equality in Development Cooperation and Humanitarian Aid of the Republic of Slovenia*.

<https://www.gov.si/assets/ministrstva/MZEZ/Dokumenti/stiki-z-javnostmi/Guidelines-for-the-Mainstreaming-of-Gender-Equality-in-Development-Cooperation-and-Humanitarian-Aid-of-the-Republic-of-Slovenia.pdf>

<sup>560</sup> Gender security project. (n.d.). *Slovenia*.

<https://www.gendersecurityproject.com/feminist-foreign-policy-countries/slovenia>

dans l'élaboration de sa politique étrangère<sup>561</sup> et notamment dans le cadre de sa politique d'aide au développement et d'aide humanitaire.

Dans les lignes directrices de sa politique d'aide au développement et d'aide humanitaire pour l'intégration de l'égalité des genres, sont mises en avant la nécessité de garantir l'égalité entre les femmes et les hommes comme condition nécessaire à l'éradication de la pauvreté, au développement durable, à la croissance des pays et au bien-être social<sup>562</sup>. Le pays priorise ses actions vers les pays des Balkans (République de Macédoine, Monténégro, Kosovo, Bosnie-Herzégovine notamment), ses pays européens voisins (Albanie et Ukraine notamment) et des pays de l'Afrique subsaharienne (Cap-Vert notamment).

En 2020-2021, la Slovénie s'est engagée à consacrer 12% de son aide bilatérale vers des actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, en tant qu'objectif principal ou significatif, soit l'équivalent de 1,7 million de dollars consacrés à l'APD en faveur de l'égalité des genres. Sa part de l'APD bilatérale allouée à des actions d'égalité entre les femmes et les hommes en tant qu'objectif principal est de 5,6% en 2020-2021, alors que la moyenne des pays du CAD est de 4,5%<sup>563</sup>.

En 2022, l'aide publique au développement de la Slovénie est de 79 188 002 millions d'euros vers ces trois zones géographiques confondues<sup>564</sup>. Cette somme est répartie à 29% vers les pays africains, 24% vers les pays des Balkans, 8% vers les pays européens voisins, 32% vers des pays du Sud global et 6% vers d'autres pays, notamment la Turquie<sup>565</sup>. Le pays souhaite que d'ici 2030, 85% des projets d'aide au développement qu'il soutient comprennent des activités de soutien à l'égalité entre les femmes et les hommes en tant qu'objectif principal ou significatif<sup>566</sup>.

Dans le domaine de la cybersécurité, la Slovénie a déclaré vouloir mettre en avant l'égalité des genres. En septembre 2023, le pays a participé à une conférence dans le cadre d'un projet multi pays piloté par l'Union européenne, appelé « Her CyberTracks ». Cette conférence a réuni 30 femmes de Géorgie,

---

<sup>561</sup> Republic of Slovenia. (n. d.). *Human rights in Slovenia foreign policy*.

<https://www.gov.si/en/topics/human-rights-in-slovenian-foreign-policy/>

<sup>562</sup> Republic of Slovenia. (n. d.). *Thematic and geographic priorities of Slovenia's development cooperation*.

<https://www.gov.si/en/topics/thematic-and-geographic-priorities-of-slovenias-development-cooperation/>

<sup>563</sup> OECD library. (n.d.). *Development Co-operation profiles - Slovenia*.

<https://www.oecd-ilibrary.org/sites/e6f1ed3f-en/index.html?itemId=/content/component/e6f1ed3f-en>

<sup>564</sup> Republic of Slovenia. (n. d.). *Thematic and geographic priorities of Slovenia's development cooperation*.

<https://www.gov.si/en/topics/thematic-and-geographic-priorities-of-slovenias-development-cooperation/>

<sup>565</sup> Republic of Slovenia. (n. d.). *Thematic and geographic priorities of Slovenia's development cooperation*.

<https://www.gov.si/en/topics/thematic-and-geographic-priorities-of-slovenias-development-cooperation/>

<sup>566</sup> Republic of Slovenia - Ministry of Foreign and European affairs. (juin 2023). *Guidelines for the Mainstreaming of Gender Equality in Development Cooperation and Humanitarian Aid of the Republic of Slovenia*.

<https://www.gov.si/assets/ministrstva/MZEZ/Dokumenti/stiki-z-javnostmi/Guidelines-for-the-Mainstreaming-of-Gender-Equality-in-Developmen-Cooperation-and-Humanitarian-Aid-of-the-Republic-of-Slovenia.pdf>

de Moldavie, d'Ukraine et de Slovénie afin de les former dans les processus de politiques nationales et internationales dans le domaine de la cybersécurité. La Slovénie s'est engagée dans ce projet afin d'encourager l'égalité des genres dans la création et la mise en œuvre des politiques internationales dans ce domaine<sup>567</sup>. Le pays a également renforcé la sensibilisation dans les universités et le secteur privé du pays pour promouvoir les femmes dans les métiers des technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'élimination des stéréotypes de genre dans le numérique<sup>568</sup>.

La Slovénie a adopté deux plans nationaux pour l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité et veut accroître sa position sur la scène internationale dans ce domaine. L'un concerne la période 2010-2015 et a pour objectif de s'aligner sur les engagements pris par la communauté internationale et de concrétiser ses engagements et objectifs politiques, quant au deuxième plan pour 2018-2020 il est question d'agir de manière plus concrète en intégrant la perspective genre dans toutes les activités de sécurité du pays<sup>569</sup>. Ce plan national 2018-2020 comporte 5 objectifs spécifiques<sup>570</sup> :

1. Mettre en œuvre l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité et intégrer une dimension genre dans toutes les politiques de paix et de sécurité,
2. Impliquer plus de femmes dans tous les domaines de la paix et de la sécurité (opérations internationales de maintien de la paix, encourager les femmes slovènes à travailler dans les secteurs de la justice, de la police, de la diplomatie et des consulats),
3. Participer à la protection des femmes et des filles avant, pendant et après les conflits et lutter contre les violences envers les femmes liées aux conflits,
4. Renforcer la formation et la sensibilisation sur l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité,
5. Accroître la prévention et la poursuite envers les auteurs de violences sexuelles et sexistes dans des contextes de conflits.

La Slovénie a largement contribué à intégrer la réalisation de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité dans la stratégie de l'OTAN. La ministre Tanja Fajon participe activement au groupe informel de l'OTAN appelé « Amis de la Résolution 1325 »<sup>571</sup>.

---

<sup>567</sup> Republic of Slovenia. (20 septembre 2023). *Slovenia co-organises the international project Her CyberTracks to empower women*. <https://www.gov.si/en/news/2023-09-20-slovenia-co-organises-the-international-project-her-cybertracks-to-empower-women/>

<sup>568</sup> Unwomen. (n.d.). Slovenia. <https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2020/A-75-274-Submission-Slovenia-en.pdf>

<sup>569</sup> WPS Focal Points Network. (n. d.). *Slovénie*. <https://wpsfocalpointsnetwork.org/slovenia/>

<sup>570</sup> Securitywomen. (n. d.). *Slovenia*. <https://www.securitywomen.org/unscr-1325-and-national-action-plans-nap/slovenia>

<sup>571</sup> Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., and Montilla, J. (septembre 2023). *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition*. The feminist Foreign Policy Collaborative. [https://drive.google.com/file/d/1RTA4rbtXh5fkilcjm0cLMGSH\\_vZaOfre/view](https://drive.google.com/file/d/1RTA4rbtXh5fkilcjm0cLMGSH_vZaOfre/view)

Lors de la COP 28 à Dubaï, la Slovénie a pris part à un partenariat signé entre plusieurs pays portant sur l'autonomisation économique des femmes pour assurer une transition juste lors de la journée pour l'égalité des genres de la COP. Ce partenariat comprend plusieurs engagements sur trois ans et l'évaluation sera effectuée lors de la COP 31. Ce partenariat est parti du constat de l'Organisation internationale du travail (OIT) selon lequel 1,2 milliard d'emplois dans le monde sont menacés par le réchauffement climatique et la dégradation de l'environnement<sup>572</sup>. Les femmes sont les plus touchées par ces dérèglements climatiques en raison de leur forte représentation dans les secteurs sensibles au changement climatique, notamment l'agriculture rurale, l'eau et l'assainissement, la gestion des ressources naturelles. Ce partenariat s'appuie sur les objectifs définis dans la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC) : le recensement de données de qualité pour soutenir la prise de décision dans la planification des transitions, des flux financiers plus importants fléchés vers les régions les plus touchées par le changement climatique, l'éducation et le renforcement de capacités pour soutenir les engagements individuels dans les transitions<sup>573</sup>.

Le pays s'est notamment engagé à mettre en place la Stratégie de l'Union européenne pour l'égalité LGBTIQ 2020-2025<sup>574</sup>. En 2016, la Slovénie a été l'un des membres fondateurs de la coalition pour l'égalité des droits formée lors de la Conférence mondiale sur les droits humains des personnes LGBTI+ qui s'était tenue en Uruguay<sup>575</sup>. Pilotée par l'Uruguay et les Pays-Bas, cette coalition regroupe 43 États<sup>576</sup> dont la Slovénie, qui s'est engagée en tant que membre à faire progresser les droits des personnes LGBTI+, à promouvoir un développement inclusif du monde, à soutenir des organisations de la société civile et des activistes dans ce domaine<sup>577</sup>.

---

<sup>572</sup> COP28 - UAE. (n. d.). COP28 launches partnership to support women's economic empowerment and ensure a gender-responsive just transition at COP28 Gender Equality Day. <https://www.cop28.com/en/news/2023/12/COP28-launches-partnership-to-support-women-economic-empowerment>

<sup>573</sup> COP28 - UAE. (n. d.). COP28 launches partnership to support women's economic empowerment and ensure a gender-responsive just transition at COP28 Gender Equality Day. <https://www.cop28.com/en/news/2023/12/COP28-launches-partnership-to-support-women-economic-empowerment>

<sup>574</sup> Republic of Slovenia - Ministry of Foreign and European affairs. (juin 2023). *Guidelines for the Mainstreaming of Gender Equality in Development Cooperation and Humanitarian Aid of the Republic of Slovenia*.

<https://www.gov.si/assets/ministrstva/MZEZ/Dokumenti/stiki-z-javnostmi/Guidelines-for-the-Mainstreaming-of-Gender-Equality-in-Development-Cooperation-and-Humanitarian-Aid-of-the-Republic-of-Slovenia.pdf>

<sup>575</sup> Republic of Slovenia. (n. d.). *Human rights in Slovenian foreign policy*.

<https://www.gov.si/en/topics/human-rights-in-slovenian-foreign-policy/>

<sup>576</sup> Albanie ; Argentine ; Australie ; Autriche ; Belgique ; Brésil ; Cabo Verde ; Canada ; Chili ; Costa Rica ; Chypre ; République tchèque ; Danemark ; Équateur ; Estonie ; Finlande ; France ; Allemagne ; Grèce ; Honduras ; Islande ; Irlande ; Israël ; Italie ; Lituanie ; Luxembourg ; Malte ; Mexique ; Monténégro ; Pays-Bas ; Nouvelle-Zélande ; Macédoine du Nord ; Norvège ; Portugal ; Serbie ; Slovénie ; Espagne ; Suède ; Suisse ; Ukraine ; Royaume-Uni ; États-Unis ; et Uruguay

<sup>577</sup> Equal rights coalition. (n. d.). *Who we are*. <https://equalrightscoalition.org/about/>

En 2022, le parlement slovène a adopté un amendement autorisant les couples du même sexe à se marier, une première dans la zone d'Europe de l'Est<sup>578</sup>. En 2023, le pays a soutenu le procès de la Commission européenne contre la Hongrie à la suite de la promulgation d'une loi, en 2021, qui interdit et limite les contenus montrant une identification autre que celle correspondante au sexe de naissance, le changement de sexe ou l'homosexualité aux personnes de moins de 18 ans<sup>579</sup>.

### **Plans, traités, politiques et déclarations concrètes adoptées par la Slovénie depuis 2022, qui incluent le genre au niveau régional ou international**

- **Appui aux initiatives internationales en faveur des femmes**

**2023** : Prises de parole à la 53ème session du Conseil des Nations unies pour les droits humains pour dénoncer les discriminations basées sur le genre, l'orientation sexuelle et l'identité de genre<sup>580</sup>.

Prises de parole lors du Sommet des États-Unis pour la démocratie sur la thématique « The status of Women is the Status of Democracy »

- **Cybersécurité et numérique**

**2023** : le pays a participé à une conférence de trois jours dans le cadre d'un projet multi-pays piloté par l'Union européenne, appelé « Her CyberTracks ». Cette conférence a réuni 30 femmes de Géorgie, Moldavie, Ukraine et Slovénie afin de les former dans les processus de politiques nationales et internationales dans le domaine de la cybersécurité<sup>581</sup>.

---

<sup>578</sup> Euronews. (04 octobre 2022). *Slovenia becomes first post-communist country to legalise same-sex marriage and adoption*.

<https://www.euronews.com/2022/10/04/slovenia-becomes-first-east-european-country-to-legalise-same-sex-marriage-and-adoption>

<sup>579</sup> Macek, S. (07 avril 2023). *Slovenia joins EU action against Hungary over anti-LGBT law*. Euractiv.

<https://www.euractiv.com/section/politics/news/slovenia-joins-eu-action-against-hungary-over-anti-lgbt-law/>

<sup>580</sup> Republic of Slovenia. (14 juillet 2023). *Rights of women and girls, new technologies and the state of human rights around the world discussed in Geneva*.

<https://www.gov.si/en/news/2023-07-14-rights-of-women-and-girls-new-technologies-and-the-state-of-human-rights-around-the-world-discussed-in-geneva/>

<sup>581</sup> Republic of Slovenia. (20 septembre 2023). *Slovenia co-organises the international project Her CyberTracks to empower women*.

<https://www.gov.si/en/news/2023-09-20-slovenia-co-organises-the-international-project-her-cybertracks-to-empower-women/>

- **Genre et climat**

**2023** : La Slovénie a pris part à un partenariat signé entre plusieurs pays portant sur l'autonomisation économique des femmes pour assurer une transition juste lors de la journée pour l'égalité des genres de la COP 28 à Dubaï<sup>582</sup>.

**2023** : Prise de parole à la Conférence de l'ONU sur l'eau pour réaffirmer son engagement vers le développement d'une politique étrangère féministe<sup>583</sup>.

- **Autonomisation économique des femmes**

**2023** : Participation à un Forum économique au Vietnam et mise en avant de la nécessité de l'autonomisation économique des femmes lors d'une prise de parole de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères<sup>584</sup>.

- **Agenda Femmes, Paix, Sécurité**

**2018 -2020** : Dernier plan national pour l'Agenda Femmes, Paix, Sécurité.

## **Les forces**

La politique étrangère féministe de la Slovénie s'est développée récemment mais tend à se décliner dans tous les secteurs de la politique d'aide au développement et d'aide humanitaire du pays. En juin 2023, le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères du pays a rédigé les lignes directrices de cette politique qui intègre une approche intersectionnelle et transversale de l'égalité des genres. En publiant ce document, la Slovénie s'est engagée à planifier, mettre en œuvre et évaluer son impact avec l'intégration de l'égalité des genres dans sa politique d'aide au développement et d'aide humanitaire<sup>585</sup>.

---

<sup>582</sup> COP28 - UAE. (n. d.). COP28 launches partnership to support women's economic empowerment and ensure a gender-responsive just transition at COP28 Gender Equality Day. <https://www.cop28.com/en/news/2023/12/COP28-launches-partnership-to-support-women-economic-empowerment>

<sup>583</sup> Gender security project. (n.d.). *Slovenia*. <https://www.gendersecurityproject.com/feminist-foreign-policy-countries/slovenia>

<sup>584</sup> Republic of Slovenia. (22 mai 2023). *Minister Fajon opens a business forum in Ho Chi Minh City, the economic centre of Vietnam*. <https://www.gov.si/en/news/2023-05-22-minister-fajon-opens-a-business-forum-in-ho-chi-minh-city-the-economic-centre-of-vietnam/>

<sup>585</sup> Republic of Slovenia - Ministry of Foreign and European affairs. (juin 2023). *Guidelines for the Mainstreaming of Gender Equality in Development Cooperation and Humanitarian Aid of the Republic of*

En s'engageant dans des domaines tels que la cybersécurité et le numérique, la Slovénie intègre une dimension genre dans des thématiques habituellement peu mobilisées. Sa prise de position et son engagement financier dans ces domaines lui donnent une place non négligeable et confèrent de la visibilité à ses actions à l'échelle internationale.

La Slovénie s'appuie sur les organisations non gouvernementales de son pays pour progresser dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes. Le pays compte environ 5 800 associations se consacrant à l'égalité entre les genres<sup>586</sup>. Le conseil d'expert·es composé d'ONG du pays sur la lutte contre les VBG créé par le gouvernement est un bon exemple de l'intégration et de la collaboration avec la société civile.

La Slovénie a pris des mesures historiques envers la communauté LGBTI+, en légalisant le mariage des personnes du même sexe et l'adoption pour les couples homosexuels en 2022, malgré une forte mobilisation de l'opposition politique dans le pays et alors même que ses pays voisins prônent le recul des droits des personnes LGBTI+, telle que la Hongrie. En légalisant le mariage et l'adoption pour les couples du même sexe, la Slovénie est devenue le 17ème pays de l'Union européenne à voter en faveur de ces droits<sup>587</sup>.

Le pays est gouverné par la première femme présidente de son histoire, Nataša Pirc Musar, auparavant avocate et journaliste. En cofondant la plateforme « Ona ve / She knows », elle a contribué à donner de la visibilité aux femmes expertes slovènes dans les médias et les événements du pays. Son profil et ses actions traduisent une véritable volonté de faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes en Slovénie. Depuis son arrivée au pouvoir en 2022, le pays n'a cessé de progresser sur la représentation des femmes en politique, en diplomatie et dans les médias.

---

*Slovenia.*

<https://www.gov.si/assets/ministrstva/MZEZ/Dokumenti/stiki-z-javnostmi/Guidelines-for-the-Mainstreaming-of-Gender-Equality-in-Development-Cooperation-and-Humanitarian-Aid-of-the-Republic-of-Slovenia.pdf>

<sup>586</sup> Republic of Slovenia. (14 juillet 2023). *Rights of women and girls, new technologies and the state of human rights around the world discussed in Geneva.*

<https://www.gov.si/en/news/2023-07-14-rights-of-women-and-girls-new-technologies-and-the-state-of-human-rights-around-the-world-discussed-in-geneva/>

<sup>587</sup> Franceinfo. (04 octobre 2022). *La Slovénie devient le premier pays d'Europe de l'Est à autoriser le mariage homosexuel et l'adoption.* Franceinfo avec AFP.

[https://www.francetvinfo.fr/societe/mariage/mariage-et-homoparentalite/la-slovenie-devient-le-premier-pays-d-europe-de-l-est-a-autoriser-le-mariage-homosexuel-et-l-adoption\\_5397673.html](https://www.francetvinfo.fr/societe/mariage/mariage-et-homoparentalite/la-slovenie-devient-le-premier-pays-d-europe-de-l-est-a-autoriser-le-mariage-homosexuel-et-l-adoption_5397673.html)

## Les limites

Le délai de présentation de la politique étrangère féministe du pays n'a pas été tenu et il n'a toujours pas dévoilé officiellement sa stratégie. En outre, la Slovénie n'a pas encore systématisé les évaluations d'impact sur le genre dans ses politiques publiques.

La Slovénie développe une politique d'aide au développement et d'aide humanitaire, mais le pays n'a pas procédé à de récentes évaluations de cette politique ou celles-ci ne sont pas rendues disponibles. Les dernières évaluations du pays dans ce domaine datent de 2020 et pour l'OCDE de 2017. Il est donc compliqué de constater les évolutions du pays dans ce domaine en l'absence de ces documents, et notamment depuis l'arrivée en 2022 du nouveau gouvernement qui a déclaré vouloir mettre en place une politique étrangère féministe. Seuls trois ministères réalisent cette évaluation et planifient leur budget en allouant certains de leurs fonds à la mise en œuvre de projets visant l'égalité des genres<sup>588</sup>.

La Slovénie ne contribue quasiment pas financièrement aux fonctionnements et programmes des Nations unies. En 2021, la Slovénie a seulement alloué 4,8 millions de dollars tout confondus aux agences des Nations unies et principalement pour le secrétariat des Nations unies, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. La même année, le pays a alloué seulement 450 milliers de dollars pour les programmes des Nations unies<sup>589</sup>. Ces contributions, très minimes, ne permettent pas à la Slovénie de se positionner pour le moment comme pays leader dans le domaine de l'aide au développement pour l'égalité des genres.

En ce qui concerne son aide publique au développement, la Slovénie a réduit son allocation budgétaire pour les programmes ayant pour objectif principal et significatif la promotion de l'égalité des genres entre 2019 et 2020. La baisse est chiffrée de 25% à 6% pour les programmes d'objectif principal et de 12% à 6% pour les programmes d'objectif secondaire<sup>590</sup>. Le pays n'a pas encore les moyens de ses ambitions en termes de développement d'une politique étrangère féministe, car ses contributions financières sont encore minimes. Le gouvernement a justifié cette baisse par la baisse du nombre de projets développés axés sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes entre 2019 et 2020,

---

<sup>588</sup> Gender equality index. (mis à jour en décembre 2022). *Slovenia*.

<https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming/countries/slovenia#:~:text=Gender%20impact%20assessment%20and%20gender%20budgets%20in%20gender%20neutral%20terms>.

<sup>589</sup> OECD library. (n.d.). *Development Co-operation profiles - Slovenia*.

<https://www.oecd-ilibrary.org/sites/e6f1ed3f-en/index.html?itemId=/content/component/e6f1ed3f-en>

<sup>590</sup> Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., and Montilla, J. (2023). *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition*. [https://drive.google.com/file/d/1RTA4rbtXh5fkilcjm0cLMGSH\\_vZaOfre/view](https://drive.google.com/file/d/1RTA4rbtXh5fkilcjm0cLMGSH_vZaOfre/view)

notamment en raison de la pandémie de COVID-19<sup>591</sup>. De plus, en 2020-2021, le pays s'est fixé d'atteindre 12% de son APD dédiée aux actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes en tant qu'objectif principal ou secondaire, ce qui est bien en dessous de la moyenne des pays du CAD de 44,4%<sup>592</sup>.

En 2023, lors de l'évaluation de la Slovénie par les expert-es du Comité pour l'élimination des discriminations contre les femmes, ces derniers ont interrogé le pays sur les mesures prises envers les populations roms et les migrantes, notamment les femmes victimes de violences, de grossesses et de mariages précoces et forcés. La délégation slovène a précisé, qu'après une enquête en 2014 sur les mariages précoces, le pays a mis en place des sensibilisations et formations sur ce sujet ainsi que des travaux avec les communautés roms. Des sensibilisations ont été mises en place dans les écoles, mais la période du COVID-19 a stoppé ces actions. Depuis, en 2023, le gouvernement slovène a lancé un concours dans le pays pour créer du contenu médiatique destiné à sensibiliser cette population<sup>593</sup>.

Lors de cette même commission, la Slovénie a reconnu que la représentation des femmes en politique demeure trop faible malgré une année record en 2022 et l'introduction de quotas électoraux dans le pays. Le renforcement de la place des femmes dans les conseils d'administration des entreprises et dans la prise de décision économique reste une priorité du pays<sup>594</sup>.

## Recommandations

1. **Présenter officiellement la stratégie de développement de sa politique étrangère féministe.** À la suite du discours de la ministre Tajon le 8 mars 2023 pour déclarer son intention de développer une politique étrangère féministe, aucune stratégie n'a été concrètement développée. La Slovénie a multiplié les discours dans des événements internationaux pour promouvoir son action mais aucun plan stratégique n'a depuis été élaboré.

---

<sup>591</sup> Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., and Montilla, J. (2023). *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition*. [https://drive.google.com/file/d/1RTA4rbtXh5fkilcjm0cLMGSH\\_vZaOfre/view](https://drive.google.com/file/d/1RTA4rbtXh5fkilcjm0cLMGSH_vZaOfre/view)

<sup>592</sup> OECD library. (n.d.). *Development Co-operation profiles - Slovenia*. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/e6f1ed3f-en/index.html?itemId=/content/component/e6f1ed3f-en>

<sup>593</sup> United Nations Human Rights. (17 février 2023). *Experts of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women Commend Slovenia on Women's Political and Economic Participation, Ask about Roma Women and the Representation of Girls in Science Subjects*.

<https://www.ohchr.org/en/news/2023/02/experts-committee-elimination-discrimination-against-women-commend-slovenia-womens>

<sup>594</sup> United Nations Human Rights. (17 février 2023). *Experts of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women Commend Slovenia on Women's Political and Economic Participation, Ask about Roma Women and the Representation of Girls in Science Subjects*.

<https://www.ohchr.org/en/news/2023/02/experts-committee-elimination-discrimination-against-women-commend-slovenia-womens>

2. **Allouer un budget conséquent à l'intégration du genre dans les politiques publiques du pays.** La Slovénie a considérablement progressé dans l'intégration du genre dans ses politiques publiques, mais doit à présent dédier un budget spécifique dans les ministères sectoriels afin d'avoir un réel impact dans tous les domaines.
3. **Avoir une approche interministérielle pour l'intégration du genre dans tous les secteurs des politiques publiques du pays.** La politique étrangère féministe du pays est portée par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, mais doit être partagée par l'ensemble des ministères du pays afin que l'intégration du genre soit transversale à tous les domaines.
4. **Prendre des mesures concrètes pour la prise en compte des femmes et filles roms et les minorités issues des migrations.** La Slovénie compte une forte population Rom qui est largement marginalisée et subit de fortes discriminations et violences. Le pays a conscience de la nécessité de prendre des mesures pour protéger cette minorité, mais doit renforcer son cadre juridique dans cette direction.
5. **Renouveler son plan d'action national pour l'application de l'Agenda, Femmes, Paix et Sécurité.** Le dernier plan national du pays s'est clôturé en 2020 et depuis aucun autre n'a été adopté. Afin de continuer à agir dans ce domaine, cité comme prioritaire dans la politique étrangère féministe du pays, la Slovénie doit décliner un nouveau plan d'action national avec des objectifs et indicateurs mesurables.
6. **Poursuivre son plaidoyer sur la scène internationale.** La Slovénie a pris de nombreuses fois la parole dans des instances internationales en 2023 pour annoncer publiquement ses axes prioritaires dans le développement de sa politique étrangère féministe. Cette visibilité sur la scène internationale doit se poursuivre afin que le pays puisse agir et développer un véritable plaidoyer dans ses domaines prioritaires.
7. **Mettre en place des évaluations régulières de sa politique étrangère.** Les dernières évaluations de la politique d'aide au développement et d'aide humanitaire du pays datent de 2020 pour le gouvernement et de 2017 pour l'OCDE. Il est à ce stade compliqué de constater les évolutions du pays dans ces domaines en l'absence d'évaluation plus récente, notamment depuis les annonces du gouvernement en 2023 de volonté de développer une politique étrangère féministe.

#### Le cadre institutionnel de la Slovénie en matière de genre :

L'élaboration de la politique étrangère féministe est confiée au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères slovène.

Le Ministère du Travail, de la famille, des Affaires sociales et de l'égalité des chances est également impliqué dans la politique de promotion du genre à un niveau plus national car il est en lien avec les ONG du pays engagées dans cette thématique et pour toutes les mesures en lien avec la lutte contre les VBG dans le travail et la santé au travail.

#### Collectifs féministes :

Le pays compte un grand nombre d'ONG dont environ 5 800 ont des actions dans le domaine du genre. Le Ministère du Travail, de la famille, des Affaires sociales et de l'égalité des chances a mis en place un Conseil d'experts composé d'ONG du pays sur la lutte contre les VBG afin de mettre en place des mesures concrètes dans ce domaine.

La plus importante ONG du pays qui lutte pour les droits des femmes à un niveau national est le collectif féministe « Institut du 8 mars ». Ce collectif, fondé en 2016, est composé de militant·es pour les droits des femmes et des minorités. Il a notamment lancé le mouvement #metoo en Slovénie et œuvre activement à des campagnes de plaidoyer pour influencer l'adoption de lois en faveur de l'égalité des genres dans le pays.

#### Points à retenir :

1. Lors de la journée du 8 mars 2023, la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères slovène, Tanja Fajon, a déclaré officiellement que son pays souhaite développer une politique étrangère féministe.
2. Toutefois, la stratégie du pays en matière de politique étrangère féministe n'a pas encore été publiée officiellement.
3. La Slovénie a pris des engagements en faveur de l'intégration du genre dans les secteurs de la cybersécurité et du numérique, de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, de la représentation des femmes dans la politique, pour l'autonomisation des femmes, l'environnement et la lutte contre les violences basées sur le genre notamment.
4. Plusieurs prises de parole démontrant les engagements du pays ont été réalisées en 2023 lors de la COP 28, lors de la 53ème session du Conseil des Nations unies pour les droits humains ou encore lors d'un Forum économique au Vietnam la même année.
5. Le pays a légalisé en 2022 le mariage et l'adoption pour les couples du même sexe, faisant de la Slovénie le premier pays d'Europe de l'Est à prendre cet engagement.
6. Le pays n'a pas encore mis en place les ressources budgétaires nécessaires afin de contribuer financièrement à des programmes ou fonds internationaux intégrant le genre.

## Suède

### Adoption et contexte

En 2014, à la suite d'une déclaration de la Première ministre Margot Wallström, la Suède est devenue le premier pays à élaborer et à mettre en œuvre une politique étrangère féministe. En conséquence, la Suède a intégré, de façon systématique, une perspective de genre au sein de son programme de politique étrangère.

Le pays se démarque sur la scène internationale au travers de ses efforts continus fournis en matière d'égalité des genres, qui lui ont permis d'être à l'avant-garde de ces sujets. Les engagements de la Suède s'inscrivent dans une approche intersectionnelle, antisexisme, anti-raciste et anticoloniale, qui fait partie intégrante de la construction de l'identité du pays<sup>595</sup>.

La politique étrangère suédoise s'inscrit dans une dynamique cohérente avec la politique intérieure du pays, qui s'est dotée d'instruments juridiques lui permettant de garantir et de protéger les droits de ses citoyennes, à l'image du Gender Equality Act de 1979<sup>596</sup>.

Sur le plan juridique et diplomatique, l'engagement de la Suède a pris la forme de la signature et de la ratification de nombreux traités internationaux tels que : la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) qui est le principal instrument international en matière de droits des femmes, ratifié par la Suède en 1980<sup>597</sup>, le Protocole facultatif à la CEDEF, ratifié en 2002 qui permet aux femmes de porter plainte devant un comité international d'experts-e en cas de violation de leurs droits<sup>598</sup>, la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, ratifiée en 2005, contenant des dispositions relatives à la traite des êtres humains et au trafic de drogues, qui affectent de manière disproportionnée les femmes<sup>599</sup>, ou encore la Convention d'Istanbul ratifiée en 2014, qui vise à prévenir et à combattre les violences faites aux femmes<sup>600</sup>.

<sup>595</sup> Towns, A. (2018). "Taming Feminism? The Place of Gender Equality in the 'Progressive Sweden' Brand." *Place Branding and Public Diplomacy*, 14, p.55–63. doi:10.1057/s41254-017-0091-5

<sup>596</sup> Handbook Sweden's feminist foreign policy. (2018). Ministry of Foreign Affairs. <https://fojo.se/wp-content/uploads/2022/03/handbook-swedens-feminist-foreign-policy.pdf>

<sup>597</sup> UN Treaty Body Database. (2024). OHCHR. [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=168](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=168)

<sup>598</sup> UN Treaty Body Database. (2024). OHCHR. [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=168](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=168)

<sup>599</sup> UN Treaty Body Database. (2024). OHCHR. [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=168](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=168)

<sup>600</sup> Violences faites aux femmes : la ratification de la convention d'Istanbul dans l'Union européenne. (2024). Toute l'Europe.

<https://www.touteleurope.eu/societe/carte-violences-faites-aux-femmes-la-ratification-de-la-convention-d-istanbul-dans-l-union-europeenne/>

Au titre de la représentation des femmes dans la sphère politique, en novembre 2021, Magdalena Andersson est devenue la première femme Première ministre en Suède. Après les élections de 2022, le Riksdag, le Parlement suédois, comptait 188 hommes et 161 femmes ce qui renvoie à une parité femmes/hommes quasiment atteinte. De plus, sur les 23 ministres actuellement en fonction auprès du Premier ministre, 11 sont des femmes<sup>601</sup>.

Cependant, l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement conservateur de coalition de la droite et de l'extrême droite le 17 octobre 2022 est venue remettre en question la politique étrangère féministe qui était alors en place en Suède. Le Premier ministre Ulf Kristersson avait annoncé vouloir procéder à un réaligement des priorités politiques du pays sur les valeurs défendues par l'extrême droite suédoise, mettant ainsi en danger les efforts déployés pour soutenir les droits des femmes à travers le monde<sup>602</sup>. Toutefois, en octobre 2022, Ulf Kristersson, a déclaré lors de la cérémonie de nomination des membres de son gouvernement que « l'égalité des genres est une valeur fondamentale pour la Suède et pour ce gouvernement<sup>603</sup> ». Il a justifié son choix de renoncer à l'élaboration d'une politique étrangère féministe par le fait que « les étiquettes sur les choses ont tendance à masquer leur contenu<sup>604</sup>. Le Président actuel de la Suède a quant à lui déclaré, lors de ce même événement, que le gouvernement « défendra toujours l'égalité entre les hommes et les femmes<sup>605</sup> ». Le renoncement de la Suède a été justifié comme la volonté d'apaiser les tensions que la création de la politique étrangère féministe avait générée dans les relations entre le pays et certains États du Moyen-Orient<sup>606</sup>.

### Les axes et spécificités

En dépit de cela, la politique étrangère suédoise intègre la dimension de genre dans sa prise de décisions, il s'agit d'une caractéristique commune à l'ensemble des politiques étrangères féministes<sup>607</sup>. Toutefois, la politique étrangère féministe de la Suède a aussi une visée transformative caractérisée par son ambition de contester et de modifier les structures de pouvoir et de genre à l'échelle mondiale<sup>608</sup>.

---

<sup>601</sup> Gender equality. (2024). Sweden Government. [Gender equality | sweden.se](https://www.government.se/en/gender-equality)

<sup>602</sup> BBC. (2022). *Sweden ditches 'feminist foreign policy'*. <https://www.bbc.com/news/world-europe-63311743>

<sup>603</sup> « Gender equality is a core value for Sweden and this government ». BBC. (2022). *Sweden ditches 'feminist foreign policy'*. <https://www.bbc.com/news/world-europe-63311743>

<sup>604</sup> « labels on things have a tendency to cover up the content ». BBC. (2022). *Sweden ditches 'feminist foreign policy'*. <https://www.bbc.com/news/world-europe-63311743>

<sup>605</sup> « we will always stand for gender equality ». BBC. (2022). *Sweden ditches 'feminist foreign policy'*. <https://www.bbc.com/news/world-europe-63311743>

<sup>606</sup> Geo. (18 octobre 2022). *La Suède abandonne sa « diplomatie féministe » dont elle était pionnière*. <https://www.geo.fr/geopolitique/la-suede-abandonne-sa-diplomatie-feministe-dont-elle-etait-pionniere->

<sup>607</sup> Aggestam, K. (2016). Swedish Feminist Foreign Policy in the Making: Ethics, Politics, and Gender. *Ethics & International Affairs*, 30, p.323–34. doi:10.1017/S0892679416000241.

<sup>608</sup> Aggestam, K. (2019). Re-Politicising the Gender-Security Nexus: Sweden's Feminist Foreign Policy. *European Review of International Studies*, 5, p.30–48. doi:10.3224/eris.v5i3.02.

En 2014, la politique étrangère féministe suédoise a été définie autour de trois principaux axes surnommés les trois « R »<sup>609</sup> : *Rights* (les droits) : permettre à toutes les femmes de pleinement jouir des droits qui leur sont conférés, notamment en luttant contre toutes les formes de violences et discriminations qui limitent leurs libertés; *Representation* : promouvoir la participation active et l'influence des femmes dans les processus décisionnels à tous les niveaux; *Resources* : allouer des ressources économiques et institutionnelles suffisantes pour promouvoir l'égalité des genres.

En 2015, la Suède a adopté un Plan d'action national lié à la politique étrangère féministe et s'articulant autour de six thématiques guidant l'action du Ministère des Affaires étrangères<sup>610</sup> :

- 1) la pleine jouissance des droits humains,
- 2) l'absence de violence physique, psychologique et sexuelle,
- 3) la participation à la prévention et à la résolution des conflits, et à la consolidation de la paix après les conflits,
- 4) la participation politique et l'influence dans tous les domaines de la société,
- 5) les droits économiques et l'autonomisation,
- 6) les droits et la santé sexuels et reproductifs.

Chacun de ces objectifs est traité selon une approche intersectionnelle, ainsi l'objectif de « promotion de la pleine jouissance des droits » est analysé selon une grille de lecture croisant « la pauvreté, les conflits, les migrations, les effets du climat, l'origine ethnique, les variations fonctionnelles et l'orientation sexuelle ou l'identité de genre<sup>611</sup> ».

L'approche transversale de la Suède s'est aussi manifestée en 2013, lors du lancement du Programme d'intégration de la dimension de genre dans les agences gouvernementales. L'objectif était de permettre à chaque agence de prendre en compte les questions relatives à l'égalité femmes-hommes au sein de ses prises de décisions. De plus, le Ministère de l'égalité des genres a régulièrement organisé des réunions au cours desquelles les agences participantes ont eu l'occasion de présenter leurs résultats, partager leurs expériences et discuter des défis qu'elles ont dû relever<sup>612</sup>.

---

<sup>609</sup> Handbook Sweden's feminist foreign policy. (2018). Ministry of Foreign Affairs.

<https://fojo.se/wp-content/uploads/2022/03/handbook-swedens-feminist-foreign-policy.pdf>

<sup>610</sup> Handbook Sweden's feminist foreign policy. (2018). Ministry of Foreign Affairs.

<https://fojo.se/wp-content/uploads/2022/03/handbook-swedens-feminist-foreign-policy.pdf>

<sup>611</sup> Handbook Sweden's feminist foreign policy. (2018). Ministry of Foreign Affairs.

<https://fojo.se/wp-content/uploads/2022/03/handbook-swedens-feminist-foreign-policy.pdf>

<sup>612</sup> Gender mainstreaming in government agencies. (2024). Government Offices of Sweden. [Gender mainstreaming in government agencies - Government.se](https://www.government.se/government-offices-of-sweden/gender-mainstreaming-in-government-agencies)

La Suède est attachée à la promotion des droits LGBTIQ+ sur son territoire national, le pays a ainsi mis en place un Plan d'action pour l'égalité des droits et des chances pour les personnes LGBTIQ+ en 2021<sup>613</sup> qui a notamment renforcé les programmes du système éducatif visant à sensibiliser les élèves aux questions de genre, de diversité sexuelle et d'inclusion<sup>614</sup>. Sur la scène internationale, la Suède s'est engagée à protéger les droits des personnes LGBTIQ+ en faisant de la représentation de ces dernières dans les instances décisionnelles, l'un des objectifs de sa politique étrangère<sup>615</sup>. En favorisant une représentation diversifiée au sein des organes gouvernementaux, des conseils consultatifs et d'autres instances clés, la Suède a cherché à éliminer les discriminations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Ainsi, en 2022 le Ministère des Affaires étrangères a versé 470 000 euros à l'organisation *International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association* afin de soutenir le travail de l'organisation concernant la promotion des droits des personnes LGBTIQ+ dans l'espace public et politique européen<sup>616</sup>. En outre, l'Ambassade de Suède en République démocratique du Congo a aussi essayé de promouvoir une masculinité positive, qui joue un rôle crucial dans la lutte contre l'homophobie. Les stéréotypes de genre entourant la masculinité traditionnelle peuvent en effet contribuer à perpétuer les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle<sup>617</sup>.

Dans l'objectif de renforcer la participation des femmes au processus décisionnel dans le monde, la Suède publie régulièrement des rapports nationaux sur les droits humains, la démocratie et l'État de droit, et encourage le travail effectué par la société civile en faveur des droits des femmes. Si l'impact direct de ces rapports est difficile à évaluer, ils témoignent de la volonté de la Suède de défendre les droits des femmes à l'échelle internationale.

La Suède défend l'idée selon laquelle, l'absence de violence physique, psychologique et sexuelle est une condition nécessaire au développement de tous pays. L'engagement de la Suède en faveur des droits et de la santé sexuels et reproductifs s'illustre de manière significative par plusieurs initiatives. En investissant dans la formation de sage-femmes au Myanmar, au Soudan et en Zambie, la Suède a permis à des milliers de personnes d'accéder à des soins de santé sexuelle et reproductive de qualité. Cet effort contribue à renforcer les systèmes de santé dans ces pays tout en garantissant le respect des droits fondamentaux liés à la sexualité et à la reproduction. En tant que le plus grand donateur d'ONU Femmes et de l'Action des Nations unies contre la violence sexuelle en temps de conflit, la Suède joue un rôle crucial dans la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits. Enfin, son plaidoyer en

---

<sup>613</sup> Action plan for equal rights and opportunities for LGBTIQ people. (2021). Ministry of Employment. [action-plan-for-equal-rights-and-opportunities-for-lgbtqi-people.pdf \(government.se\)](https://www.government.se/press-releases/2021/04/action-plan-for-equal-rights-and-opportunities-for-lgbtqi-people)

<sup>614</sup> Education is key in Sweden. (2024). Sweden Sverige. [The Swedish school system | sweden.se](https://www.sve.se/en/education-is-key-in-sweden)

<sup>615</sup> Handbook Sweden's feminist foreign policy. (2018). Ministry of Foreign Affairs. <https://fojo.se/wp-content/uploads/2022/03/handbook-swedens-feminist-foreign-policy.pdf>

<sup>616</sup> ILGA Europe – Sweden . (2024). <https://ilga-europe.org/>

<sup>617</sup> Handbook Sweden's feminist foreign policy. (2018). Ministry of Foreign Affairs. <https://fojo.se/wp-content/uploads/2022/03/handbook-swedens-feminist-foreign-policy.pdf>

faveur de l'inscription des violences sexuelles et sexistes comme critère distinct dans le régime de sanctions des Nations unies souligne son engagement ferme pour mettre fin à l'impunité des auteurs de crimes internationaux<sup>618</sup>.

Depuis l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de la résolution 1325, la Suède a activement travaillé sur l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité. Le premier Plan d'action national relatif à l'Agenda FPS de la Suède a été adopté en 2006 et trois autres plans ont été adoptés en 2009, en 2016 et en 2024. Ces plans résultent d'une approche collaborative, prenant la forme d'une consultation entre le Ministère des Affaires étrangères, les autres ministères du gouvernement et les représentant·es de la société civile. Le Plan d'action national (2024-2028) est axé autour de quatre objectifs<sup>619</sup> :

- 1) Contribuer à la participation égale des femmes et des filles aux mesures de prévention des conflits,
- 2) Contribuer à la mise en place de processus de paix inclusifs et égaux et à la consolidation de la paix,
- 3) Protéger de façon accrue des femmes et des filles,
- 4) Leadership et expertise.

Au titre de la coopération au développement, la Suède a contribué à l'élaboration de plans d'action nationaux relatifs à l'Agenda FPS en Bosnie-Herzégovine, en Irak, au Canada, au Myanmar, en République tchèque et au Soudan.

Le Ministère des Affaires étrangères suédois, dirigé par Tobias Billström a, en outre, précisé dans son Plan national (2024-2028) relatif à l'Agenda FPS qu'une priorité spéciale sera accordée à l'Ukraine dans la mesure où l'invasion russe a amplifié les menaces et les risques auxquels sont confrontées les femmes présentes sur le territoire<sup>620</sup>.

Le point de départ de la politique étrangère suédoise est l'égalité des genres, qui est à la fois un objectif en lui-même, tout en étant aussi une condition nécessaire à la réalisation d'objectifs généraux, à l'image du maintien et du rétablissement de la paix et de la sécurité internationale et du développement durable au niveau mondial. De fait, le pays plaide en faveur de la participation des femmes dans les résolutions des conflits et dans les processus de consolidation de la paix post conflit. Dans cette optique, la Suède a notamment soutenu la participation des femmes syriennes aux

---

<sup>618</sup> Handbook Sweden's feminist foreign policy. (2018). Ministry of Foreign Affairs.

<https://fojo.se/wp-content/uploads/2022/03/handbook-swedens-feminist-foreign-policy.pdf>

<sup>619</sup> SWEDEN'S 2024–2028 NATIONAL ACTION PLAN Implementation of UN Security Council resolutions on women, peace and security. (2024). Ministry of Foreign Affairs.

<sup>620</sup> SWEDEN'S 2024–2028 NATIONAL ACTION PLAN Implementation of UN Security Council resolutions on women, peace and security. (2024). Ministry of Foreign Affairs.

processus politiques aux niveaux local et international, et du Comité consultatif des femmes (WAC) de l'opposition<sup>621</sup>.

La Suède fait aussi partie du *Nordic Women Mediators Network* créé en 2015, un forum de collaboration entre cinq États : le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède. L'objectif du *Nordic Women Mediators Network* est d'accroître la participation des femmes dans les processus de paix afin de s'assurer que les besoins, les perspectives et les intérêts de ces dernières soient pris en compte<sup>622</sup>.

Au niveau européen, la Suède a aussi su faire pression, en 2015, sur la Commission européenne afin qu'elle défende et intègre les droits sexuels et reproductifs dans son rapport annuel sur la mise en œuvre du Plan d'action de l'UE pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans les relations extérieures de l'UE (2016-2020).

Concernant l'aide publique au développement (APD) pour l'égalité des genres versée par la Suède, cette dernière est demeurée relativement stable entre 2019 et 2021. Au cours de cette période, l'APD pour l'égalité des genres a oscillé entre 6 000 et 7 000 millions de dollars chaque année<sup>623</sup>. Si une augmentation progressive des contributions de la Suède à l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité peut être observée entre 2019 et 2021, passant de 202 à 230 millions de dollars<sup>624</sup>, l'aide publique au développement pour le genre liée à l'économie et au commerce a été divisée par deux, elle s'élevait à 91 millions de dollars en 2019 et a été réduite à 51 millions de dollars en 2021<sup>625</sup>. Une tendance similaire peut être observée concernant l'aide publique au développement pour le genre liée à la gouvernance et à la société civile qui a diminué de 100 millions de dollars au cours de la période, passant de 320 millions à 225 millions de dollars<sup>626</sup>. De fait, bien que le montant total de l'aide publique au développement pour l'égalité des genres versée par la Suède soit resté relativement stable ces dernières années, elle a été considérablement réduite dans des secteurs clés de l'égalité des genres.

---

<sup>621</sup> Handbook Sweden's feminist foreign policy. (2018). Ministry of Foreign Affairs.

<https://fojo.se/wp-content/uploads/2022/03/handbook-swedens-feminist-foreign-policy.pdf>

<sup>622</sup> Nordic Women Mediators. (2024). <https://www.nordicwomenmediators.org/>

<sup>623</sup> OECD. (2023). "Sweden" *Development Co-operation Profiles*. [Development Co-operation Profiles – Sweden \(oecd-ilibrary.org\)](https://oecd-ilibrary.org/)

<sup>624</sup> Indicateur conflits, paix et sécurité. Voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*.

<https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

<sup>625</sup> Cette catégorie englobe les contributions liées au commerce. Pour les données voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>.

<sup>626</sup> Indicateur Participation démocratique et société civile. Pour les données voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>.

## Les forces

Le statut d'État pionnier en matière de politique étrangère féministe dont jouit la Suède lui confère une certaine légitimité auprès des autres États et des organisations internationales souhaitant mettre en place une telle politique. Ainsi, la Suède a pu par exemple en 2018 influencer et convaincre les États membres de l'Assemblée générale des Nations unies d'agir pour la promotion des droits des femmes, par le biais de l'adoption d'une résolution sur les mariages d'enfants, précoces et forcés.

La Suède a joué un rôle important dans le processus de réforme humanitaire lancé en 2005, permettant ainsi d'intégrer aux interventions de l'ONU une perspective d'égalité des genres à travers des mesures concrètes visant à lutter contre les violences sexuelles et liées au genre dans les efforts humanitaires<sup>627</sup>.

L'une des forces de la politique étrangère féministe suédoise renvoie au poids conséquent du budget alloué à l'aide publique au développement, la Suède se positionne en leader sur la scène internationale, faisant notamment partie des cinq pays donateurs les plus importants pour les fonds dédiés aux droits sexuels et reproductifs<sup>628</sup> <sup>629</sup>. Toutefois, depuis l'arrivée au pouvoir d'Ulf Kristersson, une partie de l'APD versée par la Suède est devenue conditionnelle, dépendant notamment de l'acceptation, par les pays bénéficiaires de l'aide, du rapatriement de leurs nationaux. Les migrants présents sur le sol suédois, considérés comme un risque pour la sécurité suédoise, sont concernés par cette mesure<sup>630</sup>.

De plus, la Suède a sensibilisé activement au travers de moyens innovants et créatifs les autres États à la nécessité de l'adoption d'une politique étrangère féministe. À titre d'exemple, peut être citée la pièce *Seven*, écrite en 2007, qui est composée de sept récits de militantes des droits des femmes originaires d'Afghanistan, du Guatemala, du Cambodge, d'Irlande du Nord, du Nigeria, du Pakistan et de la Russie. La pièce a été jouée dans environ 30 États différents et dans presque autant de langues. La mise en scène de la pièce a varié en fonction du pays dans lequel elle est jouée car cette dernière

---

<sup>627</sup> Handbook Sweden's feminist foreign policy. (2018). Ministry of Foreign Affairs. <https://fojo.se/wp-content/uploads/2022/03/handbook-swedens-feminist-foreign-policy.pdf>

<sup>628</sup> Deutsche Stiftung Weltbevölkerung & The European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights. (2022). *Donors Delivering for SRHR Report 2022: Tracking*

<sup>629</sup> OECD Donor Funding for Sexual and Reproductive Health and Rights. Voir: [https://donorsdeliveringreport/wp-content/uploads/2022/11/DD\\_Report2022\\_webversion.pdf](https://donorsdeliveringreport/wp-content/uploads/2022/11/DD_Report2022_webversion.pdf)

<sup>630</sup> Euractiv. (2023). *La Suède conditionne son aide au développement à la coopération en matière d'expulsion de migrants*. [La Suède conditionne son aide au développement à la coopération en matière d'expulsion de migrants – Euractiv FR](#)

est issue d'une collaboration entre les partenaires locaux du projet et l'ambassade suédoise du pays en question<sup>631</sup>. La dernière représentation de la pièce a eu lieu en 2021 à Tokyo.

En 2015 la Suède avait décidé de rappeler son ambassadeur présent en Arabie saoudite à Stockholm, en raison du bilan du pays en matière de droits des femmes et de démocratie. La Suède a, en outre, mis fin en 2018 à un accord de vente d'armes avec l'Arabie saoudite. Ces décisions, sur lesquelles le nouveau gouvernement n'est pas revenu, renvoient au souci de la Suède de créer des partenariats économiques respectueux de ces engagements féministes<sup>632</sup>.

La Suède avait réagi, en 2017, aux attaques des forces conservatrices prônant le « Global Gag Rule » faisant référence à l'interdiction pour les ONG étrangères de recevoir des fonds américains dans le cas où ces dernières lutteraient en faveur du droit à l'avortement. Le pays a en conséquence lancé aux côtés de la Belgique, du Danemark et des Pays-Bas un mouvement nouveau de condamnations de la « Global Gag Rule », prenant la forme de déclarations officielles. De plus, ce mouvement a bénéficié du soutien financier et politique des organisations non gouvernementales et des organes de l'ONU en 2018<sup>633</sup>. Le gouvernement actuel n'est pas revenu sur cette position.

La politique étrangère féministe suédoise se caractérisait par la promotion des discussions entre les États et la société civile. Dans ce sens, la Suède a notamment organisé le Forum de Stockholm sur l'égalité des genres de 2018, qui a rassemblé plus de 700 participant·es de plus de 100 pays différents regroupant des femmes et hommes politiques, des fonctionnaires, des représentant·es d'organisations internationales et de la société civile, des militant·es et des universitaires<sup>634</sup>.

## Les limites

L'arrivée au pouvoir du Premier ministre conservateur Ulf Kristersson et de son gouvernement son gouvernement de coalition d'extrême droite a été marquée par l'annonce de l'annulation de la politique étrangère féministe suédoise. Si la réévaluation des priorités politiques du gouvernement a entraîné une réduction du nombre d'initiatives et de projets liés à l'égalité des genres, à l'image du non-renouvellement du Plan d'action national lié à la politique étrangère féministe, la Suède a respecté et renouvelé ses engagements internationaux, en élaborant notamment un nouveau Plan d'action national relatif à l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (2024-2028)<sup>635</sup>.

---

<sup>631</sup> Handbook Sweden's feminist foreign policy. (2018). Ministry of Foreign Affairs.

<https://fojo.se/wp-content/uploads/2022/03/handbook-swedens-feminist-foreign-policy.pdf>

<sup>632</sup> BBC. (2022). *Sweden ditches 'feminist foreign policy'*. <https://www.bbc.com/news/world-europe-63311743>

<sup>633</sup> Handbook Sweden's feminist foreign policy. (2018). Ministry of Foreign Affairs.

<https://fojo.se/wp-content/uploads/2022/03/handbook-swedens-feminist-foreign-policy.pdf>

<sup>634</sup> Handbook Sweden's feminist foreign policy. (2018). Ministry of Foreign Affairs.

<https://fojo.se/wp-content/uploads/2022/03/handbook-swedens-feminist-foreign-policy.pdf>

<sup>635</sup> Foreign Policy. (2022). *Sweden's Feminist Foreign Policy Can't Be Undone. Billstrom Can Revoke Sweden's Feminist Foreign Policy, but He Can't Undo It*

Toutefois, les déclarations du gouvernement actuel ont une force symbolique importante, la Suède étant à la fois le premier pays à avoir mis en place une politique étrangère féministe et le premier pays à souhaiter faire marche arrière. Le risque principal de ces prises de positions conservatrices renvoie aux répercussions internationales qu'elles pourraient avoir. Cette décision s'oppose à la crédibilité et la légitimité internationale de la Suède dans la promotion et la défense des droits des femmes à l'international. En outre, elle est susceptible de conduire d'autres États à remettre en question l'importance du maintien de leur politique étrangère féministe ou la pertinence d'en adopter une<sup>636</sup>.

La Suède a aussi été critiquée pour l'écart existant entre l'intersectionnalité promue dans le Plan national et la mise en œuvre de ce même plan renvoyant à un féminisme libéral, une essentialisation des femmes, à l'homogénéisation de leurs expériences. En cela, la politique étrangère suédoise ne s'était pas pleinement saisie de son potentiel de transformation<sup>637</sup>. En outre, le gouvernement suédois a créé un Parlement sami en 1993 afin de protéger cette culture. Le Parlement sami a pour but de représenter les intérêts des Samis. De nombreux programmes de développement économique et de financement d'écoles et de médias samis ont aussi été implémentés par le gouvernement.

Toutefois, les femmes samies font face à diverses formes de discrimination, enracinées dans l'histoire complexe de la relation entre les populations autochtones et les celles dominantes en Suède qui ont pris la forme de politiques d'assimilation. Bien que des efforts aient été déployés pour reconnaître les droits des Samis, les femmes de cette communauté continuent de faire l'expérience de disparités dans des domaines tels que l'éducation, l'emploi et la participation politique. Afin de lutter contre les violences subies par les femmes samies, le Programme d'égalité entre les femmes et les hommes de 2018 a été élaboré par le Parlement sami. Dans ce document, le Parlement souligne le manque de connaissances du gouvernement suédois vis-à-vis de l'égalité de genres dans la société samie. En réaction, en 2019, le gouvernement suédois a réalisé une étude ayant pour but d'analyser les relations entre les genres, à la fois au sein de la société samie, mais aussi au sein de la société suédoise dans son ensemble. De plus, en 2021, le gouvernement suédois a présenté des mesures, élaborées à partir d'un dialogue avec la société civile samie en faveur de l'égalité des genres et visant à prévenir les violences faites aux femmes samies<sup>638</sup>.

## Recommandations

---

<sup>636</sup> Foreign Policy. (2022). *Sweden's Feminist Foreign Policy Can't Be Undone*. [Billstrom Can Revoke Sweden's Feminist Foreign Policy, but He Can't Undo It](#)

<sup>637</sup> Hagen, J. (2016). Queering Women, Peace and Security. *International Affairs*, 92, p.313–32.  
doi:10.1111/1468-2346.12551

<sup>638</sup> Sweden's response to the letter from the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences. (2022). Ministry of Foreign Affairs.  
<https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-03/Sweden.pdf>

1. **Renouveler l'engagement du pays pour les droits des femmes dans le monde au travers d'actions concrètes.** La Suède est perçue sur la scène internationale comme un modèle de politique étrangère féministe, notamment en raison du fait qu'il s'agit du premier pays à avoir officiellement mis en place ce type de politique. Toutefois, l'arrivée au pouvoir du gouvernement de coalition avec l'extrême droite a remis en question son leadership en matière de droits des femmes, afin de le conserver la Suède doit réitérer ses engagements.
2. **Protéger les acquis juridiques et institutionnels liés à la promotion des droits des femmes dans le monde.** La Suède, en tant que nation historiquement reconnue pour son engagement en faveur de l'égalité des genres, a exercé jusqu'à la prise de fonction d'Ulf Kristersson une influence significative dans le domaine de la politique étrangère féministe. Cependant, les prises de position conservatrices adoptées par le pays pourraient influencer la trajectoire de la politique étrangère féministe à l'échelle mondiale et conduire à la réduction des engagements des autres États dans ce domaine.
3. **Augmenter le budget alloué à la défense des droits des femmes dans le monde.** Depuis 2020, moins de 10% de l'aide publique au développement de la Suède est destinée à l'égalité des genres. Le pays doit augmenter cette part afin de renforcer son engagement vis-à-vis des principes d'équité, de justice et de dignité humaine à l'échelle internationale. Par ailleurs, la conditionnalité de l'APD à l'acceptation des pays bénéficiaires du rapatriement de leurs nationaux, tels que les migrants considérés comme un risque pour la sécurité suédoise, pourrait être revue afin d'optimiser son impact. La suppression de certaines conditions permettrait une allocation plus souple des fonds, facilitant ainsi la mise en œuvre de mesures adaptées aux besoins spécifiques des femmes dans les pays bénéficiaires de l'aide.
4. **Collaborer avec les pays et les acteurs locaux bénéficiaires de l'aide publique au développement de la Suède.** Cela permettrait à la Suède d'éviter d'adopter une stratégie marquée par un centralisme étatique et de s'assurer que les décisions prises soient en accord avec les besoins, les attentes et les représentations politiques des pays bénéficiaires<sup>639</sup>.
5. **Adopter une véritable approche intersectionnelle du féminisme.** Au travers d'une participation et d'une collaboration accrue des groupes marginalisés, la Suède pourra affirmer et concrétiser son approche intersectionnelle des droits des femmes. Elle s'éloignerait en conséquence d'un modèle de féminisme libéral et individualiste.

---

<sup>639</sup> Zhukova, E. (2022). Feminist Foreign Policies (Ffps) as Strategic Narratives: Norm Translation in Sweden, Canada, France and Mexico. *Review of International Studies*, 48, p.195–216. doi:10.1017/S0260210521000413.

### Le cadre institutionnel de la Suède en matière de genre :

Afin de garantir la mise en œuvre de mesures liées à la promotion des droits des femmes, le gouvernement suédois a créé en 2018 l'Agence suédoise pour l'égalité entre les femmes et les hommes (ASEFH). L'ASEFH est rattachée au ministère de l'Emploi et travaille en étroite collaboration avec d'autres agences gouvernementales, des municipalités, des conseils de comté, des régions et la société civile.

L'Agence a six objectifs : 1) la répartition égale du pouvoir et de l'influence, 2) l'égalité économique entre les hommes et les femmes, 3) l'égalité entre les hommes et les femmes dans les domaines de la santé, des soins et des services sociaux, 4) l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'éducation, 5) la répartition égale des tâches ménagères et des soins non rémunérés, et 6) l'élimination de la violence des hommes à l'égard des femmes.

Afin d'atteindre ces objectifs, l'ASEFH analyse les politiques nationales et évalue les progrès du pays en matière d'égalité femmes/hommes. Elle est aussi chargée d'accorder des subventions gouvernementales à la mobilisation des femmes et aux projets d'égalité entre les genres<sup>640</sup>.

Au titre de la mise en œuvre de la politique étrangère féministe suédoise, le règlement intérieur du Ministère des Affaires étrangères précise que tous les fonctionnaires ont la responsabilité d'intégrer une dimension d'égalité des genres dans leurs responsabilités, y compris dans leurs processus d'élaboration de mesures de politiques publiques et d'affectation des ressources nationales.

En outre, un budget sexospécifique est alloué dans tous les domaines de politique gouvernementale, y compris la politique étrangère<sup>641</sup>.

De plus, le processus de planification de l'agenda politique du Ministère des Affaires étrangères garantit que la politique étrangère féministe soit incluse dans les dialogues opérationnels annuels. Cela signifie que chaque département et mission à l'étranger doit expliquer comment la politique étrangère féministe est menée au cours de l'année.

Avant l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Ulf Kristersson, le gouvernement précédent avait étendu le Programme d'intégration de la dimension de genre dans les agences gouvernementales à près de 60 agences suédoises, témoignant de la dimension transversale de sa politique étrangère féministe<sup>642</sup>.

### Collectifs féministes :

<sup>640</sup> Swedish Gender Equality Agency. (2024). About us. <https://swedishgenderequalityagency.se/about-us/>

<sup>641</sup> Handbook Sweden's feminist foreign policy. (2018).Ministry of Foreign Affairs. <https://fojo.se/wp-content/uploads/2022/03/handbook-swedens-feminist-foreign-policy.pdf>

<sup>642</sup> Handbook Sweden's feminist foreign policy. (2018).Ministry of Foreign Affairs. <https://fojo.se/wp-content/uploads/2022/03/handbook-swedens-feminist-foreign-policy.pdf>

Les collectifs et les associations féministes ont joué un rôle majeur dans la promotion et la protection des droits des femmes en Suède. Parmi eux, la Sveriges Kvinnolobby (l'organisation des femmes suédoises) regroupe 50 associations et œuvre pour l'émancipation des femmes et des filles, la pleine jouissance des droits humains et la création d'une société égalitaire. Sveriges Kvinnolobby examine le budget de l'État, sous l'angle de l'égalité des genres et organise chaque année la plus grande conférence sur l'égalité des genres du pays. Elle est aussi régulièrement consultée par le gouvernement et propose, en outre, des services de formations et d'analyse. L'influence de l'organisation sur la politique étrangère est facilitée par le statut consultatif auprès de l'ECOSOC dont elle jouit, ainsi que par son siège au sein de la Commission de la condition de la femme des Nations unies<sup>643</sup>.

Roks, l'Organisation nationale des centres d'aide aux femmes et aux adolescentes en Suède, a aussi une place prépondérante dans la protection des droits des femmes. Il s'agit du plus important réseau de centres d'aide du pays, offrant des services de conseils psychologiques et juridiques et d'hébergements aux femmes victimes de violence physique, sexuelle et psychologique<sup>644</sup>.

#### Points à retenir :

1. En 2014, la Suède devient le premier pays à élaborer et à mettre en œuvre une politique étrangère féministe.
2. Les engagements de la Suède s'inscrivent dans une approche transversale, intersectionnelle, antisexisme, antiraciste et anticoloniale.
3. La politique étrangère suédoise s'articule autour de trois axes principaux, les trois « R » : *Rights, Representation, Resources*.
4. Sur le plan juridique et diplomatique, l'engagement de la Suède a pris la forme de la signature et de la ratification de nombreux traités internationaux tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)
5. La Suède a adopté quatre plans nationaux visant à la mise en œuvre de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité depuis 2006.
6. L'une des forces de la politique étrangère féministe suédoise l'aide publique au développement dédiée à l'égalité des genres.
7. La Suède fait partie du *Nordic Women Mediators Network* créé en 2015, un forum de collaboration entre cinq états : le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède.
8. La politique étrangère suédoise s'inscrit dans une dynamique cohérente avec la politique intérieure du pays. Au niveau national, la représentation des genres dans la sphère politique est équilibrée.
9. Toutefois, l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Ulf Kristersson, appartenant à un gouvernement de coalition de la droite et de l'extrême droite, a été marquée par l'annonce de l'annulation de la politique étrangère féministe suédoise. Les prises de position de la Suède pourraient inciter d'autres pays à réévaluer et, éventuellement, à réduire leurs propres engagements en faveur de l'égalité des genres.

<sup>643</sup> Sveriges Kvinnolobby. (2024). <https://sverigeskvinnoorganisationer.se/in-english/>

<sup>644</sup> Roks. (2024). A propos de Roks. <https://www.roks.se/propos-de-roks>

10. En outre, la Suède a été critiquée pour l'écart existant entre l'intersectionnalité promue dans le Plan national et la mise en œuvre de ce même plan. En outre, l'approche de la politique étrangère féministe de la Suède est dominée par un féministe libéral.

## Conclusion

Le développement d'une politique étrangère féministe peut s'avérer être un processus lent et complexe, mais nécessaire au maintien de la paix et au développement de nos sociétés. En adoptant une politique étrangère féministe, les États s'engagent à faire de la lutte pour les droits des femmes et l'égalité des genres une priorité dans leurs actions sur leur territoire et à l'international en définissant des engagements et un cadre de suivi clairs. L'élaboration de plans d'action nationaux relatifs aux différents domaines de mise en œuvre de la politique étrangère féministe est donc impérative pour assurer la cohérence, la transparence et l'efficacité des initiatives en faveur de l'égalité des genres sur la scène internationale. Ils renvoient aux intentions des États à transformer leurs engagements en actions tangibles et permettent ainsi de fournir des informations précises sur les mesures concrètes à prendre, les échéanciers à respecter et les responsabilités spécifiques de chaque acteur gouvernemental, garantissant en conséquence une approche coordonnée et harmonisée dans la promotion, la défense et l'avancée de l'égalité des genres dans le monde.

Pour répondre à ces objectifs, les pays doivent agir au sein des instances bilatérales et multilatérales, prendre des mesures politiques fermes et financer des programmes nationaux et internationaux en faveur des droits des femmes, des filles et des minorités LGBTI+.

Malgré un intérêt grandissant pour ce concept qui se traduit par une augmentation du nombre de pays développant une politique étrangère féministe, la recrudescence des conflits militaires, les changements climatiques, la montée des mouvements politiques d'extrême droite et la prévalence d'une approche « *business as usual* » et « deux poids, deux mesures » en géopolitique le mettent à rude épreuve, allant jusqu'à creuser un fossé entre les discours et les actions.

Pour construire des sociétés égalitaires et respectueuses des droits des femmes, concevoir le genre comme un prisme de transformation des modèles sociétaux en prenant en compte l'entière diversité des femmes dans toute leur diversité et s'extraire d'une vision binaire est primordial. L'importance de l'intersectionnalité dans l'élaboration de la politique étrangère féministe est de ce fait fondamentale afin de tenir compte des multiples discriminations qui touchent les femmes, les filles et les personnes LGBTI+.

De trop nombreux pays dotés d'une politique étrangère féministe peinent encore à adopter une approche intersectionnelle dans leur conception et leur mise en œuvre. L'absence d'intégration des minorités LGBTI+, des personnes migrantes, des femmes et jeunes filles handicapées dans les politiques étrangères des États traduit une vision des genres stéréotypée et archaïque. À l'heure où

certaines États du monde durcissent leur législation sur les droits des personnes LGBTI+, ou ferment leurs frontières aux populations migrantes fuyant les conflits armés ou les crises climatiques, les politiques étrangères féministes doivent être un outil défendant ces minorités marginalisées.

En outre, l'emploi et la revendication du terme de « féminisme » dans l'élaboration de la politique étrangère, ayant pour objectif de promouvoir les droits des femmes, revêtent une importance cruciale. L'adoption explicite de la terminologie de « politique étrangère féministe » permet de clarifier et d'affirmer l'engagement des pays en faveur de l'égalité des genres. Cette démarche s'oppose aux conservateurs qui gagnent en influence dans différents domaines de nos sociétés et doivent être contrés par une majorité d'États pour garantir le respect des droits humains et l'avènement de sociétés justes et égalitaires. Or, aujourd'hui de nombreux pays tels que l'Australie, la Belgique, la Finlande et la Norvège ne se sont pas encore pleinement appropriés ce concept. En outre, les signaux envoyés par certains États du Nord global, tels que le retour à l'interdiction de l'interruption volontaire de grossesse dans certains États des États-Unis ou la montée de l'extrême droite en Europe traduisent une inertie des mentalités, et une résistance aux changements, même positifs, des pays dans le domaine de l'égalité des genres.

Les États ayant fait le choix de porter une politique étrangère féministe ou aux valeurs féministes ont pour responsabilité d'incarner un changement de paradigme. La déconstruction des sociétés actuelles formées sur les modèles profondément patriarcaux ne peut se faire sans l'implication des femmes et des personnes LGBTI+ dans les processus de représentation et de décision politique. La représentation des femmes et des personnes LGBTI+ dans l'élaboration de toute politique étrangère féministe est donc primordiale. La présence des femmes et des personnes LGBTI+ à des postes de décision au sein du gouvernement, du corps diplomatique et du Parlement permet une perspective plus équilibrée et inclusive des mesures prises. Lorsque les femmes et les personnes LGBTI+ ont la possibilité de participer activement aux processus décisionnels, les politiques sont plus susceptibles de refléter les besoins et les réalités auxquelles ces dernières sont confrontées. Les pays qui n'ont pas encore atteint la parité femmes-hommes, ni la diversité de genre en politique, à l'instar de l'Irlande et du Mexique par exemple, se doivent d'intensifier leurs efforts en mettant en place des cadres juridiques et des mécanismes concrets pour surmonter les déséquilibres persistants. De plus, en investissant dans la formation et la sensibilisation des décideur·ses aux sujets de genres, ces pays pourraient renforcer leur crédibilité en tant que défenseurs des droits humains.

La cohérence entre la politique nationale et la politique étrangère féministe est décisive afin de garantir la crédibilité des actions entreprises à l'échelle internationale. En modernisant les lois nationales sur l'égalité des genres, en publiant des plans d'action nationaux détaillant les mesures concrètes pour la promotion de l'égalité des genres à l'étranger, et en prenant des mesures significatives pour mettre fin aux inégalités et aux violences basées sur le genre à l'intérieur de leurs

frontières, les États renforcent leur légitimité et leur leadership en matière de politique étrangère féministe. Cette cohérence permet aux pays de témoigner d'un véritable engagement en faveur des droits des femmes et des personnes LGBTI+ et d'envoyer un message clair sur les principes défendus, contribuant ainsi à promouvoir une société plus inclusive et respectueuse de tout·es à l'échelle mondiale.

En outre, la coordination interministérielle dans l'élaboration de la politique étrangère féministe est essentielle pour garantir une approche cohérente dans la promotion de l'égalité des genres. Celle-ci renvoie à la mise en place d'un dialogue et de stratégies communes entre les différents ministères et les organisations publiques et parapubliques d'un pays. L'intégration des objectifs d'égalité des genres dans tous les aspects de la politique étrangère permet aux pays de bénéficier d'une compréhension holistique et transversale des enjeux liés à cette thématique.

Les politiques étrangères féministes doivent subsister aux changements de gouvernement afin de garantir leur pérennité et les progrès réalisés en évitant tout recul majeur dans la protection des droits des femmes, des filles et des personnes LGBTI+. Pour se faire, il est nécessaire que les États mettent en place des mécanismes de suivi et d'évaluation robustes, tels que ceux recommandés par le Bureau du vérificateur général du Canada.

Les mécanismes de suivi permettent aussi aux organisations de la société civile et aux ONG d'émettre des critiques et des recommandations aux gouvernements. Les organisations de la société civile jouent un rôle majeur dans la formulation et la mise en œuvre des politiques étrangères féministes, en apportant des perspectives variées et en représentant les voix des groupes marginalisés. En permettant une participation active des femmes issues de communautés sous-représentées, comme en Belgique, les gouvernements peuvent s'assurer que leur politique étrangère féministe répond de façon adéquate aux besoins de leur population.

Les politiques étrangères féministes doivent être accompagnées de financements appropriés pour les services du gouvernement concernés par leur application et les contributions financières aux programmes pour développer et garantir l'égalité des genres, les droits des femmes et la lutte contre toutes formes de violences et de discriminations. S'agissant des pays qui en ont les moyens, l'aide publique au développement consacrée à l'égalité des genres doit augmenter de façon significative, tout comme les financements aux programmes des agences des Nations unies, pour participer de manière active à l'atteinte des Objectifs de développement durable où l'égalité des genres tient une place centrale. Le dernier rapport d'ONU Femmes sur les « Progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2023 » atteste que seulement 4% de l'aide

bilatérale totale est dédié à des programmes avec pour objectif principal l'égalité des genres<sup>645</sup>. L'aide humanitaire est particulièrement affectée par ce manque de moyens.

Il faut noter ici un point de vigilance concernant les rapports de domination que l'aide publique au développement des pays du Nord global destinée au Sud global crée, pouvant s'apparenter à du néocolonialisme. C'est pourquoi, les sociétés civiles des pays bénéficiaires doivent être parties prenantes dans ce processus et être consultées afin de favoriser une approche plus égalitaire, impliquant de façon active les partenaires du Sud global dans la définition des priorités et des programmes mis en place.

Les politiques étrangères féministes placent les droits humains au centre de toutes actions en cherchant à réduire les inégalités afin de structurer de nouvelles sociétés. Pour ce faire, les États s'appuient et doivent davantage soutenir la société civile comme maillon essentiel du changement. Les politiques étrangères féministes ont une conception fondée sur la coopération et l'interdépendance mondiale. Pour gagner en effectivité, la coopération entre organisations de la société civile, mouvements sociaux, structures privées et pouvoirs publics du Sud global et du Nord global à travers la notion de co-construction de l'action publique, est une nécessité. Au sein de cet espace de collaboration multilatérale, les pays pourraient échanger leurs idées et pratiques relatives aux conditions de réussite des politiques étrangères féministes. Par exemple, la Colombie a adopté une approche novatrice et transformatrice des relations de genre hors de la binarité et a commencé l'élaboration d'une politique étrangère féministe par une introspection nationale, d'autres pays pourraient s'inspirer de ces pratiques.

Ces groupes d'échange, à l'image du groupe FFP+, doivent permettre aux pays d'unir leurs ressources pour avancer sur le sujet de l'égalité des genres dans le monde. Ce groupe, créé en 2021, est composé de 18 États<sup>646</sup>, qui sont des pays disposant d'une politique étrangère féministe et ceux qui ont des valeurs féministes dans leur politique. L'objectif de ce groupe est de travailler en complémentarité pour promouvoir le concept de politique étrangère féministe comme un catalyseur de changement positif en faveur de l'égalité des genres et comme un outil de maintien de la paix et de la démocratie dans le monde.

Une mission d'autant plus importante que « Le nombre de conflits a augmenté et le nombre de décès liés aux combats a augmenté de 97 % rien qu'en 2022, avec une augmentation de plus de 400 %

---

<sup>645</sup> ONU Femmes. (2023). Progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2023. <https://www.unwomen.org/sites/default/files/2023-11/progress-on-the-sustainable-development-goals-the-gender-snapshot-2023-fr.pdf>

<sup>646</sup> Albanie, Allemagne, Argentine, Belgique, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Espagne, France, Israël, Liberia, Luxembourg, Mexique, Mongolie, Pays-Bas, Rwanda, Tunisie.

depuis le début des années 2000<sup>647</sup> », d'après Magnus Öberg, directeur d'Uppsala Conflict Data Program, un programme de collecte de données sur la violence organisée. Que ce soit en Birmanie, au Burkina Faso, au Nigeria, en Palestine, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan, en Syrie, en Ukraine et au Yémen, de plus en plus de femmes et de filles vivent dans des zones en conflits armés. C'est le cas de plus de 614 millions de femmes et de filles dans le monde<sup>648</sup>. Les États, notamment ceux dotés d'une politique étrangère féministe, ont pour responsabilité de mettre en place des normes de régulation stricte concernant l'exportation d'armes afin de participer activement à la démilitarisation de nos territoires. Ces mesures sont indispensables pour protéger les droits des femmes, compte tenu du niveau élevé de trafic d'armes dans certaines régions du monde et de son impact disproportionné sur les personnes civiles.

Or, ce n'est pas le message envoyé par la majorité des États qui défendent une approche « *business as usual* » et « deux poids, deux mesures » lorsqu'il s'agit de domaines régaliens et relevant du *hard power*. Ils ont choisi la voie de la militarisation pour penser la paix, au lieu de penser la défense des droits humains comme une priorité. Au niveau mondial, le budget militaire des États n'a cessé d'augmenter ces dernières années pour atteindre 2 240 milliards de dollars soit 2,2 % du PIB mondial en 2022<sup>649</sup>. Plus récemment en France, le président de la République Emmanuel Macron a dévoilé fin 2023 son ambition de rehausser le budget militaire du pays à 413 milliards d'euros d'ici 2030<sup>650</sup>. Cette hausse historique envoie un message allant à l'encontre de sa diplomatie féministe prônant la défense des femmes et de leurs droits, et donc de sa volonté de s'affirmer comme l'un des leaders en termes de politique étrangère féministe. Le pays est désormais le deuxième vendeur d'armes dans le monde derrière les États-Unis et devant la Russie.

Il est faux de penser qu'une militarisation accrue de nos sociétés et la dissuasion permettent d'éviter des guerres et de créer un monde sûr pour toutes et tous, l'état actuel de nos sociétés le démontre clairement. La vision du monde actuelle est orientée vers la sécurité et la défense militarisées et masculinisées, au détriment des droits humains. Bien trop souvent les conséquences sur la population, et en particulier sur les femmes, les filles et les minorités, sont négligées ou pensées uniquement

---

<sup>647</sup> Senra R. (2023). Quelles sont les principales guerres en cours dans le monde – et pourquoi certaines attirent-elles moins l'attention ?. BBC News.

<https://www.bbc.com/afrique/articles/cd1pvr5z3zdo>

<sup>648</sup> ONU Femmes. (2024). 1 femme sur 10 dans le monde vit dans l'extrême pauvreté,

<https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/communique-de-presse/2024/03/1-femme-sur-10-dans-le-monde-vit-dans-l-extreme-pauvrete>

<sup>649</sup> Le Monde avec AFP. (24 avril 2023). *Des dépenses militaires toujours plus élevées dans le monde*. Le Monde.

[https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/04/24/des-depenses-militaires-toujours-plus-elevees-dans-le-monde\\_6170734\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/04/24/des-depenses-militaires-toujours-plus-elevees-dans-le-monde_6170734_3234.html)

<sup>650</sup> France info avec AFP. (04 avril 2023). *Loi de programmation militaire : le budget des armées françaises poursuivra sa hausse jusqu'en 2030*. France info.

[https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/armee-et-securite/loi-de-programmation-militaire-le-budget-des-armees-francaises-poursuivra-sa-hausse-jusqu-en-2030\\_5751215.html](https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/armee-et-securite/loi-de-programmation-militaire-le-budget-des-armees-francaises-poursuivra-sa-hausse-jusqu-en-2030_5751215.html)

s'agissant de la réponse humanitaire à apporter. Le 14 mars 2024, au cours de la 68e session de la Commission de la condition de la femme, le Secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres proclamait : « [qu']une des conséquences du patriarcat dans le monde est la multiplication des conflits<sup>651</sup> ». La modification de nos valeurs et de nos manières de voir le monde, de penser et d'agir ne doit donc plus seulement être mentionnée dans les discours, mais mise en œuvre comme une urgence absolue pour l'avenir de nos sociétés.

Les pays ayant une politique étrangère féministe doivent mettre en œuvre une réelle ambition de transformer profondément les modèles sociétaux. Dans le contexte des conflits, le concept de sécurité féministe doit primer. Il met en avant une vision de la sécurité qui se concentre sur la justice, l'égalité et l'équité pour toute personne, y compris les communautés marginalisées, au lieu de se concentrer sur l'absence de conflits. La sécurité est pensée au-delà de la sécurité physique des populations pour englober les principes de droits humains, d'égalité des genres, de justice sociale et de bien-être des populations. Ce concept encourage l'utilisation de mécanismes et d'outils non militaires tels que la diplomatie, l'aide au développement, le renforcement des institutions sociales, l'autonomisation de la société civile et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes comme moyens essentiels pour garantir une paix et une sécurité durable.

---

<sup>651</sup> [https://twitter.com/UN\\_Women/status/1768079672540082538](https://twitter.com/UN_Women/status/1768079672540082538)

## Bibliographie

### Rapports

ActionAid Australia, The Huairou Commission, & Monash University. (2019). Gender Responsive Alternatives for Climate Change. Consulté sur <https://actionaid.org.au/wp-content/uploads/2019/11/Monash-GRACC-Report-Global-.pdf>

Action Canada for sexual health and rights. (2021). *Feedback on Canada's feminist foreign policy*. [Feedback on Canada's feminist foreign policy | Action Canada for Sexual Health and Rights \(actioncanadashr.org\)](https://www.actioncanadashr.org/feedback-on-canada-s-feminist-foreign-policy/)

Austrian Development cooperation. (n. d.). *Focus paper on sexual and reproductive health and rights*. [https://www.entwicklung.at/fileadmin/user\\_upload/Dokumente/Publikationen/Fokuspapiere/Englisch/Focus\\_Paper\\_SRHR.pdf](https://www.entwicklung.at/fileadmin/user_upload/Dokumente/Publikationen/Fokuspapiere/Englisch/Focus_Paper_SRHR.pdf)

Bundeskanzleramt. (février 2024). *Frauen in politischen Entscheidungspositionen in Österreich 2023*. [file:///C:/Users/33785/Downloads/frauen\\_in\\_polit\\_entscheidungspositionen\\_2023.pdf](file:///C:/Users/33785/Downloads/frauen_in_polit_entscheidungspositionen_2023.pdf)

Coalition for a Feminist Foreign Policy. (2023). *Toward a Feminist Foreign Policy in the United States: A Midterm Review of the Biden-Harris Administration*. Washington, DC: International Center for Research on Women. Consulté sur <https://www.icrw.org/wp-content/uploads/2023/02/Feminist-Foreign-Policy-2023-Biden-Harris-Scorecard.pdf>

Comité d'experts sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. (2023, 11 mai). *Allemagne : les experts du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes saluent les efforts menés dans le domaine de l'égalité de genre ; ils portent leur attention sur l'égalité salariale, l'accès à la santé reproductive, les discriminations à l'égard de femmes migrantes*. Office of the High Commissioner for Human Rights. <https://www.ohchr.org/fr/news/2023/05/experts-committee-elimination-discrimination-against-women-comment-germany-receiving>

Department of Foreign Affairs and Trade. (2023, August). International Development Policy. Australian Government. <https://www.dfat.gov.au/sites/default/files/international-development-policy.pdf>

Deutsche Stiftung Weltbevölkerung & The European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights. (2022). *Donors Delivering for SRHR Report 2022: Tracking OECD Donor Funding for Sexual and Reproductive Health and Rights*. Voir: [https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD\\_Report2022\\_webversion.pdf](https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD_Report2022_webversion.pdf)

Dinkel, S., Schirwon, D., & Stamm, L. (27 Juillet, 2022). Defining Feminist Foreign Policy in Germany's National Security Strategy. *German Council on Foreign Relations*. <https://dgap.org/en/research/publications/defining-feminist-foreign-policy-germanys-national-security-strategy/>

Federal Foreign Office. (2023, March 1). Shaping Feminist Foreign Policy: Federal Foreign Office Guidelines. <https://www.auswaertiges-amt.de/blob/2585076/4d2d295dad8fb1c41c6271d2c1a41d75/ffp-leitlinien-data.pdf>

Federal Ministry Republic of Austria - Europe, Integration and Foreign Affairs. (décembre 2022). *Three-Year Programme on Austrian Development policy 2022-2024*. [https://www.bmeia.gv.at/fileadmin/user\\_upload/Zentrale/Aussenpolitik/Entwicklungszusammenarbeit/Three-Year\\_Programme\\_on\\_Austrian\\_Development\\_Policy\\_2022-24.pdf](https://www.bmeia.gv.at/fileadmin/user_upload/Zentrale/Aussenpolitik/Entwicklungszusammenarbeit/Three-Year_Programme_on_Austrian_Development_Policy_2022-24.pdf)

Focus 2030. (02 août 2023). *CICID 2023 : une nouvelle stratégie de coopération internationale au développement*. <https://focus2030.org/CICID-2023-une-nouvelle-strategie-de-cooperation-internationale-au-developpement>

Fraser of Allander Institute. (2016). The Defence Industry in Scotland. Report for GMB Scotland. Voir: <https://www.gmbScotland.org.uk/assets/media/documents/campaigns/defence/Fraser%20of%20Allander%20Shi%20building%20Report%20%20FINALGMB%20Cover.pdf>

García, D.P; Arceta, D et Velasco, A. (2023). Mexico's Feminist Foreign Policy | A Brief Evaluation. Internacional Feminista. [Mexico FFP Eval FinalV.pdf - Google Drive](#)

Government of Ireland. (2022). Second Annual Report on Ireland's third National Action Plan for the implementation of UNSCR 1325 and related resolutions on Women, Peace and Security (2019-2024). Voir: <https://www.dfa.ie/media/dfa/ourrolepolicies/womenpeaceandsecurity/Second-Annual-Report-on-Irelands-NAPI-II-WPS.pdf>

Haut-commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. (24 juin 2022). *Examen de la Mongolie devant le CEDAW : des progrès importants ont été réalisés dans le cadre juridique, mais l'égalité de jure doit se traduire en égalité de fait.* <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2022/06/experts-committee-elimination-discrimination-against-women-commend-progress>

Human Rights Watch. (2022). *Canada, Evenements de 2022.* [World Report 2023: Canada | Human Rights Watch \(hrw.org\)](#)

ICAI. (2023, September 13). *UK aid under pressure: A synthesis of ICAI findings from 2019 to 2023* (para. 1.3). Voir: <https://icai.independent.gov.uk/review/uk-aid-under-pressure-synthesis-2019-2023/#:~:text=to%202023%20%2D%20ICAI-,UK%20aid%20under%20pressure%3A%20a%20synthesis%20of%20ICAI%20findings%20from%20numerous%20internal%20and%20external%20challenges>

International Center for Research on Women. (2021). *Définir une politique étrangère féministe: mise au point en 2021.* [FFP-2021Update\\_v4-fre.pdf \(icrw.org\)](#)

International Justice Resource Center. (2018). *Mexico* [Mexico-Factsheet.pdf \(ijrcenter.org\)](#)

International Service for Human Rights. (2006). *COMMITTEE ON THE ELIMINATION OF DISCRIMINATION AGAINST WOMEN 36TH SESSION (NEW YORK, 7 TO 25 AUGUST 2006)* [olddoc.ishr.ch/hrm/tmb/treaty/cedaw/reports/cedaw\\_36/mexico\\_cedaw\\_36.pdf](http://olddoc.ishr.ch/hrm/tmb/treaty/cedaw/reports/cedaw_36/mexico_cedaw_36.pdf)

International Women's Development Agency. (2020, March). *Feminist Foreign Policy in Practice: Comparative Analysis of Country Frameworks.* Voir: <https://iwda.org.au/assets/files/Comparative-analysis-of-feminist-foreign-policies.pdf>

Irish Aid. (2020). *Annual Report 2019.* Voir: <https://www.irishaid.ie/media/irishaid/publications/Annual-Report-2019.pdf> p.15

Irish Aid. (2021). *Annual Report 2020.* Voir: <https://www.irishaid.ie/media/irishaid/publications/Irish-Aid-Annual-Report-2020.pdf>;

Irish Aid. (2022). *Annual Report 2021.* [https://www.irishaid.ie/media/irishaid/IrishAid\\_AR\\_2021\\_WEB\\_V5-FA.pdf](https://www.irishaid.ie/media/irishaid/IrishAid_AR_2021_WEB_V5-FA.pdf)

Irish Aid. (2023). *Annual Report 2022.* <https://www.irishaid.ie/media/irishaid/whatwedo/howouraidworks/transparency/Irish-Aid-AR-2022-web---CommsV1.pdf>.

Irish Aid. (2018). *Women as Agents of Change: Towards a Climate and Gender Justice Approach.* Voir: <https://www.irishaid.ie/media/irishaid/publications/18-107-Women-as-agents-of-change.pdf>

Irish Consortium on Gender-Based Violence. (2019). *Irish Aid Programme Review Submission.* Voir: <https://www.gbv.ie/wp-content/uploads/2019/08/Irish-Aid-Programme-Review-Submission-ICGBV.pdf>

- IWDA. (2022, November). *Feminist Foreign Policy: An Overview*. Australian Coalition for Feminist Foreign Policy. [https://iwda.org.au/assets/files/Feminist-Foreign-Policy-An-Overview\\_AFFPC.pdf](https://iwda.org.au/assets/files/Feminist-Foreign-Policy-An-Overview_AFFPC.pdf)
- Lawless D., O'Reilly N., and Mannion O. (2021, June). AONTAS Submission for the Joint Public Consultation on a National Strategy on Education for Sustainable Development (ESD) to 2030. Voir: <https://www.aontas.com/assets/resources/Submissions/AONTAS%20Submission%20for%20the%20ESD%20Strategy%20to%202030.pdf>
- Loft, P., & Brien, P. (2023, October 30). UK Aid: Spending Reductions Since 2020 and Outlook from 2023. 8. Voir: <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-9224/CBP-9224.pdf>
- Men Engage Alliance. (2021). Costa Rica, Score de l'évaluation de la politique, <https://menengage.org/wp-content/uploads/2022/06/Costa-Rica-Score-de-le%CC%81valuation-de-la-politique-Alliance-MenEngage.pdf>
- Ministère de l'Égalité des chances. (2017, février). *Rapport d'activités 2016*. <https://mega.public.lu/fr/publications/rapports-activites-ministere/annee-2016.html>
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (n. d.) *Qu'est-ce que la diplomatie féministe ?* [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/a5\\_diplomatie\\_fe\\_ministe\\_2023\\_v4\\_cle0df329.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/a5_diplomatie_fe_ministe_2023_v4_cle0df329.pdf)
- National Statistics Office and the UN Population Fund Ulaanbaatar. (2018). *Breaking the silence for equality: 2017 National Study on Gender-based Violence in Mongolia*. <https://mongolia.unfpa.org/en/publications/breaking-silence-equality-2017-national-study-gender-based-violence-mongolia>
- NCG & Ministry of Foreign Affairs of Denmark. (2022) *Desk review of freedom of religion and belief and the protection of faith-based minorities*. Consulté sur <https://cku.dk/wp-content/uploads/2022/06/FORB-Report.pdf>
- Norway. (n.d). *Leaflet PMR Final*. [https://open.unaids.org/sites/default/files/documents/Leaflet%20PMR\\_Final.pdf](https://open.unaids.org/sites/default/files/documents/Leaflet%20PMR_Final.pdf)
- OECD. (2023). *Aid in support of gender equality and women's empowerment - donor charts*. OECD Publishing, Paris. <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/Aid-to-gender-equality-donor-charts.pdf>
- OECD. (2023). "Australia", in *Development Co-operation Profiles*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/7c99890b-en> (accessed on 19 December 2023).
- OECD. (2023). "Belgium", in *Development Co-operation Profiles*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/58873fc4-en> (accessed on 19 December 2023)
- OECD. (2023). "Costa Rica", in *Development Co-operation Profiles*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/3f89619f-en> (accessed on 19 December 2023).
- OECD. (2023). "Denmark", in *Development Co-operation Profiles*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9b77239a-en> (accessed on 19 December 2023).
- OECD. (2023). *Development Co-operation Profiles Ireland*. OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/941ec6f0-en> (consulté le 7 décembre 2023).
- OECD. (n. d.). *Financement du développement en faveur de l'égalité femmes-hommes et de l'autonomisation des femmes*. <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-topics/development-finance-for-gender-equality-and-women-s-empowerment.htm>
- OECD. (2023). "Finland", in *Development Co-operation Profiles*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/2dcf1367-en> (accessed on 16 December 2023).

OECD. (2023). *Freedom, empowerment and opportunities Action Plan for Women's Rights and Gender Equality in Foreign and Development Policy 2016-2020*. [Freedom, empowerment and opportunities – Action Plan for Women's Rights and Gender Equality in Foreign and Development Policy 2016-2020 \(oecd.org\)](https://www.oecd.org/freedom-empowerment-and-opportunities-action-plan-for-women-s-rights-and-gender-equality-in-foreign-and-development-policy-2016-2020)

OECD. (2023). "Germany", in *Development Co-operation Profiles*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/0079f636-en> (accessed on 07 December 2023).

OECD library. (n.d.). *Development Co-operation profiles - Slovenia*. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/e6f1ed3f-en/index.html?itemId=/content/component/e6f1ed3f-en>

OECD. (2023), "Luxembourg", in *Development Co-operation Profiles*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/2dcf1367-en> (accessed on 15 December 2023).

OECD. (2021). *Official Development Assistance for Gender Equality and Women's Empowerment in 2020-21: A Snapshot*. <https://www.oecd.org/dac/official-development-assistance-gender-equality.pdf>.

OECD. (2023). "Spain", in *Development Co-operation Profiles*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/26d68de7-en> (accessed on 15 December 2023).

OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

OECD. (2023). "Sweden" *Development Co-operation Profiles*. [Development Co-operation Profiles – Sweden \(oecd-ilibrary.org\)](https://www.oecd-ilibrary.org/sites/e6f1ed3f-en/index.html?itemId=/content/component/e6f1ed3f-en)

OECD. (2023). *The Road to LGBTI+ Inclusion in Germany: Progress at the Federal and Länder Levels*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/977b463a-en>.

OECD. Total Official Support for sustainable development mains highlights of the pilot study in Costa Rica, [-Pilot-Study-Costa-Rica-Highlights.pdf](https://www.oecd.org/dac/total-official-support-for-sustainable-development-main-highlights-of-the-pilot-study-in-costa-rica)

OECD (2023), "United States", in *Development Co-operation Profiles*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/45472e20-en> (accessed on 14 December 2023).

OECD iLibrary. (2023). *OECD Review of Gender Equality in Colombia*. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/a559fc5e-en/index.html?itemId=%2Fcontent%2Fpublication%2Fa559fc5e-en>

OHCHR. (2023). *Experts of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women Praise Norway's Efforts to Close Gender Gaps in Employment and Education, Ask about Rape Legislation Amendments and Measures to Prevent Trafficking of Women and Girls*. [Experts of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women Praise Norway's Efforts to Close Gender Gaps in Employment and Education, Ask about Rape Legislation Amendments and Measures to Prevent Trafficking of Women and Girls | OHCHR](https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/04/experts-of-the-committee-on-the-elimination-of-discrimination-against-women-praise-norway-s-efforts-to-close-gender-gaps-in-employment-and-education-ask-about-rape-legislation-amendments-and-measures-to-prevent-trafficking-of-women-and-girls)

ONU Femmes. (2019-2020). *Le Monde pour les femmes et les filles*. <https://static1.squarespace.com/static/5c78efe065019f922db505cb/t/607449adf9e2152dd729bd32/161823377620/un-women-annual-report-2019-2020-fr.pdf>

ONU Femmes. (2021). *Nos partenaires font la différence*. [https://www.unwomen.org/sites/default/files/2022-06/FR\\_Statement%20of%20financial%20performance%202021.pdf](https://www.unwomen.org/sites/default/files/2022-06/FR_Statement%20of%20financial%20performance%202021.pdf)

ONU Femmes. (2023). *Progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2023*. <https://www.unwomen.org/sites/default/files/2023-11/progress-on-the-sustainable-development-goals-the-gender-snapshot-2023-fr.pdf>

Pacific Alliance Forum. (2019). *Forum on Gender Equality in the Extractive Sector - Santiago, Chile; March 21st and 22nd 2019 52 Sustainable Development and Skills for Employment in the Extractive Sector of the Pacific Alliance Program*. [GENDER-FORUM-Report.pdf \(alianzapacifico.net\)](#)

Reliefweb. (10 juin 2022). *Women's Resilience in Mongolia : How laws and policies promote gender equality in climate change and disaster risk management*.  
<https://reliefweb.int/report/mongolia/womens-resilience-mongolia-how-laws-and-policies-promote-gender-equality-climate-change-and-disaster-risk-management-june-2022>

Republic of Slovenia. (n. d.). *Human rights in Slovenia foreign policy*.  
<https://www.gov.si/en/topics/human-rights-in-slovenian-foreign-policy/>

Republic of Slovenia. (07 juillet 2023). *OECD study : Slovenia has the highest share of women in senior positions in the public sector*.  
<https://www.gov.si/en/news/2023-07-07-oecd-study-slovenia-has-the-highest-share-of-women-in-senior-positions-in-the-public-sector/>

Scottish Government. (2021, March). Summary Report on the Review of Scottish Government's International Development Programme in light of COVID-19. Voir:  
<https://www.gov.scot/binaries/content/documents/govscot/publications/progress-report/2021/03/summary-report-review-scottish-governments-international-development-programme-light-covid-19/documents/summary-report-review-scottish-governments-international-development-programme-light-covid-19/summary-report-review-scottish-governments-international-development-programme-light-covid-19/govscot%3Adocument/summary-report-review-scottish-governments-international-development-programme-light-covid-19.pdf>

Small Arms Survey. (2021). *Gender-Responsive Arms Control Project Presentation*.  
<https://www.smallarmssurvey.org/project/gender-responsive-arms-control>

Spanish Presidency of the Council of the European Union. (2023). *The pathway to progress: strengthening effective structures for gender equality and gender mainstreaming in the EU*. Consulté sur  
<https://spanish-presidency.consilium.europa.eu/media/atgpsjob/the-pathway-to-progress.pdf>

SPD, Bündnis 90/Die Grünen, & FDP. (2021). Mehr Fortschritt Wagen - die Bundesregierung Informiert.  
<https://www.bundesregierung.de/resource/blob/974430/1990812/04221173eef9a6720059cc353d759a2b/2021-12-10-koav2021-data.pdf?download=1>

Sugg, B. (2021). Launch the UK's First Feminist Foreign Policy. Royal United Services Institute for Defence and Security Studies. Voir: <https://static.rusi.org/rusi-irc-essay-collection-essay-2-sugg.pdf>

Thompson, L., Ahmed, S., Silva, B., Montilla, J. (2023). *Defining Feminist Foreign Policy: The 2023 Edition*. The Feminist Foreign Policy Collaborative. [Defining Feminist Foreign Policy-2023-Final.pdf - Google Drive](#)

UNICEF. (2022). *For every child, UNICEF Annual Report 2022*.  
<https://www.unicef.org/media/141001/file/UNICEF%20Annual%20Report%202022%20EN.pdf>

UNICEF. (2022). *Spotlight on the UNICEF Gender Equality Fund. 2022 Global Gender Equality Thematic Spotlight Report.pdf*

United Nations. (2023). Examen du Costa Rica au CEDAW.  
<https://www.ungeneva.org/fr/news-media/meeting-summary/2023/02/experts-committee-elimination-discrimination-against-women-4>

United Nations Human Rights. (17 février 2023). *Experts of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women Commend Slovenia on Women's Political and Economic Participation, Ask about Roma Women and the Representation of Girls in Science Subjects*.  
<https://www.ohchr.org/en/news/2023/02/experts-committee-elimination-discrimination-against-women-commend-slovenia-womens>

UN Women. (2020). *Monitoring Progress and Looking Ahead: Interactive Stock-Taking on High Level Commitments Made on Women, Peace and Security ahead of the 20th Anniversary of 1325*. [WPS-commitments-for-2020-en.pdf](https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2020/A-75-274-Submission-Slovenia-en.pdf) ([unwomen.org](https://www.unwomen.org))

Unwomen. (n.d.). Slovenia.

<https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2020/A-75-274-Submission-Slovenia-en.pdf>

U.S Department of State. (2023). *2023 Trafficking in Persons Report: Mongolia*.

<https://www.state.gov/reports/2023-trafficking-in-persons-report/mongolia/>

Velshi, A. & Rosen, J. (2022, 5 juillet). SCOTUS Overturns Roe v. Wade in Dobbs Abortion Case. Constitution Center.

<https://constitutioncenter.org/news-debate/americas-town-hall-programs/scotus-overturns-roe-v-wade-in-dobbs-abortion-case-msnbc-ali-velshi-and-jeffrey-rosen#:~:text=On%20June%202024%2C%202022%2C%20the.to%20overturn%20Roe%20and%20Casey.>

We forum. (2023). *Global Gender Gap Report*. [Global Gender Gap Report 2023 | World Economic Forum](https://www.weforum.org/publications/global-gender-gap-report-2023/) ([weforum.org](https://www.weforum.org))

Women in international security. (2020). *Chile - Summary Report: 2*. [Chile Report FINAL dec 2](https://www.wiisglobal.org/publications/summary-report-2020-chile/) ([wiisglobal.org](https://www.wiisglobal.org))

Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) & European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR). (2017, January 30). CEDAW Shadow Report on Germany. Consulté sur

[https://wilpf.org/wp-content/uploads/2017/02/CEDAW-Shadow-Report-on-Germany\\_20170130.pdf](https://wilpf.org/wp-content/uploads/2017/02/CEDAW-Shadow-Report-on-Germany_20170130.pdf)

Women's Refugee Council. (2020). *Appel à l'action pour la protection contre la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence: Feuille de route 2021-2025* [Format: Evaluation and Lessons Learned]. Consulté sur

<https://reliefweb.int/report/world/appel-l-action-pour-la-protection-contre-la-violence-bas-e-sur-le-genre-dans-les-situations-d-urgence-feuille-de-route-2021-2025> [Format: Evaluation and Lessons Learned]. Consulté sur

World economic forum. (20 juin 2023). *Global gender gap report 2023*.

<https://www.weforum.org/publications/global-gender-gap-report-2023/digest/#:~:text=The%20global%20gender%20gap%20score.compared%20to%20last%20year's%20edition.>

60ème commission de la condition de la femme. (23 mars 2021). *National voluntary presentation of Mongolia on the implementation of the agreed conclusions from CSW60*.

[https://estatements.unmeetings.org/estatements/31\\_0070/20210323/Rp4LOUr68FNX/Mwq6SHuJkerm\\_en.pdf](https://estatements.unmeetings.org/estatements/31_0070/20210323/Rp4LOUr68FNX/Mwq6SHuJkerm_en.pdf)

## Sites internet

Addition des secteurs de services financiers, soutien aux entreprises et politique commerciale. Voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1> Donor Tracker. (2021). *Germany ODA and Gender*. Consulté sur [https://donortracker.org/donor\\_profiles/germany/gender](https://donortracker.org/donor_profiles/germany/gender)

Addition des secteurs de services financiers, soutien aux entreprises et politique commerciale. Voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. [Creditor Reporting System \(CRS\)](https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1) ([oecd.org](https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1))

AGDA. (2022). *Women in Diplomacy*. Retrouver sur

<https://www.agda.ac.ae/docs/default-source/Publications/women-in-diplomacy-en-mar-2022.pdf?sfvrsn=4>

Albania, Belgium, Cabo Verde, Costa Rica, Croatia, Denmark, France, Germany, Liechtenstein, Luxembourg, Malta, and Spain. (2023, September 19). Joint Declaration of Governments on Addressing systematic gender-based discrimination against women and girls in Afghanistan.

<https://www.auswaertiges-amt.de/en/newsroom/news/-/2617316>

Australia Military Spending/Defense Budget 1960-2024. (2024). Macrotrends. [Australia Military Spending/Defense Budget 1960-2024 | MacroTrends](#)

Australian aid and Australian volunteers. (2022). Indigenous women connecting across the Pacific. Consulté sur <https://www.australianvolunteers.com/about/stories/indigenous-women-connecting-across-the-pacific/>

Australian Bureau of Statistics. (2023). Gender Indicators, Australia.

Austrian Development Agency. (n. d.). About ADA. <https://www.entwicklung.at/en/ada>

Austrian Development Agency. (n. d.). *Gender equality*. <https://www.entwicklung.at/en/themes/gender-equality>

Austria Military Spending/Defense Budget 1960-2024. (2024). Macrotrends. [Austria Military Spending/Defense Budget 1960-2024 | MacroTrends](#)

Austria's ODA Related to Gender Equality, 2017-2021. (2024). Donor tracker. [Issue Deep Dive: Austria/Gender Equality \(donortracker.org\)](#)

Banque mondiale. (2024). Dépenses militaires. [Dépenses militaires \(% du PIB\) - Canada | Data \(banquemondiale.org\)](#)

Banque mondiale. (2023). Dépenses militaires. [Dépenses militaires \(% du PIB\) | Data \(banquemondiale.org\)](#)

Banque mondiale. (2023). GDP (current US\$) - Ireland. Données des comptes nationaux de la Banque mondiale, et fichiers de données des comptes nationaux de l'OCDE. <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?locations=IE>

Banque mondiale. (2023). Indicateur de PIB (en US\$ courant) - Australie. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?locations=AU>

Banque mondiale. (2023). Indicateur de PIB (en US\$ courant) - Belgique. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?locations=BE>

Banque mondiale. (2023). Indicateur de PIB (en US\$ courant) - Danemark. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?locations=DK>

Banque mondiale. (2023). Indicateur de PIB (en US\$ courant) - Finlande. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?locations=FI>

Banque mondiale. (n. d.). Indicateur de PIB (en US\$ courant) - France. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?locations=FR>

Banque mondiale. (2023). Indicateur de PIB (en US\$ courant) - Suède. [PIB \(\\$ US courants\) - , Sweden | Data \(banquemondiale.org\)](#)

Belgium Ministry of Foreign Affairs. (2023, May 17). Belgium celebrates IDAHOT and rises in support of defending and promoting the human rights of LGBTQI+ people. <https://diplomatie.belgium.be/en/news/belgium-celebrates-idahot-and-rises-support-defending-and-promoting-human-rights-lgbtqi-people>

Borgen Project. (2022). *The fight for women's rights in Denmark. The Fight for Women's Rights in Denmark - The Borgen Project*

Bruins Slot, H. (2023, November 2). *Speech Minister Bruins Slot at the Shaping Feminist Foreign Policy Conference*. Speech presented at the Shaping Feminist Foreign Policy Conference, The Hague. Retrouver ici: <https://www.government.nl/documents/parliamentary-documents/2022/12/07/letter-to-the-parliament-on-feminist-foreign-policy>

Buckley, F. (2019, May 09). Ireland's experience of parliamentary gender quotas: Speech presented at the National Council for Women, New South Wales. Voir:

<https://www.dfa.ie/irish-consulate/sydney/news-and-events/latest-news/irelands-experience-of-parliamentary-gender-quotas.html>

Cancillería. (2023). *Colombia y Chile conmemoran 200 años de relaciones diplomáticas*. [Colombia y Chile conmemoran 200 años de relaciones diplomáticas | Cancillería \(cancilleria.gov.co\)](#)

Cancillería. (2021). *Launch of the regional network of mediators of the southern cone*. [Embassy in Norway | LAUNCH OF THE REGIONAL NETWORK OF MEDIATORS OF THE SOUTHERN CONE \(RNMSC\) \(cancilleria.gob.ar\)](#)

Cancillería. (2023). *Por primera vez Colombia presenta avances de la Agenda de Mujeres, Paz y Seguridad y de la Resolución 1325 ante la ONU*. [Por primera vez Colombia presenta avances de la Agenda de Mujeres, Paz y Seguridad y de la Resolución 1325 ante la ONU | Cancillería \(cancilleria.gov.co\)](#)

Center for American Women and Politics. (2019). *Women in the U.S. Congress 2019*. <https://cawp.rutgers.edu/facts/levels-office/congress/women-us-congress-2019>; Center for American Women and Politics. (2023). *Women in the U.S. Congress 2023*. <https://cawp.rutgers.edu/facts/levels-office/congress/women-us-congress-2023>

Cepal. (2023). *Side event: The Buenos Aires Commitment and its contribution to multilateralism*. <https://www.cepal.org/en/events/side-event-buenos-aires-commitment-and-its-contribution-multilateralism>

Chehab, S. (2022). *Women in diplomacy - index 2022*. <https://www.agda.ac.ae/docs/default-source/Publications/women-in-diplomacy-en-mar-2022.pdf?sfvrsn=4>

Clark, D. (2023, May 10). *Proportion of women in government cabinets in the UK 2004-2023*. *Statista*. Voir: <https://www.statista.com/statistics/870238/proportion-of-women-in-uk-cabinets/>

Colombia Potencia de la Vida. (2023). *Colombia sigue avanzando en la construcción de la Política Exterior Feminista y reafirma su compromiso de construir la Paz Total con y para las mujeres en sus diversidades*. [Colombia sigue avanzando en la construcción de la Política Exterior Feminista y reafirma su compromiso de construir la Paz Total con y para las mujeres en sus diversidades | Cancillería \(cancilleria.gov.co\)](#)

Congressional Research Service (2023, July 24) *The Arms Trade Treaty*. Consulté sur: <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF10567/4#:~:text=The%20United%20States%20is%20not%20decided%20on%20an%20ATT%20policy>

COP28 - UAE. (n. d.). *COP28 launches partnership to support women's economic empowerment and ensure a gender-responsive just transition at COP28 Gender Equality Day*. <https://www.cop28.com/en/news/2023/12/COP28-launches-partnership-to-support-women-economic-empowerment>

COP28 UAE. (n. d.). *COP28 gender-responsive just transitions and climate action partnership*. <https://www.cop28.com/en/cop28-gender-responsive-just-transitions-and-climate-action-partnership>

Council of Ministers. (2023, March 7). *The Government of Spain promotes parity of representation in politics, government and business*. Council of Ministers. [https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230307\\_council.aspx#:~:text=The%20Minister%20for%20Territorial%20Policy.and%20political%20decisions%20are%20made](https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230307_council.aspx#:~:text=The%20Minister%20for%20Territorial%20Policy.and%20political%20decisions%20are%20made)

Council of Ministers. (2023, September 19). *The Government of Spain reaffirms its commitment to eradicate all forms of violence against women*. Consulté sur [https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230919\\_council.aspx](https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230919_council.aspx)

Council Women World Leaders. (2023). *Mette Frederiksen*. Consulté sur <https://www.councilwomenworldleaders.org/mette-frederiksen.html>

Countdown 2030 Europe. (2023). *Finland*. Consulté sur <https://www.countdown2030europe.org/finland/>

Countdown 2030. (2022). *Country Profiles: Sexual and Reproductive Health and Rights (SRHR) - Germany*.

Consulté sur [<https://www.countdown2030europe.org/germany/>].

Countdown 2030. (2022). *Country Profiles: Sexual and Reproductive Health and Rights (SRHR) - Ireland*. Consulté sur [<https://www.countdown2030europe.org/ireland/>].

Countdown 2030. (2022). *Country Profiles: Sexual and Reproductive Health and Rights (SRHR) - Netherlands*. Consulté sur [<https://www.countdown2030europe.org/netherlands/>].

Countdown 2030. (2022). *Country Profiles: Sexual and Reproductive Health and Rights (SRHR) - Spain*. Consulté sur [<https://www.countdown2030europe.org/spain/>].

Danish Institute for Parties and Democracy. (2024, January 31). The Social Democratic Party. Consulté sur [<https://dipd.dk/en/about-dipd/parties/the-social-democratic-party>].

Denmark Military Spending/Defense Budget 1960-2024. (2024). Macrotrends. [Denmark Military Spending/Defense Budget 1960-2024 | MacroTrends](#)

Delgado Peralta, M. (2020). *La Política Exterior Feminista de México: Heinrich-Böll-Stiftung - Ciudad de México: México y el caribe*. Heinrich-Böll-Stiftung - Ciudad de México | México y el Caribe. <https://mx.boell.org/es/2020/03/06/la-politica-exterior-feminista-de-mexico>

Department of Foreign Affairs. (2022). *Permanent mission of ireland to the UN: New York*. Women, Peace and Security - Department of Foreign Affairs. <https://www.dfa.ie/pmun/newyork/peace-and-security/women-peace-and-security/>

Department of Foreign Affairs and Trade. (2023, October 4). Joint Statement on the Australia-United Kingdom Strategic Dialogue on Gender Equality. <https://www.dfat.gov.au/news/media-release/joint-statement-australia-united-kingdom-strategic-dialogue-gender-equality>

Deutsche Stiftung Weltbevölkerung & The European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights. (2022). *Donors Delivering for SRHR Report 2022: Tracking OECD Donor Funding for Sexual and Reproductive Health and Rights*. Voir: [https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD\\_Report2022\\_webversion.pdf](https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD_Report2022_webversion.pdf)

Development Bank of Latin America and the Caribbean, ( 2022) , Costa Rica Launches Women's Financial Inclusion Project with CAF Support, <https://www.caf.com/en/currently/news/2022/04/costa-rica-launches-women-s-financial-inclusion-project/>

DFAT. (2023). Ambassadeur des peuples autochtones. Consulté le 09 janvier 2024, de <https://www.dfat.gov.au/international-relations/themes/indigenous-peoples/ambassador-first-nations-people>

Digital Ministry. (s.d.). Home Page. Consulté sur <https://english.digmin.dk/>

Donor Tracker. (2021). *Australia ODA and Gender*. Consulté sur [https://donortracker.org/donor\\_profiles/australia/gender](https://donortracker.org/donor_profiles/australia/gender)

Donor tracker. (n. d.). Austria. [https://donortracker.org/donor\\_profiles/austria/gender](https://donortracker.org/donor_profiles/austria/gender)

Donor Tracker. (2023). *Canada/Gender Equality*. [Issue Deep Dive: Canada/Gender Equality \(donortracker.org\)](#)

Donor Tracker. (2021). *Canada ODA and Gender*. Consulté sur [Issue Deep Dive: Canada/Gender Equality \(donortracker.org\)](#)

Donor Tracker. (2021). *Germany ODA and Gender*. Consulté sur [https://donortracker.org/donor\\_profiles/germany/gender](https://donortracker.org/donor_profiles/germany/gender)

Donor Tracker. (2023, January 16). Netherlands halts funding to Afghanistan after ban on women NGO employees. Voir

[https://donortracker.org/policy\\_updates?policy=netherlands-halts-funding-to-afghanistan-after-ban-on-women-n-go-employees](https://donortracker.org/policy_updates?policy=netherlands-halts-funding-to-afghanistan-after-ban-on-women-n-go-employees)

Donor Tracker. (2021). *Netherlands ODA and Gender*. Consulté sur [https://donortracker.org/donor\\_profiles/netherlands/gender](https://donortracker.org/donor_profiles/netherlands/gender)

Donor Tracker. (2023). *Norad data show record high funding towards international development in 2022*. [https://donortracker.org/policy\\_updates?policy=norad-data-show-record-high-funding-towards-international-development-in-2022-](https://donortracker.org/policy_updates?policy=norad-data-show-record-high-funding-towards-international-development-in-2022-)

Donor Tracker. (2023). *Norway/Gender Equality*. [Issue Deep Dive: Norway/Gender Equality \(donortracker.org\)](https://donortracker.org/issue-deep-dive/norway/gender-equality)

Donor Tracker. (2021). *Norway ODA and Gender*. Consulté sur [https://donortracker.org/donor\\_profiles/norway](https://donortracker.org/donor_profiles/norway)

Donor Tracker. (2021). *Spain ODA and Gender*. Consulté sur [https://donortracker.org/donor\\_profiles/spain/gender](https://donortracker.org/donor_profiles/spain/gender)

Donor Tracker. (2021). *France ODA and Gender*. [https://donortracker.org/donor\\_profiles/france](https://donortracker.org/donor_profiles/france)

Donor Tracker. (2021). *United Kingdom ODA and Gender*. Consulté sur [https://donortracker.org/donor\\_profiles/united-kingdom/gender](https://donortracker.org/donor_profiles/united-kingdom/gender)

Donor Tracker. (2021). *United States ODA and Gender*. Consulté sur [https://donortracker.org/donor\\_profiles/united-states/gender](https://donortracker.org/donor_profiles/united-states/gender)

Education is key in Sweden. (2024). Sweden Sverige. [The Swedish school system | sweden.se](https://www.sweden.se/education)

EIGE. (2019). *Gender Equality Index 2019*. Consulté sur <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2019/domain/power/BE>

EIGE. (2023). *Gender Equality Index 2023*. Consulté sur <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2023/domain/power/BE>

EIGE. (2023). *Gender Equality Index 2023: Power - Ireland*. Voir: <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2023/domain/power/IE>

EIGE. (2023). *Gender mainstreaming in Finland*. <https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming/countries/finland#toc-references>

EIGE. (2019). *Gender Statistics Database, WMID, 1st Quarter*. <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2019/domain/power/DE>.

EIGE. (2023). *Gender Statistics Database, WMID, 2nd Quarter*. <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2023/domain/power/DE>.

Equal Pay International Coalition, Costa Rica <https://www.equalpayinternationalcoalition.org/en/members/costa-rica>

Equal rights coalition. (n. d.). *Who we are*. <https://equalrightscoalition.org/about/>

Equipop. (13 février 2023). *Droits des femmes : combattre le « backlash »*. <https://equipop.org/droits-des-femmes-combattre-le-backlash-recommandations-pour-la-politique-etrangere-de-l-a-france/>

FCDO. (2023, March 15). *Statistics on International Development: Final UK Aid Spend 2021*. National statistics. Voir: <https://www.gov.uk/government/statistics/statistics-on-international-development-final-uk-aid-spend-2021/statistics-on-international-development-final-uk-aid-spend-2021>

Federal Chancellery - Republic of Austria. (n. d.). *About the Directorate General for Women and Equality*. <https://www.bundeskanzleramt.gv.at/en/agenda/women-and-equality/about-division-for-women-and-equality.html>

Federal Ministry Republic of Austria - European and International Affairs. (07 mars 2023). *Foreign Minister Schallenberg on International Women's day : "Women are at the centre of foreign policy"*. <https://www.bmeia.gv.at/en/the-ministry/press/news/2023/03/foreign-minister-schallenberg-on-international-womens-day-women-are-at-the-centre-of-foreign-policy>

Federal Ministry Republic of Austria - European and International Affairs. (n. d.). *Women's Rights / Gender Equality*. <https://www.bmeia.gv.at/en/womens-rights>

Federal Ministry Republic of Austria - European and International Affairs. (n.d.). *Women, Peace and Security SC-Res 1325*. <https://www.bmeia.gv.at/en/women-peace-and-security-sc-res-1325>

Finland Military Spending/Defense Budget 1960-2024. (2024). Macrotrends. [Finland Military Spending/Defense Budget 1960-2024 | MacroTrends](https://www.macrotrends.net/finland-military-spending-defense-budget-1960-2024)

Fondation Robert Schuman. (mis à jour le 22 janvier 2024). *Country sheet : Slovenia*. <https://www.robert-schuman.eu/en/our-information-files/slovenia>

Fonds des Nations Unies pour la population. (n. d.). *France*. <https://www.unfpa.org/fr/donor/france>

Forum Génération Égalité (n. d.). <https://forum.generationequality.org/fr>

Fraestreik. (2023). "Nos revendications" dans Marches Féministes 2023. Consulté sur <https://fraestreik.lu/nos-revendications/> [accédé le 15 décembre 2023]

France Diplomatie. (n. d.). *Composition du gouvernement de la République de Slovénie*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/slovenie/presentation-de-la-slovenie/article/composition-du-gouvernement>

France Diplomatie (2022). *Diplomatie féministe*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/>

France diplomatie. (n. d.). *L'action de la France en faveur des droits des personnes LGBT+*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/l-action-de-la-france-en-faveur-des-droits-des-personnes-lgbt/>

France diplomatie. (2023). *Le Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF) : un outil emblématique de la diplomatie féministe menée par la France*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/le-fonds-de-soutien-aux-organisations-feministes-fsof-un-outil-emblematisque-de/>

France Diplomatie. (2023). *Les chiffres de l'aide française*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/les-chiffres-de-l-aide-francaise/>

France diplomatie. (08 mars 2019). « *Pour une diplomatie féministe* » - Tribune conjointe de Jean-Yves Le Drian et Marlène Schiappa (8 mars 2019) [https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/actualites-et-evenements-sur-le-theme-des-droits-de-l-homme/actualites-2019-sur-le-theme-des-droits-de-l-homme/article/pour-une-diplomatie-feministe-tribune-conjointe-de-jean-yves-le-drian-et#:~:text=de%20la%20police,%C2%AB%20Pour%20une%20diplomatie%20f%C3%A9ministe%20%C2%BB%20%2D%20Tribune%20conjointe%20de%20Jean%20D.Marl%C3%A8ne%20Schiappa%20\(8%20mars%202019\)&text=La%20France%20entend%20soutenir%20l%20%C3%A9ducation%20des%20filles](https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/actualites-et-evenements-sur-le-theme-des-droits-de-l-homme/actualites-2019-sur-le-theme-des-droits-de-l-homme/article/pour-une-diplomatie-feministe-tribune-conjointe-de-jean-yves-le-drian-et#:~:text=de%20la%20police,%C2%AB%20Pour%20une%20diplomatie%20f%C3%A9ministe%20%C2%BB%20%2D%20Tribune%20conjointe%20de%20Jean%20D.Marl%C3%A8ne%20Schiappa%20(8%20mars%202019)&text=La%20France%20entend%20soutenir%20l%20%C3%A9ducation%20des%20filles)

France diplomatie. (n. d.) *Présentation de la Mongolie*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/mongolie/presentation-de-la-mongolie/>

French, R. (2023, June 21). UN HRC53: UK Statement on Sexual Orientation and Gender Identity. Statement on Protection against Violence & Discrimination based on Sexual Orientation & Gender Identity. Geneva. Retrouver ici:

<https://www.gov.uk/government/speeches/un-hrc53-uk-statement-on-sexual-orientation-and-gender-identity>

Fonds des Nations Unies pour la population. (n. d.). *Autriche*. [Contributions des donateurs | Fonds des Nations Unies pour la population \(unfpa.org\)](#)

Gender equality. (2024). Sweden Government. [Gender equality | sweden.se](#)

Gender equality index. (2023). *Slovenia*. <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2023/country/SI>

Gender Equality Observatory for Latin America and the Caribbean. (2023). Executive power: percentage of women in ministerial cabinet positions,

<https://oig.cepal.org/en/indicators/executive-power-percentage-women-ministerial-cabinet-positions>

Gender mainstreaming in government agencies. (2024). Government Offices of Sweden. [Gender mainstreaming in government agencies - Government.se](#)

Gender security project. (2023). *Argentina*. [Argentina \(gendersecurityproject.com\)](#)

Gender Security Project. (2023). *Chile*. [Chile \(gendersecurityproject.com\)](#)

Gender security project. (2023). *Colombia*. [Colombia \(gendersecurityproject.com\)](#)

Gender security project. (2023). *Feminist Foreign Policy Plus Group: Political Declaration*. [Feminist Foreign Policy Plus Group: Political Declaration \(gendersecurityproject.com\)](#)

Gender security project. (08 juillet 2023). *Mongolia*.

<https://www.gendersecurityproject.com/post/mongolia-s-feminist-foreign-policy>

German Contribution. (2018). *Implementation of UN-Resolutions: Resolution: Intensification of efforts to eliminate all forms of violence against women and girls: sexual harassment (A/RES/73/148)*.

<https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2020/A-75-274-Submission-Germany-en.pdf>

Germany Military Spending/Defense Budget 1960-2024. (2024). Macrotrends. [Germany Military Spending/Defense Budget 1960-2024 | MacroTrends](#)

Global Fund. (2023). Pledges and Contribution Report. Voir: <https://www.theglobalfund.org/fr/government/>

Global Partnership. (30 juin 2021). *Le partenariat mondial pour l'éducation salue la contribution française de 333 millions d'euros annoncée par le Président Emmanuel Macron à l'occasion du Forum Génération Égalité*.

<https://www.globalpartnership.org/fr/news/le-partenariat-mondial-pour-leducation-salue-la-contribution-francais-e-de-333-millions-deuros>

Global survivor fund. (n. d.). <https://www.globalsurvivorsfund.org/>

Gobierno de Colombia. (2023). La Cancillería presentó los avances de la formulación de la Política Exterior Feminista en la Mesa de Género de la Cooperación Internacional en Colombia. [La Cancillería presentó los avances de la formulación de la Política Exterior Feminista en la Mesa de Género de la Cooperación Internacional en Colombia | Cancillería \(cancilleria.gov.co\)](#)

Gobierno de México. (2023). Mexico's feminist foreign policy, one of three best in the world.

<https://www.gob.mx/sre/prensa/mexico-s-feminist-foreign-policy-one-of-three-best-in-the-world?idiom=en#:~:text=Mexico%27s%20feminist%20foreign%20policy%20is,just%20and%20prosperous%20society%3A%201.>

Gobierno de México. (2019). *Relaciones Exteriores*.

[Remarks by Foreign Secretary Marcelo Ebrard Casaubon to the 74th Session of the UN General Assembly \(sre.gob.mx\)](#)

Good Things Foundation Australia. (2022, 6 mars). Time to close Australia's digital gender divide: Jess Wilson reflects on the impact of the digital divide on women for International Women's Day 2022. <https://www.goodthingsfoundation.org.au/news/time-to-close-australias-digital-gender-divide/>

Gouvernement de Belgique. (2023). Égalité des genres et droits des femmes. <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/droits-humains/thematiques-specifiques/egalite-des-genres-et-droits-des-femmes#:~:text=La%20Belgique%20soutient%20le%20mandat%20de%20la%20Repr%C3%A9sentante%20sp%C3%A9ciale%20du%20sexuelles%20en%20temps%20de%20conflit>

Gouvernement du Canada. (2023). *Le Canada renforce son appui et ses engagements en faveur du maintien de la paix lors de la Conférence ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix de 2023*. [Le Canada renforce son appui et ses engagements en faveur du maintien de la paix lors de la Conférence ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix de 2023 - Canada.ca](#)

Gouvernement du Canada. (n.d). *Project profile — United Nations Children's Fund (UNICEF) - Institutional Support 2018-2021*. [Project profile - United Nations Children's Fund \(UNICEF\) - Institutional Support 2018-2021 - Canada.ca \(international.gc.ca\)](#)

Gouvernement du Luxembourg. (2023, avril 20). Conférence diplomatique : Renforcer la coopération internationale. Ministère des Affaires étrangères et européennes. [https://maee.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes\\_actualites%2Bcommuniques%2B2023%2B04-avril%2B20-conference-diplomatique.html](https://maee.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommuniques%2B2023%2B04-avril%2B20-conference-diplomatique.html)

Gouvernement luxembourgeois. (2023). La formation du gouvernement 2023. Dossier du site officiel. <https://gouvernement.lu/fr/dossiers/2023/formation-gouvernement-2023.html>

Government.no. (2023). *Norway to strengthen international efforts to support women's rights and gender equality*. [Norway to strengthen international efforts to support women's rights and gender equality - regjeringen.no](#)

Government.no. (2023). *The importance of gender equality for social and economic development*. [https://www.regjeringen.no/en/aktuelt/gender\\_matters/id2965091/](https://www.regjeringen.no/en/aktuelt/gender_matters/id2965091/)

Government.no. (2021). *Women's rights and gender equality*. [Women's rights and gender equality - regjeringen.no](#)

Government of Ireland. (2023). Gender Equality. Voir: <https://www.ireland.ie/en/irish-aid/what-we-do/gender-equality/>

Governments of the Feminist Foreign Policy Plus Group. (2023, September 20). Political Declaration on Feminist Approaches to Foreign Policy. UNGA78. <https://www.government.nl/documents/diplomatic-statements/2023/09/20/political-declaration-on-feminist-approaches-to-foreign-policy>

Government of the Netherlands. (2023, May 30). Highlights of a year of feminist foreign policy. <https://www.government.nl/latest/news/2023/05/30/highlights-of-a-year-of-feminist-foreign-policy>

Human Rights Campaign. (2022). Trump's Timeline of Hate. <https://www.hrc.org/resources/trumps-timeline-of-hate>

IGEP. (2023). Finland Gender Equality. Consulté sur <https://igep.fi/en/finland-gender-equality>

ILGA Europe – Sweden . (2024). <https://ilga-europe.org/>

Indicateur APD de la France total. OCDE. *Stat Creditor Reporting System.* - France  
<https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=c04cda68-6bc5-4b47-a478-8485bac6b02a&themetreeid=3>

Indicateur conflits, paix et sécurité. Voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System.*  
<https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1> Indicateurs opération de maintien de la paix. OCDE. *Stat Creditor Reporting System* - France. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

Indicateurs de protection de l'environnement. OCDE. *Stat Creditor Reporting System* - Austria. [Creditor Reporting System \(CRS\) \(oecd.org\)](https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1)

Indicateurs de protection de l'environnement. OCDE. *Stat Creditor Reporting System* - France.  
<https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

Indicateur égalité de genre - objectif principal. OCDE. *Stat Creditor Reporting System* - France.  
<https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

Indicateur égalité de genre - objectif secondaire. OCDE. *Stat Creditor Reporting System* - France.  
<https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

Indicateur entreprises et autres services - total. OCDE. *Stat Creditor reporting system* - France.  
<https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

Indicateurs opération de maintien de la paix. OCDE. *Stat Creditor Reporting System* - France.  
<https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

Indicateur Participation démocratique et société civile. Pour les données voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System.* <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

Indicateur politique en matière de population/santé&fertilité - total. OCDE. *Stat Creditor Reporting System* - France.  
<https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=c04cda68-6bc5-4b47-a478-8485bac6b02a&themetreeid=3>

Indicateur sur le secteur de la protection environnementale. Voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System.* <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1> Donor Tracker. (2021). *Germany ODA and Gender.* Consulté sur [https://donortracker.org/donor\\_profiles/germany/gender](https://donortracker.org/donor_profiles/germany/gender)

International Climate Initiative. (2021). *IKI Gender Strategy: Supporting Gender Justice for Effective Climate and Biodiversity Projects.* Consulté sur <https://www.international-climate-initiative.com/PUBLICATION1727-1> (mis à jour en novembre 2022).

International Institute for Democracy and Electoral Assistance. (2022). *Gender Quotas Database.* <https://www.idea.int/data-tools/data/gender-quotas-database>

International Labour Standards. (2023). *Norway ratifies the ILO Convention on Violence and Harassment.* [International Labour Standards: Norway ratifies the ILO Convention on Violence and Harassment](https://www.ilo.org/public/eng/mediacenter/pressreleases/2023/02/norway-ratifies-the-ilo-convention-on-violence-and-harassment)

Inter-Parliamentary Union. (2022). *Monthly ranking of women in national parliaments.* IPU Data. <https://data.ipu.org/women-ranking?month=3&year=2022>

Inter-Parliamentary Union. (2019). *Women in national parliaments.* <http://archive.ipu.org/wmn-e/classif.htm>

Ireland Military Spending/Defense Budget 1960-2024. (2024). *Macrotrends.* [Ireland Military Spending/Defense Budget 1960-2024 | MacroTrends](https://www.macrotrends.net/100000/ireland-military-spending-defense-budget-1960-2024)

Irish Aid. (2020). *Gender Equality.* Voir: <https://www.irishaid.ie/what-we-do/our-priority-areas/gender-equality/>

*Keep the Promise.* (n.d.). *An open letter to Canada's Finance Minister Chrystia Freeland.* Cooperation Canada. [https://cooperation.ca/wp-content/uploads/2023/02/Open-Letter-to-Chrstia-Freeland\\_ENG\\_v2.pdf](https://cooperation.ca/wp-content/uploads/2023/02/Open-Letter-to-Chrstia-Freeland_ENG_v2.pdf)

Luxembourg Military Spending/Defense Budget 1960-2024. (2024). Macrotrends. [Luxembourg Military Spending/Defense Budget 1960-2024 | MacroTrends](#)

Military spending in the United States from the fiscal year of 2000 to 2022. (2024). Statista. [Military spending U.S. 2022 | Statista](#)

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2023). *La diversité au Ministère*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/la-diversite-au-ministere/>

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2023). *L'égalité Femmes-Hommes au Ministère*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/l-egalite-femmes-hommes-au-ministere/>

Ministère des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg. (2023, 27 octobre). Visite de travail de Jean Asselborn à l'Organisation des Nations unies. Communiqué. [https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes\\_actualites/communiqués/2023/10-octobre/27-asselborn-nations-unies.html](https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiqués/2023/10-octobre/27-asselborn-nations-unies.html)

Minister for Economic Cooperation and Development. (2023, 9 juin). *Speaking before the G20 meeting, Minister Schulze said: "Working together with India is the only way to solve global problems"*. Consulté sur <https://www.bmz.de/en/news/press-releases/development-minister-departs-on-visit-to-india-155558>

Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. (2022, 25 novembre). Press Release 093: Spanish Cooperation fights gender-based violence in around 20 countries. [https://www.exteriores.gob.es/en/Comunicacion/NotasPrensa/Paginas/2022\\_NOTAS\\_P/20221125\\_NOTA093.aspx](https://www.exteriores.gob.es/en/Comunicacion/NotasPrensa/Paginas/2022_NOTAS_P/20221125_NOTA093.aspx)

Minister of Foreign Affairs, W. Hoekstra, & Minister for Foreign Trade and Development Cooperation, L. Schreinemacher. (2022, November 8). *Letter to the Parliament on feminist foreign policy*. Voir: <https://www.government.nl/documents/parliamentary-documents/2022/12/07/letter-to-the-parliament-on-feminist-foreign-policy>

Ministry of Foreign Affairs. (2023). *Chile assumes the presidency of the United Nations Economic and Social Council*. [Chile assumes the presidency of the United Nations Economic and Social Council - Minre](#)

Ministry of Foreign Affairs. (2023). *Chile participa en la Tercera Conferencia Mundial de la Equal Rights Coalition*. [Chile participa en la Tercera Conferencia Mundial de la Equal Rights Coalition - Minre](#)

Ministry for Foreign Affairs. (2023, March 20). Finland convened first in-person meeting of Action Coalition on Technology and Innovation for Gender Equality. Consulté sur <https://valtioneuvosto.fi/en/-/finland-convened-first-in-person-meeting-of-action-coalition-on-technology-and-innovation-for-gender-equality>

Ministry of Foreign Affairs. (2023). *Minister Antonia Urrejola highlights Chile's commitment to the promotion and protection of human rights at the 52nd session of the Human Rights Council*. [Minister Antonia Urrejola highlights Chile's commitment to the promotion and protection of human rights at the 52nd session of the Human Rights Council - Minre](#)

Ministry of Foreign Affairs. (2023). *Minister Antonia Urrejola holds bilateral meetings with her counterparts from Germany, Portugal, Finland and international organisations*. [Minister Antonia Urrejola holds bilateral meetings with her counterparts from Germany, Portugal, Finland and international organisations - Minre](#)

Ministry of foreign affairs international trade and worship Argentina. (n.d). *UN Women in Argentina and Argentina's foreign policy commitment to gender equality*. [UN Women in Argentina and Argentina's foreign policy commitment to gender equality | Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto \(cancilleria.gob.ar\)](#)

Ministry for Foreign Affairs of Finland. (2023). *Generation Equality*. Consulté sur <https://um.fi/generation-equality-en>

Mostert, W. (16 juin 2023). 'Feminist foreign policy' is slogan-driven politics. *Wolfgang Mostert*. ['Feminist foreign policy' is slogan-driven politics | Wolfgang Mostert](#)

Nations Unies. (2020, 7 décembre). Santé mondiale et politique étrangère (Point 131 de l'ordre du jour). Lettre datée du 2 décembre 2020, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies. Assemblée générale, Soixante-quinzième session, Document A/75/626. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N20/344/31/PDF/N2034431.pdf?OpenElement>

MR. (2023, 24 juin). De plus en plus de femmes dans la diplomatie belge. <https://www.mr.be/de-plus-en-plus-de-femmes-dans-la-diplomatie-belge/#:~:text=Pour%20la%20Belgique%2C%2019%20femmes,postes%20pour%20la%20premi%C3%A8re%20fois.>

Nations Unies. (10 mars 2023). *Commission de la condition de la femme : sept exposés volontaires soulignent l'importance de donner plus de visibilité aux femmes rurales*. <https://press.un.org/fr/2023/fem2225.doc.htm>

National Women's Council. (2023, July 13). Calls for new National Strategy for Women and Girls. Voir: <https://www.nwci.ie/learn/article/national-womens-council-calls-for-new-national-strategy-for-women-and-girls>

Nordic Women Mediators. (2024). <https://www.nordicwomenmediators.org/>

Norway. (2023). *Norway provides \$45 million to finance education programmes worldwide*. <https://unric.org/en/norway-provides-45-million-to-finance-education-programmes-worldwide/>

Norway Military Spending/Defense Budget 1960-2024. (2024). Macrotrends. [Norway Military Spending/Defense Budget 1960-2024 | MacroTrends](#)

ODA Spending - Austria. (2024). Donor tracker. [Donor Profile: Austria \(donortracker.org\)](#)

OECD. (2022, September 26). The Netherlands partner with local women's rights organisations and feminist movements for gender transformative change. Voir: <https://www.oecd.org/development-cooperation-learning/practices/the-netherlands-partner-with-local-women-s-rights-organisations-and-feminist-movements-for-gender-transformative-change-81754f1c/>

Office of United States Trade Representative. (2021, December 2). USTR Announces Intention to Join the Joint Declaration on the Advancement of Gender Equality and Women's Economic Empowerment Within Trade. <https://ustr.gov/about-us/policy-offices/pressoffice/press-releases/2021/december/ustr-announcesintention-join-joint-declaration-advancement-genderequality-and-womens-economic>

ONU Femmes. (2023). *Declaración política sobre enfoques feministas de la política exterior*. [Declaracion politica sobre enfoques feministas de la politica exterior | ONU Mujeres – América Latina y el Caribe \(unwomen.org\)](#)

ONU Femmes. (n. d.). *ONU Femmes en France*. <https://www.onufemmes.fr/nos-actions-en-france#:~:text=Nous%20faisons%20aussi%20du%20plaidoyer,18%C3%A8me%20rang%20des%20pays%20donateurs.>

Organisation internationale des migrations. (10 mars 2021). *IOM Launches New Anti-Trafficking Campaign in Mongolia*. <https://www.iom.int/news/iom-launches-new-anti-trafficking-campaign-mongolia>

ParlAmericas. (2023). The first regional gathering of the Forums of Women in Political Parties in Costa Rica concluded with the adoption of a declaration on women's political leadership. <https://parlAmericas.org/uploads/documents/PressRelease-ForumsWomenPoliticalParties-en.pdf>

Perspective Monde. (2023). Bilan socio-économique de l'Espagne. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?codeTheme=2&codeStat=NY.GDP.MKT.P.CD&codePays=ESP&optionsPeriodes=Aucune&codeTheme2=1&codeStat2=x&codePays2=ESP&optionsDetPeriodes=avecNomP>

Perspective Monde. (2023). Bilan socio-économique du Luxembourg. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=LUX&codeTheme=2&codeStat=NY.GDP.MKTP.CD>

Pichardo, J.I., Perrotta, V. (03 novembre 2021). *EUROsocial+ contributes to the design of labour inclusion policies for the LGBTI+ population, with an emphasis on the trans population in Argentina*. EUROsocial. [EUROsocial+ contributes to the design of labour inclusion policies for the LGBTI+ population, with an emphasis on the trans population in Argentina - Eurosocial](https://eurosocial.org/en/eurosocial+contributes-to-the-design-of-labour-inclusion-policies-for-the-lgbti+-population-with-an-emphasis-on-the-trans-population-in-argentina)

PIB (\$ US courants) - Austria. (2024). Banque mondiale. [PIB \(\\$ US courants\) - Austria | Data \(banquemondiale.org\)](https://data.banquemondiale.org/indicateurs/locations/SD?locations=SD)

Plateforme genre et développement. (23 janvier 2016). *La plateforme genre et développement à la COP 21*. <https://www.genre-developpement.org/2016/01/23/cop21/>

Predsednica Republike Slovenije. (22 mars 2023). *Speech of the President of the Republic of Slovenia at the plenary opening of the United Nations 2023 Water Conference*. <https://www.predsednica-slo.si/assets/documents/2023-03-22-Speech-of-the-President-of-the-Republic-of-Slovenia-at-the-UN-Water-Conference.pdf>

Reliefweb. (2023). *Norway launches gender equality plan*. [https://donortracker.org/policy\\_updates?policy=norway-launches-gender-equality-action-plan-2023](https://donortracker.org/policy_updates?policy=norway-launches-gender-equality-action-plan-2023)

Republic of Slovenia. (20 septembre 2023). *Slovenia co-organises the international project Her CyberTracks to empower women*. <https://www.gov.si/en/news/2023-09-20-slovenia-co-organises-the-international-project-her-cybertracks-to-empower-women/>

Republic of Slovenia. (22 juillet 2023). *Minister Fajon opens a business forum in Ho Chi Minh City, the economic centre of Vietnam*. Ministry of Foreign and European Affairs. <https://www.gov.si/en/news/2023-05-22-minister-fajon-opens-a-business-forum-in-ho-chi-minh-city-the-economic-centre-of-vietnam/>

Republic of Slovenia. (08 mars 2023). *Minister Fajon presents feminist foreign policy as a modern, future-oriented policy*. <https://www.gov.si/en/news/2023-03-08-minister-fajon-presents-feminist-foreign-policy-as-a-modern-future-oriented-policy/>

Republic of Slovenia. (14 juillet 2023). *Rights of women and girls, new technologies and the state of human rights around the world discussed in Geneva*. <https://www.gov.si/en/news/2023-07-14-rights-of-women-and-girls-new-technologies-and-the-state-of-human-rights-around-the-world-discussed-in-geneva/>

Republic of Slovenia. (n. d.). *Thematic and geographic priorities of Slovenia's development cooperation*. <https://www.gov.si/en/topics/thematic-and-geographic-priorities-of-slovenias-development-cooperation/>

Roks. (2024). A propos de Roks. <https://www.roks.se/propos-de-roks>

Royaume de Belgique. (26 January 2022). *Gender and women's rights*. Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. Consulté sur <https://diplomatie.belgium.be/en/policy/policy-areas/human-rights/specific-themes/gender-and-womens-rights>

Royaume de Belgique. (16 mars 2021). *L'égalité des genres au centre de la politique étrangère belge*. Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. Consulté sur <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/sous-la-loupe/legalite-des-genres-au-centre-de-la-politique-etrangere-belge>

Royaume de Belgique. (15 juin 2022). *SheDecides a 5 ans : parce que les droits des femmes sont des droits humains fondamentaux*. Diplomatie.belgium.be. Consulté sur

<https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/sous-la-loupe/shedecides-5-ans-parce-que-les-droits-des-femmes-sont-des#:~:text=En%20janvier%202017%2C%20elle%20propose,et%20les%20droits%20des%20femmes>

Scottish Government. (2023, March 15). Support for Women Tackling Conflict. News. Voir: <https://www.gov.scot/news/support-for-women-tackling-conflict/>

Scottish Government. (2022, May 9). Tackling Inequalities Through Economic Recovery. News. Voir: <https://www.gov.scot/news/tackling-inequalities-through-economic-recovery/>

Securitywomen. (n. d.). *Slovenia*. <https://www.securitywomen.org/unscr-1325-and-national-action-plans-nap/slovenia>

Sénat. (2022). *Contributions financières : mieux assurer la place de la France dans le multilatéralisme*. <https://www.senat.fr/rap/r21-392/r21-3923.html>

Spain Military Spending/Defense Budget 1960-2024. (2024). Macrotrends. [Spain Military Spending/Defense Budget 1960-2024 | MacroTrends](https://www.macrotrends.net/10000/spain-military-spending-defense-budget-1960-2024)

Stacey, K. (2023, November 13). *David Cameron returns to UK government as foreign secretary*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/politics/2023/nov/13/david-cameron-returns-to-uk-government-as-foreign-secretary>

Statista. (2022, janvier). *Produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne de 1970 à 2022 (en milliards d'euros)*.

Consulté sur <https://fr.statista.com/statistiques/668986/pib-de-l-allemande/#:~:text=En%202022%2C%20le%20PIB%20allemand,euros%20entre%202019%20et%202020>

Stockholm International Peace Research Institute. (n. d.). *Military Expenditure Database - France*. <https://milex.sipri.org/sipri>

Suprarregional Mujeres. (2023). *Encuentro suprarregional de mujeres*. [Encuentro Suprarregional de Mujeres – Encuentro Suprarregional de Mujeres \(cba.gov.ar\)](https://www.suprarregionalmujeres.org/encuentro-suprarregional-de-mujeres)

Sveriges Kvinnolobby. (2024). <https://sverigeskvinnoorganisationer.se/in-english/>

Sweden Military Spending/Defense Budget 1960-2024. (2024). Macrotrends. [Sweden Military Spending/Defense Budget 1960-2024 | MacroTrends](https://www.macrotrends.net/10000/sweden-military-spending-defense-budget-1960-2024)

Sweden's response to the letter from the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences. (2022). Ministry of Foreign Affairs.

<https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-03/Sweden.pdf>

Swedish Gender Equality Agency. (2024). About us. <https://swedishgenderequalityagency.se/about-us/>

The Compact. (2023). *Our Current Signatories*. Consulté sur [https://wpshcompact.org/signatory-members/#organizations\\_M](https://wpshcompact.org/signatory-members/#organizations_M)

The Gender Equality Unit (n.d.) <https://stm.fi/en/department-for-work-and-gender-equality-tto->

The Global Fund. (2023). Ireland donor profile. Voir: <https://www.theglobalfund.org/en/government/profiles/ireland/>

The White House. (2023, March 29). La vice-présidente Harris lance des initiatives mondiales sur l'autonomisation économique des femmes d'un total de plus d'un milliard de dollars. State Department. <https://www.state.gov/translations/french/la-vice-presidente-harris-lance-des-initiatives-mondiales-sur-lautonomisation-economique-des-femmes-dun-total-de-plus-dun-milliard-de-dollars/>

Toute l'Europe. (n.d.). *Slovénie*. <https://www.touteleurope.eu/pays/slovenie/>

UK Government. (2023, March 8). UK launches new global Women and Girls Strategy on International Women's Day. Voir: <https://www.gov.uk/government/news/uk-launches-new-global-women-and-girls-strategy-on-international-womens-day>

U.K. Military Spending/Defense Budget 1960-2024. (2024). Macrotrends. [U.K. Military Spending/Defense Budget 1960-2024 | MacroTrends](#)

UNDP. (n. d.). *Mongolia - Gender equality and women's empowerment*. <https://www.undp.org/mongolia/gender-equality#:~:text=Mongolia's%20state%20policy%20on%20gender.and%20elimination%20of%20gender%20discrimination.>

UNESCO. (2023). *Contributions des États membres UNESCO - Allemagne*. Consulté sur <https://core.unesco.org/en/country/DEU/contribution>

UNESCO. (2023). *Contributions des États membres UNESCO - Australie*. Consulté sur <https://core.unesco.org/en/country/AUS/contribution>

UNESCO. (2023). *Contributions des États membres UNESCO - Belgique*. Consulté sur <https://core.unesco.org/en/country/BEL/contribution>

UNESCO. (2023). *Contributions des États membres UNESCO - Danemark*. Consulté sur <https://core.unesco.org/en/country/DNK/contribution>

UNESCO. (2023). *Contributions des États membres UNESCO - Espagne*. Consulté sur <https://core.unesco.org/en/country/ESP/contribution>

UNESCO. (2023). *Contributions des États membres UNESCO - Finlande*. Consulté sur <https://core.unesco.org/en/country/FIN/contribution>

UNESCO. (2023). *Contributions des États membres UNESCO - Irlande*. Consulté sur <https://core.unesco.org/en/country/IRL/contribution>

UNESCO. (2023). *Contributions des États membres UNESCO - Luxembourg*. Consulté sur <https://core.unesco.org/en/country/LUX/contribution>

UNESCO. (2023). *Contributions des États membres UNESCO - Pays-Bas*. Consulté sur <https://core.unesco.org/en/country/NLD/contribution>

UNESCO. (2023). *Contributions des États membres UNESCO - Royaume-Uni*. Consulté sur <https://core.unesco.org/en/country/GBR/contribution?biennium=41&quarter=2022Q4>

UNESCO. (2023). *Contributions des États membres UNESCO - Suède*. Consulté sur [Contributor Sweden | Core Data Portal \(unesco.org\)](#)

UNESCO. (n.d.). *Les femmes dans les sciences - XIVe Conférence régionale sur les femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes*. [Les femmes dans les sciences - XIVe Conférence régionale sur les femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes \(unesco.org\)](#)

UNESCO. (2019). *Recouvrement des contributions des États membres UNESCO, 2019 40 C/45 + Add. Rev.* Consulté sur [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000370948\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000370948_fre)

UNFPA. (2022). *Canada*. [Canada | United Nations Population Fund \(unfpa.org\)](#)

UNFPA. (2023). *Norway*. <https://www.unfpa.org/donor/norway-0>

UNFPA. (2022). *Top General Donors 2022: Australie*. <https://www.unfpa.org/donor/australia-0>

UNFPA. (2022). *Top General Donors 2022: Belgique*. <https://www.unfpa.org/donor/belgium-0>

UNFPA. (2022). *Top General Donors 2022: Finlande*. Voir : <https://www.unfpa.org/donor/finland-0>

UNFPA. (2022). *Top General Donors 2022: Germany*. <https://www.unfpa.org/donor/germany-0>

UNFPA. (2022). *Top General Donors 2022: Luxembourg*. Voir : <https://www.unfpa.org/donor/grand-duchy-luxembourg>

UNFPA. (2022). *Top General Donors 2022: Netherlands*. Voir : <https://www.unfpa.org/donor/netherlands-0>

UNFPA. (2022). *Top General Donors 2022: Sweden*. Voir : [Sweden | United Nations Population Fund \(unfpa.org\)](https://www.unfpa.org/donor/sweden)

UNICEF. (2021). *Core resources for results 2020 Report*. Consulté sur <https://www.unicef.org/media/99911/file/Core%20Resources%20for%20Results%20-%202020%20Report.pdf>

UNICEF. (2022). *Core resources for results 2021 Report*. Consulté sur <https://www.unicef.org/media/122551/file/Core%20resources%20for%20results%202021.pdf>

UNICEF. (2023). *Core resources for results 2022 Report*. Consulté sur <https://www.unicef.org/media/140701/file/Core%20Resources%20for%20Results.pdf>

UNICEF. (2022). *Funding to UNICEF*. Consulté sur <https://www.unicef.org/partnerships/funding>

UNICEF. (2020). *Regular resources 2019 Report*. Consulté sur <https://www.unicef.org/media/71446/file/Regular-resources-2019-report.pdf>

United Nations. (2023). *As Women Worldwide Still Struggle to Achieve Basic Rights, Third Committee Emphasizes Importance of Access to Citizenship, Education, Work, Justice*. [As Women Worldwide Still Struggle to Achieve Basic Rights, Third Committee Emphasizes Importance of Access to Citizenship, Education, Work, Justice | UN Press](https://www.un.org/press/en/2023/20230814.unwomensrights)

United Nations. (2022). *"The Care Society as a Horizon for Sustainable Recovery with Gender Equality" Will Be the Main Theme of the 15th Regional Conference on Women, which will take place in Argentina in 2022*. ["The Care Society as a Horizon for Sustainable Recovery with Gender Equality" Will Be the Main Theme of the 15th Regional Conference on Women, which will take place in Argentina in 2022 | XV Regional Conference on Women in Latin America and the Caribbean \(cepal.org\)](https://www.un.org/press/en/2022/20220929.unwomensrights)

United Nations. (2022). *Rural, Coastal, Indigenous Women Bear Brunt of Climate Change, Must Be Empowered to Lead Response Efforts, Speakers Say as Women's Commission Continues Session*.

United Nations. (2023). *Second Committee Approves 16 Resolutions, including on Achieving Gender Equality, Eliminating Unauthorized Unilateral Trade Measures*. [Second Committee Approves 16 Resolutions, including on Achieving Gender Equality, Eliminating Unauthorized Unilateral Trade Measures | UN Press](https://www.un.org/press/en/2023/20230814.unwomensrights)

United Nations Climate Change. (09 décembre 2023). *Cop 28 high-level segment - National statement - Mongolia*. <https://unfccc.int/documents/636289>

United Nations Development Programme. (2020). *Funding Compendium 2019*. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/UNDP%20Funding%20Compendium%202019.pdf>

United Nations Development Programme. (2021). *Funding Compendium 2020*. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-06/UNDP%20Funding%20Compendium%202020%20.pdf>

United Nations Development Programme. (2022). *Funding Compendium 2021*. [https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-08/Compendium\\_2021\\_Aug%202022.pdf](https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-08/Compendium_2021_Aug%202022.pdf)

United Nations Development Programme. (2023). *Funding Compendium 2022*. [https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-08/undp\\_funding\\_compendium\\_2022\\_vs\\_1\\_as\\_of\\_24\\_aug\\_2023.pdf](https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-08/undp_funding_compendium_2022_vs_1_as_of_24_aug_2023.pdf)



WPS Focal Points Network. (n. d.). *Slovénie*. <https://wpsfocalpointsnetwork.org/slovenia/>

270 to Win. (2023). 2024 Presidential Election Polls. Retrieved December 14, 2023, <https://www.270towin.com/2024-presidential-election-polls/>

### Articles journaux (internet)

Achrainer, C. (2022, 17 octobre). Germany's Feminist Foreign Policy: Will Berlin Really Do Things Differently?. *Internationale Politik Quarterly*.  
[\[https://ip-quarterly.com/en/germanys-feminist-foreign-policy-will-berlin-really-do-things-differently\]](https://ip-quarterly.com/en/germanys-feminist-foreign-policy-will-berlin-really-do-things-differently)

AFP. (2023, 11 décembre). Pays-Bas: Wilders devra rassurer sur l'État de droit pour former un gouvernement. *Courrier International*.  
<https://www.courrierinternational.com/depeche/pays-bas-les-positions-islamophobes-et-anti-ue-de-wilders-obstacle-la-formation-dune-coalition.afp.com.20231211.doc.347d2kv.xml>

Alonso, P. (2 juin 2021). *Rapport Ventes d'armes : l'Arabie Saoudite devient le premier client de la France*. Libération. [Ventes d'armes : l'Arabie Saoudite devient le premier client de la France – Libération \(liberation.fr\)](https://www.liberation.fr/france/2021/06/02/rapport-ventes-d-armes-l-arabie-saoudite-devient-le-premier-client-de-la-france/)

Ankhtuya. (16 juin 2022). *Mongolia hosts an international conference of female peacekeepers*. News.mn  
<https://news.mn/en/797608/>

BBC. (2022). *Sweden ditches 'feminist foreign policy'*. <https://www.bbc.com/news/world-europe-63311743>

Chastand, J-B. (05 novembre 2023). *En Autriche, l'extrême droite en tête des sondages avec une ligne toujours plus radicale*. *Le Monde*.  
[https://www.lemonde.fr/international/article/2023/11/05/en-autriche-l-extreme-droite-en-tete-des-sondages-avec-une-ligne-toujours-plus-radicale\\_6198309\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/11/05/en-autriche-l-extreme-droite-en-tete-des-sondages-avec-une-ligne-toujours-plus-radicale_6198309_3210.html)

Conway, M., & GAPS. (2023, October 24). *Progressing Women-Led Development*. The Foreign Policy Center.  
<https://fpc.org.uk/progressing-women-led-development/>

Denmark.dk. (2023). *Gender Equality - An incomplete success*.  
[Gender Equality - An incomplete success \(denmark.dk\)](https://www.denmark.dk/en/2023/09/20/gender-equality-an-incomplete-success)

Dreifus, C. (2017, February 20). *In Response to Trump, a Dutch Minister Launches She Decides*. *The New York Times*. Voir <https://www.nytimes.com/2017/02/20/health/lilianne-ploumen-abortion-gag-rule-she-decides.html>

Dubois, A. (22 novembre 2023). *Avec Javier Milei, l'Argentine se prépare à des mesures sociétales ultraconservatrices*. *Les Echos*. [Avec Javier Milei, l'Argentine se prépare à des mesures sociétales ultraconservatrices | Les Echos](https://www.lesechos.fr/actualites/americain/avec-javier-milei-l-argentine-se-prepare-a-des-mesures-societales-ultraconservatrices)

Elgershuizen, M. (2023, 5 décembre). *Major Trust Issues in the Netherlands: Why Not Trying Feminism for a Change?* *Fondation for European Progressive Studies*.  
<https://feps-europe.eu/major-trust-issues-in-the-netherlands-why-not-trying-feminism-for-a-change/>

Euractiv. (2023). *La Suède conditionne son aide au développement à la coopération en matière d'expulsion de migrants*. [La Suède conditionne son aide au développement à la coopération en matière d'expulsion de migrants – Euractiv FR](https://www.euractiv.com/fr/actualites/la-suede-conditionne-son-aide-au-developpement-a-la-cooperation-en-matiere-d-expulsion-de-migrants)

Euronews. (04 octobre 2022). *Slovenia becomes first post-communist country to legalise same-sex marriage and adoption*.  
<https://www.euronews.com/2022/10/04/slovenia-becomes-first-east-european-country-to-legalise-same-sex-marriage-and-adoption>

Focus 2030. (21 février 2024). *La France revient sur ses engagements en matière d'aide publique au développement*. <https://focus2030.org/La-France-revient-sur-ses-engagements-en-matiere-d-aide-publique-au-developpement>

Foreign Policy. (2022). *Sweden's Feminist Foreign Policy Can't Be Undone*. [Billstrom Can Revoke Sweden's Feminist Foreign Policy, but He Can't Undo It](https://www.foreignpolicy.com/story/2022/10/14/sweden-s-feminist-foreign-policy-cant-be-undone)

Franceinfo. (04 octobre 2022). *La Slovénie devient le premier pays d'Europe de l'Est à autoriser le mariage homosexuel et l'adoption*. Franceinfo avec AFP.  
[https://www.francetvinfo.fr/societe/mariage/mariage-et-homoparentalite/la-slovenie-devient-le-premier-pays-d-europe-de-l-est-a-autoriser-le-mariage-homosexuel-et-l-adoption\\_5397673.html](https://www.francetvinfo.fr/societe/mariage/mariage-et-homoparentalite/la-slovenie-devient-le-premier-pays-d-europe-de-l-est-a-autoriser-le-mariage-homosexuel-et-l-adoption_5397673.html)

Gabel, B. (2023) *Javier Milei, un président qui veut défaire les droits des femmes en Argentine*. France 24.  
[Javier Milei, un président qui veut défaire les droits des femmes en Argentine \(france24.com\)](https://www.france24.com/fr/argentine/20230523-javier-milei-un-president-qui-veut-defaire-les-droits-des-femmes-en-argentine)

Globsec. (26 avril 2023). *Consequences of the Russian war in Ukraine : What policies for temporary displaced Ukrainian women in Austria, Czechia, Hungary and Slovakia ?*. Globsec - ideas shaping the world.  
<https://www.globsec.org/what-we-do/publications/consequences-russian-war-ukraine-what-policies-temporary-displaced>

Götz, J. (26 mai 2020). *Feminist policy as collateral damage ?*. Heinrich Böll Stiftung Gunda Werner Institute - feminism and gender democracy. <https://www.gwi-boell.de/en/2020/05/26/feminist-policy-collateral-damage>

Gramvik, S. (2023). *Avoided the f-word as foreign minister*. *Kilden*.

Higgins, A.-M., Ruane, L., Black, F., & Flynn, E. (2021, October 25). *Government has squandered an opportunity to make real, balanced, and lasting changes*. *The Journal*. Voir <https://www.thejournal.ie/readme/budget-2022-5580387-Oct2021/>

Kirby, P. (2023, 23 novembre). *Geert Wilders: Who is he and what does he want?* *BBC News*.  
<https://www.bbc.com/news/world-europe-67506583>

Le Monde avec AFP. (07 Septembre 2023). *Mexique : la Cour suprême dépénalise l'avortement*. Le Monde.  
[Mexique : la Cour suprême dépénalise l'avortement \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr/mexique/article/2023/09/07/mexique-la-cour-supreme-depenalise-l-avortement_6111111_0_0.html)

L'Obs. (2023, October 6). « Une femme est une femme » : au Royaume-Uni, Rishi Sunak s'attaque aux transgenres pour séduire l'aile dure de son parti. *L'Obs*. Voir: <https://www.nouvelobs.com/monde/20231006.OBS79141/un-homme-est-un-homme-et-une-femme-est-une-femme-rishi-sunak-s-attaque-aux-transgenres-pour-seduire-l-aile-dure-de-son-parti.html>

Luxembourg Times (2023). *'Feminist foreign policy' quietly disappears from government programme*  
<https://www.luxtimes.lu/luxembourg/feminist-foreign-policy-quietly-disappears-from-government-programme/5033442.html>

Macek, S. (07 juin 2023). *Slovenia elected non-permanent member of the UN Security Council*. Euractiv.  
<https://www.euractiv.com/section/politics/news/slovenia-elected-non-permanent-member-of-the-un-security-council/>

Macek, S. (07 avril 2023). *Slovenia joins EU action against Hungary over anti-LGBT law*. Euractiv.  
<https://www.euractiv.com/section/politics/news/slovenia-joins-eu-action-against-hungary-over-anti-lgbt-law/>

Manisier, T. (26 juillet 2023). *Ventes d'armes : la France au plus haut grâce au rafale*. Libération.  
[https://www.liberation.fr/international/ventes-darmes-la-france-au-plus-haut-grace-au-rafale-20230726\\_IJXDCE3INNFWZLR7DGEZJO6HPE/](https://www.liberation.fr/international/ventes-darmes-la-france-au-plus-haut-grace-au-rafale-20230726_IJXDCE3INNFWZLR7DGEZJO6HPE/)

Méndez, E. (07 juillet 2023). *Aprueban diputados reforma a Ley del Servicio Exterior que favorece la paridad de género*. *La Jornada: Aprueban diputados reforma a Ley del Servicio Exterior que favorece la paridad de género*

Morgan, S. (2019, 9 décembre). *Avec l'élection de Sanna Marin, la Finlande se dote d'une coalition gouvernementale 100% féminine*. *EURACTIV.com*.  
<https://www.euractiv.fr/section/politique/news/finland-gets-youngest-ever-prime-minister/>

ONU Femmes. (2024). *1 femme sur 10 dans le monde vit dans l'extrême pauvreté*,  
<https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/communiqu%C3%A9-de-presse/2024/03/1-femme-sur-10-dans-le-monde-vit-dans-l-extr%C3%Aame-pauvrete>

Orihuela, R., & Whitelaw, K. (2023, June 24). *A Spanish Politician's Risky Stand in Culture War*. *Bloomberg*. Consulté sur

<https://www.bloomberg.com/news/newsletters/2023-06-24/abortion-debate-in-spain-revives-culture-war-in-politics>

Osamor, K. (2018, March 8). It's Time for a Truly Feminist Approach to International Development. Labourlist. Voir:

<https://labourlist.org/2018/03/kate-osamor-its-time-for-a-truly-feminist-approach-to-international-development/>

Ouest-France. (27 septembre 2022). Vente d'armes. Les exportations d'armement français en hausse, l'Égypte est le premier acheteur. Vente d'armes. Les exportations d'armement français en hausse, l'Égypte est le premier acheteur (ouest-france.fr)

Partido humanista de Chile. (12 mai 2023) . *Femicides and impunity do not stop in Chilean patriarchal society*. Pressenza. [Femicides and impunity do not stop in Chilean patriarchal society. \(pressenza.com\)](https://www.pressenza.com/fr/2023/05/femicides-and-impunity-do-not-stop-in-chilean-patriarchal-society/)

Poujade, O. (19 février 2024). *Le gouvernement a annoncé 800 millions d'euros d'économies sur les aides publiques au développement. Un coup de rabot sur la solidarité internationale de la France*. France info. [https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/coupes-budgetaires-l-aide-publique-au-developpement-de-la-france-reduite-de-800-millions-d-euros\\_6345298.html](https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/coupes-budgetaires-l-aide-publique-au-developpement-de-la-france-reduite-de-800-millions-d-euros_6345298.html)

Radio Nacional de Canada. (2023, 7 juillet). *Colombia se compromete con una política exterior feminista para promover la igualdad de género*.

Senra R. (2023). Quelles sont les principales guerres en cours dans le monde – et pourquoi certaines attirent-elles moins l'attention ?. BBC News.

<https://www.bbc.com/afrique/articles/cd1pvr5z3zdo>

Slovenia times. (29 novembre 2021). *Portal launched to increase presence of women in media*.

<https://sloveniatimes.com/28776/portal-launched-to-increase-presence-of-women-in-media>

Stacey, K. (2023, November 13). *David Cameron returns to UK government as foreign secretary*. The Guardian.

<https://www.theguardian.com/politics/2023/nov/13/david-cameron-returns-to-uk-government-as-foreign-secretary>

Tumurtogoo, A. (26 mai 2023). *More pride and less prejudice*. Asia democracy chronicles.

<https://adnchronicles.org/2023/05/26/more-pride-and-less-prejudice/>

TVPWorld. (2023, 1 décembre). *Germany to Consider Offering LGBT Russians Asylum: Justice Ministry*. Consulté sur

<https://tvpworld.com/74478083/germany-to-consider-offering-lgbt-russians-asylum-justice-ministry>

Valo, M. (08 décembre 2015). COP 21 : *La voix des femmes s'élève contre le changement climatique*. Le Monde.

[https://lemonde.fr/cop21/article/2015/12/08/cop21-le-climat-du-point-de-vue-des-femmes\\_4827212\\_4527432.html](https://lemonde.fr/cop21/article/2015/12/08/cop21-le-climat-du-point-de-vue-des-femmes_4827212_4527432.html)

Vidal, X. M., & Chambers-Ju, C. (2023, November 13). Mexico will soon elect its first female president – but that landmark masks an uneven march toward women's rights. *The Conversation* . [Mexico will soon elect its first female president – but that landmark masks an uneven march toward women's rights \(theconversation.com\)](https://theconversation.com/mexico-will-soon-elect-its-first-female-president-but-that-landmark-masks-an-uneven-march-toward-women-s-rights)

Weinberger, J. (2022, June 24). *How the US polarized on abortion — even as most Americans stayed in the middle*. Vox. <https://www.vox.com/23055389/roe-v-wade-timeline-abortion-overturn-political-polarization>

Wilson, J., & Walsh, L. (2023, September 1). "Girls and Boys Cross Decades-Long Gender Divides as Single-Sex Schools Go Mixed." *The Irish Times*. Retrouver ici:

<https://www.irishtimes.com/ireland/education/2023/09/01/girls-and-boys-cross-decades-long-gender-divides-as-single-sex-schools-go-mixed/>

## Articles académiques

Aggestam, K. (2019). Re-Politicising the Gender-Security Nexus: Sweden's Feminist Foreign Policy. *European Review of International Studies*, 5, p.30–48. doi:10.3224/eris.v5i3.02.

Aggestam, K. (2016). Swedish Feminist Foreign Policy in the Making: Ethics, Politics, and Gender. *Ethics & International Affairs*, 30, p.323–34. doi:10.1017/S0892679416000241.

Akhand, A. (2023, June 15). Australian diplomacy needs more women of colour. *The Strategist*.  
<https://www.aspstrategist.org/australian-diplomacy-needs-more-women-of-colour/#:~:text=Between%202016%20and%202021%2C%20the%20foreign%20ministers%20have%20been%20women.>

Annesley, C., & Gains, F. (2012). David Cameron's 'Problem' with Women: Representing Women in the Coalition Government. Voir:  
<https://www.escholar.manchester.ac.uk/api/datastream?publicationPid=uk-ac-man-scw:163319&datastreamId=PRE-PEER-REVIEW.PDF>

Barroso, A. (2020, 7 juillet). 61% of U.S. women say 'feminist' describes them well; many see feminism as empowering, polarizing. Pew Research Center.  
<https://www.pewresearch.org/short-reads/2020/07/07/61-of-u-s-women-say-feminist-describes-them-well-many-see-feminism-as-empowering-polarizing/>

Bellami, V. (2018). Intégrer, définir, réprimer et prévenir le « fémicide/féminicide » en Amérique latine, Dans *Autrepart* 133-148p [www.cairn.info/revue-autrepart-2018-1-page-133](http://www.cairn.info/revue-autrepart-2018-1-page-133)

Bergman Rosamond, A., Duncanson, C., & Gentry, C. (2022, July 25). SOGA Opinion Paper: Feminist Foreign Policy. Voir <https://sega.scot/2022/07/25/opinion-paper-feminist-foreign-policy/>

Chapnik, A. (2019). The origins of Canada's feminist foreign policy. *International Journal* 74:2, 191-205.  
[https://doi-org.lib-ezproxy.concordia.ca/10.1177/0020702019850827open\\_in\\_new](https://doi-org.lib-ezproxy.concordia.ca/10.1177/0020702019850827open_in_new) Publisher SAGE Publications  
Chehab, S. (2023, mars). *2023 Women in Diplomacy Index*. Anwar Gargash Diplomatic Academy. Consulté sur [https://www.agda.ac.ae/docs/default-source/2023/women-diplomacy.pdf?sfvrsn=6189673b\\_3](https://www.agda.ac.ae/docs/default-source/2023/women-diplomacy.pdf?sfvrsn=6189673b_3)

Calkin, S., & Kaminska, M. E. (2020). Persistence and change in morality policy: The role of the Catholic Church in the politics of abortion in Ireland and Poland. *Feminist Review*, 124(1), 86-102.

Center for West European Studies. (2023). Civil Society Organizations: Women. Jackson School of International Studies, University of Washington.  
<https://jsis.washington.edu/euwesteurope/cideu-civil-society-inclusion-and-diversity-in-the-european-union/member-state-civil-society-resources/civil-society-organizations-women/>

Cook, G. (04 Mai 2022). *Women, Peace, and Security: 'A Core Principle to Making Our Armed Forces More Ready, More Resilient, and More Effective'*. [Women, Peace, and Security: 'A Core Principle to Making Our Armed Forces More Ready, More Resilient, and More Effective' - Diálogo Américas \(dialogo-americas.com\)](http://www.dialogo-americas.com)

Dellepiane, S., & Reinsberg, B. (2023). Paradiplomacy as nation-building: the politics of Scotland's international development policy (1999–2022). *British Journal of Politics and International Relations*, 1- 18.  
<https://doi.org/10.1177/13691481231165408>

Doumon, M.A. (2021). Feminist foreign policy : the case of Mexico. *Humanities and Social Sciences*. ffdumas-03868461 <https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKFwik8fGjIPmCAxXOEvkFHSysANcQFnoECA4QAO&url=https%3A%2F%2Fdumas.ccsd.cnrs.fr%2Fdumas-03868461v1%2Fdocument&usq=AOvVaw04-HxLbejQTbOtYxIR95Nu&opi=89978449>

Friedrich Ebert Stiftung. (2022). *Mongolia's Feminist Diplomacy : the need for a strategy*.  
<https://library.fes.de/pdf-files/bueros/mongolei/19311.pdf>

Friesen, I., & Wisskirchen, A. (2022). *Ten recommendations for Germany's feminist development policy* (IDOS Discussion Paper 17/2022). Bonn: German Institute of Development and Sustainability (IDOS).  
[https://www.idos-research.de/uploads/media/DP\\_17.2022.pdf](https://www.idos-research.de/uploads/media/DP_17.2022.pdf)

García, D.P. (19 octobre 2023). Mexico's Feminist Foreign Policy: In Search of Accountability and Participation. [Mexico's Feminist Foreign Policy: In Search of Accountability and Participation | IPI Global Observatory \(theglobalobservatory.org\)](#)

Hagen, J. (2016). Queering Women, Peace and Security. *International Affairs*, 92, p.313–32. doi:10.1111/1468-2346.12551

Hertner, I. (2021). Gender and British Politics. In B. Jones, P. Norton, & I. Hertner (Eds.), *Politics UK: 10th edition* (pp. 244-265). Routledge-Taylor Francis.

Institut du Genre en Géopolitique. (2023). *La Politique étrangère féministe pour atteindre les objectifs de développement durable*. <https://igg-geo.org/?p=11383>

International Institute for Sustainable Development. (2023). *GTAGA: The Global Trade and Gender Arrangement, decoded*. [GTAGA: The Global Trade and Gender Arrangement, decoded | International Institute for Sustainable Development \(iisd.org\)](#)

Jarry-Omarova, A. (2005). Sphère publique, sphère politique : le cas des associations de femmes en Mongolie, *L'Homme & la Société*, (n°158), pages 201 à 218, 10.3917/lhs.158.0201 <https://www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2005-4-page-201.htm>

Kirchoff, J. (2022). Germany and the Arms Trade Treaty. *Tsinghua International Relations Review*, 2(1). Consulté sur [https://nexgen-forum.org/wp-content/uploads/2022/03/TIRR-2.1\\_Kirchoff\\_Germany.pdf](https://nexgen-forum.org/wp-content/uploads/2022/03/TIRR-2.1_Kirchoff_Germany.pdf)

Klimke, R., et Tietje, C. (2023, mars 6). Feminist Foreign Trade Policy is a Demand of the EU Treaties. *VerfBlog*. <https://verfassungsblog.de/feminist-foreign-trade-policy-is-a-demand-of-the-eu-treaties/>

Laugier, C. (2023). Adopter une perspective intersectionnelle dans l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité pour assurer la sécurité des femmes LGBTI+ dans les conflits et élargir le débat sur le genre dans la construction de la paix. *Institut du Genre en Géopolitique*. <https://igg-geo.org/?p=16133>

Llach, L. (2023, November 15). Scotland adopts a new feminist foreign policy: Sweden shows how difficult it can be in reality. *Euronews*. <https://www.euronews.com/2023/11/15/scotland-adopts-a-feminist-foreign-policy-what-it-is-and-why-europe-is-moving-towards-it#:~:text=>

Morrison, A. (2021, November 10). COP26: The Glasgow Women's Leadership Statement on Gender and Climate – how could Scotland support its delivery? *Scottish Parliament Spotlight*. Voir: <https://spice-spotlight.scot/2021/11/10/cop26-the-glasgow-womens-leadership-statement-on-gender-and-climate-how-could-scotland-support-its-delivery/>

Morrison, J., & Gibbs, E. (2023). Feminist institutionalism and women's political leadership in devolution era Scotland. *British Politics*, 18, 384–400. <https://doi.org/10.1057/s41293-021-00197-1>

Nolan, M. (1975). The influence of catholic nationalism on the legislature of the Irish free state. *Irish Jurist (1966-)*, 10(1), 128–169. <http://www.jstor.org/stable/44026219>

Pillai, H. (2022, 19 décembre). *A New Era of Finnish Foreign Policy Begins. Insight*. Centre for European Reform. <https://www.cer.eu/insights/new-era-finnish-foreign-policy-begins>

Rabello de Lima, G. (2023). Le genre dans les Politiques Étrangères Féministes : une analyse de discours décolonial et poststructuraliste [Mémoire, Université du Québec à Montréal]

Réseau d'analyse stratégique. (2021). *La politique étrangère du Canada est-elle réellement féministe ?* [La politique étrangère du Canada...féministe ? | Notes stratégiques | RAS \(ras-nsa.ca\)](#)

Soto, D. S., & Papworth, E. (2023, September 6). *What can we say about the emerging feminist foreign policies in Latin America?*. IPI Global Observatory.

<https://theglobalobservatory.org/2023/09/what-can-we-say-about-the-emerging-feminist-foreign-policies-in-latin-america/>

Stamm, L. (03 juillet 2023). *Mongolia Leans in to Feminist Foreign Policy*. DGAP. <https://dgap.org/en/research/publications/mongolia-leans-feminist-foreign-policy>

Stella Reminy-Elizor, Julia Ricci, H elo se Versavel sous la direction de D eborah Rouach et Alice Apostoly (2023), *La politique  trang ere f eministe pour atteindre les objectifs de d veloppement durable*, Institut du Genre en G eopolitique, <https://igg-geo.org/?p=11383>.

Towns, A. (2018). "Taming Feminism? The Place of Gender Equality in the 'Progressive Sweden' Brand." *Place Branding and Public Diplomacy*, 14, p.55–63. doi:10.1057/s41254-017-0091-5

True, J. (2016). A Feminist Foreign Policy? In M. Beeson & S. Hameiri (Eds.), *Navigating the New International Disorder: Australia in World Affairs 2011-2015*. Oxford University Press. <https://www.internationalaffairs.org.au/the-rise-of-womens-foreign-policy-leadership/>

Tryggestad, T. L. (2014). State feminism going global: Norway on the United Nations Peacebuilding Commission. *Cooperation and Conflict*, 49(4), 464-482. <https://doi.org/10.1177/0010836714530576>

United Nations press. (07 mars 2023). *Ministerial round table speakers spotlight national efforts, innovations to bridge digital gender gap, as commission on status of women session continues*. <https://press.un.org/en/2023/wom2222.doc.htm>

Yale University. (2005). Representing Children Worldwide Costa Rica, <https://rcw.law.yale.edu/jurisdiction-research/costa-rica>

Zhukova, E., Ros en Sundstr om, M., & Elgstr om, O. (2022). Feminist foreign policies (FFPs) as strategic narratives: Norm translation in Sweden, Canada, France, and Mexico. *Review of International Studies*, 48(1), 195-216. <https://doi.org/10.1017/S0260210521000413>

Zhukova, E. (2022). Feminist Foreign Policies (Ffps) as Strategic Narratives: Norm Translation in Sweden, Canada, France and Mexico. *Review of International Studies*, 48, p.195–216. doi:10.1017/S0260210521000413.

## Lois

Assemblée Nationale. (n. d.) *Rapport d'information n 844*. [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion\\_afetr/115b0844\\_rapport-information#\\_Toc256000005](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_afetr/115b0844_rapport-information#_Toc256000005)

Australian Government Department of Social Services. (2022). National Plan to End Violence against Women and Children 2022–2032. [https://www.dss.gov.au/sites/default/files/documents/10\\_2023/national-plan-end-violence-against-women-and-children-2022-2032.pdf](https://www.dss.gov.au/sites/default/files/documents/10_2023/national-plan-end-violence-against-women-and-children-2022-2032.pdf)

Australian Human Rights Commission. (n.d.). Australia's Human Rights Obligations. <https://humanrights.gov.au/our-work/4-australias-human-rights-obligations> (Accessed January 10, 2024)

Biden, J. R. (2022, November 28). *Memorandum on Promoting Accountability for Conflict-Related Sexual Violence*. Consult  sur <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/presidential-actions/2022/11/28/memorandum-on-promoting-accountability-for-conflict-related-sexual-violence/>

BMFSFJ. (2021, 12 ao t). *Second Leadership Positions Act - F uPoG II*. Bundesministerium f r Familie, Senioren, Frauen und Jugend. <https://www.bmfsfj.de/bmfsfj/service/gesetze/zweites-fuehrungspositionengesetz-fuepog-2-164226>

Bundesministerium des Innern, f r Bau und Heimat. (2020). *Die Bundesregierung Gemeinsame Gesch ftsordnung der Bundesministerien* (R glement int rieur commun des minist res f d raux).   retrouver : [https://www.bmi.bund.de/SharedDocs/downloads/EN/themen/moderne-verwaltung/ggo\\_en.pdf?\\_\\_blob=publicationFile&v=7](https://www.bmi.bund.de/SharedDocs/downloads/EN/themen/moderne-verwaltung/ggo_en.pdf?__blob=publicationFile&v=7)

Department of Foreign Affairs and Trade. (2023, August). International Development Policy. Australian Government. <https://www.dfat.gov.au/sites/default/files/international-development-policy.pdf>

Department of Foreign Affairs and Trade. (2022). Ireland's ODA Programme. Voir: <https://www.dfa.ie/our-role-policies/irish-aid/>

Department of Foreign Affairs and Trade. (2023). New International Gender Equality Strategy: Easy Read Version. <https://www.dfat.gov.au/sites/default/files/new-international-gender-equality-strategy-easy-read-version.pdf>

Department of Foreign Affairs and Trade. (2015). The Global Island: Ireland's Foreign Policy for a Changing World. <https://www.dfa.ie/media/dfa/alldfawebsitemedia/ourrolesandpolicies/ourwork/global-island/the-global-island-irelands-foreign-policy.pdf>

Department of Foreign Affairs and Trade. (2020). Women in Leadership Refresh Strategy. Consulté sur <https://www.dfat.gov.au/sites/default/files/women-in-leadership-refresh-strategy.pdf>

DP, LSAP et déi gréng. (2018). Accord de coalition 2018-2023. Consulté sur <https://gouvernement.lu/en/publications/accord-coalition/2018-2023.html>

Education (Admission to Schools) (Co-Education) Bill 2022 (Bill 31 of 2022). Retrieved from <https://www.oireachtas.ie/en/bills/bill/2022/31/>

Enabel. (2019, November 22). Gender Strategy 2019-2023. Consulté sur [https://www.enabel.be/app/uploads/2022/10/gender\\_strategy\\_2019\\_2023\\_enabel\\_en.pdf](https://www.enabel.be/app/uploads/2022/10/gender_strategy_2019_2023_enabel_en.pdf)

Enterprise Ireland & Irish Government. (2020). Action Plan for Women in Business: Fuelling Growth Through Diversity. Voir: <https://www.enterprise-ireland.com/documents/action-plan-for-women-in-business-en-92306.pdf>  
European Commission. (2020). Joint Communication to the European Parliament and the Council EU Gender Action Plan (GAP) III – An Ambitious Agenda for Gender Equality and Women's Empowerment in EU External Action (JOIN/2020/17 final). [\[https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52020JC0017\]](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52020JC0017)

Federal Plan on Gender Mainstreaming. (2022). [https://igvm-iefh.belgium.be/fr/actualite/plan\\_federal\\_gender\\_mainstreaming](https://igvm-iefh.belgium.be/fr/actualite/plan_federal_gender_mainstreaming)

Feminist foreign policy. (2023). <https://politicaexteriorfeminista.minrel.gob.cl/home>

Finnish Government. (2023). A strong and committed Finland: Programme of Prime Minister Petteri Orpo's Government. Publications of the Finnish Government 2023:60. <https://valtioneuvosto.fi/en/governments/government-programme#/>

France diplomatie. (1er août 2023). *Adoption des orientations de la politique de coopération internationale et de l'aide publique au développement*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/evenements-et-actualites-sur-le-theme-du-developpement/evenements-et-actualites-sur-le-theme-du-developpement-2023/article/adoption-des-orientations-de-la-politique-de-cooperation-internationale-et-de-l>

France diplomatie. (30 juin 2023). *“Déclaration d'Oulan-Bator” - document final issu de la réunion des femmes ministres des affaires étrangères*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/actualites-et-evenements/article/declaration-d-oulan-bator-document-final-issu-de-la-reunion-des-femmes>

France diplomatie. (2023). *La stratégie internationale de la France en matière de droits et santé sexuels et reproductifs*. [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/a4\\_strategie-dssr-2023\\_v9\\_bd\\_cle86ff1f.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/a4_strategie-dssr-2023_v9_bd_cle86ff1f.pdf)

Gender Mainstreaming Law. (2007).

[https://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/gender\\_mainstreaming/loi\\_gender\\_mainstreaming](https://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/gender_mainstreaming/loi_gender_mainstreaming).

German Federal Government. (2021). *The German Federal Government's Action Plan for the Women, Peace and Security Agenda 2021 to 2024*. Federal Foreign Office, 10117 Berlin.

<https://www.auswaertiges-amt.de/blob/2445264/d7d78947490f454a5342c1dff737a474/aktionsplan-1325-2021-2024-en-data.pdf>

Gobierno de México. (2023). *La Política Exterior Feminista del Gobierno de México*.

[POLEXTFEM.pdf \(sre.gob.mx\)](#)

Gouvernement du Canada. (2022). *Arrangement mondial sur le commerce et le genre*. [Arrangement mondial sur le commerce et le genre \(international.gc.ca\)](#)

Gouvernement du Canada. (2023). *Canada's Feminist International Assistance Policy*. [Canada's Feminist International Assistance Policy](#)

Gouvernement du Canada. (2023). *Femmes, paix et sécurité*. [Femmes, paix et sécurité \(international.gc.ca\)](#)

Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. (2019). Plan d'action national 2019 - Santé affective et sexuelle. <https://sante.public.lu/fr/publications/p/plan-action-nat-sante-affective-sexuelle-2019.html>

Government.no. (n.d.). *En rettferdig verden er en likestilt verden*. [Plan d'action pour les droits des femmes et l'égalité des genres dans la politique étrangère et de développement de la Norvège \(2023-2030\)](#) (uniquement disponible en Norvégien)

Government.no. (2023). *Norways' humanitarian strategy*.

[https://www.regjeringen.no/globalassets/departementene/ud/dokumenter/hum/hum\\_strategy\\_new.pdf](https://www.regjeringen.no/globalassets/departementene/ud/dokumenter/hum/hum_strategy_new.pdf)

Government.no. (2023). *The Norwegian Government's Action Plan on Gender and Sexual Diversity (2023–2026)*

<https://www.regjeringen.no/en/dokumenter/the-norwegian-governments-action-plan-on-gender-and-sexual-diversity-20232026/id2963172/?ch=1>

Government of Ireland. (2019). *A Better World: Ireland's Policy for International Development*. Voir:

<https://www.irishaid.ie/media/irishaid/aboutus/abetterworldirelandspolicyforinternationaldevelopment/A-Better-World-Irelands-Policy-for-International-Development.pdf>

Government of the Netherlands. (2020, December 17). *National Action Plan 1325-IV Women, Peace and Security*. Consulter ici:

<https://www.government.nl/documents/publications/2020/12/17/national-action-plan-1325-iv-women-peace-and-security>

Government of the Netherlands. (2021). *Policy Framework for Strengthening Civil Society: Grant Instrument SRHR Partnership Fund*. A framework for funding civil society organisations for 1 January 2021 to 31 December 2025. Consulté sur

<https://www.government.nl/documents/policy-notes/2019/11/28/policy-framework-strengthening-civil-society>

Handbook Sweden's feminist foreign policy. (2018). Ministry of Foreign Affairs.

<https://fojo.se/wp-content/uploads/2022/03/handbook-swedens-feminist-foreign-policy.pdf>

HM Government. (2020, July). *Multi-agency statutory guidance on female genital mutilation*. Voir

[https://assets.publishing.service.gov.uk/media/613f26d5e90e07044435c949/6.7166\\_HO\\_FBIS\\_BN\\_O\\_Leaflet\\_A4\\_FINAL\\_080321\\_WEB.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/media/613f26d5e90e07044435c949/6.7166_HO_FBIS_BN_O_Leaflet_A4_FINAL_080321_WEB.pdf)

International Labour Organization. (2023). *Direct Request (CEACR) - adopted 2022, published 111st ILC session* <https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORML>

Irish Statute Book. (2015). Marriage Act 2015 No. 35. Retrieved from <https://www.irishstatutebook.ie/eli/2015/act/35/enacted/en/html>

Jefatura del Estado. (2023, 20 février). Ley 1/2023, de 20 de febrero, de Cooperación para el Desarrollo Sostenible y la Solidaridad Global. «BOE» núm. 44. <https://www.boe.es/eli/es/l/2023/02/20/1/con>

Kingdom of the Netherlands. (2023, Avril 23). Global Digital Compact Submission. Consulté sur <https://www.un.org/techenvoy/sites/www.un.org.techenvoy/files/GDC-submission-Kingdom-of-the-Netherlands.pdf>

Laki naisten ja miesten välisestä tasa-arvosta [Loi sur l'égalité des genres entre hommes et femmes]. 206/1995. Helsinki: Säädöskokoelma. <https://finlex.fi/fi/laki/alkup/1995/19950206>

Légifrance. (2012). *LOI n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.* <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000025489865/>

Le gouvernement du grand-duché de Luxembourg et le Ministère des Affaires étrangères. (2018). NAP-2018-2023-Luxembourg Plan d'action national « Femmes et paix et sécurité » 2018-2023. <https://wpsfocalpointsnetwork.org/wp-content/uploads/2021/07/NAP-2018-2023-Luxembourg-French.pdf>

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes et la Direction de la Coopération et de l'Action Humanitaire. (2021). Stratégie Genre de la Coopération Luxembourgeoise. [https://www.oecd.org/fr/csao/donnees-et-dialogue/genre-ouest-afrique/Luxembourg%20strat%C3%A9gie%20genre\\_2021.pdf](https://www.oecd.org/fr/csao/donnees-et-dialogue/genre-ouest-afrique/Luxembourg%20strat%C3%A9gie%20genre_2021.pdf)

Luxembourg. (2022). Brochure de candidature au Conseil des Droits de l'Homme. 18. <https://maee.gouvernement.lu/dam-assets/directions/d1/candidature-cdh/FR-Brochure-candidature-CDH.pdf>

Luxembourg. (2021, 30 juin – 2 juillet). Intervention du Luxembourg au Forum Génération Égalité. Paris. <https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2021/07-juillet/02-fayot-intervention/Intervention-du-Luxembourg-au-Forum-Generation-Egalite.pdf>

Mexico UN. (2022). *La UNESCO y el Gobierno de México presentan el II Foro Global contra el Racismo y la Discriminación 2022.*

Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations. (24 novembre 2023). *Toutes et tous égaux - Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027.* <https://www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr/toutes-et-tous-egaux-plan-interministeriel-pour-egalite-entre-les-femmes-et-les-hommes-2023-2027>

Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. (2018). *Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes: Plan pluriannuel.* <https://mfsva.gouvernement.lu/dam-assets/publications/plan-strategie/lgbti/Plan-d-action-LGBTI.pdf>

Ministère de l'Économie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique. (n. d.). Document de politique transversale - projet de loi de finances pour 2022. Politique française en faveur du développement. [https://www.budget.gouv.fr/rechercher?query=DPT+2022+politique+developpement&field\\_tags\\_target\\_id=&sort\\_bef\\_combine=search\\_api\\_relevance\\_DESC&f%5B0%5D=type%3Adocuments&f%5B0%5D=type%3Adocuments](https://www.budget.gouv.fr/rechercher?query=DPT+2022+politique+developpement&field_tags_target_id=&sort_bef_combine=search_api_relevance_DESC&f%5B0%5D=type%3Adocuments&f%5B0%5D=type%3Adocuments)

Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique. (n. d.). *Politique française en faveur du développement 2023.* [https://www.budget.gouv.fr/rechercher?query=DPT+2022+politique+developpement&field\\_tags\\_target\\_id=&sort\\_bef\\_combine=search\\_api\\_relevance\\_DESC&f%5B0%5D=type%3Adocuments&f%5B0%5D=type%3Adocuments](https://www.budget.gouv.fr/rechercher?query=DPT+2022+politique+developpement&field_tags_target_id=&sort_bef_combine=search_api_relevance_DESC&f%5B0%5D=type%3Adocuments&f%5B0%5D=type%3Adocuments)

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2021). 3e Plan national d'Action de la France 2021-2025. [https://1325naps.peacewomen.org/wp-content/uploads/2021/12/202107\\_pna\\_no\\_3-hd\\_cle8c97fb.pdf](https://1325naps.peacewomen.org/wp-content/uploads/2021/12/202107_pna_no_3-hd_cle8c97fb.pdf)

Ministère des Affaires Étrangères Danois et DANIDA. (2021). *Notre Monde Commun. La Stratégie de Développement du Danemark. Strategy for Denmark's development cooperation*. Consulté su [um.dk](http://um.dk)

Ministère des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg. (2021). Stratégie Environnement et changement climatique de la Coopération luxembourgeoise. 5. <https://cooperation.gouvernement.lu/fr/publications/brochure-livre/minist-affaires-etrangees-europeennes/dir-cooperation-action-humanitaire/strategies-et-orientation/strategie-environnement-climatique.html>

Ministère des armées. (2023). *Projet de loi de finances des Armées 2023 - LPM année 5*. <https://www.defense.gouv.fr/ministere/loi-programmation-militaire-2019-2025/projet-loi-finances-armees-2023-lpm-annee-5>

Ministerio de Asuntos Exteriores (2021). SPAIN'S FEMINIST FOREIGN POLICY: Promoting Gender Equality in Spain's External Action. 4. <https://rm.coe.int/2021-02-politica-exterior-feminista-eng/1680a287c3#:~:text=Spain%20has%20promoted%20European%20Union,Gender%20Equality%20Strategy%202020%2D2025>.

Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. (2023). PLAN DE ACCIÓN PARA LA POLÍTICA EXTERIOR FEMINISTA 2023-2024. [https://www.exteriores.gob.es/es/PoliticaExterior/Documents/PoliticaExteriorFeminista/2023\\_10\\_PLAN%20ACCION%20POLITICA%20EXTERIOR%20FEMINISTA%20v3.pdf](https://www.exteriores.gob.es/es/PoliticaExterior/Documents/PoliticaExteriorFeminista/2023_10_PLAN%20ACCION%20POLITICA%20EXTERIOR%20FEMINISTA%20v3.pdf)

Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. (2017). Plan Nacional Mujeres, Paz y Seguridad. <https://www.exteriores.gob.es/es/Comunicacion/Noticias/Documents/Plan%20Nacional%20Mujeres,%20Paz%20y%20Seguridad%20TEXTO.pdf>

Ministerio de Justicia. (2009). Organic Act of Protection Measures against Gender Violence. Consulté sur [https://violenciagenero.igualdad.gob.es/definicion/pdf/Ley\\_integral\\_ingles.pdf](https://violenciagenero.igualdad.gob.es/definicion/pdf/Ley_integral_ingles.pdf)

Ministerio de la Presidencia, Relaciones con las Cortes y Igualdad. (2019). Guide to the Rights of Women Victims of Gender Violence. Consulté sur <https://violenciagenero.igualdad.gob.es/informacionUtil/derechos/docs/mayo2019/GUIADERECHOSeng22052019.pdf>

Ministerio de Relaciones Exteriores. (2023). *Colombia Feminist Foreign Policy*. [475037b3-cda8-4686-997a-c01267482e51\\_Concept note. Side-Event. Colombian Feminist Foreign Policy.pdf](https://www.mre.gob.co/475037b3-cda8-4686-997a-c01267482e51_Concept_note_Side-Event_Colombian_Feminist_Foreign_Policy.pdf) ([windows.net](http://windows.net))

Ministry for Foreign Affairs. (2023, March 13). Finland issues its fourth National Action Plan on Women, Peace and Security. Consulté sur <https://valtioneuvosto.fi/en/-/finland-issues-its-fourth-national-action-plan-on-women-peace-and-security#:~:text=The%20five%20main%20objectives%20of%20Finland's%20fourth%20NAP%20are%3A&text=Women%20and%20girls%20have%20more,in%20national%20and%20international%20action>.

Ministry for Foreign Affairs, Finland & Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación, Spain. (2019). Commitment 2025 on Women's Inclusion in Peace Processes. Consulté sur <https://finlandabroad.fi/documents/384951/0/240919+Commitment+2025+ES-FIN+%282%29.pdf/3035c462-c67c-11a7-b936-88144165a688?t=1569834339954>

Ministry for Foreign Affairs. (2022). Goals and principles of Finland's development policy. Consulté sur <https://um.fi/goals-and-principles-of-finland-s-development-policy#:~:text=Development%20policy%20aims%20to%20eradicate.a%20geographical%20focus%20on%20Africa>

Ministry of Foreign Affairs of Denmark. (2020). *Denmark's National Action Plan on Women, Peace and Security 2020-2024*. Consulté sur <https://www.fmn.dk/globalassets/fmn/dokumenter/nyheder/2020/-danish-national-action-plan-on-wps-.pdf>

Ministry for Foreign Affairs of Finland. (2023). *Walking the Talk – Human Rights-Based Approach in Finland’s Development Policy and Cooperation*. Consulté sur <https://um.fi/documents/384998/0/5-page+summary+of+the+evaluation+and+its+results+%281%29.pdf/ae3af9f3-915d-43d2-eb6c-b801faa49e1f?t=1698219661637>

*Ministry of Foreign Affairs presents Chile’s feminist foreign policy and reinforces its international commitment to human rights*. Ministry of Foreign Affairs. (2023). <https://minrel.gob.cl/news/ministry-of-foreign-affairs-presents-chile-s-feminist-foreign-policy-and#:~:text=This%20policy%20recognizes%20that%20gender,global%20treaties%20signed%20by%20Chile>

Ministry of Gender Equality. (2018). *Action plan to promote security, well-being and equal opportunities for LGBTI people*. Récupéré de [https://bm.dk/media/17143/153842\\_lgbti\\_handlingsplan\\_uk.pdf](https://bm.dk/media/17143/153842_lgbti_handlingsplan_uk.pdf)

Ministry of Social Affairs and Health. (2022). *Action Plan for the Istanbul Convention for 2022–2025*. Publications of the Ministry of Social Affairs and Health. [https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/bitstream/handle/10024/164242/STM\\_22\\_10\\_J.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/bitstream/handle/10024/164242/STM_22_10_J.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

Ministry of Social Affairs and Health. (2021). *Making Finland a Global Leader in Gender Equality: Government Action Plan for Gender Equality 2020–2023*. Consulté sur [https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/bitstream/handle/10024/162844/STM\\_2021\\_10\\_J.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/bitstream/handle/10024/162844/STM_2021_10_J.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

National Indigenous Australians Agency. (2023). *Referendum on Aboriginal and Torres Strait Islander Voice*. <https://www.niaa.gov.au/indigenous-affairs/referendum-aboriginal-and-torres-strait-islander-voice>

Office of the Spokesperson. (2022, November 14). *At COP27, Our Climate Future is Female: A Progress Report on Implementing U.S. Efforts to Advance Women and Girls’ Climate Action*. <https://www.state.gov/at-cop27-our-climate-future-is-female-a-progress-report-on-implementing-u-s-efforts-to-advance-women-and-girls-climate-action/>

Oireachtas. (2018). *Health (Regulation of Termination of Pregnancy) Act 2018 (No. 31 of 2018)*. Voir: <https://data.oireachtas.ie/ie/oireachtas/act/2018/31/eng/enacted/a3118.pdf>

Organization of American States, (2023), *Third Special Conference of state parties, Follow up Mechanism to the Belém Do Pará Convention* [https://belemdopara.org/wp-content/uploads/2023/10/ENG.MESECVI-III-CEE\\_doc.139\\_23.rev5\\_.pdf](https://belemdopara.org/wp-content/uploads/2023/10/ENG.MESECVI-III-CEE_doc.139_23.rev5_.pdf)

O’Shea, M. (2023, February 28). *The Independent Review of the Operation of the Health (Regulation of Termination of Pregnancy) Act 2018*. <https://www.gov.ie/en/publication/13fe5-the-independent-review-of-the-operation-of-the-health-regulation-of-termination-of-pregnancy-act-2018/>

PeaceWomen. (2020). *National Action Plan on Women, Peace and Security: Spain*. Consulté sur <https://1325naps.peacewomen.org/index.php/spain/>

Prime Minister of Canada. (2023). *Declaration of North America (DNA)*. [Declaration of North America \(DNA\) | Prime Minister of Canada \(pm.gc.ca\)](https://www.pmc.gc.ca/declaration-of-north-america-dna)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (2022). *Partenariat France-PNUD 2022-2023*. [https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-11/high-res\\_lastest\\_november\\_version\\_2022\\_partenariat\\_france\\_-\\_pnud\\_2021-2022\\_dossier.pdf](https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-11/high-res_lastest_november_version_2022_partenariat_france_-_pnud_2021-2022_dossier.pdf)

Republic of Slovenia - Ministry of Foreign and European affairs. (juin 2023). *Guidelines for the Mainstreaming of Gender Equality in Development Cooperation and Humanitarian Aid of the Republic of Slovenia*. <https://www.gov.si/assets/ministrstva/MZEZ/Dokumenti/stiki-z-javnostmi/Guidelines-for-the-Mainstreaming-of-Gender-Equality-in-Developmen-Cooperation-and-Humanitarian-Aid-of-the-Republic-of-Slovenia.pdf>

Schreinemacher, L. (2023, January 16). Letter to Parliament about the state of affairs regarding the ban on work by women working for NGOs in Afghanistan. Open Overheid. Voir <https://open.overheid.nl/documenten/ronl-68602d0f9ff772967c5bacfe0d10b1d40e66cce9/pdf>

Scottish Government. (2021). *A fairer, greener Scotland: Programme for Government 2021-22*. <https://www.gov.scot/binaries/content/documents/govscot/publications/strategy-plan/2021/09/fairer-greener-scotland-programme-government-2021-22/documents/fairer-greener-scotland-programme-government-2021-22/fairer-greener-scotland-programme-government-2021-22/govscot%3Adocument/fairer-greener-scotland-programme-government-2021-22.pdf>

Scottish Government. (2023). Taking A Feminist Approach To International Relations. Voir: <https://www.gov.scot/binaries/content/documents/govscot/publications/strategy-plan/2023/11/taking-feminist-approach-international-relations/documents/taking-feminist-approach-international-relations/taking-feminist-approach-international-relations/govscot%3Adocument/taking-feminist-approach-international-relations.pdf>

Secretary of State for Foreign, Commonwealth and Development Affairs. (2023). International Women and Girls Strategy 2023–2030. Voir: <https://assets.publishing.service.gov.uk/media/640a0bb1d3bf7f02f7d9db18/international-women-and-girls-strategy-2023-2030.pdf>

Security Women. (n.d.) *Chile*. [Chile | National Action Plan \(Nap\) | SecurityWomen](#)

Security Women. (2021). *Mexico*. [Mexico | National Action Plan \(Nap\) | SecurityWomen](#)

Spanish Presidency of the Council of the European Union. (2020). *Striving for a Union of Equality: The Gender Equality Strategy 2020-2025*. Consulté sur <https://spanish-presidency.consilium.europa.eu/media/fj0ny0rk/striving-for-a-union-of-equality.pdf>

SWEDEN'S 2024–2028 NATIONAL ACTION PLAN Implementation of UN Security Council resolutions on women, peace and security. (2024). Ministry of Foreign Affairs.

The White House. (2023). *Budget of the U.S. Government Fiscal Year 2024*. [https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2023/03/budget\\_fy2024.pdf](https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2023/03/budget_fy2024.pdf)

The White House. (2021). *National Strategy on Gender Equity and Equality*. Consulté sur <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2021/10/National-Strategy-on-Gender-Equity-and-Equality.pdf>

The White House. (2023, October). U.S. Strategy and National Action Plan on Women, Peace and Security. <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2023/11/U.S.-Strategy-and-National-Action-Plan-on-Women-Peace-and-Security.pdf>

UK Government. (2023, March 19). UK Women, Peace and Security National Action Plan 2023-2027. Voir: [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/1156085/uk-women-peace-security-national-action-plan-2023-2027.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/1156085/uk-women-peace-security-national-action-plan-2023-2027.pdf)

UK Home Office. (2015, December). Introducing a Stalking Protection Order – a consultation. Voir: [https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5a7f923140f0b62305b87f37/Introducing\\_a\\_Stalking\\_Protection\\_Order\\_-\\_a\\_consultation.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5a7f923140f0b62305b87f37/Introducing_a_Stalking_Protection_Order_-_a_consultation.pdf)

UK Parliament. (1998). Scotland Act 1998, Schedule 5. Voir <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1998/46/schedule/5>

UNDP. (10 novembre 2020). Fonds vert pour le climat investit 23,1 millions de dollars pour renforcer la résilience climatique des communautés de bergers mongols. <https://www.adaptation-undp.org/node/6450>

United Nations Framework Convention on Climate Change. (n.d). *Submission of Chile - Gender and climate change*. [202005041240---Gender Submission Chile.pdf \(unfccc.int\)](https://unfccc.int/202005041240---Gender-Submission-Chile.pdf)

United States Department of State. (2022). *United States Strategy on Global Women's Economic Security*. Consulté sur <https://www.state.gov/reports/united-states-strategy-on-global-womens-economic-security/>

United States Department of State. (2023). *United States Strategy to Respond to the Effects of Climate Change on Women 2023*.  
<https://www.state.gov/reports/united-states-strategy-to-respond-to-the-effects-of-climate-change-on-women-2023/>

UN Treaty Body Database. (2024). OHCHR.  
[https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=168](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=168)

UnWomen Asia and the Pacific. (n. d.). *National Action Plans*.  
<https://asiapacific.unwomen.org/en/focus-areas/peace-and-security/national-action-plans#:~:text=As%20of%20February%202023%2C%20105.include%20mention%20of%20climate%20change>.

USAID. (2023, 2 août). *Politique de développement inclusive pour les personnes LGBTQI+*.  
[https://www.usaid.gov/sites/default/files/2023-07/USAID\\_LGBTQI-Inclusive-Development-Policy\\_August-2023\\_1.pdf](https://www.usaid.gov/sites/default/files/2023-07/USAID_LGBTQI-Inclusive-Development-Policy_August-2023_1.pdf)

Violences faites aux femmes : la ratification de la convention d'Istanbul dans l'Union européenne. (2024). Toute l'Europe.  
<https://www.touteleurope.eu/societe/carte-violences-faites-aux-femmes-la-ratification-de-la-convention-d-istanbul-dans-l-union-europeenne/>

World Bank. (2019). Costa Rica , *Gender Action Plan for the national REDD+ Strategy*,  
[https://redd.unfccc.int/uploads/4863\\_6\\_wb-gap-eng-web.pdf](https://redd.unfccc.int/uploads/4863_6_wb-gap-eng-web.pdf)

WPS focal Points network. (n. d.). Mongolia. <https://wpsfocalpointsnetwork.org/mongolia/>

Wps focal points net work. (2022). *The law on promotion og gender equality, cross-sectoral strategic plan for promoting gender equality in mongolia (2022-2031)*.  
<https://wpsfocalpointsnetwork.org/wp-content/uploads/2023/04/%D1%81%D1%82%D1%80%D0%B0%D1%82%D0%B5%D0%B3%D0%B8-%D1%82%D3%A9%D0%BB%D3%A9%D0%B2%D0%BB%D3%A9%D0%B3%D3%A9%D3%A9-2022-2031-eng-.pdf>